

Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14445 - 6 F

MARDI 9 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LÉSSOURNE

Les Palestiniens désarmés au Liban

UNE nouvelle fois vaincus, les fedayin sont sur le point d'être désarmés dans le sud du Liban. Rares sont la cause palestinienne aura été dans une aussi mauvaise passe. Pourtant, depuis plus de quarante ans que se pose la question de leurs droits, les Palestiniens ne comptent plus leurs drames et leurs revers.

En 1982, l'invasion israélienne du Liban avait entraîné le départ des combattants palestiniens et, sinon l'éclatement définitif, un affaiblissement considérable de leurs organisations. Les fedayin, sont, depuis, peu à peu revenus au Liban, mais bien moins nombreux qu'auparavant. Ils n'étaient guère plus de 5 000 face aux 10 000 soldats des troupes gouvernementales libanaises, forte de l'appui de la Syrie, exerçant plus que jamais sa tutelle au pays du Cédar. En position de faiblesse, les dirigeants palestiniens n'avaient pas d'autre choix que d'accepter le retour de l'autorité libanaise dans le sud du Liban et le démantèlement de leur dernier véritable bastion au Proche-Orient. Reste aux Libanais, dont on peut craindre l'esprit de revanche, à garantir la sécurité d'environ 350 000 réfugiés palestiniens dans les camps du pays.

Que fera notamment l'armée libanaise si des commandos continuent d'agir contre Israël, déclenchant ainsi de nouvelles réactions militaires de l'Etat hébreu ?

L'OLP est dans une situation extrêmement délicate. En butte à l'hostilité continuelle de Damas, M. Yasser Arafat est, de plus, contesté au sein de l'organisation. Déconsidéré aux yeux de la plupart des Occidentaux et privé de soutien financier de la majeure partie des pays arabes, à cause de ses prises de position en faveur de l'Irak durant la crise du Golfe, le chef de l'OLP sait que l'on souhaite sa mise à l'écart.

Des dissensions se font jour parmi les personnalités qui animent le mouvement dans les territoires occupés par Israël, et les groupes islamistes y concourent vivement l'OLP. Tant et si bien que l'infidélité marque le pas, pour la plus grande satisfaction des Israéliens.

Or Israël se montre plus que jamais intransigeant. Au Liban tout d'abord. Les Israéliens viennent de rappeler qu'il n'est pas question de supprimer avant longtemps la « zone de sécurité » établie - en territoire libanais - le long de la frontière. Pas même la poche de Jazzine, au nord de cette zone, alors qu'on prête aux Américains l'intention de faire pression sur le gouvernement israélien pour qu'il fasse ce geste, contribution minimale de Jérusalem à la restauration de l'autorité de l'Etat libanais ?

Bien que M. James Baker n'ait guère de chances de faire aboutir une nouvelle offensive de paix, les Américains et le reste de la communauté internationale ne pourront pas ignorer éternellement que les Palestiniens attendent toujours un début d'application des résolutions de l'ONU les concernant, surtout au moment où la colonisation israélienne se poursuit. La France paraît bien décidée à insister de nouveau sur cette nécessité dans les prochains jours.

Lire page 6 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX

M0147 - 0709 0 - 6.00 F



Malgré une nouvelle intervention de la CEE

La tension reste vive entre Serbes et Croates

La « troïka » de la CEE est intervenue une troisième fois - durant la nuit du dimanche 7 au lundi 8 juillet - dans la crise yougoslave. Elle est parvenue à faire préciser et accepter les accords précédemment conclus, notamment sur le retour de l'armée fédérale dans ses casernes, le contrôle des frontières de la Slovénie et la suspension pour trois mois des indépendances slovène et croate dont le principe même n'est pas « exclu » selon M. Jacques Delors. La tension reste cependant vive, surtout en Croatie.

« Nous voulons des fusils ! »

OSIJEK (Slavonie)
de notre envoyée spéciale
« Nous voulons des fusils ! » Nous voulons des fusils !, scandent quelques centaines de jeunes gens, drapeau croate à la main. Du balcon de la mairie, le numéro deux de la ville les éconduit : « Nous ne vous en donnerons pas, ce n'est pas le moment ; méfions-nous des provocateurs. » Les injures qui s'ensuivent redoublent lorsqu'un avion de l'armée yougoslave passe à proximité à très basse altitude. Ce dimanche 7 juillet était un dimanche presque ordinaire à Osijek : depuis quelques mois, la capitale de la Slavonie a l'habitude de ces manifestations. Mais, cette fois, la colère est encore montée d'un cran. Car au moins quatre gardiens nationaux croates

et un soldat de l'armée fédérale sont morts le matin même à Tenja, un village distant de 4 kilomètres, dans des combats contre les « terroristes » serbes. Et, en s'interposant, l'armée yougoslave s'est rangée de leur côté en faisant feu sur les combattants croates. La guerre civile couve en Slavonie. Limitrophe de la Voïvodine, province sous le contrôle de la Serbie, la région est peuplée à 40 % de Serbes. A l'époque du communisme, ceux-ci tenaient fermement les commandes. Aujourd'hui, les Croates prennent leur revanche, confortés par l'élection à la présidence de la République du nationaliste Franjo Tudjman, il y a un peu plus d'un an.

MARIE-PIERRE SUBTIL
Lire la suite page 3

Lire aussi :
La troisième intervention de la CEE a permis de préciser les accords précédents.
par FLORENCE HARTMANN

■ Face à face à Bérak, en Slavonie

■ A la frontière autrichienne, en attendant l'ennemi yougoslave...
par PATRICE CLAUDE
pages 3 et 4

■ Un entretien avec Alain Finkelkraut
par JEAN-MARIE COLOMBANI et JACQUES-FRANÇOIS SIMON
page 2

La politique du gouvernement sur l'immigration

M^{me} Cresson envisage des charters pour expulser les clandestins

Dans une interview à TF1, qui devait être diffusée lundi soir 8 juillet, M^{me} Cresson envisage l'utilisation de « charters » pour la reconduite des clandestins et des déboutés du droit d'asile, « lorsque la justice aura établi qu'ils n'ont pas le droit d'être chez nous ». On indique à l'Elysée qu'aucune décision ne sera prise avant que le chef de l'Etat n'ait connaissance du dossier complet des propositions de M^{me} Cresson sur les contrôles aux frontières, le droit d'asile et les reconduites.



Lire nos Informations ainsi que les articles de PATRICK JARREAU et d'ALAIN ROLLAT page 7

Alliance entre Cap Gemini Sogeti et Daimler-Benz

Le groupe français numéro un européen dans le secteur des services informatiques négocie un accord industriel et financier avec le géant allemand.
page 15

Le scandale de la BCCI

Londres demande à Abou-Dhabi de rembourser les clients de la banque internationale.
page 15

Codifier les ventes d'armes

Une conférence réunit à Paris les cinq principaux fournisseurs du monde.
page 5

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les Etats-Unis contre les Douze

Avant le sommet des Sept Washington manifeste de plus en plus sa méfiance à l'égard de la construction européenne.
■ L'Allemagne, ou l'intendance suivra. ■ Le Japon, une stratégie de moyens. ■ La chronique de Paul Fabra.
pages 17 à 19

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 30

Triomphe allemand à Wimbledon

Michael Stich et Steffi Graf, vainqueurs des Internationaux de Grande-Bretagne

Lire les articles de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Tour de France : LeMond en embuscade

Après trois étapes, le vainqueur du Tour 1990 confirme son ambition

Lire l'article de SERGE BOLLOCH

Williams-Renault remporte le Grand Prix de France

Le Britannique Nigel Mansell a devancé Alain Prost.
Lire l'article de GÉRARD ALBOUY
page 10 et 11

Le retour des bannis du sport

L'Afrique du Sud, exclue depuis 1970, devrait être réintégrée au sein du Comité international olympique, mardi 9 juillet

par Philippe Broussard

Le sport sud-africain s'appête à disputer le match le plus important de son histoire. Une rencontre hautement symbolique au moment où la ségrégation raciale vit ses dernières heures. Réunie à Lausanne (Suisse), mardi 9 juillet, la commission « apartheid et olympisme » du Comité international olympique (CIO) devait réintégrer l'Afrique du Sud au sein d'un mouvement olympique dont elle avait été exclue en 1970. Une telle décision est envisageable depuis la

visite dans ce pays, du 23 au 27 mars, d'une délégation emmenée par le Sénégalais Kéba Mbaye, vice-président du CIO. De retour de Johannesburg, où il avait rencontré le président Frederik De Klerk et M. Nelson Mandela, M. Mbaye avait reconnu l'existence d'un « Comité national olympique sud-africain par intérim » regroupant, pour la première fois, les différentes organisations du sport sud-africain. Il avait cependant indiqué que deux conditions devaient être remplies pour lever

l'exclusion et reconnaître un comité définitif : la fin officielle de l'apartheid et l'unification des fédérations (« noires », « blanches », « métisses ») régissant chaque sport.

Le premier obstacle est tombé lundi 17 juin avec l'abolition de la loi sur la « classification » de la population (le Monde du 19 juin). Le second fait l'objet de négociations depuis plusieurs mois.

Lire la suite page 11 ainsi que l'article de FREDÉRIC FRITSCHER page 5

Yémen : une unité fragile...

I. - La fin des illusions

Nous commençons la publication d'une série de deux articles sur le Yémen, qui a célébré en mai le premier anniversaire de la proclamation de l'unité entre les deux anciennes Républiques.

SANAA

de notre envoyé spécial

Malgré les nombreuses lois promulguées - souvent à la hâte - l'unification des structures économiques et sociales des deux Yémens est demeurée incomplète. L'économie a durablement souffert des retombées de la crise du Golfe pendant laquelle le gouvernement de Sanaa a fait preuve d'une grande solidarité avec l'Irak. Le Yémen en fut sévèrement puni par l'Arabie saoudite, qui a non seulement expulsé plus d'un million de travailleurs yéménites, mais aussi mis fin à son aide financière. Pour la première fois, les Yéménites expriment ouvertement leur

mécontentement face à la dégradation constante du niveau de vie (les salaires ont augmenté de 30%, alors que les prix ont plus que doublé). La vague de nationalisme arabe provoquée - probablement à dessein - lors de la crise du Golfe a contribué pendant un certain temps à éclipser ce que l'on appelle ici les « salbiyate » (aspects négatifs) de

l'unité. Mais aujourd'hui, ces derniers apparaissent au grand jour et alimentent toutes les conversations. Le seul sujet que les gens évitent est celui de la défaite irakienne accueillie avec amertume par la population qui estime avoir été bernée dans cette affaire.

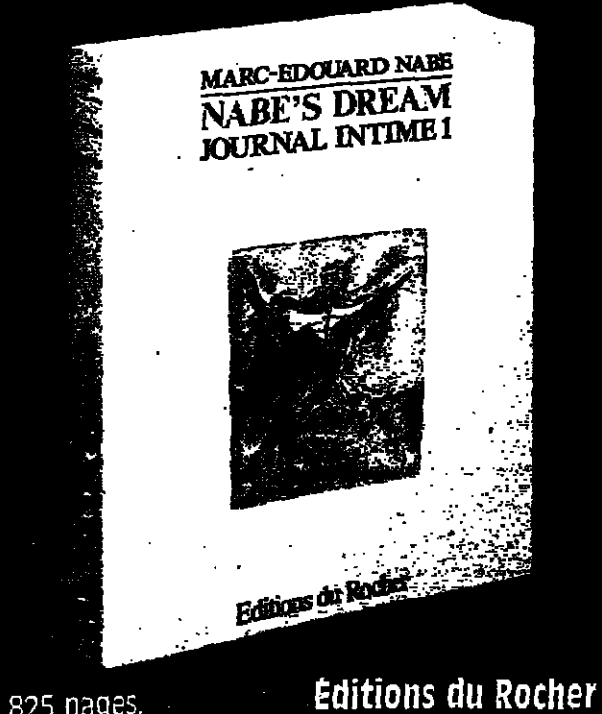
JEAN GUEYRAS
Lire la suite page 6

Jeunesses d'Amérique

Paris-Texas, en passant par les bayous de Louisiane, le Blues de Chicago, les plaines du Middle-West, le charme discret de Philadelphie ou le pavé du Bronx new-yorkais, sur les pas de ces adolescents anonymes qui sont l'Amérique de demain. Deux mois passés là où ils vivent, chez eux, dans leur classe, leurs rêves, au travail, avec leur bande... Danielle Rouard nous présente, pendant trois semaines, quelques portraits de ces jeunes d'une Amérique multiple.

Lire page 9

M.E. Nabe MONSTRUEUX OU GÉNIAL ?



825 pages.

Editions du Rocher

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; États-Unis, 4,95 F ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 18 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2,5 \$; USA (Philad), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Alain Finkelkraut

« On ne peut se servir de la lutte contre l'antisémitisme pour justifier le maintien d'un empire ou une invasion militaire »

« La fin du communisme ne va-t-elle pas entraîner l'Europe dans une formidable régression, non que l'on ait la nostalgie de l'ordre ancien, mais parce que le désordre qui s'installe au nom des nationalités peut générer des catastrophes ? »

S'il y a régression, c'est la nôtre, celle des Européens de l'Ouest, celle des Français que nous sommes. Voyez la Yougoslavie. Deux nations, la Slovénie et la Croatie, proclament leur indépendance, et affirment du même souffle leur européanité. Que fait la France ? Elle met ces deux nations au ban de l'Europe au nom de l'indépendance territoriale de la Yougoslavie et du maintien à tout prix du statu quo. Cette attitude témoigne d'abord d'une abyssale ignorance. Notre gouvernement, nombre de nos journalistes et la plupart de nos intellectuels ont découvert la Slovénie le 26 juin 1991. Raisonnant par analogies, par approximations et par clichés, ils ont imputé le désordre aux sécessionnistes. La réalité est inverse : ce n'est pas la déclaration d'indépendance des Slovènes et des Croates qui a engendré le chaos, c'est la désintégration finale de la Yougoslavie et la menace de plus en plus précise de son remplacement par une dictature militaire qui a provoqué cette sécession.

En Slovénie, tout avait commencé par une lutte pour le pluralisme et la démocratie dans toute la Yougoslavie. L'armée a répliqué par l'emprisonnement de trois journalistes et d'un sous-officier slovène. Alors l'idée a germé qu'il n'y avait de salut national et démocratique qu'en dehors de la « fédération ». Lorsque, au mois de décembre, la population a voté à une écrasante majorité pour l'indépendance, le gouvernement démocratiquement élu de cette République a donné un délai de six mois à l'Etat central pour que soit trouvée une solution fédérale à la crise. Pendant cette période, la Serbie a investi le système monétaire de l'Etat et a prélevé pour ses besoins la moitié de la monnaie fiduciaire prévue pour l'année 1991. Puis la Serbie a empêché que M. Mezic, un Croate, accède à la présidence de la direction collégiale du pays. Malgré ce comportement, et malgré l'occupation du Kosovo, la pression française s'est exercée exclusivement sur les deux Républiques indépendantes. La seule chance de sauver la Yougoslavie a été ainsi gâchée par ceux-là mêmes qui voulaient à toute force son maintien. Pays baltes, Arménie, Slovaquie, Croatie : pour la France, les petites nations sont coupables d'introduire le désordre dans l'Europe libérée. Mais libérée de quoi, si cette Europe n'a pas le droit d'être libre ?

N'êtes-vous pas troublé par le fait que la Slovénie soit malgré tout une création de la fédération yougoslave ; ou bien que la Croatie voit resurgir aujourd'hui un courant qui était aux commandes dans les années 1941-1944 : cet aspect « revanche » du nationalisme croate vous conduit-il à nuancer votre analyse ?

La Slovénie n'est pas une création de la Fédération yougoslave ! C'est une nation millénaire qui en 1918, après l'effondrement de l'empire austro-hongrois, a tenté l'aventure de ce qui s'est appelé l'Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes, et qui choisit aujourd'hui d'en sortir parce qu'il ne reste de la Yougoslavie que la double perspective de la dictature politique et de l'effondrement de l'économie. J'entends le mot « nation » au sens non pas ethnique, mais désignant que lui a donné Renan : un patrimoine et un projet, riche legs de souveraineté et le consentement. Le désir clairément exprimé de continuer la vie commune. Ces deux dimensions se retrouvent en Slovénie et en Croatie. Le noir épisode de l'Etat oustachi créé par Hitler en 1941 ne fait pas de la Croatie une nation. Quant à réduire l'actuel patriotisme croate à une résurgence fasciste, c'est un raisonnement essentialiste qui occulte la résistance croate pendant la guerre et qui aurait dû nous conduire à rayer de la carte l'Allemagne et la Russie. Cela dit, il existe bien une tentation révisionniste en Europe de l'Est.

La faute à l'intelligentsia antitotalitaire

N'est-ce pas cette tendance qui triomphe, ou qui s'apprête à triompher ?

Non, mais elle est présente en Roumanie chez les nostalgiques du dictateur Antonescu, en Slovaquie chez les admirateurs de Mgr Tiso, et partout où la catastrophe du stalinisme a immédiatement succédé à l'occupation nazie. C'est la tentation de réinterpréter sinon l'hitlérisme lui-même, du moins la collaboration avec les nazis, comme un effort pour vaincre le communisme ou pour échapper à ses prises. Les deux grandes douleurs de l'Europe sont souvent, hélas ! exclusives l'une de l'autre. Il faut donc apprendre à les méditer ensemble. Mais ce n'est pas en prenant le chemin que de frapper d'indignité tous les mouvements d'émancipation nationale de l'Europe postcommuniste. On n'a pas le droit de se servir de la lutte contre l'antisémitisme pour justifier le maintien d'un empire ou une invasion militaire. C'est pourtant l'attitude de toute une intelligentsia nationalitaire qui, en décidant que le « nationalisme » est le danger des dangers, fait payer aux petites nations européennes les crimes commis par les grands empires continents et qui choisit Gorbatchev contre Soljenitsyne, alors que le premier, avec toutes ses qualités, emploie la manière forte pour mater les Arméniens et que le second, avec tous ses défauts, plaide pour le démantèlement immédiat de l'empire. Quant à l'intelligentsia dite « progressiste », elle méprise chez tous la volonté d'avoir un Etat et un drapeau, sauf chez les Palestiniens.

N'est-ce pas pour éviter l'armée soviétique que l'on joue le statu quo ?

L'Union soviétique et la Serbie dépendent de l'Occident pour leur survie. Il est donc possible d'amener Gorbatchev à composer

comme il était hier possible de contraindre le gouvernement de Belgrade à accepter la transformation de la Yougoslavie en une confédération d'Etats souverains. Au lieu de cela, notre président a choisi la perpétuation du colonialisme et de l'injustice. Il pourrait dire comme Metetrnich : « Le premier élément moral en moi, c'est l'immobilité », à cette différence près que Metetrnich savait très bien qu'il combattait les principes libéraux, tandis que notre président s'en proclame le défenseur. Ahurissante diplomatie qui prend partie pour l'écrasement des petites nations au nom de la lutte contre le nationalisme. Incroyable République qui n'a que le mot « différence » à la bouche et qui ne veut voir qu'une tête en Europe, qui honore en son sein la culture hip-hop et qui ignore avec impudence la culture slovène. Vive le rap ! A bas la Slovénie ! Les deux choses vont de pair.

N'est-ce pas, au-delà de la France, l'Europe elle-même, la communauté telle qu'elle est, qui cherche à se préserver d'une situation qui, avant guerre, a conduit à la guerre ?

La guerre, c'est l'immobilisme qui y mène.

Et il était tout à fait irred de voir M. Jacques Poos, ministre de la non-nation luxembourgeoise, exiger des Slovènes, au nom de l'Europe des Douze, qu'ils renoncent à leurs aspirations nationales. Demain, peut-être, le prince Rainier de Monaco demandera aux Baltes, au nom de la planète Terre d'être rationnelles et d'accepter pour un tout petit siècle encore la reconduction du pacte Staline-Hitler ! En tout cas, dans ce face-à-face entre la troïka (sic) européenne et la Slovénie, l'Europe au seul sens de ce mot qui vaille, l'Europe de la démocratie et de la diversité, était du côté des Slovènes. Aujourd'hui, d'ailleurs, l'Europe communautaire ne parle plus d'une seule voix : la France se cramponne à une position conservatrice, au risque de favoriser l'invasion de la Slovénie et de perdre au profit de l'Allemagne tout crédit dans l'Europe post-totalitaire. Par peur, dites-vous, que de nouveaux Balkans ne nous conduisent à la guerre. Mais la Slovénie ne fait pas partie du monde balkanique... Mais la première guerre mondiale est née d'un conflit entre empires... Mais l'archiduc Ferdinand a été assassiné par des extrémistes serbes !

Minorités et nations majoritaires

Il faut tout de même définir, à la fois pour des raisons économiques et pour des raisons culturelles, des modèles d'intégration des minorités. Dans le cas de la Yougoslavie, c'est clair. Mais le problème va se poser ailleurs, pour la Hongrie, par exemple, dont le tiers de la population est minoritaire dans les pays voisins.

Ne mélangons pas tout ! La Slovénie ou l'Arménie ne sont pas des minorités, ce sont des nations majoritaires sur leur territoire, et qui aspirent à recouvrer leurs droits. On ne progressera aucune-

ment dans la résolution du problème des minorités en s'asseyant sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ne pensez-vous pas qu'on s'engage à ce moment-là dans un travail de dosage assez subtil et impossible à faire, hormis le cas : est légitime toute aspiration dite nationale qui permet de sortir du communisme ? L'aspiration des Slovaques, par exemple, de sortir de la Tchécoslovaquie est-elle encore légitime, alors qu'ils sont sortis du communisme ?

Elle est légitime. Les Slovaques forment indéniablement une nation. Et à ce titre, ils ont le droit à l'autodétermination, sauf à dire que ce droit désormais n'a plus cours et que, en passant du communisme à la « maison commune », les peuples ont simplement changé de prison. Il est vrai que l'indépendance effective de la Slovaquie poserait des problèmes techniques insurmontables. Mais, précisément, si l'on veut préserver le lien, il faut reconnaître la légitimité du patriotisme slovaque. C'est au fond si les Tchèques disent aux Slovaques : « Oui, vous formez une nation avec tous les droits énoncés », que la Tchécoslovaquie, sous une forme peut-être renouvelée, reste viable. Dire, en tout cas, comme nos diplomates : « Vive la fin du communisme et que personne ne bouge ! », ce n'est pas éviter la catastrophe, c'est y conduire.

Votre raisonnement est intéressant. Mais, dites-vous, ou non favorable à la reconnaissance du peuple corse ?

Non.

Tous les critères que vous venez d'énoncer s'appliquent à la Corse. Or vous dites aux Corses, au nom d'un jacobinisme que vous venez de dénoncer en Yougoslavie : ne bougez pas !

Je ne suis pas jacobin. Je suis républicain. Et je vois trois différences majeures entre la situation des Corses (ou des Basques) et la situation slovaque. Une différence culturelle : l'identité française existe, et les Corses la partagent ; il n'existe pas d'identité yougoslave. Une différence tout à la fois constitutionnelle et historique : la France est une République une et indivisible (« La République une et indivisible, notre royaume de France », disait profondément Péguy) ; la Yougoslavie est une fédération de Républiques qui ont le droit de faire sécession. Une différence politique enfin : les indépendantistes basques ou corses sont minoritaires et recourent au terrorisme dans leur lutte contre l'Etat démocratique. Les Slovaques sont tous pour l'indépendance de leur pays, et ils combattent au nom de la démocratie et par des voies démocratiques le terrorisme d'Etat. Juger l'Europe centrale à l'aune du problème corse est la preuve ultime du provincialisme et de l'autocentrisme français.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et JACQUES-FRANÇOIS SIMON
Alain Finkelkraut est directeur de la revue Le Messager européen.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

La France dans la guerre

Une guerre est toujours une épreuve de vérité pour un régime politique. Celle du Golfe a permis de vérifier l'efficacité des institutions de la V^e République. Elle a, en revanche, laissé des séquelles au sein de la gauche.

La guerre du Golfe a-t-elle modifié la société française ? A voir la rapidité avec laquelle celle-ci a fermé la parenthèse et avec quels délices le monde politique a retrouvé ses querelles favorites, on pourrait croire que non. Mais au-delà de ces apparences, il est permis de s'interroger sur les traces que cette épreuve a laissées dans le pays. C'est ce que fait, fort pertinemment, la revue *Pouvoirs*, dans un numéro intitulé « La France en guerre ».

S'interrogeant sur le fonctionnement des institutions, elle observe que la République, qui, depuis ses origines, avait eu beaucoup de mal à « gérer » ses guerres, s'est fort bien tirée de celle-ci. Par sa brièveté et sa brutalité, ce conflit a servi d'exercice grandeur nature au pouvoir et a permis de vérifier que celui-ci était capable de contrôler une situation d'exception.

Pour le juriste Raphaël Hadas-Label, les deux grands vainqueurs de l'opération ont été la Constitution et le président de la République. La première a fait la preuve de son efficacité, en permettant au second de garder la maîtrise des événements. Et François Mitterrand s'est remarquablement profité de cette situation, en mêlant adroitement l'art de la décision, celui de la concertation et celui de l'appel à l'opinion (par ses fréquentes interventions télévisées).

Cette concentration du pouvoir à l'Elysée, liée au poids respectif des individualités en présence, a fait apparaître plus nettement qu'il ne se trouvait les vrais centres d'influence. Ainsi le rôle personnel important du ministre des affaires étrangères s'est accompagné d'une rapide mise sur la touche du Quai d'Orsay (ce qui, selon Dominique Moïsi, ne fait que confirmer une évolution déjà ancienne). En revanche, les états d'âme de Jean-Pierre Chevènement ont rapidement conduit à une neutralisation du ministre de la défense et à une montée en puissance des chefs militaires, en particulier du général Maurice Schmitt et de l'amiral Jacques Lanxade, promu porte-parole officiel de la stratégie présidentielle. Pour Samy Cohen, ce rapprochement entre le pouvoir et l'institution militaire ne sera pas sans conséquences. « S'agissant d'un président de gauche, tenu longtemps en suspicion par les militaires, le résultat relève de l'exploit », estime-t-il.

Le Parlement remplacé par les médias

Si, du fait des institutions, Mitterrand a été en retrait durant cette période, se contentant de contrôler l'application des décisions et d'assurer l'intendance, la coopération entre la présidence et le gouvernement a bien fonctionné, grâce à l'efficacité de la cellule de crise, animée par le secrétaire général de l'Elysée, Jean-Louis Bianco. Et sous l'impulsion de deux fidèles du président (Pierre Joxe, puis Philippe Marchand), le ministère de l'intérieur a su garantir la sécurité intérieure et tester un dispositif de prévention et d'intervention dont l'utilité devrait continuer de se faire sentir « en temps normal ». « Au-delà de l'ordre public, c'est un vrai baromètre de la paix civile qui s'est mis en place », constate Michel Rouzeau, secrétaire général de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure.

Le bilan est en revanche nettement moins positif sur le rôle du Parlement. Certes la nature du conflit – qui n'était pas une guerre au sens juridique du terme, mais une opération de police internationale menée sous l'égide des Nations unies – n'exigeait pas une autorisation formelle de sa part. Par ailleurs, les responsables des partis politiques ont été tenus régulièrement informés de l'évolution de la situation, bénéficiant souvent d'informa-

tions confidentielles. Mais, observe Olivier Duhamel et Yves Mény, le Parlement français n'a pas été le forum et le lieu de débat que fut, par exemple, le Congrès américain. « On a pu entendre les voix de quelques parlementaires, mais le Parlement a été absent », constate Yves Mény.

Ce vide démocratique a, en fait, été rempli par les médias, dont le rôle dans cette affaire a été considérable. Lorsque l'amiral Lanxade, Pierre Joxe ou Michel Vauzelle avaient quelque chose à dire, ils allaient à « 7 sur 7 » ou chez Patrick Poivre d'Arvor. Cette importance prise par les médias – et en particulier par la télévision – explique qu'ils ont été à la fois les vedettes... et les principaux victimes de l'aventure. Considérés comme détenteurs de la vérité, investis d'une magistrature suprême, ils ont été brutalement mis en question, lorsque les conditions mêmes de production des images et des informations ont jeté le doute sur leur liberté vis-à-vis de leur honnêteté. Accusés d'être manipulés tantôt par les militaires, tantôt par les rivaux, ils ont été dépassés par un système qui laissait peu de place à la réflexion et à l'indépendance. Mais, surtout, on peut se demander, avec Renaud Faval, si l'importance symbolique qui est accordée à ce quatrième pouvoir n'est pas contradictoire avec la logique libérale qui fait que le travail des journalistes est fortement déterminé par la concurrence effrénée que se livrent les chaînes, obnubilées par le scoop.

Le reniement de la gauche

Si le Parlement a paru un peu engourdi par le consensus de l'union sacrée, c'est, comme le fait remarquer Guy Carcassonne, que les principaux courants d'opposition à la guerre n'y étaient que peu – ou pas du tout – représentés : le PC, le Front national, les écologistes et les gauchistes. C'est pourquoi le véritable débat d'opinion s'est tenu hors de l'enceinte du Palais-Bourbon.

Ce débat, on peut en suivre les traces dans une revue comme *Lignes*, qui se demande avec tristesse comment on peut encore être de gauche après ce qui s'est passé. « La guerre du Golfe a opérée une coupure », écrit-elle. Elle est profonde. Sans doute est-elle irréversible. Il n'y a pas de gène, il n'y a pas de mécontentements, il n'y a pas de démissions suscitées par la politique conduite depuis 1981 qui ne paraissent dérisoires aujourd'hui comparées à la rage née du ralliement de la France à l'action de guerre américaine au Proche-Orient. On l'aperçoit désormais nettement : ces reniements en chaîne préparaient la gauche à cette abdication majeure.

Ce déchirement, la gauche française n'est pas la seule à l'éprouver. Dans la revue *Digraphe*, l'écrivain espagnol Juan Goytisolo exprime la même déshérence, en lançant un appel au sursaut. « Une nouvelle gauche héritière du legs de Rousseau, Humboldt, Bakounine et Chomsky – et pourquoi pas ? des valeurs spirituelles et de tolérance de Mawana Ibn Arabi – sensible au gaspillage défilant des budgets militaires, au pillage du Sud par le Nord, à la dévastation systématique de notre planète avec ses mers polluées et ses forêts malades, est nécessaire... » Et il ajoute : « Une société sans voix critique cesse d'être une société vivante pour se transformer en une société vide, où le spectacle de la politique ou, mieux encore, la politique en tant que spectacle supplante non seulement la réflexion éthique, mais encore la conscience même de la réalité. »

Des propos qui ont le mérite de nous rappeler qu'une guerre – même victorieuse – est toujours une défaite et que la paix ne peut se satisfaire du silence des opposants ou des vaincus...

► *Pouvoirs*, n° 58, 1991, PUF.
► *Lignes*, n° 14, juin 1991, librairie Séguier, 3, rue Séguier, 75006 Paris, 89 F.
► *Digraphe*, n° 58, juin 1991, Mercure de France, 90 F.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cont. ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0595-2031
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Édité : 462-461-11 - Société Illustre
du journal Le Monde et Régie Presse Y1.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tape LEMONDE
ou 36-15 - Tape LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tape LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS de zone-CEP
3 mois	340 F	572 F	790 F
6 mois	640 F	1 123 F	1 540 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 940 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus.
Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Envoyez pour l'abonnement d'essai tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP-Paris RP

كتاب النحل

ÉTRANGER

La crise yougoslave et les initiatives diplomatiques

Estimant que la Yougoslavie est « au bord de la guerre civile », le gouvernement albanais s'est déclaré, dans un communiqué diffusé dimanche 7 juillet, particulièrement concerné par le sort de « de quelques trois millions d'Albanais au Kosovo vivant depuis dix ans sous occupation militaire de la Serbie ». Toute décision sur l'avenir de la Fédération devra tenir compte de « la volonté des Albanais du Kosovo », soulignent les autorités de Tirana, qui dénoncent la « répression serbe ». Le communiqué affirme que des « bandes paramilitaires » serbes se livrent à « des provocations incessantes, cherchant à provoquer une escalade du génocide contre les Albanais ». « Le bain de sang que préparent les forces serbes chauvines du Kosovo menace gravement la stabilité et la paix dans les Balkans et en Europe », estime également le gouvernement de M. Vili Buri. Belgrade a par ailleurs élevé, dimanche 7 juillet, une « vigoureuse protestation » auprès de l'Autriche, accusée d'ingérence grossière dans les affaires intérieures yougoslaves.

L'ambassadeur d'Autriche dans la capitale yougoslave, M. Walter Ziegler, a été convoqué au ministère des affaires étrangères et s'est vu reprocher l'« encouragement » de son pays des « tendances séparatistes ». Vienne a notamment été accusée de raviver la dangereuse thèse des intérêts nationaux « particuliers » existant entre l'Autriche, la Slovaquie et la Croatie, découlant de « liens historiques ». Une allusion à l'Empire austro-hongrois dont la Slovaquie et la Croatie faisaient partie avant la première guerre mondiale. La Yougoslavie estime, en outre, que la « mise en état d'alerte » des forces autrichiennes à la frontière a « accru la tension », alors qu'il n'y a aucun indice que les événements en Yougoslavie menacent d'une quelconque manière la sécurité de l'Autriche.

L'Allemagne est également accusée par Belgrade d'avoir « trépidé » dans la dissidence de la Slovaquie. « Ce que certains pays n'ont pas réussi à faire par la guerre, ils le réalisent aujourd'hui

grâce à leurs marionnettes », a déclaré, samedi à la télévision, le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic. Il a estimé que « les forces antityougoslaves n'auraient jamais été aussi audacieuses, ni aussi agressives, sans un puissant soutien de l'étranger ». Le premier ministre, M. Ante Markovic, a affirmé détenir des « indices » de l'ingérence d'une puissance étrangère. Un porte-parole du ministère allemand de la défense a formellement rejeté, dimanche, ces accusations d'ingérence étrangère.

A Ljubljana, le ministre slovène de la défense, M. Janez Jansa, a averti, dimanche soir 7 juillet, que « l'armée yougoslave prépare une attaque massive contre la Slovaquie ». Selon les informations obtenues d'après le ministre « de sources sûres à Belgrade », soixante-dix mille à cent mille hommes se préparent pour cette attaque. L'un des objectifs de l'offensive serait de « tuer le maximum de civils slovènes, y compris les dirigeants » de la petite République alpine. M. Jansa

a déclaré que ce plan d'attaque aurait été présenté, le 4 juillet, au comité militaire de Belgrade, par le chef d'état-major de l'armée fédérale, le général Blagoje Adzic, devant cent cinquante officiers supérieurs. Le ministre slovène n'a, en revanche, pas cité le discours prononcé deux jours plus tard dans la capitale fédérale par le général Veljko Kadijevic, responsable de la défense yougoslave. Le général, qui fait figure de modéré, avait notamment déclaré que l'armée, si elle l'avait voulu, « n'aurait eu aucune difficulté (...) à mettre la Slovaquie à genoux ». « Mais pourquoi ferions-nous une chose pareille ? », avait-il demandé. « Pourquoi conduire des soldats et des officiers de toutes nationalités à la mort en Slovaquie, alors que les Slovènes les considèrent comme des étrangers, comme des occupants ? Nous ne voulons pas non plus tuer des Slovènes, même s'ils veulent quitter la Yougoslavie (...) La paix et non la guerre est dans l'intérêt de tous », avait conclu le général Kadijevic. - (AFP, Reuter, AP)

A la frontière autrichienne, en attendant l'ennemi...

MARIBOR (nord-ouest de la Slovaquie)

de notre envoyé spécial

« Ils peuvent revenir, on les attend. » Le tonne bombé et bien sanglé dans une tenue camouflée flamboyante, le capitaine Branko, numéro deux des forces territoriales slovènes pour la région de Ljubljana, n'est pas particulièrement inquiet. Ses hommes - environ 600, d'après ce qu'on raconte dans le pays - ont montré, fin juin début juillet, qu'ils étaient de professionnels, ils faisaient montre d'une détermination bien supérieure à celle de l'armée des conscrits fédéraux.

On s'est battu ici ; les carcasses d'une dizaine de poids lourds criblés de balles, parfois même troués d'obus, qui jalonnent les dernières centaines de mètres avant la poste-frontière de Sentilj, sont là encore fumantes pour le démontrer. Trois chauffeurs ont été fauchés par des rafales alors qu'ils tentaient de décharger leurs véhicules de la mitraille.

Sur le grand parking aujourd'hui désert, mais d'ordinaire réservé aux touristes et aux camionneurs, les territoriaux slovènes s'essaient au maniement des chars GT-55 abandonnés par les fédéraux. Il y en a huit, dont sept en état de marche. Sur les tourelles, l'emblème yougoslave avec l'étoile rouge communiste a été recouvert d'une couche de peinture et les couleurs slovènes apposées sur les canons. « Ce n'est pas que nous souhaitons à tout prix conserver ces armements », explique le sergent Anti Vjekoslav, fraiseur de son état et présentement canonnière de char pour l'armée territoriale. « Simplement, ces tanks nous ont tiré dessus, et tant que la paix n'est pas établie, on les garde. »

L'enlèvement des combats

Moustache blonde, cheveux mi-longs et torse étroit, le jeune sergent, trente-quatre ans, d'interrompue Victoria, sa femme, et ses deux fils en bas âge viennent rendre visite à leur héros de papa. Tous originaires du cru, les gardes territoriaux sont ici chez eux et leur moral est assez haut. Ce week-end, l'officier a autorisé les contacts. Des familles entières, chargées de provisions, s'égaillent sur le parking, pique-niquent sur

les pelouses et les enfants grimpent joyeusement sur les chars d'assaut.

Vaincue par sa désorganisation et son absence presque totale de motivation, l'armée fédérale a fui. Le soir, dans les cafés, quand les hommes de Slovaquie se racontent leur « guerre » et évoquent leurs centaines de « prisonniers », il y a toujours un rabat-joie pour rappeler que la plupart des soldats affamés et assoiffés se sont rendus sans combattre. Un exemple dont la presse locale a beaucoup parlé : à quelques kilomètres de Ljubljana, chef-lieu d'un district de campagne avec dix ou onze mille habitants - plus de coquettes résidences secondaires que dans le Limousin - il y a un fier petit village nommé Hrastje-Mota. La rumeur locale en a fait le haut lieu d'une bataille de chars et le sanctuaire quasi historique d'un fabuleux coup de main, qui s'est terminée par la prise d'un gros hélicoptère de transport de troupes.

Fausse démobilisation

La presse de Belgrade, elle, a affirmé que les « bandes slovènes » ont abattu l'engin alors qu'il était marqué d'une croix rouge. Nous avons retrouvé l'appareil, un MI-8 au milieu d'un champ de pommes de terre, impeccable, sauf pour une pale de son rotor qui s'est endommagée en cisailant la cime d'un vieux noyer ; pas de trace d'impact, par la moindre douille de balles alentour. De toute évidence, l'hélicoptère, aujourd'hui frappé de l'emblème slovène, avait atterri là il y a quatre jours pour charger ou décharger une cargaison. Il a été victime d'un accident, son équipage a fui ou s'est rendu.

Combien d'incidents de ce genre transformés par la rumeur en équipées homériques ? Du 27 juin au 7 juillet, selon la Croix-Rouge slovène elle-même, les affrontements dans l'ensemble de la république indépendante ont fait officiellement soixante morts dont quinze civils. Toute perte humaine est éminemment regrettable, mais on est loin du « carnage », voire du génocide dénoncé par certains médias locaux. D'autant que, sur les soixante morts, la Croix-Rouge en a dénombré quarante-neuf non slovènes, dont trente-neuf soldats fédéraux yougoslaves. Propagande et désinformation font toujours rage.

Le président de Slovaquie nous annonce-t-il (le Monde daté 7-8 juillet) que la plupart des barrières routières sont désormais démantelées ? Il nous faudra faire des dizaines de kilomètres pour sortir de la ville de Ljubljana et trouver le passage ouvert en direction du nord, l'autoroute restant fermée. Le ministre de l'Information déclare-il que dix mille hommes des forces territoriales ont été démobilisés ? Aucun, parmi les dizaines d'officiers et de sous-officiers nous rencontrons sur les cent trente kilomètres qui séparent la capitale des postes frontières avec l'Autriche, ne nous confirmera cette information. « Ce qui est vrai », expliquera le capitaine Branko, « c'est que nous avons institué des rotations ; 20 % de nos hommes sont partis se reposer, mais ils ont été remplacés. »

Bien que 2 300 des 2 500 hommes de la caserne fédérale de Maribor, selon les Slovènes, soient

désormais rentrés chez eux, la garde territoriale reste l'arme au pied. « Si l'armée revient en masse pour nous écraser, nous dirons un lieutenant slovène de Ljubljana, nous commencerons à opérer directement en Serbie. Des officiers serbes opposés au régime communiste de Belgrade ont fait défection. Nous pourrions les utiliser en cas de besoin. » Faut-il ajouter foi à toutes ces rotomondeuses ? « Une chose est sûre, soupire le capitaine Branko, si l'armée revient avec des avions et des missiles, ce sera la fin de la Slovaquie, mais aussi de la Yougoslavie. »

A Ljubljana comme à Ljutomer, Gorjia Radgona, Sentilj ou Maribor, au-delà des péroraisons, chacun espère que la diplomatie européenne parviendra à maintenir cet état de ni guerre ni paix, qui règne aujourd'hui en Slovaquie.

PATRICE CLAUDE

« Nous voulons des fusils ! »

Suite de la première page

Les Croates sont prêts à se battre contre ce qu'ils appellent « l'opération de désattribution menée depuis la Serbie ».

Les escarmouches ont commencé en août dernier ; elles opposent, d'un côté, des Serbes de l'autre, la garde nationale croate, composée pour l'essentiel de civils déterminés à se battre pour « l'indépendance de leur pays ». Le 2 mai, la situation a pris des allures dramatiques. Ce jour-là, à Borovo-Čelo, un village proche de la Serbie, quatorze gardes nationaux ont été tués par des Serbes. Depuis, la guerre est ouverte.

Si Osijek est épargnée, dans les campagnes la vie est paralysée : aucune communication n'est possible entre un village croate et un village serbe. Dans la plaine, les barrières se succèdent. A l'entrée de Robota, un gros hameau, flotte le drapeau de l'ancienne Serbie. Deux moissonneuses barrent la route et deux colosses, à la tenue aussi neuve que leurs lance-roquettes, sont là pour dissuader quiconque de poursuivre son chemin. A quelques kilomètres, le dispositif est, à peu de chose près, le même, mais les Croates doivent se contenter de fusils ou de kalachnikovs. Dans les villages « mixtes », où aucune des deux parties n'a réussi à prendre le dessus, on ne se parle plus ; les rues sont désertes et les incidents continuent.

Tenja est un village mixte de huit mille habitants, considéré par les Croates comme un des quartiers généraux des « terroristes » serbes, manipulés depuis la République voisine par ceux qui rêvent d'une grande Serbie. Vendredi, la garde nationale croate appelait les familles à le quitter et, samedi, un commandant annonçait son imminente « libération ». « Ce sera fait en cinq minutes », précisait, tout sourire, M. Branimir Glavas. Le lendemain, alors qu'il se dirige vers Tenja, M. Glavas a perdu de son assurance. Des tireurs isolés serbes empêchent toute progression, et l'armée fédérale est intervenue, ses tanks coupant le

village en deux. Pendant des heures, les tirs, parfois entrecoupés d'explosions, sont pratiquement ininterrompus. Les témoignages des photographes étrangers concordent : l'armée yougoslave ne se cantonne pas à un rôle de tampon ; elle fait feu en direction des combattants croates.

Le cessez-le-feu, qui a mis fin aux combats au bout de douze heures, n'est pas le premier à intervenir en Slovaquie, et il ne sera sans doute pas le dernier. Quant au bilan de cette journée - cinq morts, seize blessés, dont deux grièvement côté croate, - il reste en deça de la réalité. Car l'on ne sait pas quelles sont les pertes « en faces », les cadavres étant, selon la garde nationale, « transportés en Serbie ».

La semaine dernière, des chars de l'armée yougoslave sont arrivés en masse de l'autre côté du Danube, qui sépare la Voïvodine de la Croatie. Au nord, à Batina, une vingtaine d'engins ont traversé le pont. Ce renfort n'a fait que conforter les nationalistes croates dans la mission dont ils se sentent investis : protéger la Croatie « indépendante » de « l'expansion serbe », quoi qu'il en coûte.

MARIE-PIERRE SUBTIL

« A cause de tant de choses et ça remonte à tellement longtemps »

BERAK (Slovaquie)

de notre envoyé spécial

Quand Jelisana, vingt-cinq ans, quitte son village, ce qui est de plus en plus rare, elle prend la route qui va vers l'est. L'autre n'est pas fréquentable : elle mène à un village serbe.

Quant Jelisana croise un Serbe du village, elle ne lui dit pas bonjour : depuis quelques mois, ça ne se fait plus.

Quand Jelisana entend les premiers tirs de la journée, en fin d'après-midi, elle s'enferme avec ses enfants dans la maison de ses beaux-parents : il n'y a pas eu encore de morts à Berak, mais elle se demande pourquoi.

La vie s'est arrêtée dans ce village il y a deux mois. Ceux

parus qui se sont installés, ils ont pris les maisons des Allemands. Ils venaient des régions pauvres de Croatie et de Serbie. La Slovaquie est riche », disent les Croates de Berak.

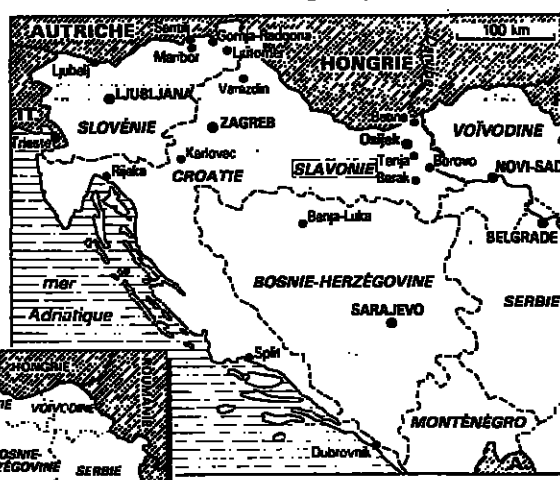
L'an dernier, après l'élection du président Tudjman à la tête de la Croatie, le maire - serbe - du village a dû laisser sa place à un Croate du parti au pouvoir, le HDZ (Union démocratique croate). D'ailleurs, l'une des trois maisons dont les façades sont criblées de balles appartient au trésorier du HDZ... Et les armes avec lesquelles les Croates « se protègent » viennent « du HDZ ».

« Onstachis » contre « Tchetrniks »

Côté serbe, ne restent dans le village que les hommes. Les femmes sont parties se réfugier en Serbie avec les enfants. Mais l'une d'elles ne l'a pas pu : parce qu'elle est mariée avec un Croate, elle aurait été très mal accueillie. Née serbe, elle s'est mariée « yougoslave » et son statut est aujourd'hui celui d'une Croate. « Je n'ai pas de problème avec mon mari, explique-t-elle, mais lui en a avec les autres Serbes qui lui disent qu'ils vont tuer sa femme et ses enfants parce que ce sont des Onstachis. »

« Onstachis » (Croates) contre « Tchetrniks » (Serbes). De part et d'autre, le vocabulaire est celui de la seconde guerre mondiale. Les atrocités commises à l'époque ne sont pas oubliées. Pendant plus de quarante-cinq ans, on s'est parlé, mais les ressentiments n'ont pas disparu. Avant même le début des hostilités, Jelisana ne laissait pas sa fille jouer avec les enfants serbes. Elle ne les a « jamais vus ». Elle ne saurait dire pourquoi... « C'est à cause de tant de choses, et ça remonte à tellement longtemps. »

M.-P. S.



qui travaillaient à la ville n'y vont plus. Les paysans se rendent aux champs, mais armés. Les volets sont clos, les rues quasiment désertes... On ne se déplace que si nécessaire.

Les Serbes se sont implantés à Berak (800 cents habitants) après la seconde guerre mondiale. Dans les villages des alentours, certains sont là depuis le dix-neuvième siècle, d'autres depuis la fin de la première guerre. « Ici, ce sont les

ROBERT KANDEL
LE DEVENIR DES CLIMATS

Prix Roberval 90

QUESTIONS DE SCIENCE
Collection dirigée par Dominique Lecourt

HACHETTE

site des Sciences et de l'Industrie

Robert KANDEL
directeur de recherche au CNRS, appartient aux équipes scientifiques de la NASA pour l'observation de la terre.

130 p., 78 F.

Avec la collection « Questions de science », Hachette a choisi la voie royale de la vulgarisation scientifique : faire directement présenter un domaine de la science par un de ses meilleurs spécialistes mondiaux, rendre accessible au plus large public... une synthèse actualisée des connaissances. L'exercice est parfaitement réussi.

Bernard Cassen, *Le Monde Diplomatique*

EUROPE

La crise yougoslave et les initiatives diplomatiques

La troisième intervention de la « troïka » européenne a permis de préciser les accords précédents

BRIONI

de notre envoyée spéciale

Pour la troisième fois, en moins de dix jours, la « troïka » européenne s'est à nouveau rendue en Yougoslavie, dimanche 7 juillet, pour rencontrer les protagonistes de la crise. Cette réunion, qui s'est déroulée dans l'archipel de Brioni, visait à ratifier et à préciser les accords obtenus précédemment par la mission européenne. Cette rencontre avait-elle permis de lever les ambiguïtés historiques, A-t-elle cependant relevé ce défi ?

A l'issue de quinze heures de débats mouvementés, la mission européenne repartait avec un document de deux pages, auquel étaient adjointes deux annexes acceptées par les autorités serbes, croates et fédérales. Cette déclaration conjointe ne réitérait pas seulement les accords précédents, elle s'efforçait aussi de régler les problèmes qui étaient restés en suspens après les premières tentatives de médiation européenne.

Les dirigeants serbes, slovénes, croates et fédéraux, s'engageaient donc à nouveau à respecter un cessez-le-feu immédiat, à ramener l'armée fédérale dans les casernes et à accepter le moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie le 25 juin dernier. En outre, MM. Jac-

ques Poos, Hans Van den Broek et Joao de Pinheiro, ministres des affaires étrangères du Luxembourg, des Pays-Bas et du Portugal, exigeaient que la présidence exerce son autorité de chef suprême des forces armées et que les négociations entre les Républiques reprennent d'urgence.

La question controversée des frontières de la Slovaquie et de l'Etat fédéral était réglée puisque l'Etat convenu que la police et les douanes slovénes continueraient à contrôler les postes frontalières en accord avec la législation fédérale et que l'armée se chargerait de la sécurité du pays, en contrôlant la « ceinture verte », la bande de cent mètres qui marque les confins de l'Etat yougoslave.

Avant de quitter Brioni, M. Poos a déclaré qu'il s'agissait « d'un accord de dernière chance. Nous espérons qu'il sera respecté. Mais celui qui le démentira, détruira la Yougoslavie. Et si tout le monde tient ses promesses, la réunion de Brioni pourrait permettre le début d'une nouvelle Yougoslavie », a-t-il ajouté. La mission européenne se voulait cependant optimiste, même si la déclaration n'a pas été signée en bonne et due forme. La « troïka » a néanmoins décidé d'élaborer un mécanisme de règlement des conflits mis en place au sein de la CSCE et d'envoyer, dès mardi 9 juillet, une mission d'observateurs

pour superviser l'application de l'accord.

Lors de sa première visite, le 28 juin, la « troïka » avait attaché aux autorités fédérales, à la Slovaquie et à la Croatie, un accord sur le cessez-le-feu, le retour de l'armée fédérale dans les casernes et la suspension pour trois mois de l'application des deux déclarations d'indépendance. Les Républiques s'étaient promises de reprendre le chemin du dialogue et la Serbie acceptait de débouquer la crise présidentielle en contribuant à l'élection du chef de la direction collégiale yougoslave, le Croate Stipe Mesic.

Mais aussitôt la « troïka » partie, les divergences d'interprétation réapparaissent. La mission diplomatique européenne repartait alors le chemin de la Yougoslavie pour obtenir un engagement plus ferme de la part des présidents des Républiques « indépendantes ». Lors d'une rencontre séparée, le 30 juin, les responsables serbes et croates réitéraient leurs vagues promesses.

La « troïka » est donc venue une troisième fois pour écarter tout risque de divergence d'interprétation de l'accord. Les débats ont été difficiles car la Slovaquie était déterminée à négocier dans la position d'un Etat indépendant. La délégation de Ljubljana fut convoquée à plusieurs reprises en session séparée pour tenter de trouver un compromis.

La Serbie, pour sa part, qui est-

maît avoir fait une importante concession en élevant, le 28 juin, M. Stipe Mesic, quittait Brioni vers 15 heures et laissait la Croatie et la Slovaquie discuter de l'accord final. La déclaration fut remaniée pendant toute la soirée.

Bien que la « troïka » n'exclue pas l'éventualité de nouvelles interventions, elle estime que sa mission a été un succès. Tout d'abord parce qu'elle considère que la situation en Yougoslavie a changé. Alors qu'a chaque prise de position de l'étranger cette dernière accusait la communauté internationale d'ingérence, désormais elle fait elle-même appel à un médiateur.

D'autre part, chaque fois que la « troïka » s'est rendue en Yougoslavie, les choses se sont calmées, au moins provisoirement. A Brioni, l'exception de M. Slobodan Milosevic, le président de la Serbie, qui « avait d'autres obligations », tous les protagonistes de la crise yougoslave, armée comprise, ont participé aux négociations. Toutefois la communauté européenne peut difficilement se permettre d'essayer un nouvel échec. M. Van den Broek a déclaré, dimanche soir, avant de quitter Brioni : « Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir », montrant ainsi que les atouts de la diplomatie étaient épuisés.

FLORENCE HARTMANN

Selon M. Delors

La CEE n'exclut pas en principe l'indépendance de la Croatie et de la Slovaquie

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors a déclaré, lundi 8 juillet, que la CEE n'exclut pas la notion d'indépendance pour la Slovaquie et la Croatie, mais souhaite avant tout empêcher l'extension de la violence dans la région.

Interrogé au micro d'Europe 1, M. Delors a estimé que l'acceptation de la trêve en Yougoslavie était « suffisante pour l'instant ». « Notre hantise est d'éviter la guerre civile et ne pas faire en sorte qu'une épidémie de violence se diffuse dans les Balkans et l'Europe de l'Est », a-t-il souligné.

« Il n'est pas question de contester le droit des peuples à s'autodéterminer », a ajouté M. Delors, en précisant que la CEE ne veut pas voir réapparaître « l'anarchie qui a régné longtemps en Europe ». - (AFP)

EN BREF

URSS : Trois morts en Azerbaïdjan - Trois personnes ont été tuées et quatre blessées, samedi 6 juillet en Azerbaïdjan, dans la région du village arménien de Choumian, non loin de la frontière avec l'Arménie, lors d'affrontements entre les habitants et les unités des forces spéciales du ministère de l'intérieur azéri (OMON) procédant à une opération de contrôle d'identité. - (AFP, Reuters)

TURQUIE : sept personnes tuées par des militants du PKK - Sept personnes ont été tuées dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 juillet dans la province de Kahramanmaraş, à 600 kilomètres au sud-est d'Ankara, par des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte depuis 1984 contre le pouvoir central. Selon la presse turque, une douzaine de militants du PKK ont incendié puis mitraillé les tentes des éleveurs de bétail aux alentours de la sous-préfecture d'Elbistan, tuant deux personnes, dont une fillette d'un an et demi. Cinq autres personnes ont été tuées dans un fossé. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : évasion de deux membres présumés de l'IRA - Nessim Quinlivan et Pearce Mc Auley, membres présumés de l'Armée républicaine irlandaise, arrêtés en novembre dernier, se sont évadés, dimanche 7 juillet, de la prison de haute sécurité de Brixton, dans le sud de Londres. Les deux hommes, qui revenaient, sous escorte, d'un service religieux, ont tiré sur leurs gardiens avec un pistolet dissimulé dans la chaussure de l'un d'entre eux. - (Reuters)

AMÉRIQUES

Pérou : les laissés-pour-compte du Huallaga

Presque oubliée, cette vallée amazonienne survit grâce à la coca. Mais la Mafia et la guérilla fixent les prix

JUANJUI

de notre envoyée spéciale

Situé au cœur de la vallée tropicale du Huallaga, Juanjui, point de rencontre des producteurs et des commerçants de café, de maïs, de tabac et de fruits exotiques, aurait pu être un bourg paisible. « C'est l'enfer, le coupe-gorge », constate Johnny, qui vend - clandestinement - de l'acide sulfurique aux fabricants de pasta, le sulfate de cocaïne. Comme la majorité de la population du département amazonien de San-Martin qui cultive la feuille de coca, il vit indirectement du trafic de la drogue. Employant l'argot du milieu, il explique : « La famille, la loi, Tonton et Maria, tous sont contre nous ». La « famille », c'est la mafia de la drogue. La « loi », c'est l'armée et la police, censées contrôler cette région placée sous l'état d'urgence depuis trois ans. « Tonton », c'est le parti communiste Sentier Luminéux (maofiste), qui a entrepris la lutte armée il y a onze ans. Enfin « Maria » sous-entend le MRTA, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, qui s'inspire des thèses de Che Guevara et qui a installé dans le département son premier « foyer » de guérilla.

Juanjui est donc soumis aux lois de la jungle. Le pouvoir des trafiquants de drogue est prééminent, bien que limité par celui du Sentier Luminéux qui fixe le prix de vente de la feuille de coca et prélève de lourdes redevances aux intermédiaires du trafic de drogue. Les forces de l'ordre sont bien souvent complices de la mafia, comme le sont aussi une bonne partie des autorités locales.

« Ici, personne n'échappe à la corruption, constate le père Fernin, un curé espagnol installé à Juanjui depuis près de vingt ans. La drogue a tout gâté, et l'argent facile a créé un monde facile. La violence est insupportable. Les frères de famille nous supplient de prier pour leurs morts, mais elles ne savent

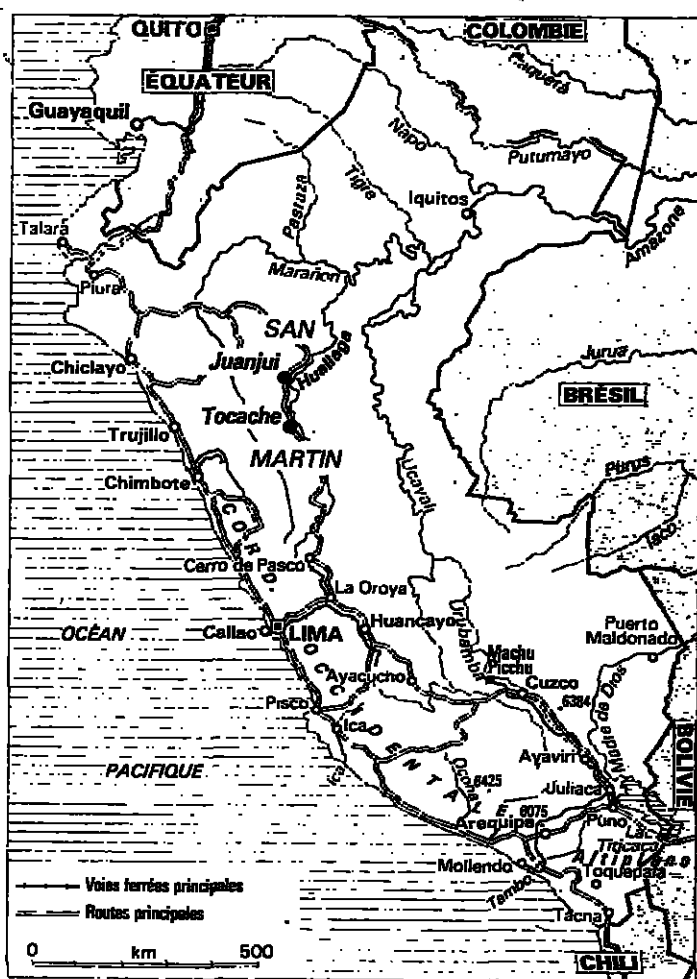
plus pleurer. Une de nos paroissiennes a perdu deux fils : le premier a été brûlé vif à l'acide par les sicaires, le second a eu les yeux arrachés par les subversifs... »

Nostalgique, le père Fernin se souvient de la ville, lorsqu'il n'y avait ni eau ni électricité, mais les champs des alentours étaient alors fleuris. Le pire ennemi était la huayra, une guêpe au terrible aiguillon. Aujourd'hui, l'insecte a émigré. Des motos pétaradantes disputent les rues poussiéreuses aux tricycles-taxis. Dans les bistrot, la bière coule à flots. Les bazars regorgent de produits importés. Et au Wall Street local, le quartier des affaires, le « coca-dollar », la monnaie de paiement des trafiquants colombiens, est bradé. Il y a même un aéroport, près du collège.

Le jour où les « rouges » donneront l'assaut

A Juanjui, la plupart des gens de passage se réfugient chez Linera. « Le gîte est minuscule, mais c'est sûr qu'au Grand-Hôtel, précise Johnny, car le jour où les « rouges » [les membres du Sentier] prendront d'assaut la ville, il sera en pleine ligne de tir ». En effet, le Grand-Hôtel et l'église encadrent le commissariat, et l'attaque du Sentier Luminéux est, paraît-il, imminente. Les policiers sont une soixantaine. « Les terrucos [terroristes] sont prêts d'un millier dans les proches alentours, assure le commandant du poste, ils contrôlent déjà toute la région au sud de Juanjui. » Ils ont en effet attaqué Tocache, la ville voisine, au début du mois de mai, et leur progression vers le nord est lente mais méthodique.

Au nord de la ville, c'est le bastion du MRTA. Juanjui était d'ailleurs leur première place forte dans le département. Les guérilleros l'avaient prise d'assaut en novembre



1987. Leur incursion spectaculaire annonçait le début de la lutte armée sur ce front amazonien. Se posant en défenseurs de la population, abandonnée par l'Etat et exploitée par les trafiquants de cocaïne, ils avaient fait facilement des adeptes. Néanmoins, leurs représentants urbains allaient vite faire la preuve

qu'eux aussi n'échappaient pas à la corruption ambiante. « Au départ, ils ont puni et même assassiné les pratiquants, les homosexuels, les drogués, les trafiquants. Déjà, la population n'était pas très d'accord, explique Alberto Ruiz, un reporter local. Puis ils ont vécu de l'extorsion de fonds. Comme de vulgaires délinquants.

A l'occasion, l'alliance entre les trafiquants de drogue et la police a d'ailleurs contribué à l'élimination du réseau urbain du MRTA. « El loco » (le fou), un notable présumé trafiquant numéro un de pasta indispensable, n'a plus supporté le chantage permanent dont il était victime. Avec ses hommes de main, et grâce à des appuis dans la police, il a éliminé la plupart des hommes du MRTA.

Une étroite collaboration entre les trafiquants, la police et l'armée existe dans la région. La station locale de radio, Radio-Tropical, dénonce régulièrement les coups de main des « forces de l'ordre ». Le 7 mai, elle annonce que quinze hommes masqués, brandissant un drapeau du Sentier Luminéux, ont dévalisé, sur le Huallaga, à proximité de Juanjui, les passagers de plusieurs bateaux. Les victimes disent avoir reconnu le chef de la bande. Il s'agit du capitaine Farfan, de la police de Juanjui. Début janvier, la radio se faisait aussi l'écho d'une grave accusation, touchant cette fois la police antidroge basée dans le fort de Santa Lucia (composée des forces péruviennes et de spécialistes américains de la DEA). Celle-ci aurait embarqué un chargement de pasta à bord d'un avionnette, le 29 décembre au soir, à Tocache.

Mais la mafia et ses complices sont intouchables. « Si l'on parle trop, on se réveille mort, explique un reporter de la radio. Alors, à quoi bon ? Ici, le narco-trafic n'est plus un délit. La police, les autorités, les juges, qui n'est pas vendu ? »

Que font les partis politiques ? Ils ne sont présents que pendant la campagne électorale. L'Etat ? Il est absent. Depuis des années, le département de San-Martin vit dans le plus complet abandon. Des tonnes de maïs et de riz pourrissent dans les entrepôts parce que les coûts de production et de transport font que les produits importés sont meilleur marché. Les fruits tropicaux pourraient rapporter gros, mais il faut

drat installer des conserveries sur place. L'élevage marchait bien, mais les paysans ont dû brider leurs bêtes pour rembourser leurs dettes.

Les agriculteurs en colère ont constitué un front de défense régional. A plusieurs reprises, ils ont paralysé le département, prenant en otages des fonctionnaires, et bloquant les routes. Après chaque grève, les pourparlers avec le gouvernement aboutissent au renouvellement des promesses non tenues... puis à une nouvelle frustration. C'est pourquoi, insensiblement, San-Martin s'est converti à la coca. « Au prix actuel de la feuille [quatre fois moins qu'il y a deux ans], ça ne rapporte guère, mais on te paye au comptant. C'est bien triste à dire, explique Raymi Cussi Ochoa, parce que je suis mère de famille, et que je ne sais plus la coca, c'est comme le diable. A cause d'elle, les jeunes ne respectent plus rien, même pas les anciens. Mais c'est encore plus triste de savoir que sans la coca, ce serait la fin. »

Dans une région infestée par les trafiquants de drogue et les insurgés, quel capitaliste oserait investir ? La compagnie pétrolière Mobil Oil a interrompu ses travaux d'exploration l'année dernière après l'attaque lancée par le Sentier contre ses installations. La fabrique d'huile de palme de l'Etat a fermé ses portes, pour la même raison.

C'est dans ce contexte de tensions extrêmes que le Pérou et les Etats-Unis ont souscrit un accord bilatéral pour coordonner la lutte antidroge, plus ou moins bien comprise par la population. « Nous sommes bien décidés à abandonner la culture de la coca, déclare Lucas Caceres, le président du Front de défense des intérêts de San-Martin, mais nous ne pouvons le faire sans une aide substantielle pour financer un programme de développement alternatif. Les 60 millions de dollars promis par les Etats-Unis font figure de pourboire... »

NICOLE BONNET

QUI A ECRIT ?

« Si j'avais des monacos comme vous... »

COY de MAFPASSANT
H. HACHETTE

PANAMA : assassinat d'un soldat américain. - Un soldat du contingent américain stationné à Panama a été assassiné, dimanche 7 juillet, par des inconnus dans les environs de la capitale panaméenne. Selon des versions non officielles, M. Spihole, vingt-trois ans, a été tué par quatre individus en voiture qui ont tiré plusieurs coups de feu. Les Etats-Unis, qui sont intervenus en 1989 au Panama pour renverser le général Noriega, maintiennent neuf mille hommes dans la région. - (AFP)

LE MONDE diplomatique

JUILLET 1991

LA YUGOSLAVIE À L'ÉPREUVE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

Assassinat d'un représentant des cultivateurs de coca. - Un représentant des cultivateurs de coca péruviens, Walter Toca, qui soutenait la convention antidroge signée récemment entre le Pérou et les Etats-Unis, a été assassiné samedi 6 juillet, dans la localité de San-José, vraisemblablement par des narcoterroristes. A-t-on appris dimanche de source officielle, M. Toca, dirigeant du Front de défense et d'éradication de la coca de l'Alto-Huallaga, devait se rendre ce dimanche à Lima avec un document dans lequel certains cultivateurs de coca apportaient leur soutien à la convention. - (AFP)

Jacques Cellard et Alain Rey
DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS
NON CONVENTIONNEL
H. HACHETTE

هكمان الأمل

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la fin de la conférence nationale de l'ANC

M. Nelson Mandela veut redonner confiance aux différentes minorités de son pays

Dix-huit mois après sa sortie de prison, M. Nelson Mandela est devenu président du Congrès national africain (ANC). La quarante-huitième conférence nationale du mouvement nationaliste, qui a clos ses travaux dimanche 7 juillet à Durban, en a décidé ainsi. L'équipe de direction, plus compétente que l'ancienne, a été rassemblée par l'arrivée de M. Cyril Ramaphosa (trente-neuf ans) au poste de secrétaire général et de M. Jacob Zuma (quarante-neuf ans) à celui de secrétaire général adjoint.

DURBAN

de notre envoyé spécial

Les deux mille quatre cent cinquante-dix délégués ont aussi élu cinquante des quatre-vingt-dix membres du nouveau Comité national exécutif (NEC). Les autres sont membres de droit. Une salle en délire a acclamé la proclamation des résultats. M. Chris Hani, le chef d'état-major d'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation), la branche armée de l'ANC, est arrivé en tête devant M. Thabo Mbeki, responsable des affaires étrangères. Agés de quarante-neuf ans, ils sont tous deux considérés comme les candidats potentiels le plus sérieux à la succession de M. Mandela.

Le patron du Parti communiste sud-africain (SACP), M. Joe Slovo, vient en troisième position d'une liste composée, pour près de la moitié, d'élus communistes (cinquante), de neuf femmes, de huit Blancs et de huit Indiens. Le SACP est, plus que jamais, la colonne vertébrale du NEC, la plus haute instance de l'ANC. M. Winnie Mandela, toujours en appel d'une condamnation à six ans de réclusion pour enlèvement de quatre jeunes à Soweto et complicité de coups et blessures, se retrouve en vingt-sixième position. Son époux faisait une affaire personnelle de son élection. Dans son discours de clôture, M. Mandela s'est montré moins vindicatif à l'égard du gouvernement de Frederik De Klerk qu'il ne l'avait été cinq jours auparavant. La fermeté a fait place à la modération. M. Mandela a même pris soin d'exprimer une condamnation de la violence par le chef de l'Etat diffusée par la télévision. « Nous le critiquons sévèrement quand c'est injustifié. Mais quand il fait quelque chose de louable, il est honnête de le reconnaître », a-t-il dit.

Une vraie légitimité

M. Mandela a annoncé aux anciens membres du NEC qui n'avaient pas été élus - et se trouvent ainsi sans responsabilités du jour au lendemain - que l'ANC allait se préoccuper rapidement de leur sort. Mais le nouveau président a surtout voulu regonfler le

moral de ses troupes. « Soyez fiers de votre organisation », leur a-t-il dit. Répondant implicitement à M. De Klerk qui lui avait suggéré de revenir à la table des négociations avec un véritable mandat de sa base, il a répété qu'il avait reçu « un mandat très clair pour négocier ».

Incontestablement, M. Mandela sort de cette conférence investi de la vraie légitimité qui lui faisait quelque peu défaut jusqu'à présent. Il aura les coude franches pour agir. Mais l'ampleur des problèmes à résoudre au sein même de l'ANC risque de nuire à son autonomie d'action. Les délégués ont fait preuve de la même véhémence qu'en décembre lors de la conférence consultative. Ils ont critiqué la manière dont les négociations sont menées, les conditions dans lesquelles la lutte armée a été suspendue, l'assouplissement de la doctrine sur les sanctions, les « erreurs » commises dans les relations avec les autorités des ban-toustans.

La base reproche à la direction du mouvement de ne jamais prendre son avis et de ne lui rendre aucun compte. Des « critiques sévères », M. Mandela, qui en a reconnu le « bien-fondé », est resté assez fier sur la question des sanctions. Il a simplement plaidé pour leur maintien et la nécessité de faire preuve « de souplesse et d'innovation ». En clair, il a accepté une levée graduelle et circoscrite des sanctions, ce que M. Mbeki avait déjà préconisé en

décembre, soulevant alors un beau tollé. Que va devenir la branche armée alors que l'ANC est engagé dans un processus de négociations avec l'ennemi d'hier ? M. Mandela a annoncé son intention d'organiser une conférence consacrée à son avenir. Elle devra bientôt, selon ses responsables, abandonner « la guérilla » et se préparer à participer à « la reconstruction du pays » et à « l'intégration au sein de l'armée régulière sud-africaine ».

M. Mandela, qui considère l'ANC comme « un mouvement de libération et non pas comme un parti politique », a déploré « les craintes » qu'inspire son organisation « aux minorités du pays ». Le président de l'ANC a insisté qu'il s'agit là d'« une sérieuse faiblesse ». La politique de l'ANC est « non raciale », mais « il faut être réaliste », explique-t-il, car il y a « différents groupes ethniques » en Afrique du Sud et « nous devons redoubler d'efforts afin d'avoir la confiance des diverses communautés du pays, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ».

Cette profession de foi n'est pas uniquement destinée à favoriser le recrutement chez les Blancs, les Indiens et les Indiens. C'est aussi un geste en direction de M. De Klerk, très soucieux de protéger « les minorités » - sous-entendu, la minorité blanche - dans la nouvelle Afrique du Sud. Un petit pour un rendu : le chef de l'Etat a élargi, samedi, treize prisonniers politiques, membres d'Umkhonto we Sizwe.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ALGÉRIE : arrestation du nouveau porte-parole du FIS

L'armée envisage de lever l'état de siège plus tôt que prévu

M. Mohamed Salâ a été interpellé par la police, dimanche 7 juillet, à la mairie de Kouba, à Alger, au moment même où il réunissait une conférence de presse pour annoncer sa cooptation comme nouveau porte-parole du Front islamique du salut (FIS). Ce jeune imam avait, pourtant, affirmé que son parti ne cherchait pas à déstabiliser l'Etat, « à la solde duquel, a-t-il dit, nous demeurons attachés », et qu'il ne faut pas confondre, selon lui, avec « le régime politique ».

M. Salâ avait, cependant, fermement mis en garde le pouvoir contre toute tentative d'éliminer le FIS. « Nous avons en main une grenade décapotée », avait-il averti, nous la tiendrons encore quelque temps pour qu'elle n'explode pas, mais il ne faudrait pas que notre main se fatigue et que nous soyons obligés de lâcher prise ».

« 8 000 interpellations et 300 morts »

Pour sa part, dans un appel lu dimanche dans plusieurs mosquées de la capitale, et directement adressé au président Chadli, Cheikh Ahmed Sahoun, le patriarche de l'islam algérien, demandait notamment « la libération immédiate des dirigeants du FIS, MM. Abassi Madani et Ali Benhadj ».

Il dénonce, « avec la plus grande vigueur », la persistance du pouvoir dans sa « politique d'agression » contre le FIS et met en garde contre « une explosion dont les conséquences ne seraient connues que de

Dieu seul ». Les affrontements des dernières semaines entre islamistes et forces de l'ordre se seraient soldés par « quelque huit mille interpellations et environ trois cents morts », selon la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH).

La LADDH appelle, dans un communiqué, à la « constitution d'une commission de sauvegarde des droits de l'homme dont la mission serait de visiter les centres de détention, de vérifier la régularité des procédures en vigueur et d'informer l'opinion ».

De son côté, le général Khaled Nezzar a promis, samedi, dans un entretien télévisé, que « si un calme complet prédomine, l'état de siège (décreté le 5 juin), qui ne reflète pas le beau visage de l'Algérie pour l'extérieur, sera levé avant son terme de quatre mois ». « En attendant, nous faisons tout pour qu'il soit supportable pour le peuple », a-t-il ajouté.

Le ministre de la défense a précisé : « Aujourd'hui, nous sommes venus pour défendre la démocratie. Nous espérons que la démocratie réussira et nous sommes avec la démocratie ».

« L'Algérie, d'autre part, n'envisage pas de rééchelonner sa dette extérieure, estimée à 25 milliards de dollars », a affirmé, samedi, devant l'Assemblée nationale, M. Sid Ahmed Ghazali. Le premier ministre a jugé qu'il s'agit, pour ce qui concerne l'Algérie, qui n'a pas honoré l'échéance du mois de juin, d'une solution « technique, mais mauvaise », et préfère l'idée de « reprofiler ». (AFP, Reuters.)

DIPLOMATIE

Réunis à Paris

Les cinq grands du commerce des armes cherchent à mettre au point un « code de bonne conduite »

Pour la première fois de l'histoire, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui sont aussi les plus grands exportateurs d'armes, se retrouvent lundi 8 juillet à Paris au Centre de conférences de l'avenue Kléber pour tenter de trouver des règles de bonne conduite pour le commerce. Cette réunion de hauts fonctionnaires de la Chine, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'URSS doit durer deux jours. Elle est la conséquence de la guerre du Golfe et des initiatives prises successivement par le président Bush et par la France. Paris maintient son approche globale concernant les ventes d'armes et la non-prolifération et ne veut pas qu'un règlement éventuel ne vise que le Proche-Orient, comme le proposent les Etats-Unis. Les sept grandes démocraties industrielles réunies ce mois-ci à Londres devraient adopter de leur côté une déclaration sur le sujet, mais la

France ne souhaite pas que le G7 s'érige en « directeur des affaires mondiales », ce qui risquerait d'imposer les Soviétiques et les Chinois. La réunion de Paris est considérée comme la première d'une série de discussions qui devraient aboutir à une meilleure transparence, à des échanges d'informations régulières et à l'élaboration d'un code de conduite servant de cadre à un nouvel ordre mondial dans le domaine des transferts d'armements même si chacun entend poursuivre son commerce.

Près de 90 % des armes livrées au Proche-Orient proviennent de ce groupe des Cinq et le commerce des armements conventionnels, malgré une baisse de 35 % en 1990 par rapport à 1989, s'est élevé à près de 22 milliards de dollars, selon les experts. Quant aux dépenses militaires en général, elles sont évaluées par la Banque mondiale, dans un rapport publié lundi, à plus de 1 000 milliards de dollars par an.

Dans un message à M. Gorbatchev

M. George Bush demande à Moscou d'accélérer les négociations START

Le président Bush a envoyé, samedi 6 juillet, un message à M. Gorbatchev, dans lequel il demande à l'Union soviétique d'accélérer les discussions sur la conclusion d'un traité sur la réduction des armements stratégiques (START) afin qu'il puisse être signé d'ici à la fin du mois. Les négociations, en cours à Genève, n'ont pas encore abouti, ce qui a retardé la tenue d'un sommet américain-soviétique, prévu cette année.

« Je veux que les Soviétiques fassent avancer leur délégation aussi vite que la nôtre », a dit le président américain à la presse à l'occasion d'une partie de golf dans le Maryland. M. Bush a ajouté que les négociations START avant de rencontrer M. Gorbatchev à Lon-

dres, à l'issue du sommet des sept nations les plus industrialisées (G7) qui doit se tenir dans la capitale britannique du 15 au 17 juillet.

M. Bush a encore indiqué qu'il avait incité son homologue à faire un effort en vue de résoudre les divergences techniques subsistant qui font obstacle depuis plusieurs mois à la conclusion de l'accord. Soulignant que M. Gorbatchev « était très intéressé », le président américain a conclu en précisant : « Si le processus devait s'accélérer, nous pourrions fixer une date [pour un sommet] à la fin juillet. » De son côté le président soviétique avait fait savoir vendredi qu'il avait accueilli le nombre de ses négociateurs à Genève pour accélérer la conclusion du traité START. (AFP, Reuters.)

Une « agence » européenne pour coordonner l'aide humanitaire ?

Les ministres de la coopération des Douze ont étudié, dimanche 7 juillet, à Apselhorn aux Pays-Bas, l'idée d'une « agence » communautaire chargée de coordonner leur aide humanitaire. Lancée par le commissaire européen au développement et à la coopération, M. Manuel Marín (Espagne), cette idée d'« agence » sans moyens budgétaires propres, sera, de nouveau, discutée avant le conseil européen sur la coopération et le développement qui se réunira, le 28 novembre, à Bruxelles.

Cette initiative européenne semble avoir été moins bien reçue que la récente idée de créer une cellule d'urgence, placée, elle, sous l'égide des Nations unies. Le nom de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, a été évoqué à ce sujet il y a une semaine, au lendemain du conseil européen de Luxembourg, mais on se refuse de source française au moindre commentaire.

EN BREF

CHINE : quatre cent quarante-cinq arrestations à Pékin, une condamnation à mort à Shanghai. Lors d'une opération coup de poing menée jeudi 4 et vendredi 5 juillet, à Pékin, la police a procédé à quatre cent quarante-cinq arrestations de voleurs, prostituées et « voyous », selon le *Quotidien de Pékin*. Par ailleurs, selon le journal *Libération* de Shanghai, un cadre aurait été condamné à mort pour avoir accepté des pots-de-vin d'une valeur totale de 75 000 dollars. (AFP.)

DJIBOUTI : Pont aérien pour l'Éthiopie. Un Boeing 707, affrété par le gouvernement français, a entrepris, samedi 6 juillet, à partir de Djibouti, l'acheminement d'une aide alimentaire d'urgence destinée aux quelque quatre-vingt mille civils somaliens et éthiopiens menacés de famine, qui se trouvent dans les camps de Gode, en Éthiopie, a annoncé le délégué de la CEE à Djibouti. (AFP.)

INDE : deux Soudais enlevés au Cachemire ont échappé à leurs ravisseurs. Enlevés il y a plus de trois mois au Cachemire par des séparatistes musulmans, M. Johan Jansson et M. Ole Loman se sont échappés samedi 6 juillet. « Ils nous ont donné l'occasion de nous enlever », a indiqué M. Loman à son arrivée, dimanche, à Stockholm. L'enlèvement des deux ingénieurs, qui travaillaient sur un projet hydroélectrique, avait été revendiqué par la Force du Janabaz musulman, afin d'obliger New-Delhi à autoriser une enquête internationale sur les violations des droits de l'homme perpétrées par l'armée indienne au Cachemire. (AFP, Reuters.)

PHILIPPINES : M^{me} Imelda Marcos veut rentrer dans son pays. Imelda Marcos, la femme de l'ancien président philippin Ferdinand Marcos, s'est déclarée prête à risquer sa vie pour rentrer dans sa patrie après plus de cinq ans d'exil, lors d'un entretien publié dimanche 7 juillet par le quotidien *Daily Globe*. La présidente Corazon Aquino a dit qu'elle autoriserait le retour d'Imelda Marcos aux Philippines, prévu en octobre, afin d'y être jugée pour complicité dans le pillage des richesses nationales effectué par son mari pen-

dant ses vingt années au pouvoir. (AFP, Reuters.)

URSS : le premier ministre arménien, actuellement en visite en France pour quatre jours, sera reçu, lundi 8 juillet, par M^{me} Edith Cresson. Ce séjour a lieu un mois après celui du président arménien, M. Levon Ter-Petrosian, qui s'était entretenu avec M. Mitterrand. (AP.)

SRI-LANKA : massacre de vingt-cinq musulmans. Vingt-cinq villageois musulmans ont été tués et sept autres blessés, dimanche 7 juillet, dans l'est du pays, apparemment par des séparatistes du mouvement des Tigres de libération de l'Elam tamoul, indiquent-ils de source officielle à Colombo. Ce massacre survient alors que, samedi 6 juillet, après une semaine de trêve, l'armée avait repris ses offensives contre la guérilla tamoule. (AFP.)

TOGO : le retour de M. Gilchrist Olympio. M. Gilchrist Olympio, fils du premier président togolais, M. Sylvanus Olympio et opposant parmi les plus déterminés du régime du général Eyadéma, est rentré à Lomé, dimanche 7 juillet, après vingt-cinq années d'exil. M. Olympio, âgé de cinquante-cinq ans, figure sur la liste officielle des personnalités qui doivent participer, à titre individuel, à la conférence nationale, censée s'ouvrir le lundi 8 juillet. (AFP, Reuters.)

CENTRAFRIQUE

Une vingtaine de syndicalistes arrêtés

Confronté à un mouvement de grève et de contestation, qui paralyse le pays depuis la fin avril, le gouvernement de M. Edouard Frank semble décidé à appliquer la politique de la carotte et du bâton. Le multipartisme a été officiellement rétabli, samedi 6 juillet, le premier ministre annonçant que l'administration allait enregistrer « sans délai » la création de partis politiques. Le président André Kolingba, longtemps opposé à l'idée du multipartisme, n'a pas caché les raisons de ce soudain revirement : « Ceux qui nous prêtent de l'argent pour le développement de notre pays, nous ont demandé de créer plusieurs partis pour qu'ils puissent nous apporter de l'argent. Nous devons accepter cela », a-t-il expliqué.

Dans le même temps, une vingtaine de responsables syndicaux ont été arrêtés et les fonctionnaires grévistes ont été menacés de perdre leur emploi. La Confédération internationale des syndicats (CISL) a protesté, samedi, contre ces arrestations. Selon elle, « le seul crime » de l'Union des travailleurs centrafricains (USTC) « est d'avoir donné son appui au mouvement populaire ». Des sources informées à Bangui, on indique que tous les syndicats de fonctionnaires sont suspendus jusqu'au 31 octobre, en vertu d'un décret publié samedi soir. (AFP.)

MADAGASCAR

L'opposition appelle à la grève générale illimitée

Le mouvement de contestation semble devoir prendre une nouvelle ampleur avec le mot d'ordre lancé par l'opposition, de grève générale illimitée, à partir de lundi 8 juillet. La semaine dernière, la grève avait déjà été très massivement suivie, touchant la presque totalité des ministères et, pour la première fois depuis sa création en 1968, la télévision.

A partir de lundi, les banques, la magistrature et l'ensemble du secteur des transports devraient se joindre au mouvement.

Quelque 300 000 personnes ont manifesté, samedi, à Antananarivo, pour exiger l'élaboration d'une nouvelle Constitution et la tenue d'une conférence nationale pour débattre des réformes politiques. Pendant ce temps, majorité présidentielle et opposition poursuivent leurs discussions, ouvertes mercredi, mais le dialogue n'avance guère.

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration
■ Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme académique unique, dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit ; médecine, pharmacie ; ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :
M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG

ISTH
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DEPUIS 1854 PRIVE
SCIENCES PO PARIS
• Stages internationaux à l'étranger du 24 juillet au 29 août
• Sessions annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS
Centre Italie 45 85 59 35
Centre Autueil 42 24 10 72
PLUS D'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

allaga

DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS
NOUVEAU
CONVENTIONNEL

PROCHE-ORIENT

LIBAN : les opérations contre les Palestiniens

L'armée a effectué de nombreuses perquisitions et arrestations à Saïda

La situation restait tendue, dimanche 7 juillet, à Saïda, où l'armée libanaise, après avoir bouclé le chef-lieu du Liban sud, a procédé toute la journée à de nombreuses perquisitions dans tous les quartiers de la ville, opérant une centaine d'arrestations.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Les permanences des intégristes islamiques, bien implantés à Saïda, ainsi que la vieille ville, où vit une forte minorité palestinienne, ont été particulièrement visées par les perquisitions. Munis de listes nominatives, des soldats libanais ont pénétré en force dans les appartements à la recherche d'armes et de documents. Dans les ruelles étroites de la vieille ville, l'armée a appelé par mégaphone les habitants à remettre leurs armes, intimant l'ordre à des enfants de les transporter vers les camions stationnés alentour. Des mitrailleuses, grenades, munitions, tréillis auraient été saisis.

Cette opération, dont l'exécution brutale et inutilement agressive a été dénoncée par le leader politique de Saïda, M. Moustapha Saad, s'est déroulée alors que le ministre de la défense, M. Michel Murr, a implici-

tement menacé les Palestiniens d'envoyer l'armée dans les camps. « Nous ne voulons pas entrer de force dans les camps, mais si les Palestiniens ne remettent pas toutes leurs armes lourdes et moyennes, le conseil des ministres décidera mercredi des mesures qu'il s'imposent », a-t-il dit.

Le ministre de la défense accuse, en effet, l'OLP de n'avoir pas rendu tout son armement, ce que conteste la centrale palestinienne. Le négociateur et ministre d'État - très lié à la Syrie - M. Abdallah El-Amine, a pour sa part déclaré que l'affaire était réglée. En vertu de l'accord conclu jeudi entre l'OLP et le gouvernement libanais, la centrale palestinienne avait évacué samedi soir de ses camps, une quarantaine de canons, des batteries anti-aériennes et des lance-fusées. Un grand nombre d'armes lourdes et de munitions avaient été laissées sur leurs positions par les combattants avant leur retrait.

L'OLP abandonnée par les Arabes

Les armes, pour l'instant sous contrôle de l'armée libanaise, restent la propriété de l'OLP, qui négocie avec Damas leur transfert dans la Bekaa - sous autorité syrienne. Certains combattants pourraient s'y rendre également. Cette solution, indiquée-on de source palestinienne, préserve l'avenir, tant pour la Syrie

que pour l'OLP, toujours dans l'incertitude sur la situation régionale.

Car, si la Syrie a prêté main-forte au gouvernement de Beyrouth en déplaçant notamment 4 000 hommes de plus dans le « Grand Beyrouth » pour compenser l'envoi en force de l'armée libanaise au sud - 8 500 hommes et 150 chars, la plus grande concentration militaire libanaise depuis 1975 -, il est non moins clair qu'elle cherche aussi à conserver une carte palestinienne au Liban, au cas où... D'accord avec Washington pour que l'OLP soit affaiblie, elle ne veut toutefois pas, à ce stade, la disparition totale du facteur palestinien. Comme le résume un responsable arabe, « la Syrie veut Arabat, mais petit et faible, alors que les États-Unis n'en veulent pas du tout ».

Le déploiement de l'armée libanaise à l'est de Saïda va incontestablement dans ce sens, d'autant plus qu'après ces combats - quelque peu provoqués -, le gouvernement libanais s'est senti encore plus libre de se montrer intransigeant. Dans toute cette affaire, l'OLP, considérablement affaiblie par ses positions dans la guerre du Golfe, abandonnée par les pays arabes, dont aucun n'a soufflé mot, n'avait aucune marge de manœuvre et s'est laissée entraîner - par insouciance politique - dans un affrontement qu'elle n'a pas envisagé avec résolution. Ce qui provoque aujourd'hui grogne et désil-

sion chez les Palestiniens du Liban.

Si la fin, pour l'instant, de la présence militaire de l'OLP au Liban - l'armée va maintenant s'occuper de récupérer les quelques armes lourdes du camp de Rachidiya, près de Tyr - ne peut que satisfaire Washington, Beyrouth et Damas, il n'en reste pas moins qu'elle place le gouvernement libanais devant des échéances difficiles. Échéances qui risquent surtout de compromettre le partenariat arabo-syrien sur lequel repose la stabilité du Liban.

L'ordre des priorités dans l'action gouvernementale diffère, en effet, selon qu'il est vu de Washington ou de Damas, et pourrait placer le pouvoir libanais dans une situation délicate. Pour la Syrie, la prise en main de la région chrétienne de Jezzine, sous contrôle israélien pour l'instant, est la priorité. Pour l'armée libanaise, c'est la milice du général Antoine Lahad qui est prioritaire. Pour Washington, en revanche, il faut au préalable un désarmement du Hezbollah (chite pro-iranien), dont Damas s'est engagé auprès de Téhéran à maintenir une certaine présence près de la frontière irakienne.

De plus, la Syrie, dont l'armée ne peut se déployer dans le sud du Liban - ligne rouge israélienne oblige - n'a aucun intérêt à voir disparaître un élément qu'elle est susceptible de manipuler en fonction de l'évolution de la situation régionale. Mais, comme le souligne un responsable libanais, « la Syrie a été

payée pour sa prise de position dans la guerre du Golfe par un gouvernement qui lui est plus ou moins acquis, des députés supplémentaires qu'elle a quasiment choisis et, surtout, par le traité de coopération avec le Liban; c'est à son tour de payer et elle en est d'autant plus consciente que sa marge de manœuvre régionale est étroite ».

Une menace contre la paix

Sur le plan intérieur libanais, l'affaire de Saïda représente un succès pour le gouvernement, soutenu par une population fatiguée, qui voit aujourd'hui les Palestiniens comme une menace contre la paix. « L'armée libanaise s'est réunifiée sur le sang des Palestiniens », affirme avec amertume un responsable du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine). Il est vrai que cette unité avait éclaté sur la question du soutien à leur apporter en 1975.

Reste que le sort des quelque 350 000 Palestiniens du Liban est toujours en suspens. L'apparente concession faite par le gouvernement avec l'abrogation d'un décret, adopté en 1983 mais jamais appliqué, limitant l'accès à plus de cinquante professions, ne suffira pas à régler un problème qui demeure. Deux courants s'opposent sur la conduite à tenir. L'un estime que l'abrogation de ce

décret est suffisante, l'autre veut ouvrir de véritables négociations, au moins sur les droits sociaux, pour permettre aux Palestiniens du Liban de disposer des mêmes prérogatives que les Palestiniens des autres pays arabes.

En Syrie, par exemple, les Palestiniens disposent des mêmes avantages que les Syriens, comme le libre accès au travail, y compris à la fonction publique, ou le service militaire dans des unités de l'Armée de libération de la Palestine sous contrôle syrien. Mais, sur ces deux points, on fait valoir au Liban que la répartition confessionnelle ne permet pas ces « largesses », car cela compromettrait la place des chrétiens dans la fonction publique, par exemple, et ces derniers ne supporteraient pas des unités militaires palestiniennes, même sous commandement de l'état-major libanais.

Quant aux droits politiques, qui restent à définir, on estime à Beyrouth qu'ils dépendent avant tout des relations syro-palestiniennes et, qu'en tout état de cause, le Liban ne peut aller plus loin dans ce domaine que Damas. Dans une situation générale qui demeure précaire, le sort des Palestiniens, aujourd'hui vaincus et privés de leur puissance militaire, demeure un facteur potentiel de déstabilisation que le gouvernement libanais n'a aucun intérêt à voir se perpétuer.

FRANÇOISE CHIPAUX

Israël est déterminé à maintenir son contrôle sur Jezzine

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'enclave chrétienne de Jezzine, située à une dizaine de kilomètres au nord de la ceinture de sécurité contrôlée par Israël et l'ALS (Armée du Liban Sud), sera-t-elle inévitablement l'enjeu d'une bataille avec l'armée régulière libanaise? Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, ainsi que le commandant de l'ALS, le général Antoine Lahad, sont formels: « Il n'est pas question, à ce stade, de se retirer de Jezzine ».

Un bataillon de l'ALS se trouve depuis des années dans cette enclave. Ses miliciens ont commencé à côtoyer des soldats libanais arrivés dans le secteur. Et toute la question est de savoir si cette coexistence se transformera prochainement en épreuve de force, lorsque les autorités libanaises chercheront, comme elles l'ont annoncé, à exercer leur contrôle sur Jezzine. Pour le général Lahad, « l'ALS ne pourra quitter Jezzine que lorsqu'il sera évident, à l'issue de négociations directes avec Beyrouth, que cette région ne pourra plus jamais être le théâtre d'activités terroristes ».

Si les responsables israéliens ne cachent pas qu'ils ont été agréablement surpris par les succès de l'armée libanaise contre les organisations palestiniennes, ils ne pensent pas que ces succès pourront empêcher des Palestiniens (sans parler des commandos chittes) de continuer à essayer de s'infiltrer en Israël pour y commettre des attentats. D'où la nécessité de préserver ce qui sert de « bouclier » contre ces attaques. Or, expliquent les militaires israéliens, l'enclave de Jezzine sert de test: si elle est abandonnée, la population de la zone de sécurité interprétera cela comme le signe qu'Israël et l'ALS sont prêts à faire ultérieurement d'autres concessions, et c'est tout le dispositif qui s'écroulera. (J.M.)

o IRAN : le gouvernement est déterminé à achever la centrale nucléaire de Bouchehr. - Le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a assuré, dimanche 7 juillet, que l'Iran était « déterminé à achever la centrale nucléaire de Bouchehr », dans le sud du pays, malgré le refus de l'Allemagne de s'y associer. La centrale de Bouchehr - projet germano-iranien - a été partiellement détruite pendant la guerre Iran-Irak. Lors d'une récente visite à Téhéran, le ministre allemand de l'économie, M. Jurgend Mollmann, avait signifié le refus de son pays de participer à l'achèvement de cette centrale. - (AFP)

o Le premier ministre chinois Li Peng à Téhéran. - Le premier ministre chinois, M. Li Peng est arrivé, dimanche 7 juillet, à Téhéran pour une visite officielle de quarante-huit heures en Iran, la première d'un haut responsable chinois depuis la fin de la guerre du Golfe. M. Li Peng s'est précédemment rendu au Caire puis à Amman. - (AFP)

Yémen : une unité fragile...

Suite de la première page

Les portraits du dictateur irakien ont disparu des places publiques, et des vitres arrière des voitures. Les dirigeants yéménites, surtout ceux originaires du nord, se sont abstenus de toute autocritique, en faisant le silence sur cette « tragédie ». Invité aux cérémonies du 22 mai, le vice-président de la République irakienne, M. Taha Yasser Ramadan, est resté aussi discret que possible, probablement à la demande du président Ali Abdallah Saleh qui, selon certains membres de son entourage, ne se priverait pas de mettre en doute l'équilibre mental de M. Saddam Hussein.

Le président yéménite a désormais pour principal souci de rentrer dans les bonnes grâces de l'Arabie saoudite, bailleur de fonds traditionnel de Sanaa. Le roi Fahd a, semble-t-il, juré de « déstabiliser » le nouvel État unifié pour le punir de sa « collaboration » avec Bagdad. Le souverain wahhabite souhaite se débarrasser du président Saleh, naguère l'un des fidèles de l'Arabie saoudite, avec lequel il a de vieux comptes à régler. Conscient de cela, ce dernier tente de se réconcilier avec le souverain wahhabite, grâce à la médiation du sultanat d'Oman et du royaume hachémite. Le cheikh Abdallah Ahmad, l'un des fondateurs de l'islam, un rassemblement englobant les Frères musulmans et les tribus Hachid du nord, traditionnellement tournées vers l'Arabie saoudite, a été reçu par le roi Fahd en avril, à l'occasion de l'Oma (petit pèlerinage). Mais ce dernier est demeuré inflexible.

La victoire des « ouïs » au référendum des 15 et 16 mai sur le projet de la nouvelle Constitution a, semble-t-il, renforcé l'hostilité du souverain wahhabite, profondément « ouï », dit-on, par la défaite de l'islam qui souhaitait à tout prix inclure dans le texte de la Constitution un article consacrant la prééminence de la charia (la loi islamique).

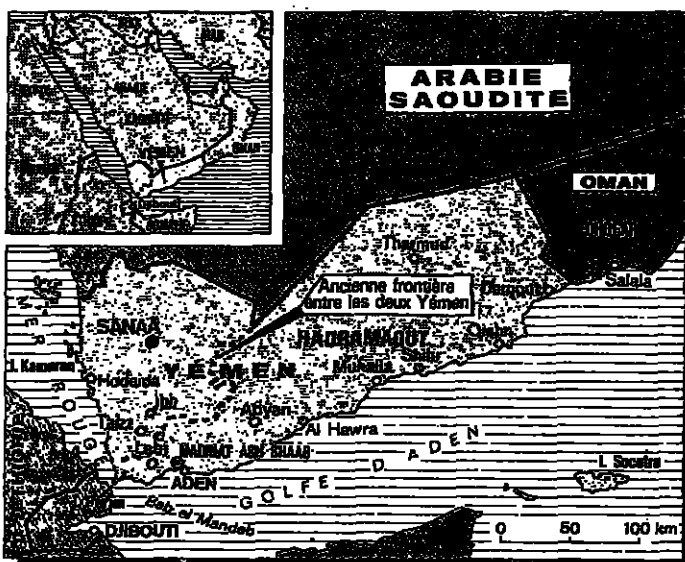
M. Saleh avait pourtant tout fait pour donner satisfaction aux islamistes et aux membres des tribus en rendant publique une déclaration du Conseil présidentiel - composé du chef de l'État et de quatre membres dont deux représentant le parti socialiste yéménite - affirmant qu'« aucune disposition de la nouvelle Constitution ne peut être en contradiction avec la charia ». Jugant cette concession insuffisante, l'islam a exigé que cette déclaration soit inscrite dans le préambule du projet de Constitution avant, en fin de compte, de boycotter le référendum.

Bataille pour la constitution

La bataille pour la Constitution a été dure. À preuve les nombreuses inscriptions qui ornent toujours les murs de Sanaa: « Notre Constitution est le Coran », « Non à la Constitution laïque », « L'application de la charia est un devoir pour tous les musulmans », « Non à la Constitution, non au communisme », « Oûi à

la Constitution, non aux dollars américains », « Oûi à l'État de l'ordre, non à la corruption ».

L'enceinte de l'ambassade d'Arabie saoudite, qui aurait été décapée des forteresses, pour le « ouï », est habillée d'innombrables « ouï, à la démocratie ». Certains dénoncent le caractère ambigu du comportement des autorités gouvernementales. « Non-ils pas, sous le prétexte fallacieux », de respecter la démocratie, autorité et annoncé sur les ondes de la radio et de la télévision, la grande manifestation islamique qui eut lieu quelques jours avant le référendum et à laquelle participa une foule de près de 50.000 adversaires de la Constitution, amenés par cars entiers



de tous les coins du Yémen? Une déléguée des dirigeants de l'islam fut d'ailleurs reçue à l'issue de la manifestation au palais du gouvernement par le chef de l'État, qui, une fois de plus, a renouvelé son assurance qu'« aucune loi ne doit contredire la charia ».

En tout cas, l'opposition religieuse et tribale a décidé de continuer le combat politique contre les forces « laïques », c'est à dire « communistes ». Certains analystes de la scène politique de Sanaa refusent d'ailleurs de coller l'étiquette d'opposition à l'islam de cheikh Abdallah Ahmad. Ce dernier, fondateur du Parti du peuple (PCP), qui partage le pouvoir avec le Parti socialiste yéménite (PSY) et entretient d'excellentes relations avec le président Ali Abdallah Saleh, d'ailleurs lui-même apparenté aux tribus Hachid. Ils affirment ensuite que le président yéménite est prêt à accepter la consécration de la charia par la Constitution et que si jusqu'à présent il n'a pas cédé aux demandes de l'islam, c'est dans l'unique but de ne pas mettre fin à l'alliance PCP-PSY sur laquelle repose l'unité.

Cela ne veut pas dire que les rapports entre le président Ali Abdallah Saleh et les anciens dirigeants

qui se situent essentiellement au Sud. Il a dans ce domaine obtenu quelques succès. Après la publication de la déclaration présidentielle concernant la charia, le comité central du parti réuni à Sanaa a vivement critiqué les deux membres du Conseil présidentiel qui avaient osé signer ce document et critiqué le niveau de luxe de la plupart des ministres d'origine sudiste.

Leur est reproché de ne rien faire pour se dégager de l'orbite du PCP et pour « laborer » un programme distinct de celui plus ou moins paternaliste préconisé par M. Saleh. De l'avis de la plupart des observateurs avertis de Sanaa, le PSY qui, il y a encore quelques mois, pouvait espérer obtenir un résultat plus qu'honorable à l'issue d'éventuelles élections, a perdu beaucoup de sa popularité à cause de la passivité et de l'esprit d'abandon dont font preuve ses dirigeants. Ceux-ci semblent se complaire à la tête du pouvoir en profitant des privilèges que le chef de l'État a l'habitude de distribuer avec générosité à ses fidèles pour les récompenser de leur loyauté. Principal acquis de l'unité, l'expérience démocratique a vu naître plus d'une trentaine de partis et d'une soixantaine de périodiques. Nul ne se fait cependant

d'illusions sur cette « démocratie de façade » destinée à faciliter l'unité sous la houlette du président Saleh, toujours aussi désireux d'établir une sorte de dictature éclairée. Unique force capable de s'opposer théoriquement à ses projets, le PSY détient d'importants postes au sein d'une administration dont il fait pratiquement partie.

Douze millions contre deux

D'où le succès du chef de l'État de marginaliser le PSY pour en faire un allié docile. Les dirigeants du Sud ont cultivé au moment de l'unité l'illusion qu'ils pourraient infléchir la politique de Sanaa vers une plus grande modernité et le laïcisme. Aujourd'hui, ils réalisent qu'il est difficile de changer des traditions religieuses et tribales solidement ancrées au sein de la population du Nord qui compte plus de douze millions d'habitants, pour seulement deux millions au Sud.

Leur pouvoir est grignoté par l'institution présidentielle qui, selon certaines informations, s'efforce de mettre sur pied une sorte de cabinet fantôme, véritable centre du pouvoir. Le secrétaire particulier de M. Saleh, Ali el-Anesi dispose à cet effet d'un énorme budget. Il intervient dans chaque nomination au sein de l'appareil de l'État, s'opposant dans certains cas à l'énergie et infatigable premier ministre (d'origine sudiste) M. Haydar Atlas, qui s'obstine contre vents et marées à vouloir préserver une certaine indépendance à son gouvernement.

La dualité du pouvoir à la tête de l'État se retrouve au niveau des ministères, présidents, selon les cas, par un ministre du Sud ou un vice-ministre du Nord qui n'arrivent pas à s'entendre et favorisent leurs amis respectifs. Les cadres originaires du sud nommés à la tête des départements ministériels ou administratifs, spécialement choisis pour y combattre la corruption et le laxisme, sont eux-mêmes atteints par le virus de la corruption et d'autres tares de la société tribale qu'ils sont censés réformer. Même dans le domaine militaire, l'intégration n'a pas été réalisée et malgré les nombreuses déclarations optimistes faites à ce sujet, le ministère de la défense n'a pu encore créer des unités militaires mixtes.

Devant tant d'embûches, certains se demandent si l'unité n'a pas été réalisée trop vite. Même si chacun exclut un retour en arrière qui ne pourrait que déboucher sur une nouvelle guerre civile. « Le Yémen, affirme un vieil observateur de Sanaa, ressemble à une maison croulante, mais nul ne souhaite être tenu pour responsable de son effondrement ».

JEAN GUEYRAS

Prochain article : Le Sud en perdition

A TRAVERS LE MONDE

JORDANIE

La loi martiale a été abrogée

La loi martiale en vigueur en Jordanie depuis 1967 a été abrogée, dimanche 7 juillet, conformément à un décret promulgué par le roi Hussein, qui a approuvé une décision prise en ce sens vendredi par le gouvernement de M. Taher Mesri.

Les procès en cours devant les tribunaux militaires ont été exclus du décret, ainsi que les décisions adoptées par le Comité de sécurité économique établi par la loi martiale, qui pourront cependant être abrogées par le conseil des ministres. Ce comité s'occupe de toutes les affaires portant atteinte à la « sécurité économique » du pays. Après les élections législatives, au début de 1990, le gouvernement jordanien, alors présidé par M. Moudar Badrane, avait suspendu l'application de la loi martiale et promis son abrogation. - (AFP)

PAKISTAN

L'ancien premier ministre du Cachemire a été arrêté

Le premier ministre déchu du Cachemire pakistanais, M. Muztar Rathore, a été arrêté et sera détenu pendant trente jours, conformément à la loi sur le maintien de l'ordre public, a déclaré samedi 6 juillet, au cours d'une conférence de presse, le ministre chargé des affaires du Cachemire, M. Sardar Mehtab. La section du Cachemire pakistanais du parti de Mme Benazir Bhutto (PPP) a décidé de faire appel après le limogeage de M. Muztar Rathore, et son arrestation vendredi 5 juillet. M. Mehtab a justifié l'arrestation du premier ministre déchu par la « très sérieuse menace » que M. Rathore faisait peser sur « la défense du Pakistan », en refusant d'accepter sa défaite électorale du 29 juin. Par ailleurs, le juge Sardar Mohammad Achraf a prêté serment samedi comme premier ministre provisoire du Cachemire pakistanais en attendant que la nouvelle Assemblée se réunisse pour lui trouver un successeur. - (AFP, Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES
Le Monde et MÉDECINE

محضان الناصر

POLITIQUE

La politique du premier ministre en matière d'immigration et les débats au PS

Mme Cresson évoque les « charters » pour les clandestins

Dans un entretien réalisé pour l'émission « Le droit de savoir » qui devait être diffusée dans le journal de 20 heures de TF1 lundi 8 juillet, Mme Cresson évoque la position du gouvernement sur l'immigration clandestine et déclare : « Il n'y a ni dérive ni dérapage à droite. Il y a que la loi doit être respectée [...] S'il y en a dix qui doivent être reconduits, ce n'est pas trois, cinq, ce sont dix qui

seront reconduits. » Interrogée sur les méthodes de « reconduction » des déboutés du droit d'asile, notamment sur l'utilisation de « charters », comme l'avait fait M. Charles Pasqua lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, Mme Cresson répond : « Je comprends très bien qu'un pilote n'accepte pas qu'une personne extrêmement perturbée, extrêmement agitée, entre

dans son avion. Il ne faut pas faire de cette façon-là, il ne faut pas prendre des lignes régulières. Il faut prendre un autre système, et ce sera fait [...]. Vous appelez cela des charters. Les charters, ce sont des gens qui partent en vacances avec des prix inférieurs. Là, ce sera totalement gratuit et ce ne sera pas pour des vacances. Ce sera pour reconduire des gens dans leur pays

lorsque la justice aura établi qu'ils n'ont pas le droit d'être chez nous. » Mme Cresson entend que ses décisions, dans cette matière comme en d'autres, soient respectées par les membres de son gouvernement : « Ou bien les ministres obéissent à des arbitrages que je suis là pour prendre, ou bien ils ne pourront pas rester. »

Le spectre

par Patrick Jarreau

UN spectre à hanter, samedi 6 juillet, sinon tous les membres du comité directeur du PS, du moins ceux d'entre eux qui étaient informés des débats du gouvernement sur l'immigration ou qui avaient eu l'attention éveillée par la mise en garde de M. Pierre Mauroy contre « tout acte qui évoquerait, à tort ou à raison, des agissements coupables », condamnés en leur temps par le PS (le Monde daté 7-8 juillet). Autrement dit, l'expulsion spectaculaire d'immigrés en situation irrégulière par le moyen d'un charter, selon la méthode employée par le gouvernement de M. Jacques Chirac en octobre 1986.

Le sujet a donné lieu à un échange de propos assez vifs, mais par l'avis du comité directeur, d'une part, et, d'autre part, par une formule de Mme Edith Cresson, prononcée lors de la réception des dirigeants socialistes à l'hôtel Matignon, où des tables avaient été dressées à leur intention sur la pelouse. « Ou la loi doit être appliquée, ou elle doit être modifiée », a déclaré le premier ministre, qui a ajouté : « Nous devons avoir une vision plus précise et une action plus déterminée. »

comme dépassés. Dans l'entourage du premier ministre, certains assuraient, lundi matin, que l'hypothèse du charter avait peu de chances d'être retenue, mais, dans d'autres milieux, on en était moins sûr.

A l'Élysée, on indiquait que l'ensemble du dossier (contrôles aux frontières, conditions de vie des étrangers en France, droit d'asile, reconductions) ne sera pas traité avant que le président de la République n'ait tranché parmi les propositions que fera le premier ministre. Rien n'est encore décidé, ajoutait-on, sur aucun plan. Il faut d'abord examiner dans le détail l'ensemble du dispositif qui met sur pied M. Cresson : d'abord, le problème des contrôles aux frontières, jugés insuffisants et qui préoccupent tous les pays de la Communauté européenne soucieux de définir ensemble des règles claires ; ensuite, le droit d'asile, qui, souligne-t-on, n'aura plus aucun sens s'il n'est pas limité aux personnes victimes dans leur pays de persécutions politiques. On observait que les dossiers de cent mille personnes sont en cours de traitement et qu'il faudra bien s'occuper de la « reconduite » de celles qui seront déboutées.

Rien avant le 15 juillet

Il semble, en tout état de cause, que rien d'essentiel ne doive se faire avant le 15 juillet, c'est-à-dire avant le traditionnel entretien que M. Mitterrand accorde à la télévision le jour de la fête nationale et avant que la France ne soit vraiment entrée dans la période des vacances estivales. Une telle initiative, cependant, serait de nature à troubler sérieusement le calme que les décisions du comité directeur ont pour but de ramener parmi les socialistes, au moins jusqu'à l'automne prochain.

En obtenant un vote très large, le comité directeur a fait savoir qu'il a proposé aux chefs de courant - organisation d'un congrès extraordinaire sur le « projet » socialiste en décembre, report du congrès ordinaire à 1993 -.

M. Mauroy a obtenu ce qu'il cherchait depuis trois mois : une trêve des affrontements de pouvoir au sein du PS et l'assurance de pouvoir conduire le parti aux batailles électorales des deux années à venir.

Comme l'observait M. Jean Poppen, les rapports de force sont « congelés » entre les trois principaux courants. M. Jospin, qui a décidé d'assurer lui-même, désormais, la coordination de son courant, exprime le vœu que cet accord ne soit pas purement circonstanciel et que la « nécessité absolue de préserver le parti » soit durablement admise par tous. M. Fabius assure, bien sûr, que cet accord était sans arrière-pensée. La liberté de parole ayant cessé les sommets, les propos débattus de certains dirigeants retenaient davantage l'attention que les déclarations convenues des dirigeants. Du côté de ces « seconds », on se demandait à quoi pouvait bien ressembler un parti qui ne parvient à s'apaiser qu'en faisant silence sur les problèmes politiques qu'il a pour fonction de résoudre.

Alarme justifiée

Il était clair, à leur yeux, qu'en empruntant une procédure qu'ils avaient dénoncée avec vigueur lorsque M. Charles Pasqua et Robert Pandraud y avaient eu recours il y a moins de cinq ans, les socialistes prendraient le risque de ruiner leur crédit auprès de ceux des électeurs qui avaient soutenu M. François Mitterrand, en 1988, au nom des valeurs républicaines que M. Chirac leur paraissait avoir gravement méconstruit. Une telle décision, estimait ces socialistes, signifierait un reniement de la gauche qui ne pourrait profiter, par contre-coup, qu'à la droite et, plus précisément, qu'à ceux qui, à droite, sont prêts à aller loin dans la direction qu'indique M. Jean-Marie Le Pen.

Leur alarme paraît d'autant plus justifiée que, dans des déclarations que TF1 s'appropriait à diffuser lundi soir 8 juillet, Mme Cresson évoque ouvertement le recours aux charters pour la reconduite hors des frontières des déboutés du droit d'asile. Ces propos, enregistrés par la chaîne à y a une semaine, pourraient être considérés par leur auteur

L'exemple guyanais

N'en déplaise à M. Pierre Mauroy, il existe déjà un département français où le gouvernement, par l'intermédiaire des services de l'Etat, traite l'immigration de façon expéditive sans que les socialistes locaux y trouvent à redire, pour la simple raison qu'ils participent eux-mêmes au consensus xénophobe-politique qui y règne depuis que la population locale compte 30 % d'étrangers.

Ce département, c'est la Guyane. Un office de la main-d'œuvre internationale y a été installé, le 1^{er} janvier, à la demande notamment du président du conseil général, M. Elie Castor, député apparenté socialiste, dirigeant du Parti socialiste guyanais (autonome par rapport au PS), principale composante locale de la majorité mitterrandienne.

La pratique du charter y est quasi hebdomadaire. Elle y est même tellement élaborée que les autorités affrètent les avions dans lesquels les immigrés en situation irrégulière sont reconduits chez eux avant que les principaux intéressés ne soient arrêtés par les gendarmes. Comme il n'y a pas encore de lieu de rétention ou de procédure de reconduite « coups de poing » : les gendarmes sont informés

qu'ils ont un avion « à remplir » tel jour à telle heure, et le matin du jour dit ils font le tour des grands chantiers de Cayenne et de ses environs.

Comme le recours à la main-d'œuvre clandestine originaire du Brésil, du Surinam ou de la Guyane est d'usage courant dans les entreprises guyanaises, qui le considèrent comme un facteur de croissance économique, ils n'ont jamais aucun mal à « garnir » le charter.

De modestes travailleurs

Ces gendarmes n'ont pas vraiment bonne conscience parce que les clandestins qu'ils interceptent ainsi sont en général de modestes travailleurs gagnant leur pain à la sueur de leur front, contrairement aux immigrés désoeurés, parfois très dangereux dans un département qui n'est pas sans analogies avec le Far-West, mais ces opérations ont tout un but psychologique. Elles donnent à la population le sentiment que les autorités emploient les grands moyens contre une immigration excessive.

Il ne faut pas plus de quarante-huit heures à un clandestin reconduit sur la rive sud de

l'Oyapock, à la frontière brésilienne, ou sur le rive nord du Maroni, à la frontière surinamienne, pour revenir tout aussi clandestinement à Cayenne, avec de nouveaux papiers tout aussi faux que les précédents. Dans ces immenses contrées amazoniennes, parcourues de milliers de voies d'eau, il n'existera jamais aucune frontière impénétrable.

Alors, personne n'étant dupe, tout le monde joue à cache-cache avec beaucoup de philosophie. Les deux centres de surveillance installés sur le littoral, le premier au lieu-dit la Montagne d'Argent, côté brésilien, le second à la pointe de Hattes, côté surinamien, servent aussi souvent de centres de secours que de points de contrôle.

Refoulés en charters aériens, les immigrés clandestins reviennent en effet avec leurs propres « charters » nautiques : presque toutes les nuits, on entend les pirogues à moteur des passeurs danser la sarabande à la berbe de la marée haussée qui les guette le long des rivières et qui doit parfois, quand la mer est mauvaise, voler au secours de leurs indésirables passagers en danger de noyade... A. R.

Un gendarme légèrement blessé à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard)

Le gouvernement va débloquer 100 millions de francs en faveur des familles d'anciens harkis

C'est, en principe, le mercredi 10 juillet que le premier ministre, M. Edith Cresson, présentera le « plan d'urgence » élaboré par le gouvernement en faveur des familles d'anciens harkis à partir des trente propositions contenues dans le rapport déposé, le 28 juin, à l'hôtel Matignon, par la « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine ».

Une nouvelle réunion interministérielle a eu lieu vendredi pour arrêter le détail de ce plan qui comportera des mesures à court et long terme et reprendra la plupart de ces propositions, à l'exception, semble-t-il, de celle qui préconise d'accorder aux anciens supplétifs de l'armée française un revenu minimum d'un montant égal à une fois et demie le SMIC.

Le dispositif prévu par M. Cresson sera assorti d'une enveloppe budgétaire d'un montant global de 100 millions de francs environ. Sur le terrain, la situation reste tendue et pendant le week-end les forces de l'ordre ont démantelé plusieurs barrages pour éviter des heurts entre les enfants des anciens harkis et des automobilistes en colère. Un gendarme a été blessé, lundi matin, à Saint-Laurent-des-Arbres, par un tir de chevrotines.

au lieu vendredi pour arrêter le détail de ce plan qui comportera des mesures à court et long terme et reprendra la plupart de ces propositions, à l'exception, semble-t-il, de celle qui préconise d'accorder aux anciens supplétifs de l'armée française un revenu minimum d'un montant égal à une fois et demie le SMIC.

Le dispositif prévu par M. Cresson sera assorti d'une enveloppe budgétaire d'un

montant global de 100 millions de francs environ. Sur le terrain, la situation reste tendue et pendant le week-end les forces de l'ordre ont démantelé plusieurs barrages pour éviter des heurts entre les enfants des anciens harkis et des automobilistes en colère. Un gendarme a été blessé, lundi matin, à Saint-Laurent-des-Arbres, par un tir de chevrotines.

Les départements méditerranéens. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, les forces de l'ordre ont délogé sans incident la route d'accès à l'autoroute A 51 et le pont de la Duranque, bloqués par des familles d'anciens harkis venues de Manosque, qui se sont dispersées après l'annonce d'une réunion de concertation, mardi, avec le préfet. Il en a été de même à Sisteron.

Dans les Bouches-du-Rhône, les jeunes fils de harkis de Fuveau et de La Roque-d'Anthéron ont démantelé

En Provence-Alpes-Côte d'Azur

« Parler moins et faire mieux »

MARSEILLE de notre correspondant régional

A l'unanimité des groupes politiques, le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par M. Jean-Claude Gaudin, sénateur UDF-PR, a adopté, jeudi 4 juillet, un ensemble de mesures en faveur des enfants d'anciens harkis. Estimant qu'« il faut parler moins et faire mieux », il va entreprendre des démarches auprès des grands établissements publics ou parapublics pour les inciter à embaucher des jeunes. Il va également lancer, avec le concours de la jeune chambre économique, un inventaire des besoins et sensibiliser toutes les entreprises de tous les bassins d'emploi où sont regroupées les familles des

anciens harkis. Il propose, d'autre part, une « utilisation maximale » du contrat d'apprentissage concernant les jeunes de seize à vingt-cinq ans, et se dit prêt à améliorer les modalités habituelles.

Parallèlement, il financera, si nécessaire, des stages spécifiques de formation professionnelle débouchant, autant que possible, sur des emplois stables. Il va, enfin, soumettre à l'Etat un avenant au contrat de plan Etat-région « politique urbaine » portant sur la rénovation, et au besoin la reconstruction, des cités de harkis, au nombre d'une quinzaine dans la région.

Ce programme sera piloté par les commissions formation pro-

fessionnelle et économie-emploi qui disposeront de tous les crédits voulus. « Les enfants de harkis », a lancé M. Jean-Louis Gelger, président de la commission économie-emploi, se fient que nous soyons de l'UDF, du PS ou de tout autre parti, ils attendent de nous des mesures concrètes, un point c'est tout. » M. Gaudin, qui a recruté dans son cabinet l'un des neveux du bachagha Boualem, M. Kaddar Boualem, a reconnu, pour sa part, qu'il existait « dans cette affaire une responsabilité collective. Nous devons maintenant agir, a-t-il ajouté, sans tarder ni tromperie pour rendre aux harkis la considération à laquelle ils ont droit. » G. P.

La Science en Pluriel

59 F

L'homme neuronal
Jean-Pierre Changeux

Le singe et l'homme
Yves Coppens

52 F

Pluriel

Les lectures nécessaires

POLITIQUE

La réunion du comité directeur du PS

Le « contrat » proposé par M. Mauroy aux principaux courants est adopté à une très large majorité

Le comité directeur du Parti socialiste a adopté par cent soixante-neuf voix contre quinze (il y a eu cinq refus de vote), samedi 6 juillet, le « contrat » proposé par M. Pierre Mauroy, qui prévoit l'organisation d'un congrès extraordinaire en décembre prochain et renvoie le congrès ordinaire à 1993.

Les membres du comité directeur du Parti socialiste avaient conscience, en se retrouvant samedi matin, de participer à une simple formalité : entériner un accord entre les chefs de courant qui était acquis depuis le milieu de la semaine et ne donnait pas matière à amendement de leur part. Encore le texte définitif de la déclaration sur laquelle ils allaient devoir voter en fin de journée était-il l'objet de discussions soutenues en marge de la réunion elle-même; la traditionnelle commission des résolutions, officiellement annulée afin d'en terminer dès samedi soir, renaissait sous la forme d'un groupe de travail associant les parties prenantes au « contrat » proposé par M. Mauroy.

L'accord se faisait, au sein de ce groupe, pour inscrire dans le texte la « payante solidarité » dont le PS avait fait preuve envers le président de la République et le gouvernement de M. Michel Rocard pendant la crise du Golfe, mention qui suffisait à écarter de l'entente M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis. Les autres courants - c'est-à-dire celui de MM. Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin, celui de

M. Laurent Fabius, celui de M. Michel Rocard et celui de M. Jean Poperen - s'accordaient, ensuite, pour affirmer ensemble que le soutien du PS à M. François Mitterrand et à M. Edith Cresson « est d'autant plus nécessaire à l'heure où les déclarations de nombreux responsables de la droite manifestent la tentation de remettre en cause les valeurs mêmes de liberté et de respect des droits de l'homme sur lesquelles repose la République française ».

« Au-delà même des enjeux politiques », affirme la déclaration, nous devons démontrer aux Français qu'il y a là un choix de société. Le texte énonce, enfin, la stratégie du PS pour les élections à venir - « rassemblement de la gauche » et « volonté d'organiser la majorité présidentielle » - avec la précision suivante : « Cette stratégie suppose, pour les législatives, le maintien d'un mode de scrutin qui permette le rassemblement au second tour. À gauche, le rassemblement doit se faire autour des idées qui seront celles du projet socialiste. C'est pourquoi les socialistes sont favorables au maintien d'un scrutin majoritaire. » Le choix de l'article indéfini « un » n'était naturellement pas fortuit. Alors que M. Mauroy, dans le discours qu'il avait prononcé en fin de matinée, avait, lui, écarté tout « changement de mode de scrutin » (le Monde daté 7-8 juillet), les dirigeants socialistes ont préféré, finalement, ménager l'hypothèse de l'introduction d'une certaine dose de mixité dans le scrutin législatif.

M. Chevènement et ses amis, déjà engagés sur la voie d'une opposition au processus voulu par

M. Mauroy et au « projet » préparé par M. Michel Rocard, ont été confortés dans leur attitude par le texte de l'accord. Aussi ont-ils déposé une motion différente, acceptant un congrès extraordinaire pour l'automne mais conservant un congrès ordinaire au printemps de 1992 et fixant à décembre 1992 la réunion d'états généraux de la gauche. Le vote de cette motion par quinze membres du comité directeur appartenant au courant Socialisme et République (1), alors que six autres ont voté pour le texte de M. Mauroy (2), a officialisé la rupture de ce courant.

La rupture du courant de M. Chevènement

Celle-ci a pesé sur le remaniement du secrétariat national rendu nécessaire par le départ de M. Pierre Guichard, nommé ambassadeur de France en Argentine. Le principal représentant du Socialisme et République au secrétariat aura donc pour successeur, comme responsable des relations internationales, M. Gérard Fuchs, rocardien, député européen, jusqu'à présent adjoint chargé des affaires européennes et de la sécurité.

M. Chevènement, qui entendait entrer au secrétariat national en même temps qu'un bureau exécutif, a peu apprécié le veto de M. Mauroy. Cependant, le premier secrétaire étant maître de la composition du secrétariat national, l'ancien ministre de la défense a dû accepter de voir l'un de ses adversaires au sein de son courant, M. Charzat, promu membre du

secrétariat national à part entière, et M. Marie-Arlette Carlotti, qui partage les mêmes positions, devenir membre adjoint. La représentation de la motion 7 du congrès de Rennes au secrétariat national est, désormais, assurée par deux opposants à M. Chevènement.

Les autres minoritaires au comité directeur - les membres de la Nouvelle École socialiste et les amis de M. Marie-Noëlle Liénemann - ont choisi le refus de vote, en expliquant leur position, notamment, par leur préférence pour le scrutin proportionnel aux élections législatives (3). A ces exceptions près, le comité directeur a donné l'image d'unanimité qui soulevait les chefs des principaux courants et à laquelle M. Rocard a personnellement contribué en assistant, samedi matin, aux débats. L'ancien premier ministre n'a cependant pas poussé l'enthousiasme jusqu'à participer à la réception des membres du comité directeur par M. Cresson, à l'heure du déjeuner, sur la pelouse du logement locatif « le plus précieux de Paris ».

P. J.

(1) MM. Roland Carras, Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Didier Motchane, Georges Sarre, Jean-Marie Alexandre, Jos Bateau, M. Catherine Courard, Françoise Dal, MM. André Delchast, Jean-Louis Dole, Jean-Luc Laurent, M. Annie Sola, MM. Michel Vignal et Henri Viols.

(2) M. Edwige Avier, M. Michel Charzat, M. Ghislaine Toulain, Nicole Brieg, M. Jean-Paul Panchou, M. Marie-Arlette Carlotti.

(3) MM. Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon, M. Isabelle Thomas, Marie-Noëlle Liénemann, M. Michel Kalis.

Les rapports avec le PCF

M. Martinet invite les communistes au « dialogue » sur la transition à l'Est

M. Gilles Martinet, ancien ambassadeur de France à Rome, a présenté au comité directeur du PS, samedi 6 juillet, un rapport que, lui avait demandé la direction du parti sur « la crise mondiale du communisme et ses conséquences en France ». De cette étude, menée avec une commission de spécialistes, le PS n'a rendu public, samedi, qu'une partie, dans laquelle sont analysés les aspects généraux du problème. Une autre partie, consacrée plus précisément à la situation du communisme français, n'a pas été communiquée à la presse, afin de ne pas heurter les dirigeants du PCF, mais M. Pierre Mauroy a assuré qu'elle serait diffusée ultérieurement.

M. Martinet formule trois « grandes observations » : « L'idéologie communiste s'est effondrée; la crise des systèmes économiques de type soviétique ne cesse de s'aggraver; les structures sociales créées par ces systèmes ne sont que partiellement entamées et peuvent fournir une base non pas d'une restauration du système communiste, mais à la naissance d'autres formes d'autoritarisme. Il estime que, dans ces pays, « les discours des nouveaux dirigeants sont souvent ultra-libéraux », mais que « les mesures qu'ils prennent - à quelques exceptions près, notamment en Pologne - sont généralement très prudentes et de portée limitée ». « C'est qu'il s'agit, écrit-il, d'éviter une trop forte extension du chômage et des risques d'explosion sociale. La triomphalisme capitaliste du début de l'année 1990 n'est plus de mise ».

Abordant la question de l'intégration de ces pays dans les structures de coopération européennes, M. Martinet affirme : « Il est clair que tant que leurs structures intérieures n'auront pas été suffisamment transformées, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie ne seront

pas en mesure d'appartenir à une Communauté où joue la règle de la libre circulation des hommes, des capitaux et des marchandises. Mais il est non moins certain que si ces pays n'ont pas l'espoir de la rejoindre un jour qui ne sera pas trop lointain, on verra grandir en leur sein les tendances nationalistes et les démagogues populistes. Il faut, donc, renforcer la coopération et [y] insérer des éléments qui préfigurent déjà la future intégration ».

M. Martinet souligne que le dialogue entre les socialistes et les communistes doit porter non plus sur un « programme commun », comme dans les années 70, mais sur la conception même que le PCF se fait de la « transition d'une société totalitaire à une société démocratique et économique basée sur le rôle de la France dans cette transition et sur le projet de confédération européenne ». « Nous comprenons mal, écrit-il, qu'à la différence de la plupart des partis communistes ou ex-communistes européens, [le PCF] n'ait pas encore tiré toutes les leçons des grands bouleversements intervenus à l'Est. Cela dit, nous sommes toujours prêts au dialogue ».

Au Sénat

La succession de M. Poher est de nouveau ouverte

M. Yves Guéna, qui a le sens de la formule, donne une définition acide du palais du Luxembourg. « Au Sénat, le moitié des élus ne vient jamais. Dans la moitié restante, une autre moitié vient rarement. L'autre vient plus régulièrement. C'est d'ailleurs dans celle-ci qu'on trouve tout de même une poignée de sénateurs qui travaillent. » Selon le sénateur RPR de la Dordogne, ces sénateurs assidus ne se passionnent pas que pour les travaux législatifs. Une autre activité occupe certaines énergies : la course à la présidence.

Le mandat de l'actuel président, M. Alain Poher, ne s'achève-t-il qu'en septembre 1992 (1), officiellement la campagne n'est pas de saison. Elle n'est même pas ouverte puisqu'on ignore encore si, après vingt-trois ans de perchoir et malgré ses quatre-vingt-trois ans, M. Poher veut en rester là, ou bien s'il veut améliorer encore son record de longévité. « La pire n'est pas à exclure », redoute un candidat potentiel.

En 1989, M. Poher, contesté par son propre groupe, ne l'avait finalement emporté qu'avec le soutien de M. Pasqua, peu empressé de voir un « jeune » s'installer durablement à la présidence (2). Après ce tour pour rien, M. Poher s'est efforcé de redorer son blason en reprenant à son compte le thème de la rénovation du travail parlementaire. Mais la diversion a fait long feu et les temps sont à nouveau à la contestation tous azimuts. De nombreux parlementaires se plaignent ouvertement d'un laisser-aller dont M. Marc Lauriol, sénateur RPR des Yvelines, s'est fait l'écho, dans une adresse vitriolée où il s'en prend au « déplorable avancement » du Sénat.

Les critiques à l'encontre du président et de son entourage, en particulier du chef de cabinet, M. Pierre Bordry, dont certains redoutent de véritables arrières-pensées, les ambitions, ce sénat délaissé est évidemment propice aux rumeurs. M. Poher assiste-t-il à l'ouverture annuelle du Futuroscope, à Poitiers? C'est un gage donné à M. René Monory, ancien ministre, sénateur centriste de la Vienne. Rapetisé en grande pompe le président de la République? C'est parce qu'il va passer le main avant le terme. Les candidats officiels à la succession ne manquent pas.

M. Poher doit contempler avec ravissement leurs allées et venues autour de sa maison bourgeoise du Petit-Luxembourg. Outre M. Monory, qui ne doute de rien, on trouve, malgré son échec de 1989, M. Pierre-Christophe Taittinger (Union des républicains et des indépendants), vice-président fort civil. On doit compter aussi avec M. Christian Poncelet, président RPR de la commission des finances, qui discrètement peaufine son image, sans oublier MM. Jean François-Poncet (Rassemblement démocratique et européen), président

de la commission des affaires économiques, Jean Lecanuet (Union centriste), président de la commission de la défense et des affaires étrangères et Daniel Hoellfer, président du groupe de l'Union centriste, susceptibles en théorie de l'emporter sur leur image au cours d'un troisième tour qui déclencherait forcément les passions.

Les ambitions de M. Pasqua

Il y a aussi, et surtout, M. Charles Pasqua. Le président du groupe RPR a peut-être pendant quelques temps de son engagement total derrière M. Poher, puis de sa brouille avec M. Jacques Chirac. Depuis sa « réconciliation » avec ce dernier, un véritable boulevard s'ouvre devant lui. Contrairement aux groupes de l'UDF, les centristes, les Républicains et indépendants et le Rassemblement démocratique et européen, qui devraient tous perdre à cette occasion des sièges, le groupe RPR sortira vraisemblablement renforcé du prochain renouvellement triennal de septembre 1992. Il sera alors difficile de lui refuser la présidence. « La présidence, ils l'ont déjà », rétorque un candidat malheureux à l'élection de 1989. D'où l'idée réactivée par M. Hoellfer de réunir toutes les composantes de l'UDF dans un groupe qui serait alors plus important que le RPR.

Mais le président du RPR, dont la grosse voix assure qu'« il ne faut rien exclure », n'a cependant pas encore assigné d'objectifs à son ambition et son regard s'échappe volontiers au-delà des frondeuses du jardin du Luxembourg. M. Pasqua n'en a pas moins des projets pour renouveler l'image de marque d'une assemblée qui n'attire l'attention qu'à ses dépens, lorsqu'elle semble défendre les pinardiers à l'occasion du projet contre l'alcool et la tabac, ou lorsqu'elle adopte des positions jugées possédées au cours de l'examen du code pénal.

En vertu du principe énoncé par un tout jeune sénateur pour qui « les pionniers sont toujours scapés », les prétendants observent une prudence de Sioux. Jusqu'à présent, le Sénat s'est toujours méfié des « stars » et il n'aime ni les conquêtes à la hussarde ni les offensives de charme. Dans ces conditions, pourquoi l'élection de 1992 n'accoucherait-elle pas d'un nom peu connu... comme celui de M. Poher en 1989.

GILLES PARIS

(1) L'Assemblée nationale, le président est élu pour la durée de la législature. Au Sénat, qui compte 321 membres, c'est à l'occasion de chaque renouvellement triennal.

(2) M. Poher, soutenu par le RPR, l'avait emporté d'un cheveu devant M. Pierre-Christophe Taittinger, RI, soutenu par son groupe, par certains centristes et des membres du Rassemblement démocratique et européen.

Deux victoires pour l'opposition aux élections cantonales partielles

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : canton de Valensole (2^e tour).

Inscr., 3 399; vot., 1 987; abst., 41,54%; suff. expr., 1 868.

M. René Chaupin, sout. RPR et UDF, 995 voix (53,26%); M. Max Demol, PS, m. de Valensole, 873 (46,73%).

Il l'élection de M. Chaupin, venue du conseiller UDF Maurice Chaupin, décida le 21 mai, permit à la droite, grâce à la voix prépondérante du président du conseil général, de conserver au sein de l'Assemblée départementale des Alpes-de-Haute-Provence la majorité acquise en septembre 1988. La droite et la gauche comptent en effet quinze sièges chacune (4 PC, 7 PS, 1 MRG, 3 div. gauche; contre 1 UDF-Rad, 1 UDF-CDS, 5 UDF, 7 RPR, 1 div. droite).

M. Chaupin, qui fera son entrée à l'Assemblée départementale lors d'une session

extraordinaire prévue le 26 juillet, est la seconde femme à siéger au conseil général des Alpes-de-Haute-Provence. La première avait été une conseillère communiste au cours des premières élections qui suivirent la Libération.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 3 399; vot., 1 949; abst., 42,65%; suff. expr., 1 881. M. Chaupin, 673 voix (35,77%); M. Demol, 568 (30,19%); M. Anne-Marie Olivier, FN, 248 (13,18%); M. M. André Beltrame, div., ex. com. m. de Valensole, 197 (10,47%); Jean-Alex Rouen, PC, 116 (6,16%); M. Joëlle Tébar, div. d. com. m. de Gréoux-les-Bains, 79 (4,19%).

En mars 1985, Maurice Chaupin avait été élu en second tour à 1 360 voix (50,93%) contre 1 318 (49,06%) à M. Demol sur 2 670 suffrages exprimés, 2 744 votants (soit 14,62% d'abstention) et 3 214 inscrits.

MARTINIQUE : canton de Schœlcher (2^e tour).

Inscr., 4 962; vot., 1 659; abst., 66,56%; suff. expr., 1 560.

M. Alfred Almond, RPR, 970 voix (62,17%); M. Jean-Claude Artigny, div. d., 590 (37,82%).

Le conseiller général sortant, M. Artigny, s'en remettrait au suffrage universel après sa démission en mai dernier, suite à une incrimination pour usage de faux et trafic d'influence. M. Almond l'emporte nettement au cours d'un scrutin marqué par une forte abstention. Cette élection se modifie par l'équilibre des forces au sein du conseil général dominé par la gauche.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 4 962; vot., 1 590; abst., 67,99%; suff. expr., 1 470. M. Almond, 650 voix (44,21%); Artigny, 402 (27,34%); Philippe Saint-Cyr, RPR, 243 (16,53%); Robert Clavier, PCF, 67 (4,55%); Lucien Grunat, div. d., 64 (4,35%); René Clercampy, PS, 44 (2,99%).

M. Artigny avait été élu en mars 1985, au premier tour, par 1 326 voix (52,76%) contre 578 (27,48%) à M. Mauvois, PCF, 141 (6,70%) à M. Clercampy, div., et 64 (3,04%) à M. Ravotier, ext. g.

SCIENCES-PO

ADMISSION EN A.P.

- stage intensif d'été
- stage de pré-rentree
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires semi-annuelles
- cours du soir

IPESUP

enseignement privé supérieur

16-18 rue du Châtré Notre-Dame 75004 Paris

(1) 43 25 63 30

alternatives ÉCONOMIQUES

EN KIOSQUE 18 F

juillet-août 91

HAÏTI :

interview du Président Aristide

SÉCURITÉ SOCIALE :

la santé au bord du trou

CONNAISSANCES ÉCONOMIQUES :

les élites au banc d'essai

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON - TEL. 80 30 97 76

Réussir la Fac

Droit ou Sciences-Eco

ça se prépare

IPEC

Quartier Latin Institut Privé

Tel 46 33 81 23 ou 43 29 03 71

MEDECINE PHARMACIE

stages de pré-rentree

encadrement scientifique annuel

IPESUP

enseignement privé supérieur

16-18 rue du Châtré Notre-Dame 75004 Paris

(1) 43 25 63 30

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt en date du 26-10-1989, la C.A. de VERSAILLES a condamné M. KATAN

Richard, demeurant à POISSY (77), pour fraude fiscale. LE GREFIER EN CHIEF.

Par arrêt du 29 octobre 1990, la 4^e Chambre A de la Cour d'Appel de Paris a confirmé un jugement rendu le 3 janvier 1989 par le Tribunal de Commerce de Paris 1^{er} Chambre qui a notamment :

1) condamné les sociétés ASROP, YRAGE et FAAD pour contrefaçon d'un modèle d'accessoire de coiffure sous forme troncophone et d'aspect annelé dit spirale cheveux créé et déposé par Isabelle VAN HULLE exerçant son activité sous l'enseigne SCOOTER.

2) interdit sous astreinte à ces sociétés de poursuivre l'exposition, la fabrication et la vente des articles contrefaisants.

M^e HOFFMAN avocat à la Cour SCP BOLLAT BASKAL avocat à la Cour

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

SCIENCES et MÉDECINE

مكتبة الناصر

FAITS DIVERS

Après la mort de deux jeunes d'origine maghrébine

Les doutes d'Angoulême

La mort de deux jeunes d'origine maghrébine, criblée de dix balles de revolver, provoque à Angoulême, depuis dix jours, malaise et interrogations. L'auteur présumé du crime, Pascal Cornille, âgé de vingt-six ans, a été inculpé de double assassinat. Les circonstances mal éclaircies du drame et le retard avec lequel il a été révisé par les autorités suscitent une polémique sur le point de savoir s'il s'agit d'un crime raciste.

ANGOULÊME

de notre envoyée spéciale

Le corps de Mustapha Assouana a été inhumé, jeudi 4 juillet, dans la direction de La Mecque, au cimetière de Soyaux, cité voisine d'Angoulême. La dépouille mortelle de son ami, Mohammed Daoudi, partira vendredi pour le Maroc. Mustapha avait vingt-neuf ans; Mohammed, dix-neuf. L'un était fils de harkis, l'autre fils d'immigrés marocains. Tous deux sont morts, tués de dix balles de revolver 22 long rifle.

Le vendredi 28 juin, une vingtaine de jeunes s'étaient réunis pour une soirée dans une maison d'Angoulême. Parmi eux, Pascal Cornille, vingt-six ans, installé depuis peu dans la ville, embauché depuis deux jours comme agent de gardiennage dans un centre commercial. Au cours de la fête, bien arrosée, une dispute oppose une première fois, selon un témoin, Pascal Cornille et Mustapha

Assouana - qui ne se connaissent pas - pour un motif anodin. Un peu plus tard, Cornille, collectionneur passionné d'armes, réputé violent, fait une démonstration de tir, avec son revolver 22 long rifle, sur des cibles de bière, dans la cour de la maison. Vers minuit, Mustapha et son ami, Mohammed Daoudi, quittent la fête pour aller acheter des cigarettes ou des boissons. Pascal Cornille les emmène dans sa voiture. Que s'est-il passé? Les enquêteurs ne disposent que de la version de l'inculpé. Selon lui, sur la route, son arme serait tombée dans la voiture. Un des deux passagers l'aurait ramassée et aurait proposé d'aller s'exercer au tir dans un camp de nomades désaffecté.

C'est en se dirigeant vers le camp des Molines que Cornille, pris de panique, aurait saisi son arme... et tiré. Une première balle dans la tête de Mohammed Daoudi, une seconde sur Mustapha Assouana, assis à l'arrière. Il sort ensuite les deux jeunes de sa voiture (l'autopsie, pratiquée lundi 1^{er} juillet, devra déterminer s'ils étaient morts à cet instant).

«On nous cache quelque chose»

Il tire de nouveau, vidant son barillet, le rechargeant pour tirer encore quatre balles. Dix balles au total frapperont à la tête des deux victimes.

Ensuite Cornille effacera toute trace de son crime, nettoyant la voiture, enterrant le revolver, jetant ses vêtements dans la Charente. Des précautions démentielles pour quelqu'un qui explique son

geste par la peur et l'ivresse. Au matin, il se constitue prisonnier auprès de la gendarmerie d'Angoulême. Le juge d'instruction l'a inculpé d'assassinat, retenant la préméditation, puisque Cornille a rechargé son arme. L'instruction, confiée à M. Pagné, devra établir les circonstances exactes du drame (un voisin du camp des Molines aurait vu passer une voiture, plaques éteintes, roulant très vite, et entendu des coups de feu) et déterminer les mobiles du meurtre.

En déclarant très vite qu'«aucun élément ne permettait de conclure au crime raciste», le procureur de la République, M. Joël Guillon, a suscité l'indignation des jeunes de Soyaux comme des associations antiracistes. Car cette phrase a été interprétée comme le rejet, a priori et définitif, de cette hypothèse. L'annonce tardive du drame - rendu public plus de vingt-quatre heures après la découverte des corps - avait déjà provoqué la colère: «On nous cache quelque chose», disaient-ils.

Les explications du procureur, invoquant les délais de procédure (il aura fallu attendre samedi soir pour identifier les victimes et prévenir les familles), n'ont pas apaisé la tension. M. Georges Chavannes, maire (UDF-CDS) d'Angoulême, a tenu à «démontre de sa conviction qu'il faut rester calmes et sereins» en assistant, parmi quelque trois cents personnes, aux obsèques de Mustapha Assouana. «On est dans une petite ville, on vit tous ensemble», a-t-il rappelé, en insistant sur la «bonne entente» entre les communautés.

Un homme l'a interrompu: «C'est un crime raciste! Aujourd'hui, il y en a deux. Demain, il y en aura plus». Le doute s'est installé dans les esprits. «On est intégrés intellectuellement, juge un jeune du quartier du Champ-de-Manœuvre, où habitent les victimes, mais on ne se fait pas physiquement». Il sourit. «Pour ça, il faudrait changer de couleur de peau».

Le vendredi soir, sans distinction d'origine, amis, voisins ou anonymes ont accompagné les familles dans une marche silencieuse jusqu'au palais de justice d'Angoulême. Un lieu symbolique de leur volonté de connaître la vérité. De leur vœu commun que justice soit rendue, sérieusement.

SYLVIE DERAIME

Avant la publication de la circulaire Bianco

Les demandeurs d'asile ont manifesté à Paris

Environ mille cinq cents personnes ont participé, samedi 6 juillet après-midi, place de la République à Paris, au rassemblement organisé par le réseau de soutien aux demandeurs d'asile déboutés. «J'y suis, j'y reste», scandaient les manifestants, Kurdes de Turquie et Africains pour la plupart, rangés derrière une banderole proclamant «Liberté, égalité, fraternité, dignité pour les déboutés».

Seul un rassemblement statique avait été autorisé et les manifestants n'ont pu que tourner autour de la place bouclée par les forces de l'ordre. Ils souhaitaient ainsi s'exprimer avant la publication, par le gouvernement, d'une circulaire permettant la régularisation de certains déboutés pour raisons humanitaires (le Monde daté 7-8 juillet).

Le matin même, une ultime réunion de concertation avec M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, avait permis de préciser certains points du futur texte, lequel régulariserait la situation des demandeurs d'asile dont la candidature a été rejetée après une longue période d'instruction, mais qui disposent d'un emploi. La durée minimum de cette attente devrait être de deux années pour les familles et de trois pour les isolés.

Pour les déboutés qui ne satisfont pas à ces conditions, mais dont la sécurité serait menacée en cas de retour dans leur pays, une dernière possibilité de recours, prévue dans la circulaire dite «Pardons de 1987», sera maintenue et précisée. Enfin, les expulsés pourraient bénéficier d'une aide à la réinsertion dans leur pays sous la forme d'une formation ou d'une subvention à un projet.

Un comité du «suivi», composé de l'abbé Pierre, du pasteur Jacques Stewart, du préfet Jacques Monestier et de M. André Jeanson, ancien président de la CFTD, a été mis en place, afin de garantir «la bonne application des mesures exceptionnelles, dérogatoires et humanitaires qui vont être prises par le gouvernement». La manifestation de samedi s'est dispersée après la lecture d'un message de l'abbé Pierre et du pasteur Stewart.

Ph. B.

Jeunes d'Amérique

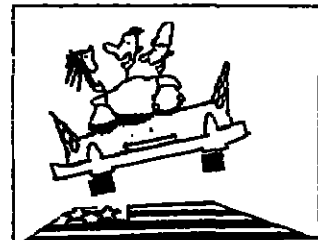
Le ruban jaune

SOUTH-PADRE-ISLAND, TEXAS de notre envoyée spéciale

ARRIVANT d'un séjour de huit mois au Koweït, le sergent Flynn a quitté immédiatement Detroit après son accueil triomphal et troqué l'unité pour le maillot de bain. Toute la famille s'est mise en congé pour passer avec lui une semaine de vacances ici, dans cet ultime port américain sur le golfe du Mexique. C'est le bout du monde, après les vastes pâturages de la plaine texane et quarante-huit heures de voiture. Le sergent Flynn, vingt ans, son amie Maureen, ses deux frères avec leurs épouses, sa sœur aînée et son fiancé, sont enfin seuls sur la plage de sable blanc qui s'étend à perte de vue.

Il saute comme des gamins sur les rouleaux d'écume, tirent avec leurs fusils de plastique sur les mouettes que ces jets d'eau excitent. Croassements lugubres et claquements d'ailes effrénés. La sourde rumeur de l'Océan accompagne les rires légers du sergent Flynn et des siens. Une brume grise monte vers les toits des hôtels proches, dissimulant les contours, se confondant avec le gris des vagues et du ciel. L'air est frais. Le sergent Flynn avait eu sa dose de soleil et de désert. Pour son premier repos, le rivage fantomatique de South-Padre-Island est d'une étrange harmonie. Il en connaît l'existence. Engagé dans l'U.S. Air Force, il avait fait ses classes dans la ville de San Antonio, distante de 300 kilomètres.

Cette ville de garnison est le passage obligé de tout appelé de l'armée de l'air américaine. Ces derniers mois, elle a vécu sur le pied de guerre. Ses cinq bases affichaient complet. Les soldats en attente pour le Moyen-Orient logeaient dans les motels, aux aussi débordés. Les militaires retraités, nombreux à se retirer dans cette ville où les hôpitaux de l'armée sont réputés, venaient à l'heure du bourbon se reposer dans l'ambiance guêrière de leur passé. Dans les supermarchés, de très jeunes femmes en battle-dress kaki faisaient leurs



dernières courses avant le départ au front. San Antonio était fière de «ses» soldats, ils la faisaient vivre. Au gala d'ouverture de la fête annuelle mu-avi, ce fut le bouquet. Comme en direct d'Irak.

Ce jour-là, sur la place de Fort Alamo, le symbole de la conquête des pionniers, des centaines de milliers de spectateurs relient leur souffle, le nez en l'air. Un parachutiste descend lentement, jusqu'à son atterrissage sur le minuscule périmètre prévu à cet effet. Ce baroudeur des «Golden Knights» en combinaison noire et sigle doré a ainsi donné en démonstration le vol acrobatique qu'il a maintes fois réalisé au combat, et même dans le Golfe. L'ovation est à la hauteur du symbole.

«Rester la plus forte»

Au moment de cette célébration, le sergent Flynn était encore dans les sables du Proche-Orient. Mais dès son arrivée à South-Padre-Island, le fils de l'hôtelier lui en fit le récit. Domage qu'il n'ait pas été là. Dans les rues d'Amérique, flottait le «Yellow Ribbon», - le ruban jaune du «soutien à nos troupes». On en voyait aux fenêtres, dans les jardins, le long des voies ferrées. A Detroit, un restaurateur chinois en avait mis vingt-deux dans sa minuscule vitrine, accompagnés d'un panneau explicite: «L'Amérique doit rester la plus forte». Ainsi le pays s'engageait-il à ne plus jamais revivre le douloureux retour du Vietnam, cette époque «honteuse» où l'opinion avait «haï ses soldats perdus»... «The Yellow Ribbon», une chanson à succès, raconte l'histoire d'un détenu écrivain à sa belle à la veille de sa libération. L'attend-elle? Il ne sait pas. Alors il suggère: «Si tu m'aimes encore, suspends un ruban jaune au chêne devant la maison. Ainsi, sans entrer, je saurai».

Dès son retour, le Sergent Flynn a «su».

DANIELLE ROUARD

Trois fonctionnaires de police impliqués dans des malversations

MARSEILLE

de notre correspondant

En quelques semaines, trois fonctionnaires de police en poste à Marseille ont été inculpés pour s'être rendus coupables d'infractions perpétrées hors de leurs fonctions. Les enquêteurs de la brigade des chèques ont interpellé, voici un mois, un gardien de la paix de la sûreté urbaine, démasqué par ses collègues, qui écoulait des chèques volés. Plus récemment, c'est un policier en poste à la CRS 55 à Marseille qui a été interpellé au terme d'une enquête de l'Inspection générale de la police nationale et inculpé de recel de véhicules

volés, détention illégale d'armes de quatrième catégorie, escroquerie et vol avec violence. Il a été placé sous mandat de dépôt et écroué à la prison de Luyens.

Tout a commencé par la découverte d'une classique escroquerie à l'assurance, le CRS ayant, semble-t-il, participé au maquillage d'une voiture faussement déclarée volée. En perquisitionnant au domicile du policier, les enquêteurs ont retrouvé plusieurs cartes bleues volées. Le propre cousin de l'inculpé, un gardien de la paix de la police urbaine, a été inculpé de complicité, de recel, et placé sous contrôle judiciaire.

J. C.

PARIS

Aménagement du secteur «Seine rive gauche»

Trois mille arbres seront plantés dans le treizième arrondissement

Trois mille arbres d'alignement seront plantés dans les nouveaux quartiers Austerlitz, Tolbiac, et Masséna dans le treizième arrondissement de Paris, a annoncé M. Jacques Chirac, en présentant l'état du dossier «Seine rive gauche» que le Conseil de Paris devait examiner une nouvelle fois lundi 8 juillet.

L'aménagement de ces quartiers de Paris, le Monde du 8 novembre 1990 - dont le développement est bloqué depuis plus d'un siècle par les voies de chemin de fer de la gare d'Austerlitz - prévoit la construction, le long de la Seine, de 5 200 logements (dont les deux tiers aidés), d'équipements publics et de services, 150 000 mètres carrés d'activités, 100 000 mètres carrés de commerces, 200 000 mille mètres carrés réservés à la Bibliothèque de France et 900 000 mètres carrés de bureaux (60 000 emplois créés). Les travaux, évalués à environ 25 milliards de francs, devraient être achevés en 2005.

Selon la Mairie de Paris, «des arbres d'une trentaine d'années vont être achetés dès la fin de cette année et plantés en attente sur un terrain réservé, près de Lyon, de manière qu'ils puissent être bien préparés avant leur plantation dans le treizième arrondissement».

Ainsi, toujours selon l'Hôtel de Ville, «au moment de leur mise en place dans les nouveaux quartiers, ils auront, pour les grands sujets, au moins une dizaine de mètres, c'est-à-dire une taille déjà à l'échelle de la ville et des bâtiments».

M. Pierre-Alain Brossault, secrétaire général des Verts Paris conteste le bien-fondé de cette décision: «Les trois mille arbres ne pourront pas s'épanouir dans des quartiers trop densifiés». Et l'on attend, ici, de voir ce qu'il va advenir des platanes du quai d'Austerlitz, dont la présence contrecarre la rénovation projetée.

Reste que, depuis dix ans, les services municipaux ont mis en terre, hors plantations d'alignement près de 13 300 arbres. Tout abattage d'une commission créée par le maire de Paris et réunissant des scientifiques. M. Chirac et les écologistes s'accordent sur un point: un arbre planté ou replanté doit être d'une taille proche de celui qui a disparu ou à l'échelle des édifices environnants. Étrange ville, qui veut uniquement des arbres sur mesure.

JEAN PERRIN

EN BREF

Une soixantaine de vases de Gallé et de Daum saisis par les gendarmes à Antibes. - Un réseau de gitanes impliquées dans un trafic de vases de Gallé et de Daum volés a été démantelé par les gendarmes de Grasse, qui ont saisi, lundi 1^{er} juillet, à Antibes (Alpes-Maritimes) une soixantaine de ces œuvres, d'une valeur totale de 5 millions de francs, dans la voiture de l'un des vendeurs. Le cerveau présumé de l'affaire, M. Jean-Baptiste Lombard, soixante-sept ans, et ses trois complices, ont été inculpés de recel et complicité de recel par le juge Jean-Paul Renard et écroués à Nice et à Grasse.

Les directeurs du casino d'Amnéville (Moselle) écroués pour escroquerie. - Le directeur, Robert Paternotte, et le directeur des jeux, Fernand Joly, du casino d'Amnéville (Moselle), septième casino français avec 140 millions de francs de chiffre d'affaires, ont été inculpés et écroués, vendredi 5 juillet, à Metz, dans une affaire d'escroquerie qui porterait sur 10 à 20 millions de francs. Ils ont été inculpés d'abus de confiance et de dissimulation du produit des jeux et placés sous mandat de dépôt par le doyen des juges d'instruction de Metz, M. Blanchet, chargé du dossier.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro: Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
REGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

ENVIRONNEMENT

L'armée construit sans autorisation en Camargue

M. Michel Vauzelle, député (PS) des Bouches-du-Rhône, a adressé au ministre de la défense une lettre dénonçant le «scandale» d'un chantier de construction ouvert sans aucune autorisation par l'armée à Sainte-Cécile (Bouches-du-Rhône), en pleine zone protégée du parc naturel régional de Camargue. «On n'a pas à se cacher derrière le secret défense pour une opération immobilière qui, manifestement, n'en relève pas», écrit le président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale.

L'administration du parc de Camargue a introduit une action en référé auprès du tribunal administratif de Marseille pour exiger l'arrêt des travaux, commencés le mois dernier sur un terrain militaire de 5 hectares où ne se trouvaient que des antennes radio et une maison de gardien.

RELIGIONS

Prochaine béatification du fondateur de l'Opus Dei

Mgr Josemaría Escrivá de Balaguer, fondateur de l'Opus Dei en 1928, devrait être officiellement béatifié à l'automne prochain. Le pape vient d'approuver le décret de la Congrégation romaine pour la cause des saints reconnaissant le caractère miraculeux de la guérison, en juin 1976, d'une religieuse espagnole, attribuée à Mgr Escrivá. Le procès de béatification avait été ouvert en 1981.

REPÈRES

Né en Espagne le 9 janvier 1902, ordonné prêtre en 1925, c'est peu après qu'il avait fondé l'Opus Dei, cet ordre de prêtres et de laïcs qui se veut une école de sainteté, mais a frayé avec les milieux les plus conservateurs pendant la guerre d'Espagne et sous la dictature franquiste. Mgr Escrivá est décédé le 26 juin 1975 à Rome.

Approuvé par le Vatican en 1950, l'Opus Dei n'a cessé de jouir des faveurs pontificales, au point d'être érigé en 1982 par Jean-Paul II au rang de prélatrice personnelle. En décembre dernier, le pape nommait évêque Mgr del Portillo successeur de Mgr Escrivá à la tête d'un ordre qui compte 1 300 prêtres et 75 000 laïcs.

VACANCES

Une campagne pour la sécurité sur les plages

M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat chargé de la mer, a ouvert, samedi 6 juillet à Fécamp (Seine-Maritime), la campagne nationale pour la sécurité sur les plages. Le but de cette opération est d'enrayer la croissance du nombre des accidents nautiques provoqués, pour l'essentiel, par des engins mal maîtrisés, planches à voile, scooters des mers, vedettes. Le bilan de ces accidents s'était élevé à 74 tués en 1990 sur l'ensemble du littoral.

Le secrétaire d'Etat a annoncé que des opérations «sécurité des loisirs nautiques» seront multipliées sur toutes les côtes de France, de la Méditerranée au Pas-de-Calais afin que soient strictement respectés les règlements. Ainsi, le jour même à

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction:
Jacques Lesourme, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappet
directeur de la rédaction
Jacques Giliu
directeur de la question
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef:
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction
Thomas Fereczi
Philippe Harreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs:
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FAUGUERE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40-65-25-26
Télécopieur: 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-26
Télécopieur: 49-60-30-10

SPORTS

TENNIS : doublé allemand en finales à Wimbledon

Stich en état de grâce

L'Allemand Michael Stich s'est imposé en trois sets (6-4, 7-6, 6-4), dimanche 7 juillet à Wimbledon en finale hommes des Internationaux de Grande-Bretagne, face au numéro un mondial Boris Becker, ancien vainqueur à trois reprises de ce tournoi. La veille, samedi 6 juillet, Steffi Graf, allemande aussi, avait battu l'Argentine Gabriela Sabatini (6-4, 3-6, 8-6).

WIMBLEDON

de notre envoyé spécial

Michael Stich était déjà comblé d'être sorti du grand chapeau de Wimbledon comme un outsider miraculé. Dimanche, il s'est lui-même consacré sur le plus prestigieux gazon du monde. Inconnu il y a encore deux ans, nageant dans les eaux sombres du bas de classement de l'ATP (le Monde du 6 juillet), Michael Stich devient l'un des plus redoutables tennismen du Grand Chelem, après avoir battu successivement sur terre anglaise le numéro un Stefan Edberg et son propre compatriote Boris Becker, les deux grands favoris du tournoi.

Conjuguée avec celle de Steffi Graf, qui avait remporté samedi la trophée féminin contre Gabriela Sabatini, cette victoire confirme le succès de la pépinière allemande —

Becker et Graf avaient gagné les Internationaux de Grande-Bretagne en 1989 — et démontre, si besoin était, que celle-ci n'a rien d'une génération spontanée.

Le succès de Michael Stich n'est pas un accident de l'histoire. Malgré une étonnante différence de gabarit physique, Michael Stich, grand athlète sans muscles, n'a pas effrayé Becker, animal puissant et râblé, avec la ruse et l'opportunisme d'un combat à la David contre Goliath.

On aurait pu le croire en le voyant fouler la pelouse du central, intimidé, déjà déshabillé, prêt au tirage au sort, alors que Boris Becker se faisait attendre, royal en survêtement, assis sur sa chaise. On aurait pu l'imaginer après son match contre Stefan Edberg et sa stratégie d'épicerie économe, misant sur ses jeux de service redoutables sans pour autant aller au charbon, attendant les tie-breaks pour, dit-il, saisir sa chance.

Dimanche, Michael Stich s'est imposé dès le premier jeu en faisant le break par deux passes-éclats prémonitoires. « Il peut gagner puisqu'il n'a rien à perdre », disait de lui Stefan Edberg, après la demi-finale. Michael Stich s'annonçait donc brutal et sans complexe, ambitieux mais léger, comme un combattant sans illusion. « Tout le monde attendait de Boris qu'il remporte son quatrième titre. Moi je pouvais juste essayer de gagner ce match », expliqua Stich après sa victoire. A partir de ce premier point de break, je me suis

mis à servir vraiment très bien. Je n'aurais jamais eu de ces premiers services, j'aurais l'impression que je pouvais toucher toutes les balles que je voulais ».

Becker

en star blessée

Difficile de vaincre quelqu'un qui se sent touché par la grâce. Becker pouvait enorgueillir, son adversaire pour- suivait sa mise en condition mentale : « Je le voyais en colère contre lui-même et cela construisait ma confiance. Je me suis dit : OK. Essai juste de le battre. Becker avait beau commettre plusieurs acrobaties, dont un retour de colée inconcevable lui permettant de prendre un jeu de service, l'ancien vainqueur de Wimbledon laissa filer ses points, parfois grossièrement, comme cette double faute de service au septième jeu, faute pour un deuxième break. Stich gagnait la première manche (6-4).

Becker changea trois fois de chemise, rien n'y fit. Malgré ses piquettes du fond de l'abîme, la star était blessée, s'enroubant la cuisse d'une jambe. Il cessa de marmonner contre lui-même, agacé par ces étouffements auxquels il réagissait mollement, déçu aussi parce qu'il n'avait pu capitaliser plusieurs erreurs de Stich. « Je me battais avec mon corps. Mes jambes ne me poussaient plus comme d'habitude. Je n'étais pas du tout dans le match comme si mon esprit était ailleurs.

Je menais 3 à 1 dans le deuxième set et j'ai perdu mon service ensuite. Cela voulait dire que je ne pouvais plus gagner aucun point important. Je n'avais plus d'énergie pour ça ».

Battu au tie-break de deuxième set (7-4), Becker sera systématiquement menacé sur chacun de ses services lors du troisième set. Un simple et rapide retour de coup droit suffit à Stich pour crier à la victoire, pleurer, s'éloigner d'autant de plaisir après deux heures et demi de sang-froid. Boris Becker, le visage fermé, viendra donner l'accolade à son coéquipier de Coupe Davis.

« J'imaginais ce qu'il ressentait à ce moment-là. Je suis comblé ce jour-là, j'ai été important dans sa vie, expliqua Boris Becker, en vétéran de Wimbledon. Il ne le réalise peut-être pas maintenant. Mais à partir d'aujourd'hui, c'est une star. C'est son affaire, car tout ce qui brille n'est pas forcément de l'or. Certaines personnes peuvent l'assumer, d'autres pas. C'est une corde raide ».

« J'espère que je vais rester comme je suis maintenant. Je ne sais pas ce qui va m'arriver après ce titre de Wimbledon, mais je suis essuyé de faire face, répondit le jeune homme de vingt-deux ans. Boris Becker lui prédit un avenir dans la cour des grands : « Avec son style, il peut jouer sur tous les courts, sur terre battue, sur herbe, y compris les plus difficiles. Je pense qu'il va être à un haut niveau pour un bon bout de temps ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Steffi Graf au bout du tunnel

WIMBLEDON

de notre envoyé spécial

Le jeune prince William s'est ennuyé et Lady Di, sa mère, le rappelle plusieurs fois à l'ordre, au premier rang de la loge royale. Pourtant le prince William est un féru de tennis, si l'on en croit Steffi Graf : « J'ai joué une fois avec la princesse Diana. Elle m'a dit que son fils s'y mettait. Je leur ai promis que s'ils le voulaient, je pourrais leur donner des leçons ». Mais ce samedi 8, le gargon trépassait discrètement sur son cousin. Et il avait presque raison. Quel ennui ont offert les deux premiers sets de la finale femmes entre Steffi Graf et Gabriela Sabatini !

La championne allemande l'a reconnu : « Pour être honnête, notre tennis aujourd'hui n'a certainement pas été à son meilleur niveau ». Gabriela Sabatini, la diva argentine, est restée curieusement fade, renouant avec ses anciennes habitudes de fond de court, renvoyant des balles liftées, tandis que Steffi Graf offrait un service inoffensif au point que le match fut ponctué d'une série de

breaks qui prolongeaient la partie dans une sorte d'apathie aussi lourde que la chaleur d'été pesant sur le court.

Il a fallu attendre le réveil de Sabatini, ses montées au filet et ses volées sur le revers de Graf, pour que la fin du tournoi gagne en intensité. Mais l'Argentine, menant 5-4 au troisième set, semblait incapable d'augmenter la pression à quelques points de la victoire, malgré beaucoup d'erreurs, résistait pour, finalement, faire craquer son adversaire par un jeu somme toute classique et de redoutables coups droits.

Après une année noire marquée par des ennuis de santé et une campagne des journaux à sensation agitée de son père, après l'échec de Roland-Garros et plusieurs défaites consécutives face à Sabatini, Steffi Graf a décroché la platine d'argent avec une pointe de soulagement : « J'avais besoin d'une victoire comme celle-là. Je me suis prouvée que j'avais des tripes ».

D. L. G.

AUTOMOBILISME : la victoire de Nigel Mansell dans le Grand Prix de France de F 1

Bernard Dudot, le moteur de Renault

Organisé pour la première fois sur le nouveau circuit de Nevers-Magny-Cours, le Grand Prix de France de formule 1 automobile a connu un succès populaire sans précédent. Dès 10 heures du matin, les organisateurs, qui avaient vendu les 90 000 billets, ont dû fermer leurs guichets et avertir les autres candidats spectateurs pris dans de monstrueux embouteillages sur un réseau d'accès inadapts à l'événement. Afin d'éviter des incidents, les forces de l'ordre

ont dû ouvrir certaines portes pour laisser pénétrer dix à quinze mille personnes démunies de billets.

Ce grand prix de France a donné lieu à un beau duel entre Alain Prost — qui a placé en tête la toute nouvelle Ferrari dans les vingt-deux premiers tours puis, après les changements de pneus, du trente-deuxième au cinquante-cinquième tour — et la Britannique Nigel Mansell, qui, par deux fois, a réussi à le doubler au freinage du virage baptisé

Adélaïde. Remarquée depuis le début de saison pour sa conception originale et les performances de son moteur, la voiture anglo-française signe sa deuxième victoire consécutive. Elle a ainsi permis à Renault, qui n'avait plus gagné le Grand Prix de France depuis 1983, de renouer avec le succès, sous les yeux du président de la République, revenu dans son fief de la Mitterrand pour assister à son premier grand prix de formule 1.

Adélaïde. Remarquée depuis le début de saison pour sa conception originale et les performances de son moteur, la voiture anglo-française signe sa deuxième victoire consécutive. Elle a ainsi permis à Renault, qui n'avait plus gagné le Grand Prix de France depuis 1983, de renouer avec le succès, sous les yeux du président de la République, revenu dans son fief de la Mitterrand pour assister à son premier grand prix de formule 1.

MAGNY-COURS

de notre envoyé spécial

L'Union Jack et le drapeau français flottaient devant le stand Williams-Renault à Magny-Cours. Comme lors des quinze autres grands prix de la saison, l'équipe anglo-française était la seule à afficher ses origines dans cette grande multinationale qu'est devenue la formule 1 automobile. Un peu en retrait, à l'entrée du stand, Frank Williams, le directeur de l'écurie, devenu paraplégique à la suite d'un accident de la route, a suivi la quarante-sixième victoire d'une de ses voitures sur un écran de télévision. Derrière lui, tournant le dos à la piste, huit hommes en pantalon gris et chemise blanche ont vécu tout aussi intensément cette épreuve, assis devant trois écrans sur lesquels apparaissent des chiffres et courbes sinusoïdales. Ce sont les ingénieurs de Renault sport, sur lesquels semblait veiller Bernard Dudot, leur directeur technique.

« Ça ne sert plus à rien, pour nous, de suivre la course du bord de la piste, explique cet homme à la cinquantaine toujours élégante. Derrière nos écrans, nous avons une vision plus synthétique et surtout beaucoup plus riche d'enseignements ». A chaque passage d'une Williams-Renault devant les stands, les deux ingénieurs motoristes voient s'inscrire en couleurs sur leurs écrans, captées par un système laser, les courbes de pression, de température et des régimes du moteur sur la totalité du circuit. Quelques secondes plus tard, ces courbes sortent sur des imprimantes. Bernard Dudot surveille plutôt le comportement de ses voitures par rapport à leurs concurrentes en comparant les vitesses maximales ou devant les stands. Aux essais surtout, cela lui permet de vérifier si les moteurs sont assez compétitifs ou si les rapports de boîte de vitesses sont bien adaptés.

Depuis ses débuts de motoriste chez Alpine-Renault en 1967, cet ingénieur diplômé du Centre d'études supérieures de techniques industrielles de Nancy a vécu la transformation de sa profession avec l'apparition, puis le développement de l'électronique et de la télémétrie (radiographie à distance d'un moteur par l'analyse de ses paramètres essentiels) dans les années 80. C'est lui qui, à partir de 1977, avait lancé le défi d'im-

poser un moteur turbo en formule 1, avec Renault et, à l'origine, une petite équipe de sept motoristes. Malheureusement, des problèmes financiers n'avaient pas permis à la Régie de couronner son initiative par un titre mondial au début des années 80 et avaient même entraîné son retrait de la formule 1 en 1986.

Une ère Renault ?

La « culture de veilles » maintenue par Bernard Dudot et le retour aux moteurs atmosphériques ont permis à Renault de renouer avec la formule 1 en 1989, mais ne laissent pas augurer une réussite aussi rapide. Au dire de pilotes comme Alain Prost ou Ayrton Senna, le RS 3 (Renault sport, troisième version) serait devenu le plus performant de cette saison. Après l'ère Honda (soixante-deux victoires, dont cinquante-cinq en quatre-vingt-six courses depuis 1986), la formule 1 se trouve-t-elle à l'aube d'une ère Renault ?

C'est beaucoup trop tôt pour le dire, répond Bernard Dudot. Nos performances actuelles ne me surprennent pas dans la mesure où nous travaillons sur le RS 3 depuis octobre 1989 tout en utilisant le RS 1 puis le RS 2 en 1990, mais nous ne maîtrisons pas la progression de nos adversaires. Depuis le RS 1 en 1989, nous avons tout mis en œuvre pour rejoindre et dépasser Honda. Il semble qu'ils connaissent quelques problèmes de fiabilité avec leur V 12, ce qui les freine sûrement dans leur développement. Je ne m'estime pas leur capacité à redresser la situation, mais nous ne faisons pas non plus de complexe japonais ».

Pour obtenir au minimum le titre de champion du monde des constructeurs, Renault sport a dû passer la vitesse supérieure après une première saison encourageante et une deuxième gâchée par les problèmes de châssis des Williams. Patrick Faure, président de Renault sport, présent à Magny-Cours avec Raymond Lévy, le PDG de la Régie, parlait d'« explosion des coûts » pour évoquer l'investissement formule 1 qui dépasse désormais le 1/1 000 du budget général de l'entreprise. « L'argent ne fait pas tout, mais il permet de travailler un peu mieux et un peu plus rapidement, explique le directeur technique. Il était

clair que nous ne disposions pas des mêmes moyens que Honda qui a pu être champion du monde avec son V 10, tout en travaillant au développement d'un V 12. Nous avons désormais les moyens financiers qui peuvent nous permettre de viser un titre ».

Si le RS 1 avait subi trois évolutions en 1989, le RS 3 s'améliore désormais à chaque course. L'introduction de membranes électroniques de plus en plus sophistiquées dans les boîtiers d'injection permet de parfaire les connaissances des ingénieurs motoristes sur la combustion, le dessin des chambres, l'usage des carburants, etc. En deux ans, le V 10 Renault a gagné 2 000 tours/minute dans les hauts régimes pour dépasser aujourd'hui les 14 000 tours. Les boîtiers d'injection, qui pouvaient rectifier la quantité d'essence injectée ou l'avance à l'allumage trois ou quatre fois par tour, en fonction des informations reçues des différents capteurs placés sur le moteur, le font désormais plusieurs dizaines de fois par tour.

Cet effort exceptionnel de Renault sport est partagé par ses principaux partenaires : Bull pour le matériel informatique et ELF pour les carburants et les huiles. « Cette année, explique Bernard Dudot, nous disposons d'ordinateurs avec des capacités de calcul dix fois supérieures. D'une dizaine de paramètres qui apparaissent entre 25 et 30 secondes après le passage de la voiture devant le rayon laser, nous sommes passés à vingt-cinq ou trente paramètres traités en 10 secondes. Sur un tour de 1 minute 30 secondes, il nous reste 1 minute 20 secondes pour analyser, faire des zooms, superposer nos courbes et réagir ».

Quatre carburants

Cet effort d'accompagnement est plus important encore pour ELF, qui prépare désormais pour chaque course de nouveaux carburants adaptés aux spécificités du circuit, mais aussi aux évolutions de l'alésage, des courses de pistons, des chambres de combustion ou du régime de rotation des moteurs. Depuis décembre 1990, une trentaine de nouveaux carburants ont ainsi été soumis à Renault sport pour des essais au banc ou sur les pistes.

A Magny-Cours, Renault avait le choix entre quatre carburants : un déjà éprouvé sur un circuit aux

caractéristiques voisines, deux modifiés au niveau de leur contenu énergétique, de la vitesse de combustion et des transferts en énergie mécanique de leurs molécules, et un pour les séances de qualification, où Renault utilise désormais des moteurs de développement, plus performants mais qui n'ont pas encore atteint un seuil de fiabilité suffisant pour être exploités sur la distance d'un grand prix. Cette initiative a permis à Riccardo Patrese de signer pour la troisième fois consécutive le meilleur temps des autres moteurs. Bien sûr, tous les éléments transmis par télémétrie sont codés.

Par principe ou par prudence, les grandes écuries n'exploitent pas toutes les possibilités que leur offre la télémétrie. Si elle fournit les informations sur le fonctionnement du moteur et ses éventuelles anomalies, la télémétrie pourrait en retour permettre de modifier les réglages à distance et sans arrêt au stand pour prévenir une panne. Pourtant, Bernard Dudot est formel : « Nous ne le faisons pas, car la transmission peut toujours être troublée par une interférence sur notre onde d'émission ou un défaut de propagation. Ça pourrait être dangereux pour le moteur ou le pilote ». Heureusement, personne n'a, non plus, tenté de brouiller les émissions adverses. « Par bonheur, affirme le directeur technique de Renault sport, la formule 1 est encore un sport et avant tout un championnat de pilotes ».

GÉRARD ALBOUY

L'opération « Planète sports »

La Défense chausse ses baskets

Jusqu'au 21 juillet, le quartier de la Défense, laque l'attaché-case pour la paire de baskets. Le parvis, au pied de la Grande Arche, et l'intérieur du CNIT ont été aménagés pour permettre aux visiteurs d'admirer les champions, de s'initier et de s'informer sur les sports de leur choix.

« Bubka, Bubka, Bubka ! » Le recordman du monde de saut à la perche prend son élan et sous les encouragements de la foule tente de franchir 5,90 m, sa meilleure performance en démonstration hors concours. Premier essai : raté. Le deuxième saut est magnifique et Sergueï Bubka passe bien au-dessus de la barre. La séance d'autographes peut commencer. Enfants et adolescents se ruent sur Philippe Collet, Thierry Vigneron, Pierre Quinon, et sur Bubka bien sûr.

Un peu plus loin, sur le terrain de basket-ball, deux équipes s'affrontent en tenue de ville. Alberto Mundé, un jeune ténor de dix-huit ans, s'époumone. « Ce n'est pas la première fois que nous venons à la Défense. D'habitude, c'est mort ». Plus de cinquante disciplines sportives sont proposées au public : tennis, squash, moto, basket-ball, etc. De 12 heures à 18 heures, les initiations sont totalement gratuites. « Nous avons eu dix concurrents. Premier essai : raté. Le deuxième saut est magnifique et Sergueï Bubka passe bien au-dessus de la barre. La séance d'autographes peut commencer. Enfants et adolescents se ruent sur Philippe Collet, Thierry Vigneron, Pierre Quinon, et sur Bubka bien sûr.

C. D.

Une nouvelle voie dans les Drus

La « Destivelle »

Après dix jours d'ascension solitaire par la face ouest des Drus, Catherine Destivelle est sortie dans la nuit du 4 au 5 juillet d'une nouvelle voie, réalisant une première selon une technique presque oubliée.

CHAMONIX

Correspondance

L'époque est à la « grimpe express » dans des voies déjà ouvertes. L'escalade est ainsi devenue parallèle à la lecture rapide d'un itinéraire déchiffré, à partir de ses moindres difficultés, répétées jusqu'à la maîtrise parfaite du geste idéal. On avait presque oublié qu'on pouvait encore écrire sa propre voie. L'exercice demande d'autres délais et d'autres moyens. Pour le réaliser Catherine Destivelle a choisi un des obstacles où les plus grands alpinistes ont gravé à coups de marteau et de piole leur prose verticale : les Drus.

Ce gigantesque élan de gravité (3 754 m) en bordure de la vallée de Chamoni avec ses fissures, ses dômes, ses blocs, ses corniches, ses vases et autres boudoirs qui s'enchevêtrent sans cohérence est convoité par tous les grimpeurs. Cela a permis le tracé de trente-quatre voies différentes (sans compter les nombreuses variantes) avant qu'une femme de trente et un ans, mesurant 1,63 m pour 55 kilos, vedette de l'escalade moderne, ne parvienne à en inventer une de plus. En octobre 1990, Catherine Destivelle avait en quatre heures la célèbre voie Bonatti que celui-ci, en 1955, avait mise six jours à grignoter (alors que Thomas Gross, vingt ans plus tard, mettra dix-huit jours pour ouvrir, à quelques mètres de la Bonatti, la voie qui porte son nom). « On a com-

paré sa « première » avec ma performance. Ça n'était pas juste, estime Catherine Destivelle. Ce que j'ai fait et ce qu'il a fait n'a rien de commun. J'ai voulu repérer l'itinéraire qui lui était fait et montrer les différences entre ouvrir et répéter une voie : ce sont deux univers différents ».

Lors de cette ascension, elle a repéré une ligne inviolée coïncide entre la Bonatti et l'Absolu (ouverte en 1988, en trois jours, par P. Grenier et P. Camison). C'est là qu'elle fera sa démonstration et mettra en avant des valeurs et une technique que l'on avait presque oubliées dans les Alpes. Cette technique, elle ira l'apprendre pendant deux mois aux États-Unis avec Jeff Lowe, un spécialiste de big wall, dernière paroi rocheuse à résister aux assauts répétés des grimpeurs. Elle apprendra à vivre au quotidien suspendue au-dessus du vide comme d'autres vivent dans un quatuor pièces-cuisine. Chaque objet — brosse à dents et petite cuillère comprises — sera attaché dans un ordre bien précis.

Sa vie ne sera que méthode, patience au vertical. Et poids aussi. Car pour réussir en dix jours et en solo à gravir les 900 mètres de dénivellation de cette nouvelle voie avec ses 80 kilos de matériel répartis dans trois « sacs-enclumes » qu'elle traînera, hissera, coince, dégage, débâillera, remballera à l'ouverture d'ascension, lors de cette première qu'elle qualifie d'« aventure vaine », elle aura eu droit aux tempêtes de neige et de grêle, à l'orage, au froid, à la chaleur, à deux chutes, à l'« horreur » d'une traversée horizontale, suspendue à de minuscules crochets, à une fissure « esadique à l'extrême » et à bien d'autres « bagatelles » que sa patience et sa volonté de réussir vaincront toujours.

PIERRE-YVES GRAVIER

محمان الأسفل

SPORTS

CYCLISME : le 78^e Tour de France

LeMond frappe d'entrée

Dès la première étape du Tour de France, disputée dimanche matin 7 juillet dans la banlieue de Lyon, l'Américain Greg LeMond a montré qu'il possédait toujours de réelles qualités d'attaquant. Avec un groupe de dix coureurs, il a organisé une échappée, comme pour rappeler qu'il ne fallait pas oublier le gagnant du Tour 1990. Au cours du contre-la-montre par équipes, l'après-midi, un autre vainqueur de la Grande Boucle, l'Irlandais Stephen Roche, a, quant à lui, déjà quitté la course, disqualifié pour un retard au départ. Au terme du prologue de samedi et des deux étapes de dimanche, le Danois Sørensen portait le maillot jaune.

LYON

de notre envoyé spécial

Les coureurs sont hommes de grands espaces. La route est leur domaine et ils apprécient moyennement de se transformer en citadins. Les jours passés à Lyon commencent à leur peser. Rouler dans les allées d'un parc ne parvenait pas à éteindre leur soif d'échappées belles. Ils se sentaient comme des animaux privés de liberté. Ils avaient satisfait à tous les tests des médecins et répondu à toutes les questions des cameramen en mal de confidences. Bref, ils étaient fin prêts pour le grand rendez-vous annuel.

S'élançant sur les routes du département du Rhône, dans la chaleur de ce dimanche 7 juillet, signifiait pour eux la fin de l'attente. L'effort physique prenait tout son sens. Ils parlaient à la conquête d'un maillot, d'une victoire, d'un rêve. Qu'importe, dans ce cas, la difficulté d'une côte ou la forme d'un virage. En ses premiers coups de pédale, la troupe est vaillante. Elle se moque des routes étroites et « mangées » du bitume avec entrain.

Pour le plaisir des spectateurs, pour le panache, chacun s'efforce de jouer la partition le mieux possible. Un jeune Suisse, Rolf Jaermann, nouveau venu dans l'épreuve, en rajoute même un peu en effectuant un solo dès le cinquième kilomètre. Un morceau qui irrite certains et

rappelle à d'autres une histoire semblable vécue l'an passé. Pour mûrir l'inconscient ou pour rejouer le coup de l'échappée de Pontiers (où Chiappucci, Fosse et quelques autres avaient pris dix minutes au peloton), ils sont une dizaine à courber la tête.

Une belle image. Une jolie équipe de dix garçons ténéraires qui empoignent le bénéfice de leur coup d'audace. Quelques leaders aux noms américains ou hollandais ont gagné des poignées de secondes. Des prétendants à la victoire finale, venus des terres du Sud, en sont encore à se demander pourquoi ils n'ont pas réagi plus tôt face à ce coup d'éclat.

Opération psychologique, tentative d'intimidation ou simple conquête de places au classement général, l'affaire fut bien menée. Elle a troublé une caravane qui, depuis plusieurs jours, rumine de vieux procès. Elle a mis fin aux supputations sur les qualités physiques d'un tel ou l'absence de combativité de tel autre. L'épreuve a hissé la grand-voile du spectacle dès le premier jour, et tous les amoureux du feuilleton en vingt épisodes sont ravis.

Stephen Roche tire sa révérence

Mais cette première fête, où le maillot jaune change d'épaulé à en donner le tour, n'a pas été complète. La seconde partie de la journée a assombri la première. Dans le contre-la-montre par équipes, l'effort d'un coureur solitaire provoque toujours la pitié. Voir l'Irlandais Stephen Roche en perdant, entre des Italiens en file impeccable et des Colombiens avançant sous les injonctions de leur directeur sportif, signifie ce sentiment. Le vainqueur de l'épreuve en 1987 n'est pas à sa place, son équipe est loin, l'ombre de la victoire-balai plane au-dessus de sa tête.

Une histoire drôle pour un néophyte, de la Grande Boucle peut devenir dramatique pour un ancien champion. Stephen Roche, le coureur au regard si doux, a oublié l'heure de départ de sa formation. Ou plutôt, pour reprendre ses propos, il a eu « un petit besoin sanitaire » au moment fatidique. « Quand je suis revenu sur la ligne de départ, c'était déjà trop tard, dit-il. Je me suis battu plusieurs minutes avec le commissaire de course pour qu'il me laisse partir et, finalement, j'ai fait cette

étape tout seul contre le vent. »

Six minutes de retard au départ, plus de onze minutes à l'arrivée, le sort du coureur irlandais était joué. Les commissaires de course n'ont pas tenu compte de ses explications et ont décidé son élimination. Le héros d'hier n'a fait qu'une journée de course avant de tirer sa révérence de bien étrange façon. Mais qu'était-il venu chercher sur ce Tour, lui qui ne voulait pas rééditer l'exploit de l'an passé, « terminer dans l'anonymat du classement » ?

A trente et un ans, l'enfant des terres vertes avait trouvé un maillot dans l'équipe belge Tonton tapis, l'enseigne d'un commerçant qui possède plusieurs magasins en Belgique et en France. Dans la sixième formation professionnelle de sa carrière, Stephen Roche devenait le leader d'une équipe modeste et d'un directeur sportif exigeant, Roger De Vlaeminck.

Mais entre l'ancien vainqueur de Paris-Roubaix et le maillot jaune de 1987, les rapports ont été tendus avant de devenir incertains. « Stephen ne vit pas assez pour le métier. Il se couche trop tard et ne s'entraîne pas suffisamment », expliquait le directeur sportif à la télévision belge. « Il ne me connaît pas, je l'ai vu deux fois dans la saison », répondait l'intéressé. Des échanges, ponctués d'abandons dans des courses classiques, qui ne facilitaient pas les rapports entre les deux hommes.

L'équipe Tonton tapis a bénéficié d'une « wild-card » des organisateurs pour participer au Tour, puisqu'elle ne possédait pas assez de points au classement international, mais cette faveur n'a pas ressoudé les rangs de la formation. Le choix des coéquipiers de l'Irlandais est devenu une nouvelle source de rivalité entre les deux anciens champions. Entre les rêves du passé et quelques espoirs, Stephen Roche affirmait encore, quelques jours avant le départ, que « cette épreuve mérite que l'on souffre pour elle ».

Il a souffert, seul sur la route, et risque de souffrir longtemps en pensant à ce départ manqué. Il n'est pas le premier à avoir « oublié » un départ. Pedro Delgado l'a précédé lors du Tour 1989. Bernard Hinault l'avait imité en s'endormant avant une étape du Midi-Libre. Mais il est l'un des seuls à payer cette erreur aussi cher.

SERGE BOLLOCH

Les résultats

ATHLETISME

COUPE D'EUROPE D'EPREUVES COMBINEES (Messieurs)

Le Français Christian Pissot a remporté la Coupe d'Europe masculine d'épreuves combinées d'athlétisme (groupe A), dimanche 7 juillet, à Helmond (Pays-Bas). Il a obtenu 8 518 points, approchant de 56 points son record de France (8 574 points lors des championnats d'Europe 1990 à Split, Par équipes, l'Allemagne a pris la première place devant la France.

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DE FRANCE DE FORMULE 1

1. Mansell (GB, Williams Renault), les 307,512 km en 1 h 38 min; 2. Prost (Fra, Ferrari), à 5 sec; 3. Sena (Br, McLaren Honda), à 34 sec; 4. Alesi (Fra, Ferrari), à 35 sec; 5. Paireau (Ita, Williams Renault), à un tour; 6. De Cesaris (Ita, Jordan Ford), à un tour.

CLASSEMENT DU CHAMPIONNAT DU MONDE DES PILOTES

(Après sept grands prix): 1. Sena, 48 pts; 2. Mansell, 23; 3. Paireau, 22; 4. Prost, 17; 5. Figue, 16.

CYCLISME

TOUR DE FRANCE

PROLOGUE

Contre-la-montre disputé samedi 6 juillet à Lyon sur 5,4 km: 1. Thierry Marie (Fra) en 6 min 11 s; 2. Eric Bruelink (P-B) à 2 s; 3. Greg LeMond (E-U) à 3 s.

PREMIERE ETAPE

Classement de l'étape disputée dans la matinée du dimanche 7 juillet sur 114,5 km autour de Lyon: 1. Djamolidine Abdoujaparov (URSS), 2 h 28 min 54 s; 2. Sean Kelly (Ir), 3. Greg LeMond (E-U); 4. Rudy Dhaenens (Bel); 5. Michel Vermeire (Bel)...

DEUXIEME ETAPE

Classement du contre-la-montre par équipes couru dimanche après-midi sur 36,5 km entre Bron et Chassieu: 1. Arstien, 41 min 23 s; 2. Castorama à 8 s; 3. Panasonic à 35 s; 4. Cas à 39 s; 5. PDM à 40 s.

Classement général: 1. Rolf Sørensen (Dan), 3 h 16 min 56 s; 2. Greg LeMond (E-U), à 10 s; 3. Eric Bruelink (P-B) à 12 s; 4. Sean Kelly (Ir) à 26 s; 5. Rudy Dhaenens (Bel) à 33 s.

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE GRANDE-BRETAGNE A WIMBLEDON

Simple messieurs: M. Stich (All, n° 6) b. B. Becker (All, n° 2) 6-4, 7-6 (7-4), 6-4. Simple dames: S. Graf (All, n° 1) b. G. Sabatini (Arg, n° 3) 6-4, 3-6, 8-6. Double messieurs: J. Fitzgerald/A. Jarryd (Aus/Sue, n° 2) b. J. Fennell/L. Lavalley (Arg/USA) 6-3, 6-4, 6-7 (7-9), 6-1. Double dames: I. Sevcenko/L. Zvereva (URSS, n° 2) b. G. Fernandez/J. Novotna (E-U, Tch) 6-4, 3-6, 6-4. Double mixte: J. Fitzgerald/J. Smylie (Aus, n° 2) b. J. Pugh/N. Zvereva (E-U/URSS) 7-6 (7-4), 6-2.

Le retour des bannis du sport

Suite de la première page

Malgré quelques tiraillements au sein du comité olympique «par interim» — certains radicaux (minoritaires) anti-apartheid ont refusé de se rendre à Lausanne estimant un retour prématuré — la création de fédérations multiraciales est acquise dans certains sports (football, athlétisme), en bonne voie dans d'autres (rugby, boxe).

La décision du CIO, si elle «libère» des sportifs repêchés sur eux-mêmes depuis vingt et un ans — moins en ce qui concerne les disciplines non olympiques comme le rugby, le golf, l'automobilisme ou le motocyclisme —, soulage aussi l'ensemble du sport international. Car cette mise à l'écart, utilisée comme principal levier d'action par les mouvements anti-apartheid illégaux dans leur pays comme le SANROC (Comité olympique sud-africain non racia), a engendré de multiples crises. De tournées «pirates» en boycottages, le sport a parfois éprouvé bien des difficultés à contenir ses troupes, à résister aux pressions politiques et à garder bonne conscience. Absente des terrains, l'Afrique du Sud était toujours là qui rôdait en coulisse...

En 1970, une tournée en Grande-Bretagne de son équipe nationale de rugby — le sport le plus populaire chez les Blancs — déclencha de violents incidents à Londres. En 1976, les rugbymen néo-zélandais se rendirent en Afrique du Sud. Vingt-sept pays africains décidèrent aussitôt de boycotter les Jeux olympiques d'été de Montréal pour protester contre la participation de la Nouvelle-Zélande.

En avril 1983, lorsque

M. Edwige Avice, ministre de la jeunesse et des sports, interdit les relations des sportifs français avec le pays de l'apartheid, le XV de France doit annuler une tournée prévue deux mois plus tard. M. Albert Ferrasse, le président de la Fédération de rugby, crie à l'injustice: «Si je suis représentant de commerce, je peux me rendre à Pretoria pour y vendre du matériel, mais si nous y allons avec un ballon de rugby, ce n'est plus possible...»

En 1986, trente-deux pays africains, asiatiques et caraïbes boycottèrent les Jeux du Commonwealth, organisés à Edimbourg (Ecosse), afin de protester contre le refus de la Grande-Bretagne de prendre des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

Boycottage à géométrie variable

La liste est à l'infinie des incidents et des menaces plus ou moins mises à exécution. Tiraillements entre les exigences de la finance et celles de la morale, les instances du sport, comités olympiques et fédérations, ont souvent été embarrassées devant tant de polémiques. D'où, parfois, un manque d'empressement à se démarquer de l'Afrique du Sud. Ainsi a-t-il fallu attendre 1986 pour qu'aucun Grand Prix de formule 1 ne soit plus disputé à Kyalami et 1989 pour que la Fédération internationale de tennis suspende ce pays de ses compétitions (coupe Davis et coupe de la Fédération).

Très souvent, il s'est donc agi d'un boycottage à géométrie variable, en fonction des sports et des pays. Bien des champions se sont humiliés entre les mailles du filet. Les Etats-Unis n'ont pas été très

regardants pour naturaliser des champions sud-africains comme le coureur de demi-fond noir Sydney Marey ou l'ancien finaliste de Wimbledon Kevin Curren. Mais l'utilisation du passeport britannique auquel avait droit la «coureuse au pieds nus» Zola Budd suscita de telles polémiques que la championne en arriva à renoncer à la compétition. En France, après plusieurs saisons passées au Racing club de Toulon, le Springbok Eric Melville finit par se retrouver sous le maillot de l'équipe nationale.

A l'inverse l'Afrique du Sud ne fut jamais avara de dollars pour faire venir sur son sol des champions à la réputation internationale. A partir de 1981, le centre des Nations unies contre l'apartheid établit une «liste noire» annuelle de sportifs ayant eu des contacts avec ce pays. On y trouva jusqu'à deux cent cinquante noms parmi lesquels les tennismen Guillermo Vilas, Claudio Panatta et Henri Leconte, les golfeurs Jack Nicklaus et Lee Trevino, et même le rugbyman français Serge Blanco.

Ces dernières années, des joueurs de cricket britanniques ou des rugbymen néo-zélandais se sont rendus à titre «privé» à Johannesburg ou Pretoria. Du 17 août au 2 septembre 1989, huit vedettes du rugby français, dont les internationaux Franck Mesnel, Pierre Berbizier, Denis Charvet et Philippe Sella, ont fêté le centenaire de la Fédération sud-africaine en compagnie d'une douzaine de Britanniques et de six Australiens (le Monde du 19 août 1989).

Inversement, les champions Springboks, toujours soucieux de rompre un isolement qui les empêchait de progresser, sont partis à l'étranger. De nombreuses vedettes du rugby ont ainsi pris le chemin de l'Italie où elles ont pu monnayer leur talent et assurer le public italien de leur bonne volonté, à l'image du demi d'ouverture Nasse Botha exilé à Rovigo (nord de l'Italie), qui certifiait, en janvier 1988: «L'intégration se fait. En tant qu'entraîneur

d'équipes de jeunes, je crois que j'ai entraîné plus de Noirs que de Blancs dans ma carrière. On a demandé au sport sud-africain de montrer l'exemple. Il l'a fait. Cet isolement est stupide, insupportable». M. Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, n'était pas du même avis, lui qui, en février 1990, notait des «signes dans le bon sens» mais déclarait: «l'apartheid existe toujours (...). Aussi, nous devons nous montrer très prudents afin d'éviter toute erreur de précipitation».

Un an et demi plus tard, après de nombreuses négociations menées par de hauts responsables du sport africain, la réintégration de l'Afrique du Sud au sein du mouvement olympique est donc en bonne voie. Réunis le 29 juin à Luxembourg, les douze chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne se sont d'ailleurs prononcés en faveur de la levée des sanctions.

Les athlètes sud-africains devraient participer au plus vite aux différentes compétitions internationales. Une équipe d'athlétisme pourrait ainsi prendre part aux championnats du monde de Tokyo, à la fin du mois d'août. En ce qui concerne le rugby, un sport dévalué en l'absence des Springboks, M. Ferrasse, qui a toujours entretenu d'excellentes relations avec les dirigeants sud-africains, souhaite être le premier à accueillir leur équipe nationale, à Paris, pour un match contre le XV de France. De même, la prochaine Coupe du monde de rugby, en 1995, pourrait avoir lieu au pays des «Boks». Mais, dans l'immédiat, l'objectif prioritaire des responsables du sport sud-africain est de participer, en 1992, aux Jeux olympiques d'Albertville et de Barcelone. A moins d'un revirement de dernière minute, la réunion de la commission «apartheid et olympisme» du CIO devrait leur donner satisfaction.

PHILIPPE BROUSSARD

Marie-Thérèse Guichard a rassemblé quelques portraits d'égéries dans une galerie très allégre... Ni mondaines ni troufouillantes, ce furent d'abord des têtes politiques, des femmes efficaces qui firent évoluer les mentalités et ouvrirent à Edith Cresson la route de Matignon.

Jacques Nobécourt, L'Express



Payot

Document

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

NI TOTEM, NI TABOU.



FREUD

UNE VIE

PETER GAY

900 p. 248 F

"Magnifique biographie... là où la plupart des psychanalystes interprètent, Peter Gay raconte."

Laurent Lemire, La Croix

"Un travail monumental qu'on lira avec un intérêt et un plaisir constants. La langue est limpide, la lecture aisée."

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

"Cette biographie fait événement parce qu'elle est pour notre époque aussi incontournable que le fut celle de Jones pour les années 60."

Elisabeth Roudinesco, Libération

"Une biographie de bonne foi où chacun dispose des moyens de s'initier à la pensée complexe de Freud."

Bruno de Cessole, Le Figaro

"L'un des livres les plus passionnants de cette année. On y découvre un Freud très humain."

Bernard Rapp, Caractères - Antenne 2

HACHETTE

PHOTO

La Belgique malgré tout

La création d'outre-Quévrain
présentée par le Centre national de la photographie

LA PHOTOGRAPHIE BELGE
au Palais de Tokyo

René Magritte disait en 1946 : « Les groupements d'artistes parce qu'ils sont « wallons » ou « bruxellois » ne m'intéressent en aucune façon, quoique des artistes « végétariens » auraient une petite supériorité sur les artistes « wallons » : un comique appréciable. » La boutade n'est qu'en partie exacte en ce qui concerne le très copieux et indigeste panache de photographes belges réunis au Palais de Tokyo.

Cet amalgame hétérogène de quarante noms, qui ne comporte pas la moindre notice sur les auteurs ou la nature de leur travail (il n'y a pas non plus de catalogue général), débute par un rappel historique qui montre qu'en Belgique on a fait ce qui se fait partout. Des vues de sous-bois, de canaux, ou de l'hotél de ville de Bruxelles en construction. Et même un très gros plan de mouche. Mais, les réflexions incendiaires de Wiertz sur la photographie sont totalement passées sous silence. Et il ne figure qu'une étude pour tableau de Knopff, représentant Marguerite Knopff, les yeux fermés, alors que toute sa peinture s'inspire de la photo - et même la copie.

Nus
« rubéniens »

Pour conter l'histoire de la photographie belge, Robert Delpeire a délibérément adopté un point de vue quantitatif. Chaque auteur n'est donc évoqué que par quelques images, à l'exception de Misonne et de Norbert Ghisland (1878-1939), qui met en scène, sous la verrière de son atelier à Frameries, la société de son temps. On trouve chez ce Sander pittorresque un goût de la satire et un sens inné de l'atypique, qui fleurit chez la plupart de ses compatriotes. Par ses portraits diversifiés, il représente l'identité imaginaire d'une société qui se déguise pour échapper au carcan de la conformité (1).

Côté classique, on peut admirer les vus d'atmosphère et les études d'intérieur du Liégeois Gustave Marissiaux, l'un des premiers à effectuer, vers 1911, des tirages couleur sur papier. Ses autochromes sensuels interrogent le spectateur de la nature. Mais comment expliquer l'absence de Romain Jckx, contemporain de Misonne, dont l'activité couvre une quarantaine d'années, de 1886 à 1926 ? Et celle d'Edouard Hanon, un des fondateurs de l'Association belge de photographie, et surtout l'un des précurseurs du journalisme moderne, par ses reportages effectués au tournant du siècle aux Etats-Unis et en Russie ?

A l'opposé des pionniers que cet ensemble aurait pu contribuer à révéler, Willy Kessels participe, dans les années 50, à la « subjective photographie », influencée par le Bauhaus et le surréalisme, ses expérimentations concrétisent sur un mode fantastique et irréaliste le monde visible. Très international, ce proche collaborateur de Boris Ivan n'est véritablement belge que par l'opulence rubénienne de ses nus. Pierre Dubreuil, à la fois français et belge, présenté par des vues techniques qui incar-

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

10 au 26 juillet
Cloître des Carmes

MC 93

Le cas Müller I. II. III.
de Jourdeuil-Peyret

Seine Saint-Denis
Conseil Général



« Selfportret » de Dirk Braeckman

nent la pensée de ce porte-parole des modernistes opposés à Misonne, est desservi par des pièces qui restituent mal la sensibilité et la poésie de son monde. René Magritte a droit à quatre vignettes de moyen intérêt, hormis le célèbre *Echiquier*, brandi par Louis Scutenaire, mais Paul Nougé, dont l'œuvre photographique récemment montrée à l'ARC incarne la quintessence du surréalisme, est absent, tout comme Marcel Mariën, et surtout Marcel Broodthaers, leur digne successeur. Pierre Cordier assure la liaison entre la photo historique et contemporaine avec ses chimigrammes, technique qu'il a inventée en 1956. On cherche en vain à ses côtés Gilbert et Keyser et ses compositions abstraites au ton angoissé, aux formes souvent aigües. De même, on déplore l'absence de Marcel G. Lefranc, un « Robinson du surréalisme », celle de Serge Vandercam, seul photographe du mouvement Cobra, et de Raoul Ubac.

Le portrait est une des constantes de la photographie belge. Il exprime la fascination et l'exploration des visages dont témoignent des classiques comme Roland d'Ursel et Charles Leirns, qui recherche le « vrai » et sublime la tête des grands artistes (Ensor, Delvaux) qu'il fait poser chez lui. Mais où est donc passé Georges Thiry, amateur passionné qui accumula près de quarante mille

négligés et fixa au Rollei avec une grande cohérence stylistique tout le gotha artistique belge, de Jean Ray à Pol Bury, en passant par Châleerde, Doremont et Sternberg ?

La partie contemporaine n'est guère mieux équilibrée, hormis les autoportraits virulents et douloureux, remodelés à l'éponge, de Dirk Braeckman, figure d'un nouvel expressionnisme à la flamande, influencé par l'esthétique de l'entre-deux-guerres, les nus subtils, décadents à la goume bichromatisée de Janssens, et bien sûr, les sidérants portraits carrés de Marc Trivier. Il y a peu à dire des « classiques » du reportage (Frank Gruysert, Van den Eeckhout, de Keyser) et des chromo-néo-pictorialistes flous, vides et colorés de Hubert Grooteclaes. John Vink, membre de l'agence Vu, est plus probant lorsqu'il photographie ses compatriotes et son terroir plutôt que les camps de réfugiés bulgares ou soudanais.

Déception aussi chez les « plasticiens », souvent connus en France, et desservis par les travaux qu'ils présentent. C'est le cas de Pierre Radisic et de ses images manipulées sur virage polychrome, nettement moins fort que ces agrandissements hors nature de visages de couples, de Christian Carez et des maquettes dégradées de ces *Souvenirs de guerre* bâtis sur l'interpré-

tation personnelle de la mémoire et des compositions sages et obsolètes de Ludo Choyens, qui semble renier le théâtre baroque et symbolique qui l'a fait connaître. On rétorquera que ce choix peu valorisant est imputable aux artistes et non aux commissaires.

Un panorama
pléthorique

Restent les absents. Volontaires, comme Gilbert Fastenackels et François Hers, involontaires comme Damien Huysen, Christian Meynen, Hélène Mariat, Hermann Bertiaux et son insolite fresque sociologique brossée sur la capitale de l'Europe. Ou bien encore, inexcusables, ainsi Stefan de Jaeger, et ses montages cubistes au polaroid, qui poursuit par d'autres moyens l'œuvre chimigraphique de Pierre Cordier; Marina Cox et l'exotisme imaginaire de ses faux voyages; Marie-Françoise Plissart et ses remarquables photos-romans, publiés en album (éditions de Minuit). Il faut s'interroger en revanche sur le formalisme, le soit du tripatage et de la manipulation, où s'enferment quelques praticiens de la jeune génération (Jacques Courtois, André Jasinski). Ils perdent leur âme et leur temps à copier ce qui se fait partout dans le monde. Les seules révélations sont le reportage sur les abattoirs de Michel Papelier dans la lignée de Marc Trivier, les portraits corréolis de Daniel Brunemer, et les montages de Philippe Sahiez. Ses vues de plages, gares, ciel bleu, mer, ou chambres d'hôtel font penser aux films de Chantal Ackermann.

Ce panorama pléthorique se contente d'un survol chronologique sans ligne de force, sans réflexion de fond, et sans souci de cerner une « originalité » spécifique. Pourtant la photographie belge a ses caractéristiques propres : la dramatisation de la lumière, l'oniisme, et un goût certain de l'arrogance. Globalement individualiste, elle n'est pas nationaliste et se défait par le croisement des cultures. On peut croire la critique qui écrivait, lors d'une exposition semblable : « La photographie belge a ceci de particulier de n'être pas particulière. » Encore faut-il être complet lorsqu'on se veut didactique.

PATRICK ROEGERS

► La photographie belge, des origines à nos jours, présentée par le Centre National de la photographie, avec la collaboration des Musées de la photographie d'Anvers et de Charleroi. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 16 septembre.

(1) Norbert Ghisland, textes d'André Balzac, n° 48. Photopoché 50 F.

DANSE

Deux Juliette hors série

Alessandra Ferri et Sylvie Guillem sauvent le ballet McMillan

L'AMERICAN BALLET THEATRE
au Palais Garnier

Voir *Roméo et Juliette* de Kismet McMillan (créé en 1965 par Margot Fonteyn et Rudolf Nureyev) est une épreuve qu'on ne souhaite à personne. La chorégraphie est inutilement compliquée, dépourvue de la moindre imagination créatrice : on sauvera à la rigueur quelques moments dans les pas de deux du couple vedette mais les ensembles combinent platitude et fouillis avec une rare pénétrance. La laideur des décors de Nicholas Georgiadis le dispute à la tristesse de ses costumes; l'oreille n'étant pas plus à la fête avec la pompeuse partition de Prokofiev. Mais voilà : il y aura toujours des danseurs pour vouloir incarner les amants de Vénus version McMillan ou autres (elles ne manquent pas) parce qu'ils y trouvent l'occasion de développer toute une soirée ces grands rôles dramatiques que la danse moderne a répudiés en même temps que la narration. La médiocrité de la chorégraphie (s'ils la perçoivent) leur importe moins que la grise sensation de jouer Shakespeare comme des acteurs.

Par bonheur, l'American Ballet Theatre nous a offert deux Juliette hors série. Alessandra Ferri et Sylvie Guillem (on n'a pas eu le courage d'y retourner pour Amanda McKerron et Leslie Brown). Est-ce son sang italien qui fait de Ferri une Juliette quasiment « idéale », telle qu'on se la représente ? Petite, menue, vif-argent, grands yeux et sourcils très noirs, elle vit son personnage et ses mille nuances, de l'adorable capotage du début à l'incandescence de la passion, avec un

emportement et une sincérité qui captivent à chaque instant.

Sylvie Guillem ne danse pas « mieux » que telle ou telle ballerine. Elle danse « autrement ». Elle n'est pas « la plus grande danseuse du monde », elle est unique, absolument. Tout a été dit, rien ne paraît pouvoir traduire l'ensorcelante beauté de sa danse, voluptueuse danse de soie et de velours, dont son seul geste laisse trace d'effort est exclue mais qui semble à chaque vision plus fluide, plus inspirée. Ses récentes Giselle, Bayadère, Manon l'avaient déjà montré : nature un peu retenue, sans doute par pudeur, l'interprète aujourd'hui se libère, atteint une sorte d'abandon héroïque, une vérité bouleversante, sans cesse de s'interdire tout effet, tout truc, tout excès. Ses

regards sur la porte par où Roméo s'est enfui après une nuit d'amour, l'horreur exprimée par chaque fibre de son corps au contact de Paris, son réveil au tombeau et son suicide, tout aura fait de son troisième acte un de ces moments suprêmes qui marquent la vie d'un spectateur.

Juliette d'un soir seulement, Guillem dansera deux fois cette semaine (les 10 et 12) *Fall River Legend*, d'Agnes de Mille, où elle n'est pas moins déchirante - et qui a sur le *Roméo* de McMillan l'avantage non négligeable d'être un authentique chef-d'œuvre.

SYLVIE DE NUSSAC

► Opéra de Paris Garnier, jusqu'au 14 juillet. Tél. : 47-42-53-71.

THEATRE

Royal de Luxe à Berlin

Pour leurs premiers jours de canicule estivale, les Berlinois ont eu le droit ce dernier week-end, les vendredis 5 et 6 juillet, en plein cœur de leur ville, à la « Véritable Histoire de France » présentée par le Royal de Luxe. La célèbre troupe de spectacle de rue a remporté un triomphe.

Les deux soirs, près de 10 000 personnes sont venues communier aux tourments de Jeanne d'Arc là où il y a un an on était avec un enthousiasme non moins grand la réunification de Berlin. Les comédiens avaient installé leur machinerie sur la place Marx-Engels, au pied du palais de la République érigé par les communistes pour célébrer les fastes

de leur régime, à l'emplacement du château des rois de Prusse. La troupe française est venue à l'initiative de la UFA Fabrik de Berlin-Ouest, mais ce spectacle n'a été rendu possible que grâce à un effort particulier de la ville et des responsables des affaires culturelles françaises, en Allemagne comme à Paris. Bien qu'obligé de serrer tous les boulons depuis la réunification de la ville, le sénateur pour la culture, M. Ulrich Roloff-Momm, avait tenu à faire un geste pour marquer sa volonté d'ouvrir sur l'extérieur la politique culturelle du nouveau Berlin.

H. de B.

MUSIQUE

Torhout-Werchter
le festival itinérant

Depuis 1977, cette manifestation propose une même affiche
rock deux jours de suite dans deux villes flamandes

« Il faut décentraliser le rock », s'est dit un jour Herman Schueremans. Alors il a invité les Dire Straits et Talking Heads débarrasés à se produire près de chez lui, à Werchter, petite ville située à 20 kilomètres de Bruxelles. « Il faut éviter le gigantisme », a-t-il constaté ensuite. Alors, quand, en 1977, ces concerts deviennent un festival, Herman Schueremans décide de coupler son organisation avec un site : à Torhout, près de Bruges.

Deux jours, deux parcs, une affiche. L'idée étonne mais plaît. De 5 000 spectateurs au départ, le double festival plafonne aujourd'hui à 60 000 entrées par jour. Un plafond voulu afin de préserver de décentes conditions d'écoute et de vision. Afin surtout de « ne pas être victime de son expansion et d'assurer une programmation de qualité ». Et comme la qualité ne se trouve pas à chaque coin de rue, on feuillete l'album de famille, on remarque la liste des habitués (Elvis Costello et U2 sont déjà venus trois fois) : quatre des neuf groupes qui ont fait les scènes de Torhout et de Werchter ces 6 et 7 juillet avaient déjà participé au festival précédemment. Ainsi, Dave Stewart, consacré à deux reprises avec Eurythmics, revenait en début de programme avec ses Spiritual Cow-Boys. Deux batteries et trois guitares pour une visite enthousiaste de l'histoire du rock. « J'avais personnellement contacté l'organisateur, car peu importe la

place sur l'affiche, je voulais jouer ici, confie-t-il. On y rencontre des artistes très différents, et le public apprécie le mélange des styles. » Et le country blues charmeur de Bonnie Raitt de succéder à la « danse » des Happy Mondays, toujours aussi dévotement sur scène. Mais Herman Schueremans parle avec une certaine fierté de ses découvertes, des groupes invités avant leur décollage. Ainsi les Pixies, revenus en vedette deux ans après.

Enfin, il y a les grosses pointures chargées d'attirer la foule. Une incroyable pluie de bouteilles en plastique a salué Iggy Pop; les batailles touristiques au Brésil et en Afrique du Sud de Paul Simon calmèrent l'atmosphère avant qu'un véritable orage n'accueille le retour au rock de Sting (voir encadré ci-dessous).

Grâce au travail de 800 techniciens, les horaires furent respectés avec précision (oubliés ces longs temps morts qui tuent trop de festivals) et la discrète sécurité n'a pas eu de travail sérieux à effectuer. « Le festival fait vraiment l'unanimité dans la population », estime M. Paul Vanthourout, échevin (adjoint) des festivités de Torhout. Grâce à lui, notre ville est connue des jeunes dans toute l'Europe. Le rock a donné une autre dimension à Torhout. »

CHRISTOPHE DECAEVEL

Vinx, seul sur la route

Tous les soirs depuis janvier dernier, Vinx chante et joue des percussions un quart d'heure devant une dizaine de milliers de personnes. Avant Sting, après le groupe qui assure la première partie (Concrete Blondes aux Etats-Unis, 29 Palms en Europe), la « découverte » de l'auteur de Roxane essaie de parer au plus pressé : ne pas se faire jouer hors de scène par une foule impatiente, de ne pas faire fuir cette foule vers le bar. Et, finalement, on se souvient de sa voix souple et chaude, de ses mélodies sinuantes et séduisantes, de ses plaisanteries acérées. Quand, à la fin du concert de la star, il rejoint le groupe pour faire les chœurs et les percussions, on est content de le revoir.

Au beau milieu de la tournée mondiale de Sting - encore six mois à tirer - Vinx fait le point sur sa rencontre avec son mentor, ses conséquences grandes et petites : « Si tout s'était passé comme Sting l'avait rêvé, j'aurais été un sans-abri qui faisait la manche au coin des rues avant qu'il ne me touche avec sa baguette magique », dit Vinx. En fait, la pochettonette de *Romeo in My Father's House*, Sting raconte comment il a découvert Vinx par hasard, en entrant dans un petit club pour s'abriter de la pluie : « En fait, je faisais la première partie de Rubben Ford, le guitariste de jazz, dans l'un des meilleurs clubs de Los Angeles, ce qui suppose un certain niveau de réussite professionnelle. » Finalement l'effet Rashomon s'estompé, et les deux récits coïncident sur la suite des événements : Sting a demandé à entendre un disque de Vinx, celui-ci lui a avoué qu'il n'avait pas de contrat d'enregistrement, Sting l'a fait signer sur IRS, le label de Miles Copeland, son manager. « Des producteurs m'avaient déjà fait des offres, dit Vinx. Mais il vou-

laient m'arranger, faire de moi un crooner noir, un nouveau James Ingram. Sting a été le premier à me promettre de préserver ma musique. Pendant l'enregistrement, il a fait un excellent chien de garde. Personne n'est venu m'embêter, parce que j'étais avec Sting. »

La musique de Vinx ne ressemble que de très loin aux catégories généralement admises. Percussionniste autodidacte qui a ensuite vérifié ses intuitions en poursuivant des études, il joue avec les Barking Feet, le groupe de percussionnistes qu'il a réunis à Los Angeles, une musique aussi influencée par le jazz que par la musique africaine contemporaine, le rap pour la pulsion, les synthétiseurs et séquenceurs sont interdits de séjour sur *Romeo in My Father's House* ou la soul sophistiquée. Sur son disque on retrouve Herbie Hancock au piano, Taj Majal, qui vient siffloter (il le fait aussi bien qu'il joue de la slide guitar), d'autres stars suffisamment impressionnées par le talent de Vinx.

D'origine martiniquaise (son nom de famille est Parreire), Vinx a été un ambassadeur de haut niveau, membre de l'équipe nationale d'athlétisme des Etats-Unis, spécialiste triple-saut. Il a dédié son disque à son chanteur préféré, son père : « C'était un chanteur de jazz amateur. Un jour à Chicago, il s'est présenté à un concours dont le premier prix était un contrat d'enregistrement. Il est arrivé second, le premier était Billy Eckstine. Mon père a arrêté la musique et a fondé une famille. J'ai dû vivre avec cette frustration permanente, et j'ai toujours su que je devais essayer, que je réussisse ou non. »

THOMAS SOTINEL

EN BREF

► La mort de Bertrand Bonvoisin. - Le comédien Bertrand Bonvoisin est mort le vendredi 5 juillet à Villerville des suites d'un cancer. Il était âgé de trente-neuf ans. Elève d'Antoine Vitez et de Marcel Blüwal au Conservatoire de Paris, Bertrand Bonvoisin avait joué sous la direction de Bruno Bayen (*Schliemann*), Bernard Sobel (*Edouard II*), André Engel (*Le Mécanisme*) ou Sophie Louachevski dans *Sade*. Acteur intérieur, incandescent, il avait fait sa dernière apparition aux Amandiers de Nanterre en 1987 dans *Pionniers à Ingolstadt*, de Marie-Louise Fleisser, aux côtés de sa sœur Béatrice.

► Mort du poète américain Howard Nemerov. - Le poète américain Howard Nemerov est mort vendredi 5 juillet à Saint Louis (Missouri) des suites d'un cancer.

Il était âgé de soixante et onze ans. « Poète lauréat » du gouvernement américain de 1988 à 1990, professeur à l'université de Washington, Howard Nemerov, qui exprimait dans sa poésie un certain conservatisme formel, avait reçu le prix Pulitzer pour ses *Collected Poems*, parus en 1977. Auteur d'une vingtaine de recueils, il avait également publié plusieurs romans ainsi que des essais sur Proust, Dante et William Blake.

SPECTACLES

LUNDI 8 JUILLET

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)
Bob le flambeur (1955), de Jean-Pierre Melville, 18 h ; Assauts et Volonté (1957), de Nicolas Gury, 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
La Cinéma australien : Night Cries (1989, v.o. s.t.f.), de Tracy Moffat, 14 h 30 ; In the Wake of the Bounty (1933, v.o. s.t.f.), de Charles Chauvel ; In the Wake of the Bounty (1933, v.o. s.t.f.), de Charles Chauvel, 14 h 30 ; His Kind of Woman (1951, v.o. s.t.f.), de John Farrow, 17 h 30 ; La Randonnée (1971, v.o. s.t.f.), de Nicolas Gury, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
Alice (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (45-26-58-00) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).
ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-94-65) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).
AN ANGEL AT MY TABLE (Indo-occident., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77).
L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-94-65).
BIX (It., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).
CELLINI (It., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
CHEB (Fr.-Alg.) : Cinoche, 6 (42-22-57-87).
LA CRÉATURE DU CIMETIÈRE (A., v.o.) : George V, 8 (45-24-41-48) ; v.f. : Pathé Française, 8 (47-00-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; UGC Odéon, 8 (42-05-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Pathé Française, 8 (47-00-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-98).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Rex (Le Grand Rex), 2 (42-38-83-83) ; Favette, 13 (47-07-55-88).
DELICATESSEN (Fr.) : Cinoche, 6 (42-22-57-87) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-57-90-81) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Utopia, 5 (42-26-94-65).
LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-80).
LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champ-Elysées, 2 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (42-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-25-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).
EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Danton, 8 (42-25-10-30).
HALFAOUIE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00).
L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.o.) : Denfert, 15 (45-32-91-68).
HORS LA VIE (Fr.-It.-Bel.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-20-10-41) ; Pathé Clichy, 15 (42-22-46-01).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JALOUSIE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
JIMI HENDRIX (A., v.o.) : Max Linder Panorama, 8 (49-24-88-88).
JULIA A DEUX AMANTS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 8 (43-28-19-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).

LA NOTE BLEUE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92).
PERSONNE N'EST PARFAITE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31).
LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Cinoche, 6 (42-71-52-36) ; Latina, 4 (42-78-47-88) ; Lucerna, 8 (45-44-57-34) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).
LE PREMIER EMPEREUR (Can.-Chin., v.o.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).
PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Élysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).
LA REINE BLANCHE (Fr.) : George V, 8 (45-24-41-48).
LA RELÈVE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Wapler II, 18 (45-22-47-94).
RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : George V, 8 (45-24-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27).
ROBINSON ET CIE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
SAILOR ET LULA (Fr.) : Cinoche, 6 (42-71-52-36) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Lucerna, 8 (45-44-57-34) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-20-10-41).
SALE COMME UN ANGE (Fr.) : Cinoche, 6 (42-71-52-36) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71).
SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-74-94-94) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : Pathé Haute-Faïence, 8 (46-33-79-38) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-57-34) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43).
SOIGNI D'ORO (It., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).
SUSHI SUSHI (Fr.) : Cinoche, 6 (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27).
THE FIELD (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
THE TWO JAKES (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40).
THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Cinoche, 6 (42-71-52-36) ; Cinoche, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-24-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; Publicis Champ-Elysées, 2 (47-00-33-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitrot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Publicis Champ-Elysées, 2 (47-00-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Pathé Clichy, 15 (42-22-46-01).
TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Cinoche, 6 (42-71-52-36) ; Cinoche, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-24-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; Publicis Champ-Elysées, 2 (47-00-33-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitrot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Publicis Champ-Elysées, 2 (47-00-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Pathé Clichy, 15 (42-22-46-01).
TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Ail.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Haute-Faïence, 8 (46-33-79-38) ; Publicis Champ-Elysées, 2 (47-00-33-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitrot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Publicis Champ-Elysées, 2 (47-00-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Pathé Clichy, 15 (42-22-46-01).
UN LOOK D'ENFER : Film américain de Malcolm Mowbray, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN LOOK D'ENFER : Film américain de Malcolm Mowbray, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (47-07-55-88) ; Mizral, 14 (45-39-52-43).
UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-27) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8 (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (



EXERCICE 1990

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 25 juin 1991, a approuvé les comptes de l'exercice 1990.

En 1990, le périmètre de consolidation s'est considérablement élargi. D'une part, la société Sofibec, maison mère d'ETEC, a été intégrée globalement. La participation d'Inter Technique ayant été portée de 10 à 86,7 %. D'autre part, la part du résultat net de Secan mis en équivalence a été portée de 22,5 à 34,3 %, Inter Technique ayant augmenté sa participation dans ces proportions.

Au niveau consolidé, le résultat net des opérations s'est élevé à 100,2 millions (dont 9,2 millions dus à l'élargissement du périmètre), contre 94,1 millions. Le résultat net hors opérations est une perte de 4,2 millions contre, en 1989, un bénéfice de 55 millions dû à la cession des trois quarts de la participation dans IN2.

La part des minoritaires dans le résultat net est de 2,5 millions en 1990 contre 2,4 millions.

Un écart d'acquisition de 10,8 millions, résultant de l'accroissement des participations, sera, suivant la pratique constante chez Inter Technique, amorti en totalité dans l'exercice par imputation sur le résultat net.

Au niveau de la société, le résultat net s'est élevé à 86,7 millions de francs.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 23,50 francs net par action, soit un revenu global de 35,25 francs, en augmentation de 6,8 % sur celui de l'année précédente.

Au cours de sa séance, l'assemblée générale ordinaire a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Daniel Blondé et ratifié la nomination par cooptation de M. Raymond Boutteville, faite à titre provisoire par le conseil du 5 février 1991.

A fin mai 1991, la situation commerciale fut apparue une augmentation de 3,1 % du montant des commandes reçues (661,8 contre 641,9 millions à fin mai 1990) et une très légère baisse du chiffre d'affaires (544,5 contre 549,9 millions).

Après avoir rappelé les perspectives très positives d'évolution structurelle des marchés sur lesquels s'exercent les activités d'Inter Technique, le président a indiqué que la situation actuelle se caractérise par une incertitude quant à ce que sera l'exercice 1991. Il a précisé qu'à son sens les résultats de cet exercice devraient être inférieurs à ceux de 1990, malgré la bonne tenue des activités constatée à fin mai.



TURQUIE

1) Le Conseil d'Etat turc, dans un arrêt dont le texte est attendu, vient de rejeter le pourvoi que le gouvernement turc avait introduit à la suite du jugement du tribunal administratif d'Ankara de janvier 1990. Ce jugement avait annulé un acte administratif ayant autorisé le gouvernement à vendre à CEMENTS FRANÇAIS des actions de 5 sociétés anonymes.

2) Il convient de rappeler que :

- la transaction par laquelle CEMENTS FRANÇAIS, de bonne foi, a acheté et payé ces actions relève d'un contrat de droit privé soumis à des règles d'arbitrage international ;
- la procédure en cours relève du droit administratif. Elle ne vise pas la vente elle-même et a été ouverte après la réalisation de celle-ci ;
- à aucun moment, le droit de CEMENTS FRANÇAIS à exploiter les cinq cimenteries n'a été remis en cause ;
- enfin, il y a eu deux actes administratifs ayant autorisé le gouvernement à vendre les actions. La procédure n'a concerné que le second acte.

Le premier n'a jamais été attaqué et ne peut plus l'être pour raison de forclusion.

3) SET CIMENTO, filiale de CEMENTS FRANÇAIS, poursuit normalement ses activités en Turquie.

CEMENTS FRANÇAIS sur minitel : 3616 CLIFF



FRF 205 000 000

Financement en Crédit-Bail d'un Boeing B737-300

Loueur

AIR FRANCE

Baileur

GLE ARUM BAIL

Partenaires Financiers

BNP Intercontinentale

SOFAL

SOVAC Entreprises

Crédit Local de France

BNP Guyane

Assurateur et Agent

BNP INTERCONTINENTALE



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

Cette annonce paraît
à titre d'information

juin 1991

Maison Worms & Cie

L'assemblée générale tenue le 27 juin 1991 a adopté MAISON WORMS & Cie comme nouvelle dénomination sociale se substituant à WORMS & Cie.

Il est rappelé que MAISON WORMS & Cie détiend, entre autres actifs, 41,7 % du capital de WORMS & Cie, société cotée résultant de la fusion, le 28 juin 1991, de SIMER et de PECHELBRONN.

La gérance de MAISON WORMS & Cie composée de :

MM. Nicholas CLIVE WORMS
Claude JANSSEN
Claude PIERRE-BROSSOLLE
Jean-Philippe THIERRY
Gilles BOUTHILLIER
Jean-Luc LEPINE
Edouard SILVY

est complétée des nominations de

Monsieur Antoine LABBE depuis le 1^{er} juillet 1991 et de Monsieur Léon BRESSLER à compter du 1^{er} janvier 1992.

Worms & Cie

Les assemblées des sociétés SIMER et PECHELBRONN, tenues le 28 juin 1991, ont approuvé la fusion des deux sociétés et l'adoption de WORMS & Cie comme dénomination sociale.

Lors de sa réunion du 28 juin 1991, le Conseil de Surveillance :

- a désigné M. Jacques LEGRAND, comme Président du Conseil de Surveillance ;
- a approuvé la nomination, comme Gérants de :

MM. Nicholas CLIVE WORMS
Jean-Luc LEPINE
Jean-Philippe THIERRY

A la suite des opérations de fusion-absorption, le capital de WORMS & Cie se compose, sur la base des données actuellement connues, de 3486146 actions.

Le Conseil de Surveillance a approuvé le principe d'une division par 9 du titre WORMS & Cie, destinée à faciliter les opérations d'échange pour les actionnaires de PECHELBRONN. Le capital de WORMS & Cie sera ainsi réparti en environ 31,3 millions de titres.

Les opérations matérielles d'échanges de titres interviendront en principe à l'issue de la liquidation de juillet, dès que les formalités nécessaires auront été accomplies auprès de la Société des Bourses Françaises en vue de la cotation des actions WORMS & Cie sur le marché à règlement mensuel. Elles entraîneront les conséquences suivantes :

- à chaque action PECHELBRONN seront substituées trois actions WORMS & Cie ;
- à chaque action SIMER seront substituées neuf actions WORMS & Cie ;
- l'action WORMS & Cie remplacera l'action PECHELBRONN au compartiment du règlement mensuel de la Bourse de Paris.

Worms & Cie*

	99,2%	34%	30%	45,2%	43%	33,3%
Adams	Saint Louis	Financière Truffaut	Compagnie Nationale de Navigation	Arc Union	Demachy Worms & Cie	
Assurance	Industrie	Luxe	Transport	Immobilier	Banque	

(* Sociétés cotées à la Bourse de Paris (réglement mensuel ou cooptation)



Groupe Worms & Cie

Carrefour

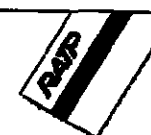
a pris le contrôle de

VINIPRIX
EUROMARCHE

La BNP a conseillé CARREFOUR
pour la réalisation de cette transaction
et en a assuré le financement



845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le premier
titre
d'information
des cadres.
(IPSO 90)

EMPRUNT Juillet 91
F. 1,6 milliard

320 000 OBLIGATIONS DE F. 5 000 NOMINAL
Assimilable à l'emprunt 9,30 % Juillet 1991, issu de l'OFPE du 20 Juin 1991

DATE DE RÈGLEMENT : 22 Juillet 1991.
PRIX DE SOUSCRIPTION : 98,65 %
soit F. 4 932,50 par titre comprenant le prix
d'émission 98,548 % (F. 4 927,40)
et le coupon couru de 0,102 % (F. 5,10).

INTERET ANNUEL : 9,30 %, soit F. 465 par
titre payable le 18 Juillet de chaque année,
et pour la première fois, le 18 Juillet 1992.

DATE DE JOISSANCE : 18 Juillet 1991.
DURÉE : 9 ans et 362 jours.

AMORTISSEMENT NORMAL : En totalité
le 18 Juillet 2001 par remboursement au pair.

TAUX NOMINAL : 9,30 %
TAUX DE RENDEMENT
ACTUEL BRUT : 9,53 %
AU 22 JUILLET 1991

Une note d'information (vue
COB n° 91-302 du 3 Juillet 1991)
peut être obtenue, sans frais
auprès de la R.A.T.F. :
53 ter, quai des Grands-Augustins,
75006 Paris et des établissements
chargés de placement.
Balo du 8 Juillet 1991.

مكتبة الأمل

La France vue de « Time »

ÉRIC LE BOUCHER

Cap Gemini Sogeti négocie une alliance avec Daimler-Benz

reciproquement « sur les discussions destinées à permettre à d'autres partenaires de se joindre à l'actionnaires de Sogeti ». M. Kampf confirme que des industriels américains ou éventuellement japonais pourraient venir compléter le nouveau tour de table de Sogeti. Il conserve cependant le contrôle du groupe.

« Notre objectif est de devenir le numéro un mondial dans les services informatiques »

Propos recueillis par
CAROLINE MONNOT

Le ralentissement de 1989-1991 serait dû aux tensions inflationnistes

É. L. B.

Londres demande à Abou-Dhabi de rembourser les clients de la BCCI

MARC ROCHE

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Un changement d'attitude du patronat

Un rapport de l'Institut de l'entreprise demande davantage de liberté pour les services publics

« Banaliser » les entreprises publiques assurant les « services de base » (transports ferroviaires ou aériens, courriers, télécommunications, fourniture d'énergie) pour leur permettre de se développer, les libérer de l'intervention de l'Etat, c'est ce que propose un rapport d'un groupe de travail de l'Institut de l'entreprise (proche du CNPF) préparé pour un colloque, à l'automne, sur la modernisation de l'Etat.

Plus soucieux de renforcer les entreprises publiques afin de leur permettre d'affronter la concurrence internationale et d'améliorer leurs services que de réduire le secteur public, ce rapport marque une nette évolution des esprits et des relations entre public et privé.

Le rapport de l'Institut de l'entreprise porte un jugement équilibré sur la situation actuelle. Certes, l'Etat, pour servir sa politique conjoncturelle (freiner les hausses de l'indice des prix), a limité ou retardé des augmentations de tarifs nécessaires pour l'équilibre des comptes et le financement des investissements. Il a obligé les entreprises concernées à s'endetter en devises sur le marché international et les a empêchées de bénéficier de leurs gains de productivité, pénalisant ainsi les usagers. Mais la politique « contracyclique » d'équipement au cours des années 70 à 80 n'a pas eu que des effets négatifs, puisqu'elle a permis la réalisation d'infrastructures.

Quant à l'intervention « structurelle » des grandes entreprises publiques, elle a contribué à développer remarquablement l'industrie française dans les secteurs de l'énergie, du transport ferroviaire et aéronautique, des télécommunications, des travaux publics et de l'armement — même si ce développement s'est peut-être fait au détriment des secteurs de biens de consommation ou d'équipement industriel.

De façon générale, l'Etat a su rattraper les retards d'équipement en matière d'autoroutes ou de télé-

phone (« ce qui permet aujourd'hui à la France de bénéficier en pratique du réseau le plus moderne du monde ») et prendre de l'avance pour les centrales nucléaires. Les tarifs nationaux « se situent plutôt au-dessous de la moyenne observée dans des pays comparables ». Par conséquent, « sauf cas particulier, les entreprises françaises ne supportent pas de handicap particulier » en matière non seulement de prix, mais aussi de disponibilité, de qualité des matériels et du service. Même la Poste, bien que son « irresponsabilité », notamment en cas de grève, fasse problème, bénéficie d'une « appréciation positive par rapport à l'étranger ».

De plus en plus, les fournisseurs de services considèrent l'usager comme un client, ne serait-ce que parce qu'ils doivent, comme EDF ou Télécom, rentabiliser leurs équipements. De plus en plus, ils différencient leurs tarifs pour mieux répondre à la demande et à la concurrence.

Aujourd'hui, cependant, de nouveaux retards d'équipements apparaissent. Pour l'assainissement, le téléphone mobile et le réseau routier (les encombrements s'aggravent, notamment en Ile-de-France) comme pour les aéroports et la circulation aérienne. Or, cela coïncide avec une nouvelle évolution prévisible des technologies, notamment dans le domaine des télécommunications, et surtout avec une ouverture des marchés dans le cadre européen. Pour faire face aux défis actuels, selon le rapport, il faut permettre « aux grandes entreprises nationales » d'assurer les services de développement : « L'intérêt bien compris de notre économie est de voir se développer des opérateurs forts et compétitifs, qu'ils soient publics ou privés ».

Pas de guerre de religion

Le rapport préconise, certes, de « séparer les responsabilités de régulateur de celles d'opérateur ». L'Etat, qui assume les premières, ne devant pas en abuser — et même de revoir le partage des tâches entre le public et le privé dans le domaine du financement des équipements ou de leur réalisation, comme ce fut le cas

pour le câble. Mais il rejette nettement la « guerre de religion » de la privatisation. Les exemples britanniques pour l'eau, les télécommunications, le gaz ou les transports aériens montrent en effet que la substitution d'un monopole public réglementé cherchant à maximiser son revenu au détriment du consommateur n'est pas forcément préférable à un monopole public effectivement contrôlé.

Certes, il faut établir « la clarté des flux financiers et des prélèvements de l'Etat », ne pas faire payer les entreprises à la place des ménages ou... à la place de l'Etat. Le coût des tarifs réduits à vocation sociale sur le réseau SNCF, celui de l'acheminement des journaux à prix réduit ou celui des politiques d'aménagement du territoire — comme la continuité territoriale avec la Corse — doivent être chiffrés et compensés, et les entreprises clientes ou concurrentes des services publics doivent « surveiller de très près les financements croisés ».

Payer plus cher un service de qualité

Mais plutôt que de réduire le champ d'intervention des entreprises publiques, il faut donner à celles-ci plus de souplesse, de liberté d'action et de sécurité. C'est de cette façon qu'il faut « banaliser » les entreprises publiques autant qu'en alignant leur régime fiscal sur celui du privé.

L'Etat, qui s'est montré « mauvais actionnaire », ne doit plus les contraindre à s'endetter de nouveau alors qu'elles doivent déjà payer des frais financiers atteignant souvent 10 % à 15 % de leur chiffre d'affaires, et même 45 % pour les sociétés d'autoroutes. Il doit aussi laisser la SNCF, la Poste, les Télécoms, EDF ou EDF fixer librement leurs grilles de prix. Le rapport préconise d'étendre le système des « contrats de plan » entre l'Etat et les entreprises publiques. Ces contrats, qui fixent des règles du jeu et des objectifs pour plusieurs années en matière d'équilibre budgétaire, de prix, d'investissements, de productivité et de qualité du service, devraient avoir un caractère contraignant... pour l'Etat, que l'on devrait pouvoir poursuivre en justice s'il ne

les respecte pas. D'autre part, il faut encourager les services publics à moderniser leur gestion, notamment celle du personnel, en décentralisant les responsabilités, en allégeant les hiérarchies, en simplifiant les règles d'avancement et en mettant à jour les qualifications. Cette banalisation doit leur permettre de « se battre à armes égales avec les concurrents étrangers » sans nécessairement sortir du secteur public, ni les entreprises elles-mêmes, ni leur personnel, comme l'a montré la réforme des PTT, mais en choisissant le statut le plus adapté à leur mission dans le respect même de leurs particularités.

« Il faut modifier l'attitude des entreprises privées à l'égard des interventions de l'Etat », conclut le rapport. Si elles ont le droit de se montrer des consommateurs exigeants, de demander un particulier des tarifs qui leur permettent des prévisions à long terme, elles doivent accepter de « payer plus cher un service de qualité ». Elles « devront perdre l'habitude de se lamenter par principe sur les déboires prétendument intempestifs des entreprises publiques ». Il n'est pas « illégitime qu'EDF cherche à entrer massivement sur le marché de la sécurité, de l'habitat et du bâtiment intelligent, que France Télécom s'intéresse au marché de la domotique, vende des équipements et du conseil, que la Poste distribue dans son réseau très dense les produits de telle ou telle compagnie d'assurances... ».

Cette attitude marque clairement un changement d'état d'esprit des entreprises à l'égard des services publics de l'Etat. Sans doute, le rapporteur du groupe de travail, M. Frédéric Thibierge, président d'EGT, appartient-il au secteur public, et le président, M. Gérard Thery, aujourd'hui chez Renault, fut-il directeur général des télécommunications au ministère des PTT, mais la majorité des membres venus du privé. Les préoccupations communes paraissent l'emporter sur les antagonismes entre les deux secteurs.

GUY HERZLICH

Selon l'OCDE et l'INSEE

France-Allemagne : les vraies différences

Pourquoi les performances économiques de la France sont-elles, apparemment, moins bonnes que celles de son voisin allemand ? Le dernier rapport de l'OCDE sur la France insiste sur les rigidités structurelles, qu'il faut réduire pour que le pays puisse « faire face à l'avenir avec une économie dynamique ». Les réflexions de l'INSEE dans son rapport sur les comptes de la nation vont dans le même sens. Les comparaisons avec la RFA sont cependant plus nuancées que ne le laissent entendre les discours traditionnels.

La richesse nette créée par personne employée est la même dans notre pays qu'en outre-Rhin : 277 000 francs en 1990. La France a une structure économique probablement aussi efficace que celle de l'Allemagne mais de taille plus réduite par rapport à sa population. C'est seulement parce que le taux d'activité en France (proportion de la population au travail sur la population totale) est inférieur à celui des Allemands (40 % contre 45 %) que notre richesse par habitant est inférieure. Les Français travaillent moins aux âges extrêmes : ils entrent plus tard dans la vie active et en sortent plus tôt. Notre taux d'activité après cinquante-cinq ans est le plus faible des grands pays industrialisés. La retraite à soixante ans et les mesures de préretraite font ici sentir leurs effets.

La mauvaise tenue du franc

Même si par prudence le rapport n'a pu en faire état, en raison du poids des Länder pauvres de l'Est, les performances moyennes par habitant de l'Allemagne réunie sont désormais équivalentes à celles de la France : selon les dernières estimations, la RDA a apporté à la RFA 8 % de PIB supplémentaire pour 27,2 % de population en plus. De surcroît, dans le passé,

notre pays a su mieux faire que son voisin : ainsi, en 1963, la production d'un travailleur français était supérieure de 17 % à celle de son collègue allemand. C'est de 1968 à 1983 que l'Allemagne a dépassé la France dans ce domaine.

Selon l'INSEE, nos performances comparées ont avant tout souffert de la mauvaise tenue du franc. De 1969 au milieu des années 80, des dévaluations répétitives ont stimulé une croissance inflationniste. L'économie française a changé de braquet, en pédalant plus vite sur un développement plus petit, avec une croissance apparemment plus forte, qui l'a laissée plus pauvre en fin de compte que ses voisins, appuyés sur un deutchemark solide. Celui-ci s'est apprécié de 4 % chaque année par rapport au franc de 1963 à 1989, au-delà du différentiel d'inflation, 3,2 %, soit un écart de 0,8 % faisant plus que compenser la différence de 0,5 % entre les taux de croissance.

Ce sont surtout des facteurs structurels qui handicapent l'économie française. La France est en réalité désavantagée par la spécialisation agricole de son économie, puisque la part de ces produits dans le total mondial ne cesse de reculer. L'Allemagne, quant à elle, reste un pays plus industriel avec 30,9 % de la valeur ajoutée réalisée dans l'industrie au lieu de 22,4 % en France, mais l'écart relatif s'est réduit depuis 1970.

L'industrie française est plus spécialisée dans les biens intermédiaires et les secteurs prestigieux de la haute technologie. Hélas, les premiers sont peu porteurs dans le secteur des biens d'équipement, où notre situation s'est dégradée. Pour les seconds, la France concentre ses forces vives de recherche et développement (RD), moins fournies que celles de la RFA dans des secteurs qui en exigent beaucoup et qui « diffusent » moins leur technologie. La France a ainsi une spécialisation plus faible dans les secteurs de technologie moyenne, moins prestigieuse mais plus riches en termes de valeur ajoutée et d'emplois.

TRANSPORTS

Le transit alpin des poids lourds toujours au centre des préoccupations des Douze

ROTTERDAM

de notre correspondant

M^{me} Hanja Maij-Weggen, ministre néerlandaise des transports, se rendra prochainement en Suisse et en Autriche pour persuader ces pays d'autoriser le passage d'un plus grand nombre de poids lourds de la Communauté européenne à travers les Alpes, a annoncé son porte-parole, lors d'une réunion informelle des douze ministres des transports, samedi 6 juillet, à Rotterdam. Les Pays-Bas assurent actuellement la présidence du conseil des ministres des Douze.

Tout en reconnaissant l'importance du volet économique lié au transport, « au moins la moitié » des ministres de la CEE ont fait leur intérêt porté depuis long-

temps par Paris et La Haye aux aspects « sociaux » de la question, selon M^{me} Maij-Weggen. C'est ainsi que, outre les mesures de sécurité — limitateurs de vitesse pour poids lourds, par exemple —, le conseil envisage de se montrer plus sévère sur les conditions de travail des routiers, notamment pour le temps de repos obligatoire. Par ailleurs, la CEE soumettra bientôt une résolution sur « l'approfondissement de la recherche et une harmonisation plus poussée » en matière de déplacement des handicapés dans la CEE. Enfin, les ministres ont confirmé que la compétence de la Commission dans les négociations avec des pays extérieurs à la CEE ne prendra pas effet avant l'achèvement du marché unique. — (Intrém.)

SOCIAL

M. Soisson souhaite des négociations salariales dans la fonction publique

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, confirme, lundi 8 juillet, dans un entretien publié par *Les Echos*, son intention d'ouvrir avec les syndicats « une négociation d'ensemble » sur les questions salariales. Celle-ci aurait lieu « à l'automne » et « pourrait porter sur 1991 et 1992 », sans que le ministre pose de « préalable » sur la méthode. Toutefois, M. Soisson refuse de s'engager sur « une quelconque mesure », car le gouvernement « n'a pas encore arrêté sa position ».

Le ministre, qui prépare un nouveau décret sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, déplore par ailleurs « la dégradation de certaines collectivités qui s'efforcent d'attirer à elles des agents de la fonction publique de l'Etat avec des rémunérations très supérieures ».

INDUSTRIE

Les syndicats de VEV critiquent les propositions de reprise

Les syndicats de VEV jugent sévèrement les deux propositions de reprise du numéro trois du textile français, surtout celle du groupe Dynacion, spécialiste dans la mécanique, et dans une moindre mesure celle du tandem d'hommes d'affaires Emmanuel Coste et Joël Picard. Dans un communiqué publié samedi 6 juillet, les syndicats dénoncent « l'attitude démagogique » de Dynacion, « qui n'est même pas capable de présenter un plan industriel de reprise » sous prétexte de manque de « temps pour y travailler ».

Selon les syndicats, les responsables du groupe Dynacion, « en apportant aucun centime de fonds propres et utilisant pour se payer l'argent récupéré dans la vente de Gravois », les syndicats de VEV reprochent au projet Coste et Picard d'avoir été « basé sur des chiffres et des documents du seul audit Bossard », dans lequel ils relèvent « des erreurs grossières ».

La bataille pour la future cassette audionumérique

Matsushita et Philips s'allient contre Sony

Matsushita a choisi de s'allier avec le groupe néerlandais Philips Electronics N V pour contrer l'avance prise par Sony en matière de cassette audionumérique. Le géant japonais de l'électronique a en effet annoncé, vendredi 5 juillet, qu'il allait aider la firme d'Eindhoven à développer et à commercialiser son modèle de cassette compacte numérique, matériel qui doit succéder aux cassettes traditionnelles actuelles. A l'image du disque compact, la cassette numérique offre une meilleure qualité de son.

Matsushita espère ainsi combler son retard sur Sony qui a récemment mis au point un Mini-Disc, sorte de petit disque compact capable d'enregistrer et donc de supplanter les cassettes classiques.

COMMUNICATION

Critiquant les projets gouvernementaux

Le CSA ne veut pas de réglementation trop rigide pour les chaînes câblées

Dans un avis publié au *Journal officiel* du 3 juillet, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) critique vivement les projets de réglementation du gouvernement (deux projets de décret) pour les réseaux câblés. Le Conseil ne fait que quelques remarques sur le premier texte concernant l'exploitation des réseaux — sur la durée trop courte des autorisations, par exemple — mais il réclame en revanche l'ensemble du second décret consacré à l'édition des services du câble. Après les câblo-opérateurs et les élus locaux (le *Monde* du 30 mai), le Conseil juge ces décrets trop contraignants, ne laissant aucune souplesse dans la négociation de conventions avec les éditeurs.

Le CSA souhaite distinguer quatre types de chaînes de câble (généralistes, thématiques, locales et de service) et pouvoir leur appliquer des règles différentes. Et s'il admet que certaines règles (quotas, secteurs ouverts à la publicité, etc.) s'appliquent sur le régime des chaînes hertziennes, peuvent éventuellement s'appliquer aux télévisions généralistes, il les juge inadaptées aux autres genres de chaînes.

Il se prononce ainsi pour un plus grand nombre de films autorisés sur les chaînes de cinéma ou en rediffusion sur les chaînes locales, une réduction de l'ancienneté minimale de ces films pour les chaînes de répertoire, une modulation négociée de la durée des écrans publicitaires, l'ouverture de ces écrans aux distributeurs (pour les chaînes locales), à l'édition et au cinéma (pour les locales et les thématiques), etc.

Quant aux services payés à la consommation tout juste naissants, le Conseil juge prématuré de fixer d'emblée le montant de leurs recettes consacrées aux droits de diffusion. La même remarque s'applique d'ailleurs à l'ensemble du décret, puisque le Conseil écrit : « Il serait plus sage de prendre une réglementation provisoire et de renoncer à fixer le droit, dans un domaine aussi évolutif, au-delà des cinq prochaines années ».

Au total, l'avis du Conseil équivaut à un désaveu complet du texte du gouvernement. Fidèle à sa doctrine de régulation, le CSA propose un cadre négocié et non imposé pour les chaînes de câble.

M. Claude Durioux élu à la présidence de la commission de la carte des journalistes. — M. Claude Durioux a été élu président de la Commission de la Carte d'identité des journalistes professionnels (CCJP) pour un mandat d'un an. Journaliste au *Monde* jusqu'à sa retraite en 1985, M. Durioux, membre du bureau national du Syndicat national des journalistes (SNJ) a déjà présidé la Commission en 1987-1988 et en 1989-1990. Cette commission, unique en Europe, est une instance paritaire regroupant patrons de presse et représentants des syndicats de journalistes. Chargée de l'attribution ou du retrait de la carte professionnelle des 27 000 journalistes, elle peut aussi être amenée à s'occuper des problèmes de déontologie de la profession.

EN BREF

Plus d'un cadre sur deux a été augmenté individuellement en 1990. — Plus de la moitié (53 %) des cadres ont bénéficié d'une augmentation individuelle de salaire en 1990, selon une étude publiée le 6 juillet par l'Association pour l'emploi des cadres (APEC). Cette enquête, réalisée en collaboration avec BVA auprès d'un panel de 3 000 cadres constitué selon la méthode des quotas en décembre et janvier derniers, indique que les cadres les plus jeunes ont le plus souvent bénéficié de mesures d'avancement individuel. Les augmentations ont surtout concerné les établissements de cinq cents salariés et plus ainsi que le secteur banque-assurance.

Un club « Paris capitale économique ». — La chambre de commerce et d'industrie de Paris vient de créer un club dénommé « Paris capitale économique », qui rassemblera plusieurs chefs d'entreprise. « Notre intention est de promouvoir

l'image de Paris et de sa région en valorisant les points forts, en surmontant les faiblesses, en combattant les préjugés et en agissant avec les décideurs politiques et administratifs », a indiqué M. Bernard Cambournac, président de la chambre, qui préside aussi le club. Parmi les membres de ce club, on trouve notamment le promoteur Michel Pelège, M. Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux-Dumez) et Christian Blanc (RATP).

Delta Air Lines offre de reprendre une partie de Pan-Am. — Delta Air Lines, troisième compagnie aérienne américaine, a proposé de racheter une partie de Pan-Am. Cette offre, présentée le 5 juillet, concerne le rachat de sa navette Washington-New-York-Boston, de ses lignes transatlantiques et de quarante-cinq appareils (21 Airbus A-310 et 24 Boeing-727), le tout représentant un cinquième des actifs de Pan-Am. Victime de dif-

ficultés financières depuis une dizaine d'années, le transporteur américain a demandé, en janvier dernier, la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites. L'offre de Delta Air Lines pourrait sauver jusqu'à 6 000 emplois chez Pan-Am.

Des agents de la SNCF occupent les voies ferrées à Boulogne-sur-Mer. — Apts Marseille, c'est à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) que la COT organise l'occupation des « voies ferrées » afin d'obtenir une prime « de panier » pour cinquante-trois agents de manœuvre. Les cheminots de Marseille ayant obtenu partiellement satisfaction, leurs camarades de Boulogne se sont mis en grève, le 4 juillet, en réclamant, eux aussi, une prime de 25 F par jour. Le trafic ferroviaire entre Boulogne et Paris est détourné par Le Touquet, Hazebrouck et Calais.

هكرامن النحل

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Les Etats-Unis contre les Douze

Avant le sommet des Sept, Washington manifeste de plus en plus sa méfiance à l'égard de la construction européenne

ALLIÉS ou bien concurrents ? Les sommets des sept pays les plus industrialisés de la planète permettent, chaque année, d'évaluer l'état, toujours ambigu, des relations de l'Europe avec ses partenaires américains et japonais. A la veille de celui qui se tiendra à Londres du 14 au 16 juillet, la Communauté européenne n'apparaît pas au mieux de sa forme, déprimée par le ralentissement conjoncturel, source de chômage accru, ainsi que par les obstacles qu'elle rencontre sur le chemin devant la conduire à une Union économique et monétaire (UEM) et à une union politique.

Parmi ceux-ci figure en bonne place, du moins en est-on convaincu à Paris, l'hostilité américaine. Selon les Français, les Etats-Unis qui, en dépit de la déclaration d'indépendance adoptée début juin par le Conseil atlantique de Copenhague, ne peuvent accepter la perspective d'un véritable pôle européen de défense, regardent avec appréhension l'idée d'une union politique et manœuvrent pour en limiter la portée.

De telles interventions ne font qu'amplifier les divisions des Douze et rendent plus difficile, au niveau d'ambitions voulues par Helmut Kohl et François Mitterrand quand ils en prirent l'initiative, la rédaction d'un nouveau traité. Bref, selon cette analyse, pour la première fois depuis la guerre, les Américains craignent pour leur leadership, adopteraient un comportement presque ouvertement opposé à la poursuite du processus d'intégration européenne.

Un partenariat contrôlé

Les relations avec Tokyo connaissent également une certaine tension mais pour des raisons différentes. Les Européens, tout en s'affirmant disposés à consentir les efforts nécessaires pour être en mesure d'affronter l'hyper-compétitivité japonaise, redoutent une submersion industrielle et financière. Cette inquiétude existe partout dans la Communauté, même si c'est à des degrés divers.

Les Douze s'efforcent de faire comprendre aux Japonais qu'un développement sans limite de leur puissance économique les exposerait à des réactions de rejet. C'est un problème dont on a l'impression, à Paris comme à Bruxelles, qu'il peut être traité grâce à la mise en œuvre d'une concertation active au niveau politique. Celle-ci, on en convient, fait défaut, mais elle peut être organisée, et, apparemment, les deux côtés s'y emploient.

Ainsi, paradoxalement, alors que la prospérité économique du Vieux Continent semble davantage menacée par la concurrence japonaise que par la concurrence américaine, les Européens, ou du moins certains d'entre eux, dont nos compatriotes,

croient qu'il faut maintenant ruser pour surmonter les effets des réticences américaines. Mais ils se montrent plutôt confiants quant à la possibilité de parvenir à un *modus vivendi* - permettant des ajustements chaque fois que nécessaire - avec Tokyo.

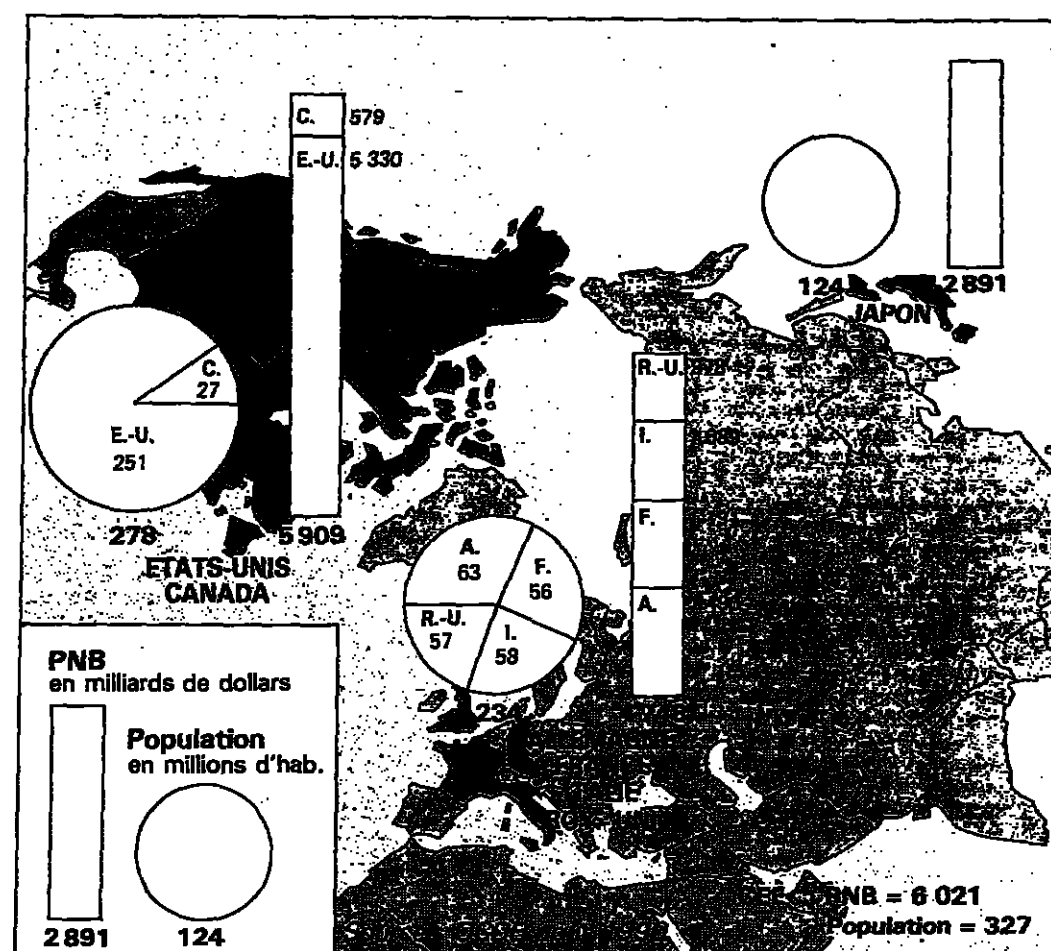
De nombreuses escarmouches ont marqué les relations transatlantiques depuis les débuts du Marché commun. Mais, le plus souvent limitées à des différends commerciaux, en particulier agricoles, elles n'empêchent pas Washington de soutenir sincèrement une entreprise qui était perçue comme un moyen de renforcer le camp occidental face à la menace soviétique.

La relance du processus d'intégration à partir de 1984, d'abord ignorée aux Etats-Unis, a été ressentie comme un phénomène digne d'intérêt lorsque s'est précisée la perspective du marché unique. En 1988, au sommet d'Ottawa, les conférences de presse de James Delors et Willy De Clercq (alors vice-président de la commission chargée des relations extérieures) faisaient salle comble. Les Américains, il est vrai sans trop y croire, s'insurgeaient alors contre les dangers de la «forteresse Europe».

Le plein succès - un vrai tournant pour la Communauté - fut atteint l'année suivante au sommet de l'Arche, lorsque, à l'initiative du président George Bush, la Commission européenne fut chargée de coordonner l'aide occidentale à la Pologne et à la Hongrie. On pouvait imaginer se trouver à l'aube d'un nouveau partenariat transatlantique. Mais une lecture attentive du fameux discours prononcé par James Baker à Berlin en décembre 1989 incitait déjà à penser qu'il s'agissait d'un partenariat contrôlé.

Le secrétaire d'Etat n'avait pas tardé à prendre l'ampleur du défi que posaient aux Etats-Unis l'effondrement du communisme et l'éclatement de la menace soviétique. Le renforcement des liens avec la CEE, illustré par la signature de la «déclaration» transatlantique en 1990, ne témoigne pas seulement de sa confiance dans les chances du processus d'intégration. Pour influencer le cours des choses, le fait d'intervenir dans l'une ou l'autre capitale et de table sur des relations bilatérales privilégiées ne suffit pas.

Les Américains en firent l'expérience en 1990 lorsqu'ils cherchèrent - trop tard - à empêcher, ou au moins à retarder, la convocation du sommet de la CSCE qui leur paraissait inopportune. Il faut maintenant être capable d'être entendu «au centre» par la Communauté elle-même. Tel est le sens du double rendez-vous annuel - économique mais aussi politique - qui se tiennent des Etats-Unis d'une part, les présidents du Conseil des ministres de la CEE et de la Commission d'autre part, que prévoit la «déclaration».



Le PNB de l'Allemagne unifiée peut être sommairement évalué à 1600 milliards de dollars environ (le PNB de l'ex-RDA étant grosso modo estimé à un dixième de celui de l'ex-RFA) pour une population de 80 millions d'habitants.

Au sommet de Houston en juin 1990, pour la première fois, on éprouva l'impression que les progrès de la construction européenne associaient une réelle menace transatlantique. Les Douze ne s'étaient-ils pas mis d'accord entre eux, avant d'en parler avec les Américains, sur la façon d'envisager une aide en faveur de l'URSS ? Le président Bush s'en étonna publiquement.

Que signifiait cette union politique désormais à l'ordre du jour ? Ne risquait-elle pas d'être contradictoire entre ces projets et les visées de Washington ? «Il faudra en parler...», constata-t-il tout simplement en plein sommet. Une observation qui, tous comptes faits, avait plus d'importance que les philippiques de M. Carlos Hills, le négociateur en chef américain de l'Uruguay Round, contre la politique agricole commune.

La nervosité des Américains s'accroît au fil des mois alors que les Français et les Allemands soulignent leur volonté de voir la Communauté se doter d'une politique de défense. Le pas à ne pas

franchir ? L'OTAN est assurément le principal instrument, même s'il en existe d'autres, de l'influence des Etats-Unis en Europe.

La préoccupation prioritaire de l'administration américaine est de faire survivre l'Alliance atlantique et son organisation de défense intégrée à la disparition de la menace qu'il a fait naître. Les velléités européennes en matière de défense, même lointaines, même assorties de promesses de fidélité à l'Alliance, sont donc considérées comme dangereuses, et, dit-on à Paris, combattues avec détermination.

Les canons et la puissance

Les Américains jouent sur du velours, car leur prestige est ressorti grand de la guerre du Golfe. Le monde, qui l'avait oublié, s'est alors souvenu que les canons demeuraient parmi les attributs de la puissance. Ainsi est éclipée, au moins provisoirement, l'idée d'une nation aérospatiale, frappée d'un lent déclin industriel. Le fait que, faute de moyens, la guerre ait été financée par les contribuables alle-

mand, japonais ou saoudien, a été peu relevé, sinon comme procédant d'une sorte de taxation autoritaire, donc d'une manifestation supplémentaire d'une domination sans partage.

Les pressions sur les pays de la Communauté traditionnellement les plus sensibles aux arguments américains n'en ont eu que plus de poids. «Nombreux sont ceux dans la CEE qui contestent l'opportunité pour les Européens de prendre entre eux des engagements en matière de défense. Au-delà des mots, la réforme de l'OTAN ne crée aucun espace pour une défense commune et, pourtant, ce n'est là qu'une virtualité lointaine», remarque une personnalité parisienne. De fait, à part l'Espagne, la Belgique (pays dont la politique européenne a discrètement mais sensiblement évolué vers un atlantisme moins systématique) et, par intermittence, l'Italie ont été les seuls à soutenir l'initiative franco-allemande.

Dans l'entourage de Jacques Delors, on croit même que c'est dans la division des Européens qu'il faut rechercher les vraies raisons

des difficultés actuellement rencontrées pour aller de l'avant. Contrairement à l'analyse faite à Paris, on y absout les Etats-Unis. «Si les Douze étaient d'accord sur un concept de défense, les Américains l'avaliseraient tout de suite. Les Européens sollicitent, interprètent ce qu'on dit à Washington. Certains ont des postures dont il est difficile de se départir. C'est un jeu un peu double. La réalité, c'est qu'ils ne sont pas d'accord».

Quoi qu'il en soit, l'idée que le projet d'union politique pourrait reboucher sur l'obstacle américain n'est pas écartée, d'autant plus que les contentieux traditionnels qui nourrissent le climat de discordance sont nombreux au rendez-vous : l'agriculture toujours, l'aéronautique, le spatial. La rivalité transatlantique surgit également à propos des voies et moyens auxquels faire appel pour aider les pays de l'Est ainsi que l'URSS : l'effort financier consenti par les Etats-Unis est limité, voire dans certains cas dérisoire, mais leur volonté de contrôler le processus reste intacte.

«Le principal souci de Washington, c'est que les Européens ne mènent pas la manœuvre», ironisent les Français. Cet «ego» très fort, développé par une administration dont chacun reconnaît l'efficacité, s'oppose avec d'autant moins de retenue que les Américains, après avoir été impressionnés par les progrès de l'intégration, semblent à leur tour, eux aussi, affectés par la vague de scepticisme qui, de manière sans doute provisoire et excessive, touche actuellement l'Europe unie.

C'est un faucon, James Dobbin, peu séduit par l'aventure communautaire et au style, dit-on, sans aménité, qui vient d'être désigné pour remplacer Thomas Niles, un pro-européen convaincu, à la tête de la mission des Etats-Unis auprès de la Communauté. Les Américains eux-mêmes voient là un indice annonciateur de temps difficiles.

Personne n'a intérêt à l'affrontement. Mais pourra-t-il pour autant être complètement évité ? Alliance ne veut pas dire subordination. L'Europe a atteint un tel stade de développement que le problème ne peut être escamoté. Il est nécessaire que les Douze inscrivent dans le traité les articles qui fonderont la légitimité d'une défense commune», souligne-on du côté français. Il restera à en convaincre les Britanniques, les Néerlandais ou les Portugais avant le Conseil européen de Maastricht. Une vraie partie de plaisir.

de Bruxelles
PHILIPPE LEMAITRE

L'Allemagne, ou l'intendance suivra

En précipitant l'unification, les politiques ont montré plus de sagesse, y compris économique, que les experts

par Philippe Simonnot

«NOUS n'aimons pas les Allemands de l'Ouest ! Un cri du cœur, vite regretté, pas mon nom si vous citez mes propos !» Cet enseignement d'Erfurt n'est pas encore libéré des réflexes de prudence acquis sous le règne pointilleux de la Stasi. Comment savoir, du reste, si tel ou tel collègue n'a pas appartenu à la police de l'ancien régime ?

De plus, notre interlocuteur craint pour son poste à l'université : «Ceux de l'Ouest prétendent que nos diplômes ne valent pas les leurs. Il va falloir repasser des contrôles, vous vous rendez compte ! Mais moi, j'estime que je suis au moins aussi qualifié que les professeurs occidentaux qui débarquent dans notre Land. C'est très pénible, cette arrogance».

Le mot est lâché, celui peut-être que l'on entend le plus aujourd'hui dans toute l'Allemagne. A l'Ouest, sur le mode de la dérogation : «Mais non, nous ne sommes pas arrogants».

A l'Est, sur celui de l'accusation : avec tout ce flic, ce savoir, cette expérience, et même cette fameuse liberté, «ils» ne peuvent pas s'empêcher d'être arrogants. De part et d'autre de l'ancienne frontière, encore gardée par des miradors - vides, bien sûr - les complexes de supériorité et d'infériorité se nourrissent réciproquement.

Les lende-mains de l'Est sont forcément désenchantés, mais peut-être ne s'attendaient-ils pas à tant d'arrogance. Ici, à Erfurt, le chancelier Helmut Kohl a reçu quelques tomates à l'endroit même où il avait été follement acclamé lors de la «révolution» de 1989. Des jeunes déçus inscivent sur leur manche le mot *Hass*, comme on dit «J'ai la haine» dans les banlieues françaises les plus sensibles. A Dresde, des néonazis défilent ouvertement dans les rues.

A Berlin, le quotidien *Super-Zeitung* (littéralement, super-journal) se vend à 30 pfennig - environ 1 franc - comme des petits pains. Il attendrait aujourd'hui quatre cent mille lecteurs. Cédé par le magnat britannique Rupert Murdoch, selon les recettes

éprouvées du Sun (un peu de fesse à la «une» et beaucoup de scandales), il exploite sans vergogne toutes les déceptions de l'unification sur un ton qui fait frémir les conservateurs de tous bords.

«Le socialisme avait supprimé tous les sentiments», explique Thomas Habicht, rédacteur en chef à *Sander Freies Berlin* (Radio libre de Berlin), les bons sentiments, mais aussi les mauvais sentiments. Aujourd'hui, les sentiments explosent, les bons et les mauvais ! Et notamment la xénophobie à l'encontre des Cubains, Mozambicains, Vietnamiens qui sont restés dans l'ex-RDA (ils ne seraient plus que trente mille contre deux cent mille avant la chute du mur, et font pourtant l'objet de violentes agressions de plus en plus fréquentes).

C'est dans ce climat délétère que l'ex-RDA connaît une forte poussée de chômage. Officiellement, le taux de sous-emploi de la population active atteint déjà 9,5 % - ce qui correspond exactement au niveau français, mais se situe quatre points au-dessus du chômage dans l'ex-RFA. En

réalité ce taux est plus élevé, alors que les suffragistes restent très importants dans de nombreux secteurs en pleine reorganisation, et il faut s'attendre dans les prochains mois à une nouvelle détérioration du marché du travail.

«Pourtant, nous avons créé plus d'un million et demi d'emplois depuis juillet 1990», affirme Martin Hanz, l'un des porte-plume du chancelier Kohl. A l'en croire, on ne devrait pas dépasser les deux millions et demi de chômeurs au creux de la courbe. Optimisme de façade ?

Quoi qu'il en soit, pour le moment, le cadeau le plus visible de l'Ouest à l'Est est exactement ce que la propagande communiste présentait en d'autres temps comme les fruits les plus vénéneux du capitalisme, à savoir la montée du chômage, l'insécurité de l'emploi, et l'angoisse devant l'avenir.

Lire la suite page 18

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse
Code postal
Ville
Niveau d'études 90-91
Age
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Prépa pour un IUT	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Biologie, Biochimie	<input type="checkbox"/> Photographie
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Professions Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Réseau Informatique
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémouille 75006 Paris (réponse par courrier uniquement)

on composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

CHAMPS ECONOMIQUES

Le Japon, une stratégie de moyens

Les firmes nippones ne se fixent pas des buts à l'occidentale, mais la seule recherche de l'excellence est porteuse de domination future

par Christian Saint-Etienne

L'OCCIDENT a toujours eu du mal à définir une politique face au Japon : pays lointain et opaque, puissance industrielle appliquée et tenace, nation d'orgueil et de doute. L'Occident a, tour à tour, forcé l'intimité du Japon, favorisé son essor, craint son impérialisme, décrié son nationalisme et permis son renouveau. Ce même Occident hésite à nouveau entre la négociation avec un partenaire qui ne semble pas respecter les règles du jeu de l'économie de marché, et le rejet d'un adversaire dangereux qu'il faudrait tenir à l'écart.

Toutefois, les mesures anti-japonaises, de la « loi d'exclusion » votée par le Congrès américain en 1924 interdisant aux Japonais de se faire naturaliser américains aux quotas automobiles des années 70 et 80 limitant les importations japonaises aux Etats-Unis et en Europe, ont toujours plus excité les ressentiments japonais que freiné l'expansion de cet étrange pays. L'Occident a toléré cette étrangeté dans les années 60 et 70 tant que l'empire du Soleil-Levant nous amusait avec ses samourais, ses geishas et ses gadgets.

A l'aube des années 90, la domination japonaise sur l'électronique, l'automobile et la finance mondiale effraie les Occidentaux et les entraîne à nouveau à manier l'anathème et l'exclusion, au risque de réveiller le nationalisme japonais sans freiner pour autant les ardeurs des héritiers de Meiji. Le Japon est-il dominant au sens occidental du terme ?

Depuis les grands voyageurs,

L'Occident s'épuise en explications de l'Orient. Et pourtant il faut comprendre pour agir. Même si l'on agit que sur une représentation simplifiée d'une réalité multiple et contradictoire, l'important est d'agir efficacement sur cette représentation pour atteindre nos objectifs, le succès éventuel validant au moins temporairement la représentation.

L'incompréhension permanente

En Asie, le désert est humide de son passé d'oasis et la terre aujourd'hui ne se comprend que comme le produit de ses strates successives. En Asie et surtout au Japon, le résultat constaté ne se conçoit que comme le but d'un moyen qui lui donne son sens : l'effort est dans le résultat mais le plaisir est autant dans le moyen que dans le résultat. Car la pensée asiatique, non pas qu'elle soit unitaire mais en ce qu'elle s'oppose à la pensée rationnelle, pose que le résultat est provisoire ; seul le moyen est intangible.

Au premier degré, tout le monde vit avec des résultats. En Occident, le résultat porte sa signification. Mais au Japon, le résultat n'a de sens que si l'on appréhende le moyen. Cette distinction est essentielle pour expliquer l'incompréhension permanente entre l'Occident et le Japon. L'Occident constate ainsi une stratégie japonaise apparente de domination du monde qui, de filière en zone d'influence, de l'électronique à la finance, semble conduire à une élimination progressive et ordonnée puis systématique des concurrents non japonais dans les secteurs-clés de l'économie mondiale.

Une entreprise occidentale vise, par exemple, 35 % du marché mondial à quatre ans. Une entreprise japonaise vise à avoir la meilleure recherche, la meilleure technologie de production et le meilleur marketing au niveau mondial pour mieux répondre aux besoins des consommateurs. Car son objectif de domination de moyens lui permet d'ajuster en permanence ses buts, de coller en permanence au marché et de dominer plus sûrement que s'il se fixait des buts précis à l'occidentale.

Ainsi, il est techniquement exact que le Japon n'a probablement pas, de son point de vue, de stratégie de domination au sens occidental. Mais il n'en est pas moins dangereux. Car son objectif de domination de moyens lui permet d'ajuster en permanence ses buts, de coller en permanence au marché et de dominer plus sûrement que s'il se fixait des buts précis à l'occidentale.

Surtout, pour n'avoir pas de buts intermédiaires précis, le Japon ne sait pas quand il faut s'arrêter d'utiliser les moyens de domination dont il dispose puisqu'il n'éprouve jamais le plaisir d'utiliser ses

moyens. Lorsque le Japon dispose de moyens supérieurs dans un domaine, il ne peut pas s'arrêter, sur le plan de la logique économique, avant la domination totale ; le coup d'arrêt ne peut être que non économique, à moins que ses adversaires ne se dotent de moyens supérieurs.

Ce modèle explicatif du comportement japonais ne se veut pas « transcendantal » ou « total », et encore moins irénique. Il s'agit seulement de mieux comprendre l'approche japonaise des problèmes et, notamment, sa démarche économique de production. Mais on mesure mieux également pourquoi le Japon ne transige jamais ou difficilement sur les moyens de contrôle du marché intérieur que sont les participations croisées entre entreprises et le système de distribution.

Une volonté de survie

Le Japon ne lâche pas la proie des moyens de contrôle pour l'ombre de principes comme le libre-échange ou la concurrence dite à armes égales. Ces principes « occidentaux » ne sont perçus par les Japonais que comme de vagues objectifs tendancieux ou comme des prétextes pour reprendre au Japon ce qu'il a, de son point de vue, honnêtement gagné.

Au-delà de ce modèle explicatif du comportement japonais, il faudrait naturellement, pour mieux comprendre ce pays, aborder d'autres caractéristiques de la société et de la culture japonaises. La volonté de survie dans un espace réduit et inhospitalier est à l'origine de deux caractéristiques du peuple japonais qu'il est essentiel de connaître : la

capacité de faire des choix en fonction des ressources disponibles ; la propension permanente à tout épargner, le temps autant que l'argent, les idées comme la nature et l'espace.

La capacité de faire des choix s'est exercée de façon exemplaire, même si le choix sociétal japonais ne conviendrait pas nécessairement à d'autres peuples : le modèle du « tout-secteur-productif » plutôt que le modèle de consommation retenu par l'Amérique et l'Europe ; l'abandon de productions dépassées au profit d'activités d'avenir sur lesquelles on concentre les investissements ; l'entreprise plutôt que le confort ou la redistribution sociale, la liste est longue des choix systématiquement tournés vers la production efficace répondant à une demande solvable dans une vision mondiale à 360 degrés de cette demande.

La propension à tout épargner est non moins évidente : du jardin japonais qui « maximise » la beauté de la nature (une vision du « naturel » qui peut surprendre ou choquer) au match financier d'actifs nets extérieurs de 500 milliards de dollars qui devrait tendre vers 1 000 milliards de dollars à la fin du siècle, de la réduction des stocks à celle de la durée des processus de production, de la constitution de bases de données prodigieuses à la circulation constante de cette information pour économiser le temps de collecte et de diffusion de l'information, le peuple japonais est à la recherche constante d'économies pour se protéger et réduire sa vulnérabilité.

La stratégie de moyens du Japon s'enracine dans une terre dure et un

peuple économe. Prenons à contrario l'exemple français. La France se fixe comme objectif d'être présente dans tel secteur, telle filière. Un seuil de présence minimale, dit masse critique, est déterminé en fonction de critères dits objectifs. Il en résulte la nécessité de racheter telle entreprise pour acquérir telle part de marché. Et lorsque la part de marché est acquise, généralement très cher, on s'épuise à la maintenir.

Dans le même temps, le Japon investit massivement dans la recherche scientifique de base et appliquée, et s'organise pour que le coût de financement de l'investissement soit faible, voire négligeable, comme il le fut de 1986 à 1989. Le Japon fait également un effort d'éducation supérieure spectaculaire qu'il entend accentuer dans les prochaines années. De plus, le MITI joue un rôle permanent d'éclairage, de diffuseur d'information et de coordinateur, allant jusqu'à faire créer des instituts de recherche dans des domaines prometteurs comme la supraconductivité.

La France s'épuise en se donnant des buts sans se donner des moyens, ses entreprises étant sous-capitalisées et endettées (ce qui est mortel dans un contexte de taux d'intérêt réels élevés), son éducation nationale et supérieure étant inadéquates, et ses administrations ne soutenant les entreprises que si elles s'organisent pour atteindre les objectifs fixés par des fonctionnaires. Le Japon se concentre sur les moyens et semble atteindre magiquement tous les buts.

► Chargé de cours à l'université Paris-Dauphine.

D.E.S.S. BANQUE ET FINANCE INTERNATIONALES

L'Université du Havre annonce la création d'un nouveau D.E.S.S., qui fera partie du troisième cycle des Etudes d'Economie, dès la rentrée 1991.

Ce D.E.S.S. aura un contenu à la fois macro et micro-économique, les enseignements étant assurés parallèlement et conjointement par des universitaires et d'autres chercheurs, et par des membres des milieux bancaires et financiers.

Une partie des enseignements se fera en langue anglaise. Admission sur dossier (niveau maîtrise), 20 places offertes.

Tous renseignements par le Secrétariat de la Faculté des Affaires internationales de l'Université du Havre, 25, rue Philippe-Lebon, 76057 Le Havre, tél. : (16) 35-22-95-45.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ETRANGER* (voir normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	25
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 48-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

►

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHEQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expiré à fin _____ Signature _____

obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

L'Allemagne, ou l'intendance suivra

Suite de la page 17

Aussi bien les gouvernements actuels mobilisent-ils toutes les ressources de la rhétorique pour prêcher la solidarité à l'Ouest et la patience à l'Est — rien de très séduisant pour les électeurs.

Un an jour pour jour après l'unification monétaire des deux Allemagnes, tel est le bilan contrasté que l'on peut esquisser. Est-il de nature à mettre en cause le choix qui a été fait, contre l'avis de pratiquement tous les experts, de porter l'ostmark à la parité avec le deutschemark ?

Une décision audacieuse

La décision se révèle aujourd'hui encore plus audacieuse qu'elle ne le paraissait en juillet 1990. D'abord, parce que l'état des lieux est beaucoup plus désastreux qu'on ne l'avait imaginé, particulièrement en matière d'investissement et de productivité. Ensuite, parce que le commerce avec l'Est, pour lequel l'ancienne RDA semblait pouvoir servir de fer de lance de l'industrie ouest-allemande, s'est littéralement effondré, quand il n'était pas statistiquement nul.

Ainsi, la valeur réelle des échanges de l'ex-RDA avec l'URSS équivalait, selon Martin Hanz, au septième de la valeur affichée dans les chiffres officiels. L'effondrement de l'économie et du système soviétiques est du reste un très grave sujet d'inquiétude, actuellement, pour les dirigeants de la nouvelle Allemagne, à l'Ouest comme à l'Est.

« En 1988, confie Axel Hartmann, qui est passé d'Ouest en Est pour représenter aujourd'hui le Land de Thuringe au niveau fédéral, nous pensions que les réformes de Gorbatchev aboutiraient à des résultats. Nous y avons participé en formant en Alle-

magne un millier de managers soviétiques. Tout cela n'a servi à rien, le système politique restant inchangé, et maintenant tout le processus de réforme est stoppé : nous-mêmes sommes parvenus au terme de nos moyens de coopération avec l'URSS. »

Bien évidemment, le collapsus soviétique aura des répercussions directes sur les voisins allemands les plus proches. Et qu'arrivera-t-il si des milliers de Soviétiques viennent frapper aux portes de Berlin ? Si, dans la nouvelle capitale allemande, on place de grands espoirs dans la coopération avec les pays de la Mitteleuropa (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne...), l'hinterland naturel de l'Allemagne, les nuages qui s'accumulent

à Moscou assombrissent considérablement l'atmosphère, en même temps qu'ils aggravent le passif du bilan allemand déjà fort lourd.

Pertes brutales de marchés, productivité inférieure au moins de moitié à ce qu'elle est à l'Ouest, autant de données qui eussent plutôt justifié, aujourd'hui plus encore qu'hier, une dévaluation de l'ostmark, et non la formidable réévaluation de fait de juillet 1990.

Le rythme accéléré

« C'est la première fois dans l'histoire de l'Allemagne depuis la seconde guerre mondiale que la politique économique », reconnaît Wolf Schöde, porte-parole de la Treuhänderschaft, société fiduciaire chargée de la privatisation des entreprises est-allemandes.

La réforme monétaire de 1948, qui a pris une dimension mythique en Allemagne de l'Ouest, ne peut certainement pas servir de référence, puisque le deutschemark qui en était issu

était largement sous-évalué, même par rapport au franc. Surtout, on avait ponctionné 93 % de la masse monétaire alors qu'aujourd'hui on fixe les salaires de l'Est à 60 % du niveau de l'Ouest, et nettement au-dessus de la productivité du travail dans les cinq nouveaux Länder, ce sont d'abondantes liquidités que l'on a imprudemment distribuées.

La réévaluation de l'ostmark, admet W. Schöde, a pour effet de compliquer le travail de la Treuhänderschaft dans la mesure exacte où elle raccourcit la période d'adaptation de l'ex-RDA. De fait, la société fiduciaire met les bouchées doubles : de juillet 1990 à mars 1991, un millier d'entreprises ont été privatisées ; de mars à juin 1991, le rythme s'est considérablement accéléré, puisque ce sont plus de mille entreprises qui sont passées en mains privées en moins de trois mois. Il en reste encore huit mille qui cherchent preneur.

Cette accélération du rythme de la privatisation, quelque douloureuse qu'elle soit pour ceux qui en subissent les conséquences en pertes d'emplois, est précisément une chance de réussite de cette OPA géante sur tout un peuple. « Plus le processus se prolongerait, plus il serait douloureux », indique le porte-parole de la Treuhänderschaft.

Il est probable, en effet, qu'en précipitant le travail de l'accouchement, les politiques ont finalement montré plus de sagesse, même du point de vue économique et social, que les experts, ceux en particulier de la Bundesbank, partisans de l'échange de deux ostmarks contre un deutschemark. « L'intendance suivra... »

Jamais l'aphorisme gaulois n'a eu autant de pertinence qu'aujourd'hui en Allemagne, et d'abord dans l'ex-RFA où l'économie a progressé de 4,5 % en 1990 et de 4,2 % au premier semestre de cette année, selon les estimations de la chancellerie fédérale. Du reste, il suffit de comparer la situation actuelle de l'ex-RDA avec celle des autres pays de l'Est pour voir se dessiner dès aujourd'hui les lignes de force qui traverseront l'Europe de demain.

Voilà une économie qui dispose maintenant de la monnaie convertible la plus forte du monde — ce qui constitue certes pour le moment un handicap pour ses exportations, mais est déjà un avantage pour ses importations de biens et de capitaux. Voilà une région qui bénéficie quotidiennement d'une aide technique et financière massive, méthodique, fructueuse. Voilà enfin un « pays » qui dispose d'une capitale prestigieuse, située au centre même de la Grande Europe. Qui dit mieux ?

PHILIPPE SIMONNOT

Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 91 en livraison immédiate

205 Color Line ess./diesel **309 XS, GTI 16 soupapes**
205 XR 5v **309 XA, 19 1800 kg diesel**
205 Turbo diesel 3 et 5p. **405 MI 16, 605 SV 24**
309 Gratic **405 Break affaires ess./dl.**
309 XR et SRDT **605 SV 3/SVDT/SRI**

NEUBAUER

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
 • 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.53.52
 • 227, bd. Anatole-France 93208 ST-DENIS ☎48.21.60.21

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Prise de conscience sur le chômage

Sil la volonté et la persévérance politiques suivent la prise de conscience en cours, le moment pourrait enfin être venu d'une véritable politique de l'emploi. C'est un fait que les yeux se dessillent : on commence à considérer le chômage autrement qu'à travers une analyse où étaient expurgées systématiquement plusieurs causes principales mais gênantes du point de vue de la sensibilité politique. Les tabous tombent, comme en témoigne le contenu d'un document officiel dont on va parler dans un instant. L'heureux phénomène semble arriver comme à point nommé.

Ce gouvernement, qui a plutôt mal commencé sa carrière, présente dans ce domaine essentiel une favorable conjonction propre à la fois, s'il a le courage de ses opinions, à faire passer un message de lucidité et à faire avancer les choses. Tant le premier ministre, M. Edith Cresson, que son ministre du travail, M. Martine Aubry, paraissent résolus à bousculer certains préjugés. A supposer que leur détermination soit à la hauteur de leurs premières prises de position, on peut espérer une amélioration de la situation dans des délais plus rapides que prévu. Rien n'est encore joué.

Quant au document dont il a été question plus haut, il émane du ministère de l'économie et des finances. En d'autres termes, il aurait été de bon ton de se méfier de l'avis de financiers sur un problème aussi délicat et aussi douloureux pour certains chômeurs. Une pareille méfiance n'est plus de mise et c'est tant mieux. Si, en général, on déteste les financiers, banquiers ou administratifs, la raison n'en est pas que le cœur n'entre pas dans leurs calculs. On n'aime pas, en eux, leur rôle de révélateur.

Devant la Commission des comptes de la nation, M. Pierre Bérégovoy a présenté, la semaine dernière, une « Note de synthèse du dossier emploi », rédigée sans complaisance. Un des passages introduit une analyse « l'impact complexe des prélèvements et de la redistribution sur l'offre de travail des ménages ». Il commence par ce constat : « La fiscalité, l'existence d'un large système de redistribution sociale (indemnisation du chômage, mise en place du revenu minimum d'insertion...), ont clairement des objectifs d'équité qui dépassent le problème du lien au marché du travail. Néanmoins, [elles] ont un impact sur l'offre de travail des ménages, dont l'ordre de grandeur est difficile à chiffrer de manière précise. L'effet principal est celui d'une certaine désincitation au travail puisque la comparaison des prélèvements progressifs et

du versement de prestations diminue le rendement marginal d'une heure de travail. Ces phénomènes ne sont pas simples à analyser car ils doivent être souvent examinés au niveau du ménage et non de l'individu. »

« Il n'est pas absurde de penser, dans un domaine où les effets de seuil sont fréquents, que se soient développées des situations... où le bénéficiaire n'a pas intérêt à travailler de peur de voir son revenu diminuer ou augmenter trop faiblement au regard de l'effort supplémentaire fourni (...). »

« Une indemnisation du chômage mal calibrée pourrait avoir des effets sur la comparaison d'offres de travail. De tels effets, difficiles à démontrer par des études purement statistiques, peuvent être mis en évidence par des comparaisons internationales. Le cas de la Belgique est, à cet égard, instructif : il s'agit d'un des pays où le taux de chômage a été particulièrement élevé au cours des années 80, avec une proportion de jeunes chômeurs et de chômeurs de longue durée exceptionnellement importante. A l'évidence, cette situation n'est pas sans relation avec les modalités d'indemnisation du chômage, notamment le droit à une indemnisation des jeunes fondée sur le niveau de qualification scolaire et la durée illimitée des prestations. »

En observant un peu plus haut qu'on doit s'attacher plus au comportement d'un ménage qu'à celui d'un individu, les auteurs du rapport renvoient à un phénomène qu'ils évoquent par ailleurs. Dans un ménage où l'homme et la femme travaillent au départ, le passage de l'un d'eux au chômage peut être, par eux, considéré comme une solution préférable à deux emplois rémunérés si l'écart entre le salaire perdu et l'indemnisation est relativement faible (voir notre chronique « SMIC et chômeurs » du 18 juin).

Par le biais des comparaisons internationales, les auteurs du document font justice du préjugé le plus dangereux : dans la mesure où l'on refuse de parler des causes « gênantes » du chômage, on raisonne comme si ce « réflexe » de notre société était une sorte de fatalité, indépendante des politiques suivies à son égard. Les énormes différences constatées d'un pays à l'autre sont de nature, en effet, à prouver le contraire. En France, le nombre des chômeurs de longue durée (ayant plus d'un

an d'ancienneté) est passé de moins de 30 % au début des années 70 à environ 43 % en 1989. On comprend que les auteurs du rapport citent un peu plus haut le cas de la Belgique, quand on sait que, pendant les années 1981 à 1988, la proportion des chômeurs de longue durée y a dépassé 70 %. Ces chiffres contrastent avec ceux d'autres pays, notamment la Suède, où la proportion est seulement de 6,5 %, et les États-Unis, où elle n'est que de 5,7 %.

Aux États-Unis, l'indemnisation du chômage est, dit-on, particulièrement peu généreuse. En Suède, il en va différemment. Cependant, le régime d'indemnisation se présente sous deux aspects : l'importance de l'allocation et les conditions de son maintien. Une caractéristique du système suédois est que les demandeurs d'emploi ne sont pas livrés à eux-mêmes, contrairement à ce qui se passe en France, où la plupart d'entre eux sont obligés de se débrouiller tout seuls (l'ANPE ne compte qu'un employé pour deux cents chômeurs, alors que les agences d'interim ont un employé pour vingt salariés, note le rapport). Cependant, l'assistance active doit bénéficier le chômeur suédois pour trouver un nouvel emploi à une contrepartie : s'il refuse plus de trois offres jugées intéressantes par le service de l'emploi, il perdra son droit à l'indemnisation. En l'absence de France, une récente enquête a révélé qu'un chômeur du bâtiment sur cent accepte l'emploi qu'on lui propose (voir le Monde du 6 juillet).

En proclamant son intention de substituer à la logique de l'exclusion la dynamique de l'insertion, M. Martine Aubry accomplit une espèce de révolution qui s'inscrit, il est vrai, à la suite de certaines préoccupations du gouvernement Rocard en faveur des emplois dits de proximité. Le ministre du travail indique clairement qu'elle ne vise pas seulement la création d'emplois hautement qualifiés. Dans la précédente chronique (l'utilisation du temps et l'emploi, le Monde du 2 juillet), nous rappelions qu'il existe dans une économie de marché un puissant ressort pour réduire le nombre des marginaux privés de travail. Il n'est pas ainsi rare qu'une personne qui n'a vocation à apporter sa contribution à l'activité générale. Pour le comprendre, il suffit de s'aviser que la plupart d'entre nous accomplissons non pas la tâche où nous

sommes le meilleur par rapport aux autres, mais plus modestement la tâche qu'on est capable d'accomplir le mieux ou le moins mal (par rapport à toutes celles où l'on serait encore plus mauvais !). Cela découle en quelque sorte du principe posé par le fabuliste selon lequel chacun a besoin d'un plus petit que soi. Cette dernière expression aide à mettre en lumière l'obstacle psychologique opposé pendant longtemps par la société à l'application de ce principe. N'est-il pas contraire à un certain idéal d'égalité ?

On s'explique ainsi la relative tolérance observée à l'égard de certains abus : si, pour trouver un emploi, un homme ou une femme doit accepter un travail ou pénible ou bien considéré comme totalement inutile (par les intellectuels), la société doit, admet-on plus ou moins sans le dire, lui laisser au moins pendant un certain temps l'option entre le travail et le non-travail. Cependant, il est une autre façon d'aborder le principe selon lequel il existe un emploi virtuel pour pratiquement tout le monde, si faible que soit ce qu'on appelle ses qualifications. Cette autre façon d'envisager l'insertion peut être exprimée par un autre proverbe : « Il n'est pas de sot métier. » C'est à cet adage que se réfère au moins implicitement le programme de M. Martine Aubry.

Cet arrière-plan psychologique-politique, un de nos lecteurs, M. Henri Wiewiorka, de Paris, le met en lumière en nous écrivant : « Avec raison le gouvernement Rocard a préconisé la création d'emplois dits de proximité. On avait littéralement saboté, il y a dix ou quinze ans, cette source énorme d'emplois en parlant, à leur propos, de petits boulots. Or ces emplois pourraient fournir du travail à des centaines de milliers de personnes. » Cette idée revient sous la plume de plusieurs autres de nos correspondants. C'est ainsi que M. Jacques de Montigny, de Paray-sur-Vienne (Indre-et-Loire) écrit : « Beaucoup pensent que le volume de travail possible est limité. C'est sûr que les postes de travail que créerait l'abaisssement du SMIC ne seront pas très techniques ; mais je suis persuadé que de nombreuses activités d'entretien, de sauvegarde de la nature, de services de proximité existent potentiellement. Mais il est probable que, pour tous les hommes politiques, pour les intellectuels

qui nous orientent à travers les médias, il y a une certaine crainte du travail répétitif ou dur ou simplement manuel alors qu'en réalité le travail est souvent, très souvent, fatigant et que la part de génie est plus proche de 2 % que de 10 % (...). Aussi je crois qu'il ne faut pas avoir de complexes à autoriser la création de postes de travail peu payés à condition que soit respectés un certain nombre de critères : ceux de notre droit du travail (...). »

M. Wiewiorka, déjà cité, n'est pas de cet avis puisqu'il écrit au contraire : « A condition d'obtenir un salaire décent permettant de survivre, sinon de vivre largement, je pense que beaucoup de jeunes accepteraient ces divers travaux [qualifiés naguère de « petits boulots », comme si l'on avait voulu les rendre par avance rebutatifs]. Mais cela signifie un relèvement du SMIC (...). »

VOLA en effet un débat intéressant qui peut être appliqué à d'autres situations. Par exemple, à celle des pays sinistrés soit par une guerre, soit par quarante-cinq ans d'un régime destructeur, comme ce fut le cas dans les pays ex-communistes de l'Europe de l'Est. L'opinion presque universellement acceptée est qu'une hausse des salaires en Allemagne de l'Est, pour citer cet exemple, ajoute un handicap quasiment insurmontable à la renaissance de cette région. Au lendemain de la première guerre mondiale, les économistes les plus libéraux observaient que, pour hâter la reconstruction des régions dévastées, il fallait y attirer, par de hauts salaires, de la main-d'œuvre qualifiée.

La vérité semble être que, pour se rapprocher du plein emploi, il faut assouplir les réglementations en vigueur, y compris celles du salaire minimum. Dans une économie occupant à plein, ou peu s'en faut, la population en âge de travailler, on verrait des gens actuellement payés au SMIC recevoir des salaires plus élevés et d'autres, actuellement inscrits au chômage, trouver un emploi à un salaire peut-être inférieur. La clef du succès, ce sera de laisser jouer le marché. Là est le courage.

La France, étant un pays d'immigration, se trouve contrainte d'adopter un modèle d'organisation du marché de l'emploi proche de celui des États-Unis : tout ce qu'il y a de quelques années, vilipendé par la gauche — le plein emploi à l'américaine, fait de petits travaux peu qualifiés — est en train de passer pour souhaitable.

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Discordantes convergences

Selon Olivier Dollfus, pour les Aymaras, population indienne des hauts plateaux boliviens, « le passé est devant nous, on peut le connaître : l'avenir est dans notre dos, il est donc imprévisible car il est invisible » (Cahier du GEMDEV, n° 8, octobre 1988).

Parlant en 1990 sur « Marché, capitalisme et socialisme aujourd'hui », Paul Boccard nous offre, pour le futur, une large brèsière de questions — à décourager Gorbatchev lui-même. Pour le passé, il le décrit à grands traits. Des économies marchandes, caractérisées par l'échange équivalent, ont existé bien avant le capitalisme.

Le développement du marché capitaliste a représenté « un progrès de l'efficacité et des libertés par rapport à l'économie seigneuriale ou féodale, malgré le recul des solidarités traditionnelles » ; mais « le marché capitaliste ramène tout à l'argent » et « l'argent doit rapporter de l'argent ». Récemment, s'est produit un double mouvement, « d'une part la montée de principes plus ou moins non marchands » (...), en même temps qu'une

« folle exacerbation du marché qui tourne parfois à vide, de ses gâchis des hommes et de la nature (1) ».

Pour parler du socialisme, Paul Boccard revient à Marx : « Première phase de la société nouvelle « toute marquée encore par les stigmates » du capitalisme dont elle sort », il devait permettre le développement de la gestion des « travailleurs associés ». Mais comment ces théoriciens, toujours soucieux de rigueur, en viennent-ils à affirmer : « Ainsi, des milliers d'entrepreneurs individuels capitalistes, c'est sans doute plus créateur que l'étatisme centralisé autoritaire » ? Laissez en effet perplexes aussi bien le concept nouveau d'« entrepreneur individuel capitaliste » que l'idée que la multiplication de tels entrepreneurs concrétiserait la vision marxienne des « travailleurs associés ».

Paul Boccard reconnaît d'ailleurs, s'agissant de l'autogouvernement des travailleurs, que, « dans les sociétés socialistes, il n'en a pas été exactement ainsi ». Il l'explique par le caractère arriéré des économies des pays concernés, par la domination impérialiste et par les contextes de

guerre chaude ou de guerre froide. Mais l'échec des régimes édifiés en référence au marxisme donnerait en définitive raison à Marx, pour qui c'était du stade le plus avancé du capitalisme que devait naître le socialisme (1).

D'une autre manière, il pourrait aussi donner raison à Adam Smith. En effet, comme le montre Michel Rosier, de l'université Paris-VII, s'il ne parlait pas de « lois de l'histoire », Adam Smith croyait en un « cours naturel des choses », évolution optimale qu'il était aussi dangereux de vouloir ralentir (les physiocrates) que de vouloir forcer (les mercantilistes), ce qui le conduisait à faire la critique des interventions mercantilistes, sans, pour autant, « rejeter toutes interventions » (2). Car, d'après les nouvelles lectures qu'on nous offre, Adam Smith était loin d'être le libéral impénitent que décrivent trop de manuels ou de bons auteurs. Même sa « main invisible » n'était pas ce que l'on dit !

L'idée très largement reçue, en effet, est que, pour Adam Smith, la « main invisible », c'est le marché. Pas du tout, nous dit, après Jan Kregel, Hervé Defalvard de l'université Paris-X : d'abord, qu'y a-t-il de plus visible que le marché ? Ensuite, la métaphore de la main invisible, chez le père de l'économie politique, concerne la concurrence qui s'instaure entre les capitalistes et dont la conséquence est d'« élever le niveau des salaires au-dessus du seuil minimum de subsistance ».

Mallieux chassés-croisés

Grâce à elle, « la conduite des capitalistes guidée par leur seul intérêt aboutit, à leur insu, à produire le bien de tous (des salariés en l'occurrence) » (2). Bien plus, Hervé Defalvard souligne que, dans la *Richesse des nations*, la part consacrée au marché entre individus indépendants n'est guère que de 1 %, alors que 99 % de l'ouvrage sont consacrés à l'organisation de la nation sur la base des entités collectives (classes, entreprises) qui la composent.

Ainsi, après avoir été pendant un siècle et demi l'éminente référence des auteurs qui ont voulu réduire la théorie économique à la théorie du marché entre agents individuels, voici qu'Adam Smith va pouvoir être l'in-

discutable référence des théoriciens de l'organisation. Car, par un de ces malicieuses chassés-croisés qu'affectionnent les auteurs de vaudeville, tandis que les anciens communistes de l'Est et les socialistes de l'Ouest ont, pour le marché, des enthousiasmes de néophytes, une part croissante de la outériorité anglo-saxonne des économistes travaille à comprendre les organisations.

C'est ainsi qu'Herbert Simon, professeur de sciences informatiques et de psychologie à l'université Carnegie-Mellon de Pittsburgh, qui reçut le prix de sciences économiques à la mémoire de Nobel en 1978, souligne la nécessité, pour les économistes, de combiner l'étude des organisations et celle des marchés (3). N'est-ce pas d'ailleurs l'ambition qu'affiche Jacques Lesourne dans l'introduction de son dernier livre, *Economie de l'ordre et du désordre* (Economica, 1991) ?

Herbert Simon estime en effet que, du fait de l'importance des firmes et autres organisations, l'économiste a à comprendre ce qui se passe en leur sein et donc à étudier les motivations de ceux qui travaillent et des phénomènes fondamentaux comme l'autorité, la récompense, l'identification et la coordination.

Seuls de tels travaux permettront de comprendre pourquoi certaines organisations fonctionnent bien et d'autres mal et d'être mieux en mesure de répondre aux trois questions, de l'efficacité relative des marchés et des organisations ; des conséquences de la coexistence de trois types d'organisations (guidées par le profit, ne cherchant pas le profit, publiques) ; des conséquences du recours à la planification centrale ou au marché pour réguler les relations entre organisations.

Ces questions ne sont pas sans rap-

port avec celles que se pose de son côté Paul Boccard à propos des sociétés contemporaines : « Quelle prédominance dans l'économie mixte, publique ou privée ? Quels critères de gestion (1) ? Quelle insertion des populations dans des emplois efficaces (2) ? Quels termes d'échange, quelles formations des prix et des financements, quels partenariats et coopérations, entre les activités, les régions, les pays ? (3) » Elles rejoignent aussi la réflexion de Gilbert Blandone, des universités de Lyon et de Genève.

Celui-ci invite à étudier les différences entre les manières dont les économies de marché combinent les cinq paramètres suivants : « liberté et responsabilité de décision des acteurs ; concertation et participation de tous les acteurs aux décisions ; statuts juridiques de la propriété ; maximisation du profit ; maximisation du progrès économique et social (...). » Et dès lors que « l'économie de marché, livrée à elle-même, n'est jamais parvenue ni à réguler la production en fonction des besoins, c'est-à-dire à éviter les crises, ni à répondre à des défis mondiaux aussi considérables que l'environnement et le développement du tiers-monde », il faudra bien à la fois redonner son rôle à l'intervention de l'Etat et, plus largement, « parvenir à faire de tous [les] acteurs économiques de véritables partenaires totalement responsables (1) ».

Indispensable aux sociétés modernes, le marché ne peut-être leur unique principe d'organisation. Indiscutable facteur d'efficacité, le profit est loin d'être le seul. Quel vent de folie souffle sur notre temps, pour qu'il soit nécessaire de rappeler d'aussi élémentaires réalités ?

(1) « Le marché est-il l'avenir de l'homme ? », dossier de la *Presse*, revue de l'Institut de recherches marxistes, mars-avril 1991 (64, bd Auguste-Marquet, 75013 Paris).

(2) « Le marché chez Adam Smith », études présentées par Hervé Defalvard, Sylvie et Daniel Diakine et Michel Rosier, *Cahiers d'économie politique*, 1991, n° 19, (L'Harmattan, 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris). Dans ce numéro, un article sur la revue anglaise *Economica*.

(3) « Symposium on Organization and Economics » présenté par Joseph Stiglitz, *Journal of Economic Perspectives*, a Journal of the American Economic Association, printemps 1991 (2014 Broadway, suite 305, Nashville, TN 37203, États-Unis).

Formation continue, 1971-1991

Instituée en 1971, la formation professionnelle continue visait, selon son initiateur, Jacques Delors, à la fois à « permettre à chaque homme et chaque femme de faire face aux changements (...) », contribuer à la lutte contre l'inégalité des chances (...), créer autour de l'éducation nationale un environnement qui soit favorable à son évolution et sa réforme (...), permettre à chaque homme et chaque femme de maîtriser sa vie, c'est-à-dire d'élever son niveau culturel et d'aboutir à une sorte d'autogestion de sa propre existence ».

Ce vingtième anniversaire est l'occasion de retracer les principales évolutions de la formation continue, de présenter les appré-

ciations de partenaires sociaux qui participèrent aux négociations fondatrices : bref, de dresser un bilan qui complète utilement une bibliographie sélective. Selon l'étude historique de Fabienne Berton et Gérard Podelvin, « les objectifs de formation à vocation strictement professionnelle, pour gérer l'emploi et transformer l'organisation du travail, ont pris le pas sur les objectifs civiques, sociaux et culturels de la loi de 1971 ». S'en étonnera-t-on ?

Formation emploi, revue du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ), avril-juin 1991 (La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris).

Le Monde

des
Juristes

JURISTES

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE souhaite intégrer au sein de sa Direction des Affaires Juridiques et Fiscales deux juristes expérimentés.

JURISTE DE DROIT BANCAIRE

(R&E JDB)

Intégré dans une équipe de 9 juristes, vous serez placé sous l'autorité directe du Chef de Service et, à ce titre, vous serez chargé de :

- conseiller et assister l'ensemble de la Communauté Société Générale sur toutes questions de droit bancaire, contentieux exclu
- représenter la Société Générale dans les instances interbancaires et auprès des autorités de tutelle
- participer à la formation de jeunes juristes.

De formation supérieure BAC + 5 en droit privé, vous justifiez d'une solide expérience (10 ans environ) dans un service juridique bancaire et possédez une bonne maîtrise de l'anglais. Ce poste vous offre de réelles possibilités d'évolution en fonction de l'expérience acquise.

JURISTE INTERNATIONAL

(R&E JURI)

Au sein d'une équipe de quatre spécialistes et en liaison avec les directions opérationnelles :

- vous participerez à la conception de montages financiers et au développement des nombreuses implantations étrangères en rédigeant et négociant la documentation juridique s'y rapportant,
- d'une manière générale, vous conseillerez le groupe pour ses opérations internationales.

De formation supérieure en droit international des affaires, vous avez une expérience professionnelle de 4 à 5 ans acquise dans la Direction Juridique d'une grande entreprise ou d'une banque ou en cabinet. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Ce poste requiert un esprit rigoureux, de bonnes capacités de contact, d'adaptation et d'autonomie ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser CV et prétentions en précisant la référence choisie à
Anne MONFORT - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement
7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le Monde

des Postes à + de 400 KF
Dirigeants

F. HOFFMANN - LA ROCHE est un important Groupe International Chimique et Pharmaceutique. Une de ses filiales françaises, la SOCIÉTÉ CHIMIQUE ROCHE, située en Alsace (Village-Neuf - Haut-Rhin) est un établissement industriel de 420 personnes spécialisé dans la production de mélanges polyvitaminés et de substances actives pharmaceutiques.

C'est un site en pleine expansion où des investissements importants sont en cours de réalisation (700 MdF entre fin 1988 et début 1993).

Nous vous accueillerons en ALSACE pour devenir

DIRECTEUR TECHNIQUE

directement rattaché au Directeur Général

Au service notamment de la production et de la recherche, vous êtes garant des impératifs de coût, de qualité et de sécurité. A ce titre, vous coordonnez, suivez l'ensemble des activités techniques de l'Usine et animez une équipe de 130 personnes dont 7 ingénieurs.

Ingénieur confirmé avec une solide expérience des techniques industrielles en production chimique, vous avez nécessairement déjà prouvé votre capacité à diriger des projets d'envergure. Vous êtes un leader soucieux de progrès constants et avez démontré vos talents à animer et motiver vos collaborateurs.

Anglais souhaité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

PRODUITS ROCHE
Division du Personnel - Service Recrutement
52, boulevard du Parc - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX.

CABINET INTERNATIONAL D'AVOCATS D'AFFAIRES PARIS
JURISTES DE HAUT NIVEAU H/F

Nous sommes un Cabinet européen d'avocats exclusivement orienté sur le droit des affaires. La compétence, le professionnalisme, l'expertise nationale et internationale de notre équipe, nos alliances et partenariats avec des cabinets français et européens de tout premier plan, nos bureaux en France et à l'étranger,

nous ont apporté une notoriété nationale et internationale qui nous place parmi les tout premiers cabinets européens.

Pour faire face à notre expansion en France et à l'étranger (y compris pays de l'Est, Afrique et Extrême-Orient), nous cherchons à intégrer de nouveaux juristes à très fort potentiel.

VOS ATOUTS :

- une formation très solide : avocat, conseil juridique ou juriste d'entreprise + grandes écoles de commerce et/ou sciences politiques et/ou université étrangère.
- 4 ans minimum d'expérience réussie dans un cabinet d'avocats d'affaires, dans un cabinet de conseils juridiques, en entreprise (industrie, banque...), dans une étude de notaire, dans un cabinet d'expertise comptable et audit (français ou anglo-saxon) où vous avez acquis, outre l'excellence dans une spécialité, l'expérience et les réflexes d'un généraliste en droit des affaires.
- vous faites vôtres, en temps réel, tous les aspects, problèmes et opportunités des entreprises,
- vous êtes « puissant », rapide, « travailleur » et curieux de tout et aimez en conséquence aller au fond des choses,
- vous avez un sens aigu de la relation humaine,
- vous êtes un excellent négociateur,
- vous privilégiez le travail en équipe, le sens des responsabilités, l'initiative, l'anticipation, la rigueur et la pugnacité,
- vous avez l'ambition d'être, en toute modestie, un très grand professionnel.

NOUS VOUS OFFRONS :

- de vivre des responsabilités passionnantes : en vous confiant rapidement la prise en charge et le développement de clients prestigieux et/ou de bureaux à l'étranger, en coopération avec les spécialistes du cabinet,
- un environnement professionnel de haute qualité : une équipe de spécialistes et d'experts reconnus, qui sont des partenaires actifs de leurs clients, vivent au rythme du développement européen et international et font progresser leur métier,
- un potentiel d'évolution professionnelle et géographique au sein de notre groupe.

Adressez votre candidature, présentation manuscrite + photo + C.V. + prétentions à :

ISBL - réf. JLD - 47, rue Spontini, 75118 PARIS

Nous étudierons votre dossier dans la plus grande confidentialité.

Un grand Groupe français de Services ayant un fort rayonnement international, recherche son

Responsable Fiscal Groupe

Paris

Responsable d'un service rattaché à la Direction Financière de la holding, vous superviserez l'ensemble des questions fiscales du Groupe tant en France qu'à l'étranger.

Vous interviendrez notamment en fiscalité interne pour gérer les problèmes fiscaux du Groupe (intégration, optimisation, questions ponctuelles, croissance externe, contrôles et contentieux) et traiterez l'ensemble des dossiers de fiscalité internationale (tax planning, conventions internationales, restructurations, fiscalité financière, accords commerciaux...) en liaison avec les conseils externes.

A 32/35 ans environ, parlant anglais, doté d'un solide bagage fiscal et comptable, vous êtes nanti d'une expérience complète de la fiscalité française et internationale (7/10 ans), acquise en entreprise, en cabinet ou au sein de la D.V.N.I. Vous souhaitez développer vos qualités de rigueur et de créativité, ainsi que votre sens des contacts au sein d'un groupe en pleine expansion qui offre de réelles perspectives d'évolution.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + lettre man. + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal



Aujourd'hui LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS est au service de 250.000 entreprises sur Paris et sa région et gère un budget de 5 milliards de F.

Son rôle est multiple : consultatif, notamment pour les entreprises, en matière de gestion d'entreprises publiques.

Membre du C.C.I.P., il est aussi le prestataire officiel de Paris des Congrès, Paris des Séminaires, Paris des Salons et des Foires.

Il est chargé de la gestion des relations de la ville de Paris avec les administrations de l'Etat.

Il est responsable de son service JURIDIQUE ET FISCAL.

UN FISCALISTE

Titulaire d'une maîtrise en droit et d'un diplôme du 3^{ème} cycle de droit fiscal, une expérience de 2 à 3 ans vous est demandée.

Grandes qualités rédactionnelles indispensables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 9122/LM à C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

PARIS - GROUPE DE SERVICES DE TRES GRANDE NOTORIETE cherchant pour renforcer sa Direction Juridique Interne

JURISTE

HF

chargé notamment de constituer et de suivre des dossiers contentieux juridiques dans le domaine de la responsabilité civile des conseils, de l'immobilier et de la banque.

Pour ce poste autonome et évolutif qui suppose une grande disponibilité pour se déplacer, il est nécessaire d'avoir une formation de base niveau minimum de la Maîtrise appuyée impérativement sur une première expérience professionnelle en contentieux juridique.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 1251 M à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.

KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers 92200 NEUILLY-S/SEINE



مكتبة الأمل

Le Monde *des* Juristes



EUROTUNNEL est la société d'exploitation de la première liaison fixe transmanche, entre la Grande Bretagne et la France, dont la mise en service est prévue en 1993. Ce réseau de transport sera au service du public et des entreprises 24h sur 24 avec la sécurité et l'efficacité maximum grâce aux technologies de pointe mises en œuvre.

JURISTES D'ENTREPRISE

• DIVISION DU PROJET

Rattaché au responsable juridique de la Division du Projet, vous intervenez comme conseil de la Direction sur la Construction du Projet.

Vous aurez en charge le suivi des relations contractuelles avec l'entrepreneur et les autorités locales, en liaison avec les différents conseillers juridiques internes ou externes.

Vous suivrez et défendrez, le cas échéant, les différents litiges.

Vous avez acquis une expérience significative dans une fonction similaire, dans le BTP ou dans le cadre de relations entre un maître d'ouvrage et ses co-contractants.

Ce poste est basé à SUTTON, dans la proche banlieue de LONDRES. R.E.T./D.J.P.D.

Agé(e) d'au moins 30 ans, vous êtes titulaire d'un diplôme de troisième cycle en DROIT (DEA - DESS - Doctorat). Parlant parfaitement l'anglais, votre rigueur, votre disponibilité et votre potentiel feront de vous un interlocuteur reconnu et apprécié, et vous ouvriront des perspectives d'évolution au sein de notre compagnie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Denis Besse, EUROTUNNEL, 112 avenue Kléber - BP 166 - 75770 PARIS Cedex 16, en précisant la référence du poste.

• DIRECTION FINANCIERE

Rattaché au responsable juridique de la Direction Financière, vous en conseillerez les représentants à l'occasion des diverses opérations financières de la compagnie.

Vous intervenerez dans le cadre du financement existant, pour des opérations relatives à l'endettement ou aux fonds propres.

Vous participerez aux négociations, et rédigerez les documentations requises.

Vous avez une bonne connaissance du financement de projet et vous maîtrisez la réglementation des marchés financiers.

Vous justifiez d'une expérience professionnelle réussie d'au moins cinq ans en tant que juriste d'affaires dans une banque ou dans une compagnie cotée sur les marchés financiers de Paris et/ou de Londres, ou dans un cabinet.

Ce poste est basé à LONDRES. R.E.T./D.J.FIN

A l'aube du
XXI^e siècle,
venez vivre
l'un des plus
ambitieux
défis
européens.



UN AVENIR D'AVANCE

Nous sommes l'un des 5 premiers groupes mondiaux de télécommunications (CA : 115 Mds de F, 165 000 personnes). Notre nouveau statut nous amène à renforcer notre Direction juridique. Nous recherchons :

JURISTE H/F

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT DROIT SOCIAL

A 30 ans environ, diplômé(e) d'un 3^e cycle juridique (+Sciences Po apprécié), vous êtes un(e) spécialiste du droit social justifiant d'une expérience réussie de 5 ans.

Vous assurerez, auprès de nos différentes directions et filiales, un rôle de conseil et de formation en matière de droit du travail et de protection sociale.

Votre réussite à ce poste vous ouvrira de larges perspectives d'évolution de carrière au sein de notre groupe.

Merci d'adresser, sous réf. JDS, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :



38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

RESPONSABLE JURIDIQUE

Importante Société industrielle ayant une implantation européenne et leader sur son marché (5500 personnes, CA 5 milliards), filiale d'un puissant groupe européen de dimension mondiale, recherche son Responsable Juridique.

Rattaché au DGA, il assumera des responsabilités importantes et polyvalentes concernant des domaines juridiques très variés : accords et contrats, droit des sociétés, assurances, immobilier, propriété intellectuelle et industrielle.

Ce poste conviendrait à un candidat maître de droit + DJCE (ou DESS droit des affaires) ayant acquis une solide expérience (5 à 10 ans) comme juriste d'entreprise.

Il aura déjà abordé plusieurs des domaines juridiques cités et il sera capable d'être reconnu comme un conseil avisé et comme un opérationnel compétent par ses interlocuteurs internes et externes.

Bonne pratique de l'anglais indispensable, allemand ou italien souhaité.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 28 A 2200 1M - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



L'OPÉRA DE PARIS

recrute

UN JEUNE JURISTE

(3 ans d'expérience professionnelle)

S'agissant d'une création de poste, sa mission au sein de la Direction Administrative et Financière sera d'intervenir auprès des responsables de secteur en qualité de conseil et de gestionnaire des contentieux dans le domaine du droit commercial.

- Relation de sous-traitance.
- Image de marque.

Au-delà de sa technicité, le candidat devra mettre en évidence des qualités d'ouverture (sens du service et des relations sociales, adaptabilité).

Motivation, dynamisme et rapidité d'exécution sont les qualités nécessaires à l'évolution de ce poste.

Envoyer CV et prétentions à :
Sylvie MANCHON DPAS - Opéra-Bastille
120, rue de Lyon, 75012 Paris

JURISTE MARITIMISTE INTERNATIONAL

Compagnie de transports maritimes de premier plan basée à Marseille recherche un juriste maritime.

Rattaché à la direction juridique du groupe, il prendra notamment en charge le traitement des litiges « cargaisons », des litiges d'affrètement ainsi que les dossiers « corps », en liaison avec nos assureurs anglais et avec l'assistance d'avocats français et étrangers.

Il assurera une mission de conseil interne auprès des différentes branches du groupe, en France et à l'étranger.

Il sera amené à négocier et rédiger (en anglais) des contrats et accords de joint venture dans un environnement très international.

Le candidat aura une première expérience réussie dans ce domaine d'activité.

Envoyer CV à CMA, Direction du personnel, 20, quai du Lazaret, 13002 Marseille. Télécopie : 91-56-00-38.

Important organisme du tertiaire, nous sommes leader sur les marchés de la Retraite et de la Prévoyance. Nous recherchons pour notre Secrétariat Général, un

ASSISTANT

Bac + 5

A 25-30 ans, de formation supérieure (DEA Droit Social, IEP,...), vous souhaitez aborder une carrière à dominante juridique, qui mettra en valeur vos qualités rédactionnelles et organisationnelles.

Débutant ou première expérience, votre connaissance des Régimes de Retraite et de Prévoyance pourra constituer un atout dans cette fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence 5035 à SOURCES, 108 rue Saint Honoré 75001 Paris, qui transmettra.

Société d'économie mixte, nous sommes en charge d'une importante opération d'aménagement.

Sciences Po/Droit - Chargé de missions auprès de notre Direction Générale

Votre rôle : prendre en charge et assurer des missions de nature juridique, économique, sociale, ... Votre savoir-faire rédactionnel mais aussi votre talent relationnel seront sollicités en permanence auprès de nombreux interlocuteurs du monde des entreprises publiques ou privées.

Agé d'au moins 26 ans, à travers une première expérience de nature juridique, vous avez acquis une bonne connaissance de l'immobilier et des collectivités locales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. M/399/A à notre Conseil B, avenue Delcassé 75008 PARIS.



Coopers & Lybrand Consultants

RECRUTEMENT

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE

Nous sommes l'un des 10 premiers français dans notre secteur avec un CA en forte croissance depuis 3 ans. La qualité, la vigueur et la rigueur de nos équipes nous permettent d'aborder avec assurance notre avenir. Aujourd'hui, nous recherchons un

Juriste

Débutant ou avec une première expérience, vous possédez une Maîtrise en Droit des Affaires, un DEA de Droit Immobilier ou un DESS de Construction. De plus, vous avez de bonnes connaissances fiscales et, si possible, comptables.

Au sein de notre Secrétariat Général, vous assurerez la gestion juridique et fiscale de la société et de ses filiales et participerez aux négociations, aux montages juridiques et au suivi des opérations.

Votre disponibilité, votre polyvalence, vos capacités rédactionnelles et relationnelles vous permettront de vivre un métier passionnant et ouvert.

Participer à notre dynamique vous intéresse ? Envoyez votre CV + photo + lettre manuscrite à notre Conseil RCC - 68 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.



68, Bd MALESHERBES 75008 PARIS

Conseil Fiscal

Valorisez une expérience de fiscaliste d'entreprise, d'administration ou de conseil en rejoignant à LYON l'équipe d'un cabinet conseil international.

Après une première expérience de 3/4 ans minimum, vous conseillerez nos clients et développerez votre professionnalisme, ce qui vous permettra d'évoluer rapidement.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. M/10/N à CLCR B av. Delcassé 75008 PARIS

Coopers & Lybrand Consultants

RECRUTEMENT

Le Monde de la Gestion

Société (180 personnes) émanation d'entreprises nationales ou régionales de premier plan dans le secteur de la distribution recherche pour assister son Directeur Général un cadre de haut niveau

RESPONSABLE GESTION ET ADMINISTRATION

400 000 +

Ses missions principales seront :

- l'animation des fonctions comptabilité, trésorerie et des services généraux,
- la mise en place et le suivi d'un système efficace du contrôle de gestion,
- la prise en charge de la gestion des ressources humaines et des questions juridiques (droit des sociétés) en relation avec les experts extérieurs.

Ce poste sera confié à un candidat de formation supérieure (Bac + 5), 32-35 ans, disposant d'une expérience de 8 ans environ, acquise dans des fonctions polyvalentes (gestion, juridique et personnel).

Un tempérament opérationnel, des qualités d'organisateur et d'animateur sont indispensables.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 28 C 2144-1M - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



ADJOINT AU RESPONSABLE DES INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS dans un grand Groupe d'Assurance

Gérant un parc immobilier de 250.000 m2, vous devrez essentiellement étudier, faire adopter et assurer la réalisation et le suivi juridique, administratif, comptable et financier des opérations immobilières du Groupe.

- étude et sélection des investissements,
- montage des opérations en veillant à la rigueur et à la conformité de leurs structures juridiques et fiscales,
- suivi des programmes de construction (relations avec les promoteurs, les maîtres d'œuvre, les entreprises...),
- mise en location (sélection des sociétés spécialisées et contrôle de leur action),
- gestion du parc d'immeubles (construction, entretien, gestion des baux, choix des locataires...),
- en l'absence d'opportunités, proposition des désinvestissements souhaitables,
- suivi financier des opérations,
- écoute permanente du marché immobilier.

Candidate s'adresse : soit à un juriste ayant une solide expérience immobilière complétée par des connaissances techniques en matière de bâtiment (étanchéité, climatisation...),

soit à un technicien de la construction ayant une formation en gestion immobilière acquise dans un service immobilier institutionnel (assurance, banque) ou chez un promoteur intéressé par la gestion de patrimoine et ayant monté des opérations immobilières.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 27722/ARI à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

FILIALE
DISTRIBUTION
(1,5 Mds de CA)
D'UN
GROUPE
INDUSTRIEL
INTERNATIONAL

Filiale d'un grand groupe international d'origine française de près de 30 milliards de CA, No 1 en Europe et mondialement connu dans le secteur de la distribution des produits haut de gamme vendus à des professionnels ("business to business").

Vous prendrez en charge l'ensemble de la fonction administrative et financière de cette filiale de distribution (comptabilité, reporting, budget, contrôle de gestion, crédit clients, gestion des stocks, personnel) et serez l'interface avec les services informatiques, logistique et trésorerie du groupe (mise en place de nouveaux logiciels).

Vous animeriez une équipe de 25 personnes grâce à vos qualités prouvées de patron d'équipe.

Rattaché au Directeur Général, vous travaillerez en étroite collaboration avec les Directions fonctionnelles du groupe.

Vous vous investirez totalement au sein d'une équipe jeune et dynamique et serez reconnu, grâce à vos propositions et à vos actions constructives, comme le garant d'une gestion de qualité.

JEUNE D.A.F./CONTROLLER

Vous êtes diplômé d'une GRANDE ECOLE DE GESTION (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...) et âgé d'environ 35 ans. Une expérience de quelques années d'audit en cabinet anglo-saxon, suivie de quelques années opérationnelles dans une entreprise de qualité en tant que contrôleur de gestion serait un profil idéal.

Le titulaire de ce poste, membre du comité de direction, pourra évoluer, après avoir démontré compétences et détermination, vers les nombreuses opportunités offertes par un groupe international comme le nôtre, attaché à valoriser et faire progresser ses collaborateurs.

Anglais courant indispensable.

Ce poste est basé à PARIS.

Merci d'adresser les dossiers de candidature (lettre manuscrite et CV), sous réf. A043835 à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex qui transmettra.

OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

LE GROUPE GMF
EST UN DE TOUT
PREMIERS GROUPE
FRANÇAIS DE SERVICES
PRÉSENT DANS DE
NOMBREUX SECTEURS
D'ACTIVITÉ :
L'ASSURANCE (GMF-
IARD, GMF VIE, GMF-PJ,
LA SAUVÉGARDE),
LA BANQUE (GMF-
BANQUE, L'ASSISTANCE,
LA DISTRIBUTION (FNAC),
L'AGROALIMENTAIRE,
LE TOURISME,
LA COMMUNICATION...

Contrôleur de Gestion

H/F

ESC-DAUPHINE

Votre formation supérieure en gestion et votre première expérience (environ 3 ans) vous ont permis de contribuer à la création d'une comptabilité analytique ou d'assurer des fonctions d'organisateur dans le secteur tertiaire.

Venez aujourd'hui rejoindre la Direction du Contrôle de Gestion et de la Planification de notre secteur Assurance IARD. Vous participerez à la mise en place d'une comptabilité analytique et définirez de nouvelles procédures analytiques et budgétaires.

Outre votre maîtrise de l'outil informatique (systèmes comptables anglo-saxons), vos qualités de synthèse, de rigueur et d'autonomie vous permettront d'être rapidement opérationnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, et CV sous réf. 00FB à Florence BARRAUD GMF Service Recrutement, 35, rue d'Alsace, 92631 LEVALLOIS-PERRET

LEVALLOIS-PERRET

Filiale française du groupe multinational MERCK, nous affirmons notre position dans la pharmacie, la chimie fine industrielle et les produits de laboratoire - 600 personnes, 700 MF de CA, notre développement s'appuie sur des technologies avancées, une diversification réussie et une gestion rigoureuse.

CHEF DE SERVICE TRESORERIE

Reportant à notre Direction Financière, vous prenez en charge, avec votre équipe (7 personnes) l'optimisation de la trésorerie, la gestion des comptes clients et la mise en place d'une politique du risque client ■

Vous participez à la définition d'un nouveau système informatique ■

A 28 ans environ, de formation DESS Finance/Gestion ou Ecole de Commerce Option Finance, vous avez acquis une expérience de 2 ans dans le domaine financier ■

Rigueur, ouverture d'esprit et talent d'animateur sont nécessaires pour réussir dans votre mission ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. 38/LM à Isabelle MANSOUR, Laboratoires MERCK-CLEVENOT - Service Recrutement 5/9 rue Anquetil, 94130 NOGENT SUR MARNE.



FINANCER DES GRANDS PROJETS

Nous sommes la filiale d'un des plus puissants groupes financiers français. L'une de nos principales activités est de mettre en place les financements d'opérations complexes dans le domaine d'infrastructures publiques ou privées, pour le compte d'industriels ou de concessionnaires de grands projets. Aujourd'hui, nous souhaitons renforcer le département concerné et recherchons un

CHARGE DE MISSION SENIOR

De formation supérieure (Ecole d'ingénieurs ou Ecole de commerce), à 35 ans environ, vous avez déjà acquis 5 à 7 ans d'expérience dans le financement de projets importants, soit au sein d'une banque d'affaires, soit chez un opérateur industriel (BTP, services...).

Vous assurerez la prise en charge complète de plusieurs grandes opérations. Vos capacités d'analyse et d'appréciation du risque mais aussi vos qualités de négociateurs seront des atouts majeurs.

Pour ce poste, la maîtrise de l'anglais et de l'outil de travail informatique sont nécessaires. De fréquents déplacements en province et à l'étranger sont à prévoir.

Pour nous rencontrer rapidement, envoyez votre dossier complet (lettre manus., CV et prétentions) sous réf. 386 à MEDIA PA 50/54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

LE BANQUIER
DES AMBITIONS
LOCALES

LVMH

MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

Leader mondial des produits de prestige, nous considérons la consolidation des états financiers de nos 200 sociétés comme un outil de gestion et de communication. Pour succéder à l'actuel titulaire du poste, promu responsable du service, nous recherchons notre nouvel

JEUNE ADJOINT DU RESPONSABLE CONSOLIDATION

■ Au sein d'une petite équipe, vous interviendrez auprès du Responsable de la Consolidation du Groupe sur tous les aspects opérationnels de la fonction.

■ Vous participerez notamment à la mise en place du nouveau système intégré de reporting et de consolidation.

■ Par la vision globale que vous aurez des activités du Groupe et la fréquence de vos contacts avec des interlocuteurs de haut niveau, vous occuperez un poste vivant et évolutif.

■ De formation supérieure (ESC + DECF), vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans acquise au sein d'un cabinet d'audit international ou du service consolidation d'un grand groupe. Vous êtes familiarisé avec l'outil informatique et vous maîtrisez l'anglais.

■ Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) sous la référence C 308 M à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, BP 629-08, 75366 Paris cedex 08, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

GRANDE
BANQUE
SPECIALISEE
POUR LES
INSTITUTIONNELS

Responsable de portefeuille

Vous rejoignez notre direction de l'exploitation commerciale qui gère en direct un certain nombre de comptes d'institutionnels et d'établissements financiers.

Vous prenez en charge un pôle de clientèle constitué essentiellement de sociétés financières. Vous encadrez l'équipe chargée de la gestion de ces comptes et assurez la promotion des produits et services du groupe.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un responsable de clientèles bancaires, soucieux d'évoluer vers un portefeuille "grands comptes". Votre professionnalisme, votre sens de l'organisation et des relations humaines vous permettront d'animer votre équipe avec souplesse et d'améliorer les résultats.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV), sous référence 390, à MEDIA PA 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

مكتبة النحل

Le Monde de la Gestion

Banque privée de renom
recherche à Paris (8^{ème}) son

Exploitant Senior

Rattaché directement au responsable de notre succursale, vous gèrerez notre clientèle d'entreprises et vous développerez ce fonds de commerce en ayant le souci de sa rentabilité et de la qualité de son risque.

Autour de 30 ans, issu d'une grande Ecole de Commerce (ESSEC, HEC, SUP de Commerce Paris) ou d'une grande université (Dauphine...) vous avez une expérience d'au moins 3 ans de l'exploitation face à une clientèle d'entreprises.

Votre caractère commercial affirmé, votre dynamisme comme votre sens du risque feront de vous un interlocuteur apprécié conjointement par nos clients et par notre structure.

Contactez Frédéric Serres au 42 89 30 03 ou adressez votre candidature + CV + photo + n^o tél. + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. FS7102MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

Prestigieux groupe financier US recherche pour sa filiale française
en démarrage (Art. 99) un

Responsable Back Office et Comptabilité

Rattaché au Directeur Financier, vous aurez quatre responsabilités essentielles :

- La mise en place, animation et gestion du Back Office des OPCVM et autres produits gérés et commercialisés par la Société,
- La mise en place et gestion des Comptabilités,
- Le Reporting vers les autorités de tutelle et vers la maison-mère US.
- La transposition en France du Système d'Information de la maison-mère.

A environ 30/35 ans, ESC + DECS ou équivalent, vous avez quatre à huit ans d'expérience

de la gestion administration et comptable des OPCVM, si possible après une expérience en audit. Votre excellent niveau d'anglais écrit et parlé sont pour vous des atouts complémentaires pour rejoindre cette structure en démarrage où votre évolution de carrière et votre rémunération seront à la hauteur de votre dynamisme et de votre engagement personnel.

Contactez nous au (1) 42.89.30.03 ou écrivez à Yves Boissonnat, Michael Page Banking, 10, rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf. YB7188MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

Important groupe spécialisé dans le
domaine des Télécommunications, nous recherchons à la pointe de la
technologie. Nous recherchons un

TRESORIER

A 30/35 ans, diplômé d'une école d'ingénieur ou équivalent, vous avez acquis une expérience significative à un poste similaire. Rattaché au Directeur Financier vous serez chargé de la gestion de la trésorerie, de l'élaboration et du suivi des prévisions, ainsi que de son reporting. En relation avec les organismes bancaires vous négociez les conditions de financement, les lignes de crédit et assurez les opérations de couverture de change et de taux d'intérêt. De larges perspectives d'évolution sont possibles au sein de notre groupe pour un candidat de valeur. Poste basé à Vélizy.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence TM 07 à Christine Capelle-Grénié, Alcatel CIT, 10 rue Latécoère, 78141 Vélizy Cedex.



LE BANQUIER
DES AMBITIONS
LOCALES

PARTICIPER ACTIVEMENT A NOTRE DIVERSIFICATION

Le Crédit Local de France, filiale d'un des plus puissants groupes financiers français, leader sur le marché du financement des collectivités locales (+40% parts de marché) développe aujourd'hui son savoir-faire, en finançant des projets diversifiés. C'est pourquoi nous recherchons un :

CHARGÉ DE CLIENTÈLES SPÉCIALISÉES

A 30-35 ans environ, de formation supérieure vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum, au sein d'une banque ou d'un établissement spécialisé. Vous connaissez bien les entreprises du BTP ou les concessionnaires intervenant auprès du secteur public (environnement - rénovation - entretien d'équipements publics locaux).

Votre expertise de la micro-informatique et des simulations financières sera un atout majeur. Bien sûr, vous maîtrisez au moins une langue étrangère (l'anglais de préférence).

Vous développerez pour nos clients une politique commerciale active auprès d'un réseau de prescripteurs et d'établissements de crédits.

Votre dynamisme commercial, votre goût du travail en équipe seront les garants de votre réussite dans cette mission.

Négociateur averti, vous savez allier rigueur, esprit concret et un certain sens du risque.

Merci d'adresser votre dossier à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT

Choisissez un partenaire performant.

Fort de nos 5300 clients, nous sommes la référence dans le domaine de l'information financière : gestion de trésorerie, gestion des immobilisations, consolidation, analyse financière... Notre progression (CA + 40 % en 1990), nous amène à rechercher

CONSULTANTS

De formation supérieure BAC + 4 (maîtrise de gestion, d'économie ou diplômé d'école de commerce), vous êtes débutant ou avez une première expérience. Après une formation spécifique, vous assurerez des missions de conseil auprès des Directions Financières pour accompagner la mise en place de nos logiciels financiers. Ce poste très autonome nécessite une réelle motivation pour les relations clientèle, de sérieuses aptitudes pédagogiques et des déplacements sur toute la France.

Nous vous offrons un environnement performant et une évolution au sein d'équipes dynamiques. Postes à pourvoir sur Paris (ref. CP-LM) et Lyon (ref. CL-LM).

FORMATEUR CONSOLIDATION

Dans un premier temps et après une période de formation aux logiciels de consolidation, vous conseillerez par téléphone nos utilisateurs (Directeurs Financiers, Responsables de consolidation) à l'utilisation optimale de nos logiciels. Dans un deuxième temps, vous assurerez des missions de formation/conseil. Vous êtes titulaire d'un BTS Comptabilité et Gestion, DECF ou DESCF.

Vous êtes utilisateur de micro-informatique. Une expérience en consolidation serait appréciée. (ref. F/LM)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à Yann LE BELLEC pour les références CP/LM et CL/LM ou à Philippe BRIZARD pour la référence F/LM - Cerg Finance Tour Eve - Place Sud - La Défense 9 - 92806 PUTEAUX.

CERG FINANCE



UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
D'IMPORTATION MONDIALE
RECHERCHE

fiscaliste senior

Au sein de la direction fiscale, européenne et africaine, vous assurez le suivi complet des sociétés françaises.

De formation supérieure (ENI, DESS, DEA en fiscalité ou équivalent),

vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans la fiscalité des entreprises.

Vous avez à votre actif des réalisations significatives.

Vous rapportez au directeur de la fiscalité Européenne et Africaine.

Anglais INDISPENSABLE, seconde langue appréciée.

Appelez au (3) 42.27.40.27

du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h et le samedi de 10 h à 13 h, ou adressez vos CV, photo et prétentions, sous référence 21581 à Media-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Évoluant au sein d'un Groupe industriel à forte notoriété, notre société (150 MF de CA - 210 personnes) développe un savoir-faire technologique de pointe et s'adresse aux grands maîtres d'œuvre de l'aéronautique et de l'espace. Nous créons le poste de

Contrôleur de gestion industriel

En étroite collaboration avec le Directeur Financier, vous êtes responsable de la mise en place du système de gestion et intervenez sur 3 sites de production.

Vous êtes chargé notamment de l'élaboration des budgets, plans et tableaux de bord, de la valorisation des stocks, de l'analyse des coûts de revient, des études de rentabilité des investissements. Garant de la fiabilité des informations chiffrées, vous participez à l'amélioration des procédures et à la préparation des décisions.

Agé de 30 ans, vous avez une formation supérieure (Finances, Gestion) et une expérience de 5 ans en milieu industriel.

Votre polyvalence, votre envergure, votre aisance relationnelle vous permettront à terme d'élargir vos responsabilités dans un groupe en pleine évolution.

Une bonne pratique de l'informatique est nécessaire.

Poste basé dans les Hauts de Seine.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la réf. LM 175 A à notre Conseil ARCO - Dominique GILLE - 18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

PARIS/RHÔNE-ALPES

ARCO

CONFESSE

Le Monde de la Gestion

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT RESSOURCES HUMAINES

Banque - 250/300.000 F

Un important établissement financier, très implanté en région parisienne, recherche son responsable développement ressources humaines. Rattaché au directeur des ressources humaines et assisté d'une équipe de 5 personnes, il assurera l'ensemble de la gestion prévisionnelle des emplois/carrières, le recrutement, la formation. Il aura la capacité à élargir rapidement ses fonctions. Ce poste conviendrait à un can-

didat, âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et ayant acquis une véritable expérience de généraliste de la fonction personnel dans la banque ou dans un établissement financier. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9902M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

GESTIONNAIRE DE CARRIERE

Banque - 200.000 F

Un important établissement financier, très implanté sur la région ouest de Paris, recherche un gestionnaire de carrière pour compléter l'équipe en place de 5 personnes. Basé au siège et rattaché au responsable développement ressources humaines, il sera responsable des carrières, du recrutement et de la gestion pour une partie du personnel de la banque. Il aura une aptitude à communiquer, notamment vis-à-vis des opération-

nels de la banque. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (CELSA, IGS...) ayant acquis une courte expérience (environ 2 ans) de la fonction personnel dans la banque ou en entreprise. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9903M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

bip

Gestion de capitaux, ingénierie financière, assurance vie, affaires, gestion de patrimoine... dans tous ces domaines, la Banque Internationale de Placement affirme le savoir-faire d'une équipe de professionnels jeunes et qualifiés. Des femmes et des hommes engagés dans la voie du conseil : tournés vers l'avenir, ils n'ont qu'un objectif, aider les entreprises et les particuliers à prendre la meilleure décision.

ANALYSTE

Grâce à des méthodes quantitatives sophistiquées, vous analyserez les marchés financiers et développerez des outils d'aide à la décision, pour notre salle des marchés et les gestionnaires de fonds. Vous évoluerez dans un environnement informatique performant (station de travail, interface graphique).

De formation scientifique supérieure, vous êtes débutant ou avez déjà une première expérience. La modélisation mathématique et l'utilisation de méthodes statistiques vous motivent.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo), en précisant la réf. PH-AA2 à BIP, Direction des ressources humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

LVMH
MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

Leader mondial des produits de prestige, nous renforçons la structure financière de notre holding en recherchant un

CONTROLEUR DE GESTION SENIOR

Rattaché au Directeur Financier du Groupe, vous prendrez en charge le suivi du contrôle de gestion du secteur Champagne et Spittieux (10 Milliards de F de CA), réalisant plus de 85 % de son activité à l'étranger.

En charge des plans et des budgets, vous assurerez l'analyse et la synthèse des informations transmises par les filiales. Vos interlocuteurs seront les Directions opérationnelles en filiales, et le Directeur Financier du Groupe.

Cette fonction est importante pour le Groupe, et vous devrez pour l'assurer avec succès, être diplômé d'une Grande Ecole (HEC, ESSEC, ESCP...), être âgé de 30 à 40 ans, et avoir une solide expérience du contrôle de gestion acquise dans un environnement international.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil, CLP Associés, sous réf. 215LM ou 33, avenue du Maine, 75015 Paris, ou téléphoner au 45.38.62.62.

Un Groupe leader du secteur BTP bénéficiant d'une croissance exceptionnelle depuis près de 10 ans recherche, dans le cadre d'une expansion significative par acquisition à l'étranger, un :

Contrôleur de gestion international

Paris

370 KF +

Il devra animer la mise en place harmonisée mais progressive de systèmes de reporting mensuels performants et adaptés. Il suivra, analysera et commentera ces reporting de gestion. En outre, il montera des plans mensuels et annuels dont il suivra la réalisation.

Ses interventions porteront sur des entités juridiques, européennes principalement. Les principaux pays concernés (à court et à moyen terme) seront la Belgique, le Portugal, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Allemagne. Il se déplacera à plus de 40 % de son temps.

Le candidat doit être âgé de 30/35 ans avec une expérience similaire exclusivement dans le secteur du BTP. Il doit impérativement parler couramment l'anglais et l'allemand.

Il faut un homme de terrain et de dialogue, capable de s'adapter rapidement à tous les contextes.

Contactez Antoine MORGAUT ou Jérôme GIRAUD au 45.62.90.00, ou adressez votre dossier de candidature sous référence AM 1219 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

DIVISION SWAP

Leader sur les marchés des swaps, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE poursuit son développement international et renforce ses équipes spécialisées.

Diplômé de POLYTECHNIQUE, NORMALE, MINES, CENTRALE, ENSAE, HEC, ESSEC, DESS, DEA, vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience.

Vous êtes attiré par les marchés de capitaux, les swaps, les futurs, les options.

Rester leader est notre ambition, rejoignez-nous pour y contribuer comme :

- **MARKET MAKERS** sur SWAP et FRA sur toutes devises,
- **COMMERCIAUX** auprès des grandes entreprises, investisseurs...,
- **RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT** sur nos nouveaux produits,
- **INGÉNIEUR FINANCIER** et montages spéciaux.

Nos métiers passionnants et internationaux requièrent de réelles qualités d'entrepreneurs, une forte motivation, capacités d'imagination et esprit de compétition dans un contexte de travail en équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo s/réf. DS/LM à Sylvie MARAIS Société Générale - Service du Recrutement - 59, rue de Provence - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Un important groupe industriel international d'implantation mondiale recherche un Assistant trésorerie et financements internationaux. Vous êtes rattaché à la trésorerie internationale. Vous participez à l'optimisation de la trésorerie internationale, au financement des filiales étrangères, ainsi qu'aux dossiers de cessions/acquisitions. Vous assistez le trésorier dans les simulations et études sur taux/devises et la négociation d'instruments financiers.

Assistant trésorerie et financements internationaux

De formation école de commerce ou équivalent, vous possédez au minimum 3 à 4 ans d'expérience dans un service financier. Ce poste nécessite une bonne connaissance des tableaux et la maîtrise de l'anglais. Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions), sous réf. 21600, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

LILLY:

TOUTES LES OPPORTUNITES D'UN GRAND DE LA SANTE

Première filiale du laboratoire pharmaceutique américain Eli Lilly, LILLY FRANCE (1,9 milliard de CA, 1200 personnes) a de grands projets d'investissements sur son site de production de Strasbourg et recherche

Contrôleur de gestion

Débutant(e) ou disposant de 2 à 3 années d'expérience, diplômé(e) d'une grande école de commerce, vous serez chargé(e) du contrôle de gestion de l'une des divisions de l'usine. Outre le calcul des prix de revient et les activités de reporting, la mission s'étendra largement vers le partenariat avec les opérationnels pour développer les budgets, investissements et analyses ponctuelles servant d'aide à la décision.

Vous êtes passionné(e) par la micro-informatique et possédez le goût d'entreprendre dans un esprit de communication positive ?... Alors, venez rejoindre un des grands de la Santé. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si notre projet vous séduit, adressez un CV avec lettre manuscrite et photo sous réf CG, Département des Ressources Humaines, Lilly France, rue du Colonel Lilly, 67640 Fegersheim.

Lilly

مكتبة الأمل

MARCHÉS FINANCIERS

Le rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement

La croissance dans le tiers-monde passe par de meilleures relations entre l'Etat et le marché

Ni dirigisme ni laissez faire, mais une meilleure répartition des tâches entre Etat et marché dans le contexte d'une intégration mondiale accrue, telle est la réponse au « défi » du développement que la Banque mondiale propose dans son rapport sur le développement dans le monde en 1991 publié lundi 8 juillet. Constatant que la croissance moyenne du PIB (produit intérieur brut) des pays en développement a chuté de moitié en deux ans, tombant à 2,2 % en 1990 (son taux le plus faible depuis 1982), les auteurs du rapport jugent qu'il est temps de promouvoir partout des marchés compétitifs.

Utilisant un langage particulièrement direct, les experts de la Banque mondiale conseillent aux Etats du tiers-monde de ne pas intervenir dans la vie économique « dans le détail » — en menant des actions de genre contrôle des prix, accord de licence de production ou nationalisation — et leur proposent de se charger d'assurer au marché « un environnement macroéconomique stable ».

Le rapport rappelle que les gouvernements des pays en développement doivent non seulement réduire les dépenses publiques (et militaires en particulier), résorber les déficits et préserver la stabilité de leur monnaie, mais aussi assurer au marché une infrastructure et des institutions adéquates.

En fait, pour la Banque mondiale, le rôle de l'Etat en matière de développement commence là

où s'arrête celui du marché. Au premier, donc, revient le soin d'améliorer les systèmes éducatifs et judiciaires, de défendre la propriété, de protéger l'environnement et d'intensifier la lutte contre la maladie et la pauvreté, afin que le second permette la croissance de l'industrie et du commerce dans un climat de sécurité et de confiance.

Cette analyse des rapports entre l'Etat et le marché est proposée alors que les Etats-Unis insistent pour que la Banque mondiale, traditionnellement spécialisée dans les grands programmes d'aide publique, intervienne pour la réalisation de projets privés dans le tiers-monde. La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans le secteur privé, a d'ailleurs obtenu, le mois dernier, une augmentation importante de son capital (le Monde du 2 juillet).

L'intégration des marchés constitue pour la Banque mondiale un autre préliminaire indispensable au développement. Le Brésil, le Chili, la République de Corée et la Turquie sont autant de pays qui en ont largement tiré profit. « Un accès libre aux marchés des pays industrialisés ferait gagner aux pays en développement quelque 55 milliards de dollars de recettes additionnelles d'exportation, soit autant que l'aide qu'ils reçoivent », souligne le rapport. L'organisme de Washington lance un appel au Nord, rappelant qu'un échec des négociations commerciales multilatérales, qui ont débuté en 1986 dans le cadre du GATT et se poursuivent toujours, assombrirait considérablement l'avenir du développement.

Moins bons que prévus

Les résultats des Banques populaires sont affectés par l'affaire Tuffier

Ce sont des résultats décevants, moins bons que les chiffres provisoires donnés il y a deux mois (le Monde daté 8 mai) que le président du groupe des Banques populaires, M. Jacques Delmas-Marsalet, a annoncé le 5 juillet. Et ce, en raison d'une « meilleure prise en compte de l'affaire Tuffier », société de Bourse dont le groupe bancaire est actionnaire à 12 %.

Ce sont finalement 140 millions de francs d'abandon de créances et 70 millions de francs de pertes sur des emprunts d'Etat qui ont été enregistrés dans les comptes. Conséquences : les provisions sont en hausse de 48 % (au lieu de 31 %), entraînant une dégradation de 19,4 % (au lieu de 8,4 %) du résultat net d'exploitation. Le bénéfice s'améliore de 2,9 % (au lieu des 4 % prévus) à 1 162 millions de francs grâce à des opérations hors exploitation.

M. Delmas-Marsalet a, par ailleurs, confirmé pour son groupe les tendances observées dans le reste de la profession (le Monde daté 23 avril) : érosion de la marge d'intérêt et montée des sinistres domestiques. L'érosion de la marge d'intérêt est imputable au renchérissement des ressources (+0,5 point en moyenne depuis trois ans) dû à la modification du comportement des déposants qui privilégient les placements mieux rémunérés (SICAV monétaires, PEP) à des dépôts non ou peu rémunérés (dépôts à vue, comptes sur livrets).

(Publicité)

ERRATUM

Dans l'édition du 4 daté 5 juillet 1991 il fallait lire, dans notre tableau boursier second marché, pour la valeur International Computer (IC), la cotation suivante : 162 au lieu de 102.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements :
46-62-72-67

La COB a ouvert une enquête sur le titre CSEE

La Commission des opérations de Bourse (COB) a lancé la semaine dernière une enquête sur le marché du titre CSEE. Depuis l'arrivée surprise de la firme d'investissement Quadral de M. Yassid Sabeg et sa prise de pouvoir au conseil d'administration et à la présidence de la CSEE, les nouveaux actionnaires n'ont pas chuté. Ils ont déjà refusé d'approuver les comptes 1990 de l'entreprise et demandé la suspension du titre depuis mercredi dernier. De plus, ils ont demandé un audit au cabinet KPMG-Peet Marwick. Dans son rapport préliminaire, celui-ci fait état de pertes s'élevant à 200 millions de francs contre les 3 millions précédemment annoncés (le Monde du 5 juillet). Ces pertes dissimulées ont en partie justifié l'ouverture de cette enquête.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	27 juin 1991
Total actif	655 574
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	110 433
Escom	55 712
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 712
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 540
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (bons et obligations)	43 837
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	1 079
Effets privés	119 373
Effets en cours de recouvrement	37 998
Total passif	655 574
Solde en circulation	254 739
Comptes courants des établissements financiers	81 683
Comptes courants du Trésor public	18 005
Recettes de liquidité	10 327
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Escom à l'ordre du Fonds européen de coopération monétaire	58 059
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	182 056

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

Le projet Euroquota est abandonné

Euroquota, projet de réseau informatique d'interconnexion des Bourses du Vieux Continent, ne verra pas le jour. Alors qu'en effet les membres de la Fédération des Bourses de la Communauté européenne (FBCE), réunis vendredi 5 juillet à Amsterdam, ont décidé de leur précédente réunion au mois de mai dernier à Athènes, les douze partenaires de la FBCE s'étaient donné six semaines pour dégager un consensus, entre autres sur l'opportunité d'une augmentation de capital de 9,5 millions de francs.

Initialement, le projet avait été divisé en deux parties. Les Anglais y voyaient un concurrent direct de SEAO International, système européen de transaction automatisé, utilisé actuellement à Londres 93 % des ordres boursiers intereuropéens. Les Français s'y étaient opposés et les Allemands préféraient faire une pause et réfléchir. Lors de la réunion de vendredi dernier, les Britanniques ont été convaincus de la nécessité de la firme suisse Sandoz Nutri-tion (5,4 milliards de francs de chiffre d'affaires mondial), très connue en particulier pour ses marques Céréal, Wess, Omavoline et Isostar.

Les publications Filippachi enregistrent un résultat net de 120,4 millions de francs. Les publications Filippachi ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,386 milliard de francs, en recul de 1,4 % par rapport à 1989. Cependant, le résultat progresse de 8,3 % et s'établit à 120,4 millions de francs. En 1990, le groupe avait dû céder la perle de certains titres ou en céder (Top 50, Références, Fortune France), ce qui ne sera vraisemblablement pas le cas en 1991. L'hebdomadaire 7 a Paris continue donc, dorénavant confié à M. Hervé Desjardins, déjà responsable de l'Echo des Savanes (Ed. Albin Michel). Son ancienne équipe travaille sur le projet de supplément magazine du Journal du Dimanche qui devrait voir le jour début 1992.

Utiliser : croissance des investissements. - Unifin, holding du secteur «énergie» du groupe Lyonnais des eaux-Dumez, a triplé au cours du dernier exercice ses investissements financiers, passés de 68,3 millions de francs à 218,8 millions, par une prise de participation de 10,36 % dans Cegedel (Luxembourg), une augmentation du capital de la principale filiale, Cofreth et le rachat à EDF de 2,23 % de la CPCU. De leur côté, les investissements des filiales ont dépassé 400 millions de francs : les investissements financiers, notamment, ont doublé, atteignant 210 millions, pour le

PARIS, 8 juillet

Sans relief

La Bourse de Paris a commencé la semaine sur une note pessimiste, dans le sillage de l'ensemble des marchés. En retrait de 0,82 % dès le début des échanges, les valeurs françaises ont continué d'accentuer leurs pertes au fil des transactions. En fin de journée, leur retard atteignait 1 %. En début d'après-midi, le sentiment n'était pas meilleur. Plus tard dans la journée, l'indice CAC 40 s'inscrivait à 1,03 % au-dessous de son précédent niveau.

La semaine a effectivement débuté sur une note pessimiste. Au Japon d'abord, où les quatre grandes maisons de courtage et indirectement les sanctions qu'elles encouraient ont pesé sur la tendance. Au final, l'indice Nikkei a abandonné près de 3,2 %. Si les opérateurs japonais attendaient un signe de Tokyo... La lourdeur du MATIF, qui selon certains opérateurs pourrait causer les 104 points, le taux de l'argent au jour le jour, qui est toujours très tendu, atteignant 9,11/16 % pour le haut de la fourchette... tous ces éléments une fois ce froid jeté, ont pesé sur la semaine. Le léger décalage sur la monnaie américaine n'a pas non plus été suffisant pour donner une bonne impulsion au marché.

Témoin de cette morosité ambiante, la faiblesse des courants d'échanges au cours de cette séance. A la mi-journée, il ne restait que 850 millions de francs sur les marchés à règlement mensuel et comptant confortables. Du côté des valeurs, les plus fortes progressions étaient enregistrées par Hachette et Cap Gemini Sogefi. Le numéro un européen des services informatiques, qui, à la mi-séance 3,4 % pour 29 000 titres. Ce dernier a été soutenu pendant une dernière heure à l'annonce du rapprochement de Sogefi, son actionnaire majoritaire avec 58 % et de Delmas, filiale de Daimler-Benz (lire page 15).

TOKYO, 8 juillet

Très vif repli

La Bourse de Tokyo a terminé en très forte baisse, lundi, l'indice Nikkei a clôturé à son plus bas niveau de l'année, en repli de 722,17 points à 22 176,17, soit un recul de 3,15 %. Le plus récent record à la baisse atteint en clôture datait du 16 janvier dernier (22 442,70 points). Le niveau le plus bas enregistré en cours de séance cette année remonte au 17 janvier dernier (22 059,52 points).

Au terme des échanges, des opérateurs rapportent que la Bourse de Tokyo avait été affectée par des informations de la presse japonaise selon lesquelles le ministre des finances pourrait annoncer des sanctions contre les quatre grandes maisons de courtage japonaises.

FAITS ET RESULTATS

□ Rhône-Poulenc rendra Diététique et Santé à Sandoz. - Dans le cadre de son opération de recentrage sur ses activités stratégiques, le groupe chimique français Rhône-Poulenc vient de revendre à la firme suisse Sandoz Nutri-tion (5,4 milliards de francs de chiffre d'affaires mondial), très connue en particulier pour ses marques Céréal, Wess, Omavoline et Isostar.

Les publications Filippachi enregistrent un résultat net de 120,4 millions de francs. Les publications Filippachi ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,386 milliard de francs, en recul de 1,4 % par rapport à 1989. Cependant, le résultat progresse de 8,3 % et s'établit à 120,4 millions de francs. En 1990, le groupe avait dû céder la perle de certains titres ou en céder (Top 50, Références, Fortune France), ce qui ne sera vraisemblablement pas le cas en 1991. L'hebdomadaire 7 a Paris continue donc, dorénavant confié à M. Hervé Desjardins, déjà responsable de l'Echo des Savanes (Ed. Albin Michel). Son ancienne équipe travaille sur le projet de supplément magazine du Journal du Dimanche qui devrait voir le jour début 1992.

Utiliser : croissance des investissements. - Unifin, holding du secteur «énergie» du groupe Lyonnais des eaux-Dumez, a triplé au cours du dernier exercice ses investissements financiers, passés de 68,3 millions de francs à 218,8 millions, par une prise de participation de 10,36 % dans Cegedel (Luxembourg), une augmentation du capital de la principale filiale, Cofreth et le rachat à EDF de 2,23 % de la CPCU. De leur côté, les investissements des filiales ont dépassé 400 millions de francs : les investissements financiers, notamment, ont doublé, atteignant 210 millions, pour le

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3310	3280	Idenova	134	135 90
Amalg Associes	287	297	Innov. Hôpital	630	615
B.A.C.	139	139	Innov. Computer	162	162
Boue Venne	810	786	I.P.B.M.	102	102
Boureaux (Ly)	356	345 50	Loca Invest	248	245
Boureaux (Ly)	208	...	Locam	80	80
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	388	383	M&M Comen	121 90	121 90
Cablecom	381	381	M&M	158	158
Cedif	629	629	Publi-Figaro	378	380
CEGEF	152	154	Royal	705	705
C.F.P.I.	250	261 30	Rhône-Alp. Ec. (Ly)	332	332
C.N.I.M.	900	900	S.H.M.	160	158
Codispar	251	300	Select Invest (Ly)	103	...
Cofinorma	1100	1105	Sarbo	403 50	400
Credis	210	200	S.M.T. Group	130	...
Daphin	387 50	385	Sopra	270	270
Delmas	1134	...	T.F.T.	328 80	328
Demachy Worms Co.	499	489	Thomson H. (Ly)	278	...
Demachy	355	350	Unilog	189 90	184 10
Devilla	345	340	Viel et Co.	91	90
Difos	128	128	Y. St-Laurent Group	782	785
Edisons Refroid	215 50	215 50			
Europ. Production	263 80	266			
Fenover	126	126			
Frankfort	129	...			
G.F.F. (group. Jon.)	219 90	217			
Grand Live	389	389			
Genovaph	218	...			
Group Origry	659	678			
Guinot	950	950			
I.C.C.	225	225 10			
IDA	330	334 50			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 juillet 1991

Nombre de contrats : 71 976

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	184,44	184,46	184,56
Précédent	184,21	184,36	184,56

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
104	1,07	1,58	0,64	1,17

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 7 690

COURS	juillet	août	septembre
Dernier	1 729,5	1 740,5	1 750,5
Précédent	1 718	1 731	1 735

CHANGES

Dollar : 6,1460 F

A Paris, lundi 8 juillet, le dollar a clôturé en baisse à 6,1460 F, contre 6,1980 F à la clôture des échanges interbancaires de vendredi 5 juillet. A Tokyo, la devise américaine a perdu 0,48 yen, lundi 8 à 136,75 yen contre 139,23 yen à la clôture de vendredi.

FRANCFORT	5 juillet	8 juillet
Dollar (en DM)	1,825	1,814
TOKYO	5 juillet	8 juillet
Dollar (en yen)	139,23	136,75

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (8 juillet)	9 916/11 116
New-York (5 juillet)	9 116/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 111,50
Valeurs étrangères : 123
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 468,67
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1788,65 / 1723,14

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 2 932,46
LONDRES (indice Financial Times) : 2 478,40
100 valeurs : 1 904,78
30 valeurs : 1 911,50
Mines d'or : 217,10
Fonds d'Etat : 84,55

FRANCFORT : 4 juillet : 1 616,11 / 1 618,91
Dax : 1 616,11 / 1 618,91
TOKYO : 5 juillet : 22 896,34 / 22 176,17
Indice général : 1 783,23 / 1 729,91

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT. MOIS	UN AN
\$ E.-U.	6,1585	6,1600	+194	+204	+380
S. can.	5,3842	5,3879	+57	+70	+103
Yen (100)	4,4379	4,4406	+85	+96	+174
DM	3,3903	3,3930	+10	+24	+46
Florin	3,0112	3,0127	+9	+17	+24
FB (100)	16,4530	16,4660	+90	+140	+150
FS	3,9321	3,9356	+51	+65	+109
L (1 000)	4,5534	4,5562	+82	+61	+139
£	16,0180	16,0270	+130	+100	+230

TAUX DES EUROMONNAIES

2-1	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114	120	126	132	138	144	150	156	162	168	174	180	186	192	198	204	210	216	222	228	234	240	246	252	258	264	270	276	282	288	294	300	306	312	318	324	330	336	342	348	354	360	366	372	378	384	390	396	402	408	414	420	426	432	438	444	450	456	462	468	474	480	486	492	498	504	510	516	522	528	534	540	546	552	558	564	570	576	582	588	594	600	606	612	618	624	630	636	642	648	654	660	666	672	678	684	690	696	702	708	714	720	726	732	738	744	750	756	762	768	774	780	786	792	798	804	810	816	822	828	834	840	846	852	858	864	870	876	882	888	894	900	906	912	918	924	930	936	942	948	954	960	966	972	978	984	990	996	1000
-----	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------

BOURSE DU 8 JUILLET

Cours relevés à 13 h 45

REGISTRATION													Réglement mensuel													Competition												
Champion	VALEURS	Cross points	Premier cours	Deuxième cours	%	Competition	VALEURS	Cross points	Premier cours	Deuxième cours	%	Competition	VALEURS	Cross points	Premier cours	Deuxième cours	%	Competition	VALEURS	Cross points	Premier cours	Deuxième cours	%	Competition														
4000	CALIF. S.P.	3888	880	4016	+0.75	Competition	4000	3888	880	4016	+0.75	Competition	4000	3888	880	4016	+0.75	Competition	4000	3888	880	4016	+0.75	Competition														
888	B.N.P. T.P.	880	880	880	-0.25	Competition	888	880	880	880	-0.25	Competition	888	880	880	880	-0.25	Competition	888	880	880	880	-0.25	Competition														
1280	Hamlet T.P.	1280	1280	1280	0.00	Competition	1280	1280	1280	1280	0.00	Competition	1280	1280	1280	1280	0.00	Competition	1280	1280	1280	1280	0.00	Competition														
1280	St. Louis T.P.	1280	1280	1280	0.00	Competition	1280	1280	1280	1280	0.00	Competition	1280	1280	1280	1280	0.00	Competition	1280	1280	1280	1280	0.00	Competition														
880	Thomson T.P.	1002	1001	1001	-0.01	Competition	880	1002	1001	1001	-0.01	Competition	880	1002	1001	1001	-0.01	Competition	880	1002	1001	1001	-0.01	Competition														
760	ADCOX	767	763	763	-0.52	Competition	760	767	763	763	-0.52	Competition	760	767	763	763	-0.52	Competition	760	767	763	763	-0.52	Competition														
576	Alamo-Alabama	548	541	541	-0.76	Competition	576	548	541	541	-0.76	Competition	576	548	541	541	-0.76	Competition	576	548	541	541	-0.76	Competition														
1480	Ala-Super	1562	1564	1564	+0.16	Competition	1480	1562	1564	1564	+0.16	Competition	1480	1562	1564	1564	+0.16	Competition	1480	1562	1564	1564	+0.16	Competition														
3888	Arjoon, Priem	3888	376	374	-0.42	Competition	3888	3888	376	374	-0.42	Competition	3888	3888	376	374	-0.42	Competition	3888	3888	376	374	-0.42	Competition														
1120	AFB St. Canada	800	800	800	0.00	Competition	1120	800	800	800	0.00	Competition	1120	800	800	800	0.00	Competition	1120	800	800	800	0.00	Competition														
1120	Am. M. M. M.	1120	1120	1120	0.00	Competition	1120	1120	1120	1120	0.00	Competition	1120	1120	1120	1120	0.00	Competition	1120	1120	1120	1120	0.00	Competition														
238	Am. for Ca. Mid.	800	800	800	0.00	Competition	238	800	800	800	0.00	Competition	238	800	800	800	0.00	Competition	238	800	800	800	0.00	Competition														
128	Ball Investments	880	880	880	0.00	Competition	128	880	880	880	0.00	Competition	128	880	880	880	0.00	Competition	128	880	880	880	0.00	Competition														
880	Bay H.V.	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition														
880	Begley-Hay	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition														
880	Begley-Hay	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition														
736	St. Louis	736	736	736	0.00	Competition	736	736	736	736	0.00	Competition	736	736	736	736	0.00	Competition	736	736	736	736	0.00	Competition														
550	S.L.P.	550	550	550	0.00	Competition	550	550	550	550	0.00	Competition	550	550	550	550	0.00	Competition	550	550	550	550	0.00	Competition														
965	B.N.P. T.P.	965	965	965	0.00	Competition	965	965	965	965	0.00	Competition	965	965	965	965	0.00	Competition	965	965	965	965	0.00	Competition														
2420	B.N.P. T.P.	2420	2420	2420	0.00	Competition	2420	2420	2420	2420	0.00	Competition	2420	2420	2420	2420	0.00	Competition	2420	2420	2420	2420	0.00	Competition														
576	B.N.P. T.P.	576	576	576	0.00	Competition	576	576	576	576	0.00	Competition	576	576	576	576	0.00	Competition	576	576	576	576	0.00	Competition														
128	AFB St. Canada	880	880	880	0.00	Competition	128	880	880	880	0.00	Competition	128	880	880	880	0.00	Competition	128	880	880	880	0.00	Competition														
880	B.N.P. T.P.	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition														
1880	Carroll	1880	1880	1880	0.00	Competition	1880	1880	1880	1880	0.00	Competition	1880	1880	1880	1880	0.00	Competition	1880	1880	1880	1880	0.00	Competition														
1280	Calif. S.P.	1280	1280	1280	0.00	Competition	1280	1280	1280	1280	0.00	Competition	1280	1280	1280	1280	0.00	Competition	1280	1280	1280	1280	0.00	Competition														
151	C.C.P.	151	151	151	0.00	Competition	151	151	151	151	0.00	Competition	151	151	151	151	0.00	Competition	151	151	151	151	0.00	Competition														
880	C.C.P.	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition	880	880	880	880	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition														
128	C.C.P.	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128	128	0.00	Competition	128	128	128																	

COMPTANT (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

V	VALEURS		Emission		Rachet net		Emission		Rachet net		Emission		Rachet net	
		Frais incl.		Frais incl.		Frais incl.		Frais incl.		Frais incl.		Frais incl.		Frais incl.
A.A.A.	1021 98	997 05	France	822 48	802 40			Pays Europe	60667 75	60367 76				
Adelphi	222 22	222 22	France	27 48	27 48			Real Estate	1065 23	1065 23				
Agencia	765 19	732 24	France	11442 12	11273 02			Public, Econom	106 18	108 82				
Amel-gaz	7593 02	7300 98	France	4989 03	4996 58			Prof. Associations	27141 63	27141 63				
Angloph	620 07	602 01	France	1304 30	1277 40			Public	1078 78					
Arbitrage Court	8629 72	8615 48	Genoa	13846 63	13479 23			Quartz	128 87	125 53				
Asocio	1108 87	1108 87	Gen. Associations	165 08	162 44			Rafelator	889 94	873 73				
Asso	380 36	361 57	HLM	1197 53	1152 94			Reunion	180 87	180 87				
Aurad	1489 44	1426 94	HLM Marseille	12803 89				Reunion Travel	5325 89	5325 89				
Avenir Africa	1671 75	1636 56	Interp	110221 81	107011 56			Reunion-Vie	11437 15	11218 91				
Avenir C	504 08	504 08	Interp	13369 20	13369 20			Reunion-Vie	1043 81	1043 81				
Asa Capital	151 18	146 39	Interp	450 93	450 93			St. Honoré Band du T.	1037 16	1035 57				
Asa Court Term	7277 44	7277 44	Japan	171 18	167 18			St. Honoré Global	228 12	217 78				
Asa Europe	122 56	117 28	Jeannine	266 92	262 99			St. Honoré Invest.	750 16	716 16				
Asa Investments	119 11	113 96	Laiffe Asie	242 80	232 90			St. Honoré Met. Pac.	167 02	177 02				
Asa NFL	117 48	112 42	Laiffe Europe	248 07	238 90			St. Honoré Pacific	623 46	696 19				
Asa Premium	109 03	106 70	Laiffe Equip	253 04	242 72			St. Honoré PME	574 24	600 37				
Asa Values FR	119 58	113 96	Laiffe France	287 39	265 27			St. Honoré Real	1376 21	13730 29				
Capacities	5812 94	5814 03	Laiffe Inrech	223 47	214 36			St. Honoré Services	486 61	469 82				
Capital	8913 80	8626 40	Laiffe Japan	433 13	415 47			Science	1613 03	1613 03				
Capital	1200 22	1182 48	Laiffe Oblig	137 02	131 43			Scion-G	12889	12636 27				
Carden Pines	29 13	28 42	Laiffe Randome	196 80	189 78			Scouroux	1284 88	1284 88				
Cash	1220 06	1190 30	Laiffe Tech	390 01	374 11			Scodon	705 67	695 24				
Compagny	3723 31	3229 47	Laiffe Tech	200 07	207 68			Sec. Associations	1708 94	1708 94				
Commercio	320 02	364 44	Lemati	1189 59	1160 99			SDWAF Assoc.	688 48	649 01				
Credit	486 86	472 98	Lemati T.	5496 26	5277 44			S.E. Fr. opportunities	1052 58	1005 52				
Credit Capital Equip	1189 78	1162 58	Mediterranean	12115 57	11251 31			S.E. Fr. 1990	380 21	380 21				
Credit France	1197 58	1167 59	Loan Institution	2706 17	25948 30			S.T. E.	1482 68	1380 76				
Credit France	816 08	780 94	Loxha	882 95	876 42			Swifrance	841 55	824 38				
Decont Invenio	1004 31	951 06	Los Tréfor	2095 81	2076 02			Swim	423 11	411 79				
Decont Sical	251 56	240 76	Los 20 000	24298 20	24298 20			Swire	207 98	203 98				
Decont Sical	136 70	132 73	Lower Booms Inc	519 14	504 02			Shenier	485 47	453 01				
Enac	4022 17	4036 07	Lower Portland	760 62	681 91			S.H.L.L.	1207 56	1172 42				
Enac	127 22	127 22	Mediterranean	165 05	165 05			Shenier	485 47	453 01				
Equipe Evolutions	2954 75	2353 42	Mercant CIL	10032 48	9852 14			Sophisticat	328 29	318 24				

Actions

Agache (see fin.)	1154	1155	G.F.I.	276	294	80	Softs.	420		Vailo Managers	3000	
Applications (Hfr.)	1485	1600	Gr. Modine Paris	1480	1490		Softcal	1306	1308	Wagon Les	1201	1289
Artal	506	500	Groupo Vizcaya	1080	1121		Softlam (see Saram.)	160	69	West Reed Co.	34 301	14 35
Banco C.Moraco.	1300	1270	G.T.F. (Transport)	477	....		Softing	389	381			
B.L.Hypan. Export	358	40	Imvotaco	324	610		Soyapi	159	159			
B.N.P. Interest	480	283	Intercan	5650	5510		Southern Acropolis	620	612			
B.N.P. (see)	2950	1300	Int. Phine-Monaco	310	305	50	Southern	305	306			
Beldicaco	516	500	Intecan	418	420		Spain	770				
Boranco Interest	3178		Invest. (See Cte.)	2320	....		Sass. (P.F.)	369	50			
Buay. Quant.	3178		Latvian Prices	250	....		Seitico	3410	3400			
B.T.P.	69	50	Lib. Bonders	1373	1365		Seven-Angels	686				
Cambridge	620	520	Lisa-Exportaco	320	314		Ten Effel	235				
Carbono Lorraine	662	550	Lisa-Exportaco	320	314		Ullow	1035	1035			
Casa Pochaco	11	11	Localacram	416	....		U.T.A.	2220				
C.E.S.F. (Frige.)	420	387	Localat	171	....		Vest.	385	385	10		
Comensare Henry	486	485	Locala Valaco	500	589		Vicac	1200	1200			
Combat	50	80	Locala	3011	3011		Vulpiu	2780	2780			
Champion N.Y.	123	121	Locala Bill	1416	1383		Vuxu	138	138			
			Madison Bill	35	35		Wame Sal. Grasses	220				
			Max Ulpico	200	194							

Marché libre de l'or

COURS DES MONNAIES											
MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS		COURS			
	préc.	8/7	achat	vente		préc.	8/7				
Eats-Unis (1 usd).....	6 228	6 146	6 960	6 450					Jorge	125 30	125
Escudo (100 esc).....	6 967	6 998		340	Or fin (50 en barre).....	73500			Lacuna de Monte.....	286	
Escudo (100 dm).....	338 930	339 240	16	17	Or fin (50 en lingot).....	73800	72800		Nicolas.....	776	
Belgique (100 f).....	16 473	301 210	290	310	Napoléon 200.....	421	417		Panama Rn.....	1410	
Playas-Bon (100 p).....	30 126	4 556	4	4 800	Pis (P 10 U).....	380			Paraguay, Paricer.....	361	350
Real (1000 r).....	87 650	87 700	94	94	Pis (P 20 U).....	424	424		Peru.....	346	
Reusmark (1000 r).....	9 999		9 600	10 400	Pisas Lesine (20 U).....	420	415		Romano Rn.....	199 90	
Deu. Branneg (1 f).....	3 122		2 800	3 000	Souverain.....	525	525		St-Gabriel-Edenbourg	2300	
Guinea (100 drachmes).....	392 620	381	401	85	Pisces 20 dollars.....	1122 50	1122 50		Soma Mosa.....	201 50	
Suède (1000 lms).....	83 690	85	85	81	Pisces 10 dollars.....	575 25			S.P.R. sec. R.....	1524	1440
Suède (100 lms).....	85 890		46 900	45 300	Pisces 5 dollars.....	276			S.P.R. sec. R.....	3359	
Autriche (100 sch).....	4 500		5 180	5 200	Pisces 100 roubles.....	433	430		Ukraine.....	380	
Espagne (100 pes).....	3 877		3 500	3 500					Woltemann.....	1900	
Portugal (100 esc).....	5 440		5 250	5 650							
Canada (1 \$ can).....	4 687		4 320	4 620							

c : coup

Hors-cote

Blanch.	565361 64	565361 64	Nato Compt.	261120 02	261128 02	Technoc.	1087 78	1056 10
Braun	274 17	271 25	Nato Erg.	163300 03	161589 84	Tectro-G	5783 63	5581 18
Epacris	3307 93	3307 93	Nato-Ex.	1228 09	1220 57	Theozon	604 65	599 65
Epacris-Slow	4298 48	4298 77	Nato Erg. Tailor	728 86	7211 64	Thermus	139 74	133 74
Epacris Assoc.	24938 08	24938 08	Nato-Imm.	1137 97	1140 38	Thiery	1185 38	1173 64
Epacris Compt.	8742 10	8742 10	Nato-Imm.	1375 52	1541 63	Tripair Rel	13276 83	13226 83
Epacris Court Term.	621 29	621 25	Nato-Monitors	23430 35	23430 35	Trinacron	118070 34	118070 34
Epacris Onco-Proc.	1773 96	1726 47	Nato Obligations	542 01	527 50	Trilon	5101 09	5050 85
Epacris Industrie	90 46	88 04	Nato-Petersons	4403 14	4401 60	U.A.P. Jewwels	441 61	425 05
Epacris	64208 06	64208 06	Nato-Petersons	64589 08	64589 08	U.A.P. Acc.	541 80	522 42
Epacris Long Term	191 35	195 24	Nato-Racine	1024 69	1024 69	U.A.P. Acc. Fr.	571 51	555 24
Epacris Long Term	3630 23	3297 40	Nato-Racine	12045 60	12045 60	U.A.P. Acc. Fr.	571 51	555 24
Epacris Oblig.	189 89	185 78	Nato-Valheim	810 02	788 34	U.A.P. Adm.	203 40	196 05
Epacris Penalties	13375 26	13275 88	Nippon-G	6535 32	6294 92	U.A.P. Adm.	157 40	151 71
Epacris Penalties	1082 09	1053 13	Novi Sol Develop	1448 49	1445 63	UAP Moyer Term	137 12	123 08
Epacris Utes	4301 28	1289 54	Oct-Associations	1345 31	137 83	UAP Prim. Cam	10637 34	10233 44
Epacris Values	748 34	495 28	Oct-Associations	2522 49	2522 49	U-Acc. Acc.	123 84	123 84
Epelco	1230 40	1218 45	Odin	1102 08	1097 10	U-Fonster	147 23	124 58
Est Cash exp.	471 34	7751 34	Odin	164 97	162 53	Unifrance	528 62	524 98
Estimate card	655 24	638 10	Odion	1310 07	1257 10	Uniguarante	1330 03	1306 51
Euroland Leaders	1041 06	1010 74	Odionated Sol	11861 16	11861 16	Unigénes	1373 78	1340 27
Eurofin	1170 97	1142 41	Odion	23333 66	23382 78	Univern	2818 63	2564 76
Euro Gem	6506 32	6256 12	Optaco	1052 22	1065 58	Univern	219 73	219 73
Financ	13222 06	13222 06	Orval	6465 69	6705	Univern-Associ	132 85	128 50
Financ	8101 45	8082 32	Orval Capital Organisation	1356 31	1358 12	Univern Oblig.	1840 78	1793 88
Financ Finance	3630 23	359 91	Paribas	18154 64	19118 20	Valing	1900 10	1905 80
Financ Invest	1041 34	96 97	Paribas Corporations	155 75	124 36	Valnet	4943 82	4911 39
Financ Obligations	31 57	334 94	Paribas Prestations	569 77	546 54	Valnet	28510 04	25983 43
Financ Obligations	460 09	459 53	Paribas Revenue	54 19	33 26			
Financ	432 88	420 27	Paribas Revenue	20 13	202 07			
Financ Plans	107 68	104 55	Perival	820 26	802 21			
Financ-Regions	1186 84	1151 88	Placement A	1284 26	1258 88			
Financ-Associations	36 72	32 72	Placement B	9658 49	9664 25			
Financ-Comp.	39 51	37 94	Placement M	61867 62	61824 53			
Financ Court	1306 19	13061 69	Placement Nord	873 10	873 10			
Financ Court	235 80	232 32	Placement	1123 12	1123 12			
Financ-Espagne	31 37	30 80	Platix	124 58	121 22			

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

SCIENCES

Découverte sur des images vieilles de dix ans

Une nouvelle lune autour de Saturne

La masse considérable de données recueillies il y a dix ans par les deux sondes Voyager constitue une mine de découvertes qui est loin d'être épuisée. En étudiant les quelques trente mille images prises par Voyager-2 lors de son survol de Saturne en août 1981, un chercheur américain de l'université de Stanford (Californie) vient, en effet, de découvrir et d'identifier formellement la dix-huitième « lune » de cette planète.

Lancés en 1977, et perdus aujourd'hui au-delà des limites du système solaire, les deux engins américains nous ont déjà apporté sur les quatre planètes qu'ils ont « effleurées » (Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune) plus de connaissances que n'en avaient pu réunir tous les astronomes depuis Galilée (le Monde du 16 août 1989). Le seul exemple de Saturne est assez frappant : le nombre des satellites (ou « lunes ») observés et photographiés autour de la planète aux anneaux a doublé depuis ces missions interplanétaires, passant de neuf à la fin des années 70 à dix-huit aujourd'hui, avec la découverte de M. Mark Showalter, du centre d'astronomie radar de l'université de Stanford. Baptisée 1981 S 13, la « petite dernière » de la famille est un morceau de glace de 20 kilomètres de diamètre qui gravite à 133 590 kilomètres du centre de la planète aux anneaux.

En fait, au vu des données fournies par Voyager, les astronomes estiment actuellement que le nombre des lunes de Saturne pourrait bien atteindre vingt-quatre. C'est ainsi, explique M. Showalter (1), que l'on soupçonnait l'existence d'un satellite dans la « division d'Encke », un « vide » de 320 kilomètres de large situé dans le tiers extérieur de l'anneau A, l'un des plus brillants des sept principaux anneaux de la planète. Les bords de cette « division » présentent, en effet, des ondulations régulières pouvant s'expliquer par le passage d'un corps qui, à la manière du sillage produit par un bateau, déformerait l'ordonnement des poussières qui composent les anneaux.

Partant de cette hypothèse, M. Showalter et son équipe ont déterminé par le calcul l'orbite et la masse du corps susceptible de provoquer ces perturbations. A partir de la forme des oscillations observées, il leur fut même possi-

ble de déterminer la position exacte de cette « lune » hypothétique. Hélas, un examen rapide à l'œil nu révélait que cette dernière ne figurait sur aucun des images les plus précises de Voyager.

Restaient les autres photos - environ 30 000 - sur lesquelles le satellite, s'il existait, ne pouvait figurer que sous la forme d'un minuscule point lumineux, à condition d'agrandir au maximum la zone concernée. Chaque image du catalogue Voyager étant accompagnée de données qui précisent la position de la sonde, l'orientation de la caméra, et même le temps d'exposition, M. Showalter mit au point un programme informatique qui lui permit de sélectionner les quelques vues à examiner. Sur vingt-trois d'entre elles, la lune « 1981 S 13 » était au rendez-vous, exactement à l'endroit calculé...

Une énigme supplémentaire

« Un très beau travail, commente M^{me} Françoise Roque, qui, avec plusieurs autres astronomes de l'observatoire de Meudon, travaille, elle aussi, sur des images de Voyager. D'autres découvertes de ce genre interviendront probablement dans les années qui viennent. » A commencer, par exemple, par les deux petites satellites qu'une autre équipe de l'université de Stanford avait détecté indirectement à quelque 118 000 kilomètres du centre de Saturne (le Monde du 17 septembre 1986), sans parvenir, malheureusement à confirmer visuellement leur découverte.

La lune observée par M. Showalter ainsi que trois autres petites satellites découverts récemment (Atlas, 1980 S 27 et 1980 S 26) présentent en outre une particularité extrêmement intéressante pour les astronomes. Ils sont tous, explique M^{me} Roque, situés en deca ou à proximité immédiate de la « limite de Roche » (140 000 kilomètres du centre pour Saturne). Une zone où, d'après les lois de la mécanique céleste, tout corps un peu massif devrait être démantelé par les forces de gravitation. Une énigme de plus à résoudre dans la casette scientifique que constituent les anneaux des grandes planètes extérieures comme Saturne, Uranus, Neptune et Jupiter.

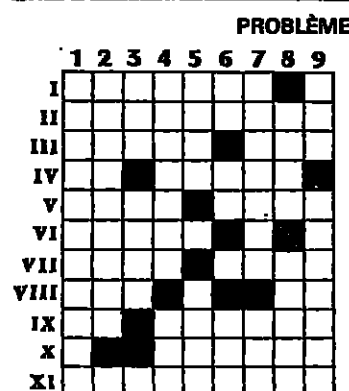
JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Visual detection of 1981 S 13, Saturn's eighteenth satellite, and its role in the Encke gap-Voyager vol 351, 27 June 1991.

Des difficultés de financement pour le super-accelérateur américain. Le Super-accelérateur de particules SSC (Superconducting Super Collider) que les Américains projettent de construire à Wabash, près de la ville de Dallas (Texas), serait actuellement confronté à de graves difficultés de financement. Le président de la commission du Texas, M. Fred Bury, chargé de lever localement 1 milliard de dollars pour lancer ce projet de 10 milliards de dol-

lars, vient de démissionner de son poste faute d'avoir pu réunir la somme nécessaire. Une certaine inquiétude se fait donc jour sur l'avenir de ce projet, d'autant que la Chambre des représentants a pas accordé pour 1990 la totalité de la subvention qui lui était demandée et que des projets concurrents européens sortent de terre (HERA en Allemagne), ou sont sur le point d'être lancés (LHC au CERN de Genève). (AFP)

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Certains ne marche que si l'on a des sous. - II. Qui n'aime pas être chatouillé. - III. Pas entouré. Peut griser quand il est pur. - IV. Pronom. Ode de la valeur au tableau. - V. S'élève en Suisse. Quand il y en a, c'est trop fort. - VI. Voulut voler de ses propres ailes. - VII. Rôte dans la vallée du Rhône. Fait moins de bruit qu'une bulle. - VIII. Un cri d'encouragement. Symbole. - IX. Note. N'est pas de l'essence ordinaire. - X. En première audition. - XI. Quand il est petit, n'a pas beaucoup d'obligations.

VERTICALEMENT
1. Tendance à épargner. - 2. Qui aime se mettre en grève. - 3. Pas mis au feu. Comme un enfant désagréable. - 4. Pour

empêcher l'eau d'entrer dans le bâtiment. Titre anglais. - 5. Une question pour le psychologue. Était bleu pour les juifs. Souci quotidien pour le guide. N'est pas un agrément. - 7. Faire en sorte qu'il n'y ait plus de bavures. Dérail. - 8. Peut être noir au marché. Dans la Meuse. - 9. Peut envoyer de dangereux paquets. A la tête bien emplumée.

Solution du problème n° 5557
Horizontalement
1. Bouchères. Poids. - II. Outrages. Langue. - III. Uvée. Lasso. Net. - IV. Lare. Edis. Coit. - V. Eau. Affin. Lier. - VI. Vase. Istres. - VII. Aunelle. Erne. - VIII. Rébus. Tatu. Enra. - IX. Ode. Silence. As. - X. Otés. Niera. - XI. Asile. Notes. Mai. - XII. Dinan. Dé. Toile. - XIII. Aventurées. Et. - XIV. Gerceur. Urus. Mat. - XV. Es. Erse. Bise.

Verticalement
1. Boulevard. Adage. - 2. Ouvea. Erosives. - 3. Utrius. Butiner. - 4. Crés. Eau. Elancé. - 5. Ha. Us. Sente. - 6. Eglefin. Ur. - 7. Réalisation. - 8. Essentiel. Odeur. - 9. Si. Rétauteurs. - 10. Lisse. Unie. Sue. - 11. Pas. Ise. Castas. - 12. On. Co. Réer. Os. - 13. Ignorant. Ami. Mi. - 14. Duel. Iéna. Alkas. - 15. Set. ter. Assiette.

GUY BROUTY

LÉGION D'HONNEUR

Défense

M. Gilbert Forray grand-croix

Est élevé à la dignité de grand-croix.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

MM. Guy Jourdain ; François Cava ;

Michel Guignon ; Jean-Marie Lemoine ;

Vincent Lantini ; Claude Lemieux.

Sont promus commandeurs :

MM. Bruno Petit ; Jacques Durand ;

Jacques Norcia ; Roland Bohn ; Guy

Boudelle ; Roland Bourgois ; Gérard

Briand ; Jean-Claude Comby ; René

Coraes ; Gérard Dubordieu ; André

Fauquier ; Jean-Claude Gaudin ; Michel

Grosjean ; Michel Le Guez ; Raymond

Manicacci ; Amédée Monchal ;

Georges Mouraud ; Gérard Penard ;

Claude Perrot ; Claude Rizzotto ;

Jacques Sabatini ; Henri Seltin ; Charles

Sury d'Assac ; Pierre Tardy ; Raymond

Udovitch ; Dominique Viani ; Michel

Debré ; Pierre Argosse ; Christian

Jannas ; Jean-Pierre Galtier ;

Claude Larquin ; Pierre Fichet ;

Philippe Schreiner ; Gérard Simonnet ;

Henri Antonin ; André Boquet ; Guy

Jugnot ; Maurice Tournier ; Henri

Cazebes ; Jacques Lanzaud.

Sont promus officiers :

MM. Théodore Garzand ; Joseph

Mailloz ; Jacques Roussel ; Philippe

Tenneco ; Yves André ; André Brizy ;

Claude Depand ; Michel Ferry ; Guy

Friedrich ; Claude Gaudin ; Jacques

Vetter ; Christian Saint-Antonin ; Claude

Vetter ; Claude Bouvignat ; Claude

Bouvier ; André Amichand ; Jean-Jacques

Wiz ; Eugène Audren ; Arnaud

Garvey ; Claude Chabert ; Jean-Louis

Paillet ; Guy Barthelemy ; Arlet Bel ;

Guy Bironneau.

MM. Martial Bouquet ; Gilles Boreau

Roussel Bonnet ; Jacques Bouvier ;

Yves Bréant de Boisanger ; René Bro-

diès ; Alain Broussat ; Patrick Bureau ;

Claude Capdeville ; Daniel Ceut ; Ber-

nard Chablin ; Raoul Chambouffron ;

Jean Chapon ; Joseph Chaptal de Chan-

teloup ; Bernard Chabert ; Jean-Louis

Cloutier des Pêchures ; Patrick de

Cockburn ; Stéphane Corvois ; Daniel

Coudale ; Philippe Creux.

Philippe Dullier ; Jean-Damien ;

René Delbome ; Michel Dréano ; Bruno

Dufay ; Guy Dumoulin de Prémar ;

Bruno Ellis ; René Faberon ; Bernard

Fanchier ; Charles Fénest ; Michel Fer-

riard ; Roger Gaudin ; René Gaudin ;

Jean-Louis Girard ; Roger Guillemain ;

Jean Guillaud ; Claude Guis ; Claude

Henry ; Philippe Hout ; Yves de La

Celle de Chaudens ; Emmanuel de La

Fontaine de Jalin.

MM. Jacques Laroche ; Jean-François

Larivière ; Hervé Le Bescond de Cou-

point ; Fernand Lebourque ; Michel

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

Lefebvre ; Claude Lefebvre ; Jean-Louis

CARNET DU Monde

Mariages

- Isabelle THOLLON
et
Bruno MARTIN

ont la joie de faire part de leur mariage, qui a été célébré le samedi 6 juillet 1991, en l'église Saint-Pierre de Fécamp (Seine-Maritime).

4, rue Milton,
75009 Paris.

Décès

- Bernard et Claude Dumon, née Gaillochet, Olivier et Nicolas, Philippe et Marie-Christine Gaillochet.

Etienne, Catherine et François, ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père et grand-père.

M. Roger GAILLOCHET,

le 5 juillet 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 9 juillet, à 8 h 45, en l'église Saint-Pierre, avenue du Roule, Neuilly-sur-Seine.

32, boulevard Victor-Hugo,
92200 Neuilly,
10, rue Jean-Bart,
75006 Paris.

- M^{me} Patrick Grosdemanche, Gaillochet et Gilles, ses enfants, M. Henri Grosdemanche, son père,

Ses frères et sœurs et leurs enfants, Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Patrick GROSDEMANCHE,

survenu le 6 juillet 1991, à l'âge de

quarante-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 juillet, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, à Saint-Maur-des-Fossés.

Cet avis tient lieu de faire-part.

106 bis, avenue du Maréchal-Foch,
94100 Saint-Maur-des-Fossés.- Dominique Lahalle,
Sœur Rose-Marie,
Nicole Lahalle,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jérôme LAHALLE,

survenu le 5 juillet 1991 à l'âge de

soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le mardi 9 juillet à Vaulhallan (Essonne).

1, impasse Jeanne-d'Arc,
92190 Meudon.

- M^{me} Ghislaine Marbeau-Cancrini, M. et M^{me} Jacques Bri-Marcbeu, (M^{me} Béatrice Marbeau-Cancrini),

M^{me} Dominique Marbeau-Roy, ses enfants, M. Pierre-Philippe Cancrini et M^{me} Sylvie Cancrini,

M^{me} Sandrine Cancrini, M^{me} Léonore Cancrini, M. Luc-Mathieu Cancrini, M^{me} Emmanuelle Lobé,

M. et M^{me} Xavier Lobé, M. et M^{me} Jonathan Nadav-Lobé, M^{me} Juliette Roy,

M. Frédéric Roy, ses petits-enfants, Simon Gaillochet, Arthur, David et Alexandre Lobé, Tamarita et Michaël Nadav,

Ses familles Sohier, Marbeau, Autin, Moreau, Bataille, ses fidèles gouvernantes, ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, de

M. Pierre MARBEAU,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien expert au Marché commun agricole,

le vendredi 5 juillet 1991.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité le mardi 9 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-André d'Europe, 24 bis, rue de Léningrad, Paris-8.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Alexandre Matheron, M. et M^{me} Michel Mauvais, M. et M^{me} Philippe Bonnet, M. et M^{me} Georges Matheron, M^{me} Josée Samain,

M. et M^{me} Pierre-Alain Dornes, M. et M^{me} Jean-Patrick Matheron, Ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M^{me} Berthe Papin, Et les familles Matheron, Giros, Huvelin et Soulier, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jean MATHERON,

survenu le 5 juillet 1991 dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 9 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.

27, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

Mariages

- M^{me} Nicole Nahmias,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-François Nahmias
et leurs enfants,
M. et M^{me} Marc Nahmias
et leurs enfants,
Les familles et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude NAHMIA,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaille de la Résistance,

survenu le 5 juillet 1991 à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-la-Croix, place de Ménilmontant, Paris-20, le mardi 9 juillet, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Nicole Nahmias,

19, rue du Parc-Montsouris,
75014 Paris.

M. Israël PERSTUNSKI,

président d'honneur de l'Union des engagés volontaires et anciens combattants juifs 1939-1945,

chevalier du Mérite combattant, croix du combattant volontaire 1939-1945, médaille des évadés,

survenu le 5 juillet 1991, à Paris.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, 43, avenue Marx-Dormoy, où l'on se réunira le mardi 9 juillet, à 14 h 30.

Un car de suite sera à disposition Hôtel Holiday Inn, place de la République, à 13 h 45.

152, rue de Picpus,
75012 Paris.

- Michel et Antoine Prévost, Henri et Guillaume Prévost, Marjorie et Thomas Fecker, Rosemond Méceny,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

M^{me} Ann PRÉVOST,

née Méceny,

le 5 juillet 1991, à la suite d'une longue maladie héroïquement supportée.

Les obsèques auront lieu le jeudi 11 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, place Etienne-Pernet, Paris-15.

60, rue Violet,
75015 Paris.

Remerciements

- M^{me} Jacqueline Jacquin, M. Yves Jacquin et leurs enfants, très touchés par les témoignages d'amitié et de sympathie qui leur ont été adressés après le décès de

M^{me} Odile JACQUIN,

prient tous ceux qui se sont associés à leur peine de bien vouloir trouver ici l'expression de leur reconnaissance et de leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

- Il y a six ans, à l'âge de dix-sept ans,

Frédéric JEARSAIN nous quitte.

« Le souvenir du bonheur n'est plus le bonheur ; le souvenir de la douleur est de la douleur encore. » Byron.

- Il y a treize ans,

Jean TEYSSANDIER, de l'école supérieure des PT, mourait sans enlène.

Lorsque baisse le jour les lumières s'allument et l'âme de Dieu chacun doit accepter la sienne : Le feu de la géhenne ou la lumière du ciel.

La vérité n'a rien à perdre. C'est l'heure de son émergence.

LE MONDE SAMEDI 9 JUILLET 1991

199155

6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

محمد المنصور

Devant les Jeunes Giscardiens à Saint-Georges-de-Didonne

M. Giscard d'Estaing préconise un « quota zéro » pour l'immigration

M. Valéry Giscard d'Estaing n'entend pas laisser à M. Jacques Chirac le monopole du terrain et des phrases bien senties. Il l'a montré ce week-end en reprochant au gouvernement d'avoir mis la France « dans la panade » alors que « tout se déginglante » (le Monde daté 7-8 juillet). Devant les Jeunes Giscardiens qui fêtaient leur vingt-cinquième anniversaire à Saint-Georges-de-Didonne, près de Royan, il a proposé « un nouveau souffle » pour « un pays coïncé ».

SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE
de notre envoyé spécial

À la mairie de Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Maritime), M. Valéry Giscard d'Estaing a eu un petit haut-le-cœur : sur le mur réservé aux photographies des prési-

dents de la République, son portrait avait, plus que les autres, passablement jauni. Doux anniversaire... Le maire, M. Dominique Buzureau, puissance invitante et hôte même ancien responsable des Jeunes Giscardiens, s'est habilement rattrapé en prononçant une phrase à première vue étonnante : « Je forme le vœu que le cinquième soit le troisième... » En clair, que le successeur de M. François Mitterrand (le cinquième président de la Ve République) soit le troisième du titre, élu en 1974.

1974, année bénie qui, pour les Jeunes Giscardiens d'alors, avait transformé une aventure de copains en aventure tout court. La nostalgie de cet âge d'or est toujours là, et les « dévôts » de l'ancien président de la République ne rêvent que du grand retour. L'intéressé pourrait difficilement se défendre de n'y point songer. Certes, dans son intervention devant son « fan club », samedi 6 juillet, il a mis un soin jaloux à prêter à la salle ses propres analyses sur la France, devenue « un pays coïncé », sur « la société essouffie » et

sur la nécessité de mettre un terme à « une expérience (socialiste) d'une durée excessive ». M. Giscard d'Estaing a souhaité « un souffle nouveau » pour le pays. Cette rencontre de Saint-Georges-de-Didonne avait un petit parfum électoral, avec l'invité mini-bain de foule dans les rues de la station balnéaire et sur la plage, à l'occasion d'un saut de parachutistes. Il est vrai que l'UDF s'inspire de l'avance qu'aurait prise M. Jacques Chirac et de l'efficacité encore réelle de la machine RPR, qui, dans la perspective des primaires de l'opposition, donne un avantage au maître de Paris. M. Giscard d'Estaing a aussi voulu simplement venir pour un anniversaire. Mais le discours politique fut bien au rendez-vous, avec quelques formules choc, déjà essayées la veille à La Bourboule devant les adhérents directs de l'UDF (le Monde daté 7-8 juillet). Il a également égaré « le comité de défense » très puissant « de la langue de bois » qui critique les hommes politiques qui parlent comme « tout le

monde ». M. Giscard d'Estaing n'a pas dit s'il faisait allusion, seulement, à ceux qui pouvaient trouver étrange de le voir adopter un tel langage ou s'il venait ainsi indirectement à se réconcilier avec l'immigration. Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a d'ailleurs relevé cette évolution. Au cours d'un meeting près d'Aiguperse (Puy-de-Dôme), il a affirmé que le fait que M. Giscard d'Estaing se mette à « parler peuple prouve qu'on est entré en période électorale ».

M. Giscard d'Estaing a, d'autre part, reproché au gouvernement de faire croire aux Français que le chômage est une « fatalité ». Et « pourquoi nous faire croire que nous sommes condamnés à l'immigration face à l'immigration illégale ? Il a préconisé « un quota zéro pour l'immigration » et dénoncé la « pratique néfaste » des « régularisations périodiques des situations illégales », qui créent, selon lui, un appel d'air vis-à-vis des pays pauvres.

PIERRE SERVANT

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Dossier chaud

SUPER, non, ce départ en vacances... Merci. Bientôt ! Avec les deux gamins, leurs copains et le chien, thermobière bloquée à 38° sous la réverbérante tôle de votre cocotte-minute familiale, traction avant et geysers arrière : Pape, arrière... vite ! Il a encore vomit, Patrick ! À peine sorti de l'autoroute, vous voilà partis dans un labyrinthe de routes secondaires et de chemins de terre, à la quereailleuse quête... Je l'avais bien dit de tourner à droite, au croisement d'une jolie maison aux pieds dans l'eau, pour quinze jours, sur la foi d'un descriptif d'agence. Les bras vous en tombent !

Trois pièces sombres, dont une sans lit et sans fenêtres. Pas un placard : Oh, vous ne qu'on range nos draps et nos serviettes ? Un living minuscule, donnant sur une cour-dépotoir. Des toilettes boueuses. Une cuisine - tu parles, une kitchenette - rassemblant autour de son évier douteux un reste de batterie sinistrée. Tapiés au fond d'un tiroir, quatre cuillères, deux fourchettes et... Oh sont les coutas ? Et la mer, où elle est ? Pour la voir, faut monter sur le toit du hangar !

En cas de mauvaise surprise,

que faire ? C'était marqué dans la Paroisse : dressez un état des lieux en double exemplaire. S'ils sont vraiment dégueux, surtout ne commencez pas à nettoyer, ne touchez à rien et faites immédiatement venir un huissier. Le moyen ? Sans annuaire, un samedi, en plein bled, à bientôt 9 heures du soir ? Pas moyen.

Les enfants passeront la nuit dans la baignoire pendant que vous réunirez les preuves matérielles de cet odieux abus de confiance. Des photos : pas la peine de chercher ton Instamatic, y a plus de pellicules ! Et des cartes postales : Comment ça, des cartes postales ? Va savoir ! Ces documents, vous les enverrez dans les plus brefs délais par lettre recommandée avec accusé de réception à votre agence.

Dès le lendemain, sillonnez le département à la recherche d'autres locataires mécontents. Regroupez-vous. Portez plainte auprès de la Direction de la concurrence et de la consommation. Si vous n'obtenez pas satisfaction, intéressez une action en justice. Oui, là, sur place, tout de suite. Allez, allez, pas une queue pareille ! À défaut de mobilier, vous aurez de quoi le meubler, votre déd !

IRAK : accusés de conspiration

Dix-huit généraux et officiers supérieurs auraient été exécutés

Dix-huit généraux et officiers supérieurs irakiens ont été exécutés en juin pour avoir conspiré contre le régime du président Saddam Hussein, a-t-on indiqué, dimanche 7 juillet, au sein des missions de vérification de l'ONU opérant en Irak. Selon ces sources, qui font état d'informations recueillies auprès d'interlocuteurs irakiens, les dix-huit officiers auraient tous été pendus et non fusillés, comme ils auraient dû l'être en regard à leur qualité. Les noms des généraux n'ont pas été révélés.

Selon ces indications, l'armée irakienne a essayé à trois reprises de renverser le régime depuis la défaite irakienne de février. La dernière tentative semble avoir eu lieu peu avant la grande fête musulmane de l'Aïd al-Adha, qui a commencé le 22 juin. D'autres éléments permettraient déjà de pen-

ser qu'une purge importante avait été effectuée récemment par le régime au sein de l'armée irakienne.

Début juin, le général Abdoulwahab Mohammed Hussein avait remplacé soudainement le général Naswan Tahoun comme interlocuteur des forces armées alliées installées dans le nord de l'Irak. Des sources kurdes avaient alors affirmé que le général Tahoun avait disparu après avoir été arrêté pour « activités menées contre le régime ».

En juin également, le chef d'état-major de l'armée irakienne, le général Hussein Rachid el-Takriti, avait été limogé et remplacé par le général Iyad Fatayeh el-Raoui. Le fait que sa nouvelle affectation n'ait pas été mentionnée paraissait indiquer qu'il avait été gravement sanctionné. - (AFP)

Les experts de l'ONU ont détruit les derniers missiles balistiques déclarés par Bagdad

La dernière ogive balistique déclarée par l'Irak a été détruite, samedi 6 juillet, ont annoncé les experts de l'ONU mandatés à cette fin, tandis qu'une autre mission internationale arrivait à Bagdad pour poursuivre l'enquête sur le potentiel nucléaire irakien. « Nous avons détruit vingt-huit ogives », a déclaré à la presse M. Douglas England, chef de la mission de l'ONU chargée d'éliminer les missiles balistiques dont l'Irak avait fourni la liste aux Nations unies.

Les ogives conventionnelles ont explosé dans le désert, près de la localité d'el-Taji, à 45 kilomètres au nord de Bagdad, a déclaré M. England. Antérieurement, les fusées elles-mêmes avaient été brisées par des chars. « Pour ce qui est de cette mission d'experts, elle n'a aucune indication laissant penser que les Irakiens possèdent d'autres missiles que ceux qui ont été déclarés » à l'ONU, a-t-il estimé. M. England a indiqué que « le niveau de coopération avec les autorités irakiennes a été excellent » et que « les Irakiens ont fait tout le travail de destruction ». D'autres experts en missiles de l'ONU doivent venir en Irak prochainement pour détruire des rampes de lancement et des ateliers de réparation, a-t-il dit.

Le responsable du groupe d'experts nucléaires, M. Dimitri Paricos, a déclaré de son côté à la presse qu'il avait pour mission de « déterminer le niveau de difficultés pour détruire les équipements nucléaires déjà recensés » par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) au cours de précédentes missions. M. Paricos a ajouté que les experts « s'occupent

également du problème » des équipements nucléaires qui ont été transportés le 29 juin vers une destination inconnue par un convoi de cent camions. L'AIEA cherche, depuis lors, à retrouver ces équipements dont elle pense qu'ils pourraient servir à la construction de l'arme atomique. - (AFP)

UNE FEMME :
- « CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU ! »
SON AMIE :
- « FORCÉMENT ILS OFFRENT LEURS TISSUS A DES PRIX "FOUS" »
SOLDES-COUPONS (MODE ET DÉCORATION)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Les difficultés de la télévision publique

Polémique entre la CGT et la régie publicitaire d'A 2

Avec un comité d'entreprise le 9 juillet et un conseil d'administration le lendemain, le plan de restructuration d'Antenne 2 - 377 suppressions de postes, 36 créations - entre cette semaine dans une phase de négociation qui devrait s'achever fin août avec la publication des listes nominatives des salariés licenciés. Au contraire de FR 3 qui parie sur le temps pour faire passer son propre plan - 536 suppressions d'emplois, 50 créations (le Monde du 7-8 juillet), - Antenne 2 a choisi d'avancer à marche forcée.

Après l'indignation et la dénonciation d'une « réorganisation à la hache » (le Monde du 4 juillet), les syndicats d'Antenne 2 cherchent leurs marques. La semaine dernière, quatre d'entre eux se livraient à un dangereux pas de clerc. Après quatre heures d'une négociation-marathon jeudi 4 juillet, FO, la CGT, la CGC et la CFDT signaient avec la direction un accord sur l'amélioration des conditions de reclassement des salariés et des départs volontaires.

Accord dénoncé dès le lende-

main, par la CFDT, les journalistes SNJ (autonomes) et deux branches de la CGT (les journalistes du SNJ-CGT et les réalisateurs du SNRT-CGT) qui accusaient les organisations signataires d'avoir « signé sur un coin de table » et fait le jeu de la direction en lui permettant de « se prévaloir de l'apparence du dialogue social ». Le SNRT-CGT retirait tous ses mandats à son délégué syndical.

C'est sans doute pour sortir de cette confusion que le SNRT-CGT choisit désormais de remettre l'accent sur un tout autre terrain : celui de la gestion et des « vrais-faux comptes » de la chaîne. Le syndicat, qui avait déjà dénoncé le mode de comptabilisation des programmes dans le bilan de la société (le Monde du 29 juin), attaque cette fois le travail de la régie publicitaire d'Antenne 2.

« En 1988, Antenne 2-Publicité avait collecté 2,2 milliards de recettes publicitaires brutes et n'en avait reversées que 1,8 milliard à la chaîne. L'an dernier, l'écart s'est encore creusé : la régie a drainé 2,1 milliards de francs de recettes brutes et l'antenne n'en a perçu que 1,4 milliard. Ce sont donc 700 millions de francs qui se sont évaporés. L'équivalent du déficit tant reproché à la chaîne », explique un responsable.

Le syndicat dénonce en conséquence la politique de rabais et de « surcommissions » plus ou moins occultes consenties aux centrales d'achat d'espace par la régie.

« Ces accusations sont ridicules et reposent sur des informations erronées », rétorque la présidente des régies d'Antenne 2 et de FR 3, M^{me} Christiane Doré. L'an dernier, ce ne sont pas 2,1 milliards de recettes brutes que nous avons collectées, mais 2,007 milliards. Sur cette somme, nous avons dû prélever, comme toutes les régies publicitaires, la rémunération officielle des agences (15 % du total), soit 300 millions de francs. Ensuite, nous avons versé au compte de soutien aux industries de programmes les sommes qui nous sont réclamées, prélevées sur le fonctionnement de la régie et financées directement un certain nombre de charges incombant à la chaîne ».

M^{me} Doré admet toutefois qu'Antenne 2-Publicité accorde à ces clients les plus importants un certain nombre d'avantages, comme le font toutes les régies : prime de fidélité, prime de progression des investissements publicitaires faits sur la chaîne, prime de parts de marché ou bien encore de volume commandées.

PIERRE-ANGEL GAY

Deux blessés devant un immeuble de l'éducation nationale

Le FLNC « canal historique » revendique l'attentat commis à Paris

Un attentat, revendiqué dimanche après-midi dans un communiqué authentifié par le FLNC « canal historique » (organisation clandestine corse réputée « dure »), a été commis, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 juillet contre un immeuble de l'éducation nationale, siège de la direction du personnel enseignant des collèges et lycées, situé 34, rue de Châteaudun à Paris-9^e. Une déflagration, provoquée par une charge explosive de « quelques centaines de grammes », selon les enquêteurs, a provoqué d'importants dégâts dans le hall d'entrée. Les vitres des fenêtres aux alentours ont été aussi soufflées et deux passants, dont un chauffeur de taxi, légèrement blessés. La charge explosive avait été vraisemblablement placée sur une grille, aucun cratère n'ayant été constaté dans le sol après l'explosion.

Le communiqué de l'organisation clandestine corse affirme : « Revendiquons l'action contre le ministère de l'éducation (Paris). Cette action s'inscrit dans le cadre du combat de notre peuple pour la reconnaissance de sa culture et de sa langue ».

C'est la première fois, depuis six ans, que les nationalistes corses revendiquent un attentat à Paris. Les 7 et 8 avril 1985, deux actions avaient visé l'une les bureaux de l'EDF, rue du Rocher (8^e), l'autre une annexe du siège social des

Charbonnages de France dans le même arrondissement. Depuis la scission intervenue au sein du FLNC entre le « canal historique » et le « canal habituel » (réputé plus « modéré »), c'est aussi la première fois que le FLNC « canal historique » commet un attentat sur le continent en s'appuyant, semble-t-il, sur une infrastructure assez légère. Le « canal habituel », pour sa part, avait commis, sur le continent, fin 1990 et début 1991, deux attentats de plus grande ampleur, contre des sièges de société, à Marseille et à Aubagne.

Cet attentat, qui n'est probablement pas exempt de considérations internes dans la surenchère qui oppose les deux branches issues du FLNC, semble confirmer la volonté exprimée récemment par le « canal historique » (le Monde du 28 juin) d'en revenir au « rapport de forces » avec l'État après l'annulation par le Conseil constitutionnel de la reconnaissance juridique du « peuple corse ».

D'autre part, un magasin a été entièrement détruit par une explosion criminelle, suivie d'un incendie, dans la nuit de dimanche à lundi à Castors, à une dizaine de kilomètres au sud de Bastia (Haute-Corse). Une charge explosive de forte puissance avait été placée devant un magasin de meubles qui venait d'être inauguré. Cet attentat, qui n'a pas fait de victime, semble toutefois relever d'une rivalité commerciale.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Un entretien avec Alain Finkielkraut ; Les revues, par Frédéric Guessen ; sur la guerre 2

ÉTRANGER

La conférence sur les ventes d'armes à Paris
L'élaboration d'un « code de bonne conduite » 5

La répression contre les islamistes en Algérie
Arrestation du nouveau porte-parole du FIS 5

POLITIQUE

Le débat sur l'immigration
M^{me} Cresson parle de charters 8

Les manifestations de harkis
Le gouvernement débloque 100 millions de francs 7

Trêve entre les dirigeants du PS
Les chefs de courant approuvent la proposition de M. Mauroy d'un congrès extraordinaire 8

SOCIÉTÉ

Les fantômes racistes d'Angoulême
Malaise et interrogations après le mort de deux jeunes Maghrébins 9

CULTURE

Photographes belges au Palais de Tokyo
Des pionniers aux contemporains, un panorama pléthorique décevant 12

ÉCONOMIE

Le scandale de la BCCI
Le gouvernement britannique demande à Abou-Dhabi d'assurer le remboursement des clients de la banque 15

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les États-Unis contre les Douze
L'Allemagne ou l'intendance suivra
Le Japon, une stratégie de moyens
La chronique de Paul Fabra
A travers les revues 17 à 19

L'avenir du tiers-monde
Un rapport de la Banque mondiale 26

Services

Abonnements 2

Annonces classées 20 à 25

Carnet 28

Loto 28

Marchés financiers 28-27

Météorologie 29

Mots croisés 29

Radio-Télévision 28

Spectacles 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7-8 juillet 1991 a été tiré à 490 406 exemplaires.